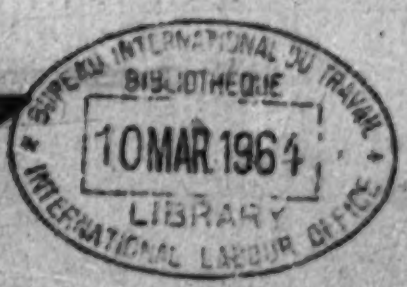
ROYAUME DU MAROC

Morocco

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

PLAN QUINQUENNAL 1960 - 1964

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



338.4 (64)
A24
640212

Division de la Coordination Economique et du Plan

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

PLAN QUINQUENNAL 1960 - 1964

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Division de la Coordination Economique et du Plan

SOMMAIRE

Première partie — MÉTHODE ET RÉSULTATS

Pages

Chapitre I. — La méthode appliquée 1

Chapitre II. — Les résultats 27

Chapitre III. — Les problèmes de financement 57

Deuxième partie — LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL PAR SECTEUR

— Industries alimentaires 81

— Energie 137

— Industries extractives 151

— Bâtiment et Travaux Publics 173

— Industries des métaux 199

— Industries d'habillement 311

— Industries chimiques 367

— Industries diverses 431

Dans la pochette : Tableaux économiques du Maroc

SOMMAIRE

PRÉFACE

Dans le document présentant le Plan Quinquennal 1960-1964 nous avons annoncé que la Division de la Coordination Economique et du Plan allait entreprendre des études approfondies afin de poursuivre et de compléter les travaux des différentes commissions du Plan.

Il s'agissait notamment de passer d'un Plan-cadre définissant des orientations et des directives à un Plan-programme exprimant en termes précis et quantitatifs les objectifs que le Maroc doit atteindre et les efforts qu'il doit accomplir.

Le présent ouvrage consacré essentiellement au développement industriel réalise une importante partie de la tâche entreprise.

L'Industrie a occupé la première place dans le calendrier de nos travaux parce qu'il apparaît qu'au cours de ce premier quinquennat la croissance de la production intérieure demeure largement fonction du développement de la production industrielle.

Le Maroc, en effet, doit effectuer 545 milliards d'investissements nets pour atteindre les objectifs fixés par le Plan et permettre à son économie de croître au taux moyen de 6,2 % par an. Or, dans les prochaines années à venir seule l'Industrie peut déclencher un tel processus de croissance. L'Agriculture devant faire l'objet d'un certain nombre de réformes (réforme agraire, démarrage de l'Office National des Irrigations et de l'Office de Modernisation Rurale, réforme du Crédit agricole etc...) ne pourra jouer un rôle dynamique qu'à plus long terme.

Aussi 180 milliards d'investissements nets doivent être consacrés au secteur industriel qui doit connaître un rythme de croissance de 10 % par an. 125.000 nouveaux emplois permanents pourront être ainsi créés, grâce à l'expansion des différentes branches de ce secteur (Bâtiment et Travaux Publics y compris).

L'effort demandé à la Nation pour assurer le « démarrage » de notre économie et l'engager dans la voie d'un véritable développement est certes considérable mais demeure compatible avec nos possibilités.

Le mérite de cet ouvrage est précisément de nous dire d'une façon réaliste et concrète pour chacune des branches d'activités de l'Industrie, quels sont les nouveaux projets qui peuvent être entrepris, quelles sont les extensions des capacités existantes nécessaires, quel est le coût approximatif de telles opérations, quels sont les effets sur l'emploi.

Les méthodes de projection utilisées et l'ensemble des études entreprises pour aboutir aux résultats indiqués sont exposés dans la première partie de ce livre que l'on peut considérer comme une nouvelle étape franchie dans le progrès de la Planification au Maroc.

M'Hamed DOUIRI

Ministre de l'Economie Nationale et des Finances.

LE Plan publié en novembre 1960 prévoyait la poursuite et l'approfondissement des travaux de planification. Il s'agissait, avant tout, dans le cadre des grandes lignes de croissance définies par ce document, de préciser, sur la base d'études aussi directes que possible, les objectifs de production à atteindre dans les différents secteurs et les diverses branches d'activité. La nature et l'ampleur des efforts à fournir, tant par le secteur public que par le secteur privé, devaient également être délimitées. Par là même, seraient définis les éléments principaux de la politique économique et financière à mettre en œuvre pour assurer la réalisation des objectifs retenus.

Le présent travail, exécuté dans le courant de l'année 1961 par La Division de la Coordination Economique et du Plan, s'est efforcé de mener à bien cette tâche. Il a toutefois porté avant tout sur les secteurs industriels et commerciaux. Les objectifs retenus pour l'agriculture sont en gros ceux mêmes du Plan. Une étude du même genre devra être entreprise, à bref délai, sur ce secteur, dont le développement, nous le verrons, joue un rôle central dans l'essor de l'économie marocaine.

En termes d'augmentation de la production intérieure, cependant, l'apport de l'agriculture au processus de croissance ne sera vraiment décisif qu'au cours du second quinquennat. De longs délais seront en effet nécessaires pour assurer la transformation des structures économiques et sociales de l'agriculture traditionnelle. Par suite, à moyen terme, la part quantitativement la plus importante de la croissance repose forcément sur l'industrie, les services et le commerce.

Ceci explique la priorité accordée à ces activités par la Division de la Coordination Economique et du Plan. Le démarrage d'un processus de croissance économique, au cours des prochaines années, dépend de façon centrale de l'extension et du rajustement des structures de production industrielle existantes et plus encore de la création de nouvelles activités dans ces secteurs.

Cette étude se propose, par suite, de préciser le rôle qui revient à l'industrialisation dans le développement de l'économie marocaine. Elle sera, par là même, conduite à en souligner les limites et la part qui échoit nécessairement à l'agriculture, qu'il s'agisse d'entretenir et d'étoffer le processus de croissance une fois celui-ci démarré, ou encore d'apporter une solution, au cours des dix prochaines années, au problème de l'emploi de la population active.

Nous analyserons, dans une première partie, la méthode appliquée pour déterminer les différents éléments de la projection quinquennale et vérifier leur cohérence. Les résultats auxquels elle a permis d'aboutir au niveau des différents secteurs industriels seront globalement présentés ensuite. Ils seront repris en détail dans une seconde partie où seront exposées les possibilités de développement dans chacune des 200 branches dont se compose l'ensemble des secteurs d'activité.

L'exécution de cette étude n'a été possible que parce qu'on a disposé, fin 1960, d'un certain nombre de documents de travail indispensables. L'enquête industrielle réalisée en 1958 a permis de dresser, pour cette année, un tableau économique d'ensemble, précisant les relations d'échange entre les différents secteurs d'activité. Ce tableau d'échanges inter-industriels et les rapports qui ont servi à sa construction, ont constitué la base de l'édification du tableau économique 1960 (première année du Plan) et des travaux de projection sectorielle à cinq ans.

L'enquête 1959-60 sur « la consommation et les dépenses des ménages marocains musulmans » a fourni des renseignements précieux sur la structure des dépenses et leur modification en fonction des différents niveaux de revenus : (élasticités de consommation). Elle a conduit, en outre, à corriger en hausse les estimations antérieures sur l'auto-consommation des milieux traditionnels.

Finalement le recensement démographique de juin 1960 a précisé l'évolution respective des différents groupes de la population au Maroc et révélé un taux de croissance démographique nettement plus élevé qu'il n'était auparavant admis.

La poursuite et l'amélioration des travaux de planification s'avère, à l'heure actuelle, largement fonction de l'achèvement ou de l'exécution d'autres études : sur la production agricole (en cours), sur le commerce intérieur et les prix de gros, la distribution des revenus et l'artisanat (à entreprendre).

PREMIERE PARTIE

MÉTHODE ET RÉSULTATS

CHAPITRE I

LA MÉTHODE APPLIQUÉE

Entrepris au début de l'année 1961, ces travaux de planification ont dû tenir compte des résultats de l'année 1960 qui constituait la première année du Plan quinquennal. Il a fallu dresser pour cette année un tableau économique qui incorpore les diverses hausses de prix intervenues depuis 1958 aux différents stades : production, importations, investissements, consommation.

D'entrée en jeu, il apparut que ces résultats restaient très en deçà du rythme prévu pour le plan : non seulement la récolte de céréales fut médiocre, mais la production des industries de transformation ne dépassait pas en deux ans 11 % d'augmentation, contre 10 % chaque année prévu au plan. En outre, la masse des investissements inscrits dans ce document représentait, en prix 1960, quelque 850 milliards de francs marocains. Or, au lieu de 150 à 170 milliards d'investissement qui auraient été nécessaires pour assurer le démarrage du plan à la cadence voulue, leur montant n'a pas atteint 92 milliards en 1960.

Force fut donc, tout d'abord, de revoir le programme d'investissement pour la période quinquennale, afin de répartir, entre 1960 et 1964, un montant qui corresponde au volume des investissements prévus par le plan.

I. — MODÈLES DE CROISSANCE

Le modèle de croissance 1960-1970 présenté dans les *tableaux* 1 et 2 détermine les possibilités de développement simultané et cohérent de l'ensemble des grandeurs économiques du Maroc : production agricole, production industrielle, énergie, activité du bâtiment et des travaux publics, transports, services et commerces, importations, du côté ressources ; et du côté emplois : achats des entreprises, consommations privée et publique, exportations, investissements, variations de stocks. Tous les calculs ont été effectués en prix 1960.

TABLEAU I

Ressources

(en milliards de francs)

	Valeur ajoutée créée	*Valeurs ajoutées*	
		1960	1965
Agriculture	50	265	315
Industries alimentaires..	10	40	50
Energie	13	17	30
Mines, matériaux construction	20	58	78
Industries de transformation	51	66	117
Bâtiments T.P.	37	33	70
Transports, services	43	150	193
Commerce	63	191	254
Total.....	287	820	1 107

Emplois

(en milliards de francs)

	Augmentations 1960-1965	1960	1965
Consommation des ménages	125	688	813
Consommation publique.	8	26	34
Consommation étrangère	2	29	31
Consommation totale	135	743	878
Investissements + stocks	158	96	254
Déficit commercial	—6	—19	—25
Total.....	287	820	1 107

TABLEAU 2

(en millions de francs)

	Production des secteurs		Valeur ajoutée			Taux	Taux	Taux annuels	Taux annuels
	1960	1965	1960	1965	1970	1965-1960	1970-1965	1960-1965	1965-1970
RESSOURCES									
Agriculture	303 360	363 000	265 161	315 482	418 000	119,0	133	103,5	105,9
Industries alimentaires	169 785	211 310	40 493	50 417	68 000	124,5	135	104,5	106,2
Energie	35 430	66 600	17 471	30 345	53 000	173,7	175	111,7	111,8
Mines, matériaux const.	87 865	120 270	58 127	78 409	96 000	134,9	123	106,2	104,2
Industries transform. ..	180 090	328 165	65 604	116 693	176 000	177,9	150	112,2	108,5
Bâtiment, T.P.	61 930	123 400	32 506	69 819	93 000	214,8	133	116,5	105,9
Transports, services ..	181 345	236 300	149 561	192 710	256 000	128,9	132,5	105,2	105,8
Commerce	242 195	321 542	190 695	253 798	338 000	133,1	133,2	105,9	105,9
Total production ...	1 262 000	1 770 587	819 618	1 107 673	1 498 000	135,1	135,2	106,2	106,2
Importations	220 760	300 597	220 760	300 597	366 000	136,1	121,8	106,4	104,0
Diminution stocks	2 404		2 404						
Total ressources	1 485 164	2 071 184	1 042 782	1 408 270	1 864 000	135,0	132,4	106,2	105,8
EMPLOIS									
Achat entreprises	442 382	662 914				149,9		108,4	
Consommation ménages	687 870	813 140	687 870	813 140	1 100 000	118,2	135,3	103,4	106,2
dont marocains	(566 570)	(712 962)			(1 010 000)	125,8	141,6	104,7	107,2
Consommation publique	26 595	34 500	26 595	34 500	46 000	129,7	133	105,3	105,9
Consomm. étrangère ..	29 000	31 000	29 000	31 000	35 000	106,9	113	101,4	102,5
Total demande	1 185 847	1 541 554	743 465	878 640					
Exportations	201 337	276 130	201 337	276 130	376 000	137,1	136,5	106,5	106,4
Augmentation stocks ..	6 220	4 000	6 220	4 000	6 000				
Investissements bruts..	91 760	249 500	91 760	249 500	301 000	272,0	120,5	122,1	103,8
Total emplois	1 485 164	2 071 184	1 042 782	1 408 270	1 864 000	135,0	132,4	106,2	105,8
Déficit commercial ...	19 423	24 467	19 423	24 467	— 10 000				

Sous la forme présente, il est en fait l'aboutissement du travail de planification des douze derniers mois.

Le montant des investissements retenus pour la période, et le cheminement annuel établi, donnent un chiffre d'investissement brut pour l'année 1965. La ventilation de ces investissements en leurs composantes : outillages, bâtiments et travaux publics permet d'obtenir l'augmentation d'activité dans les secteurs des entreprises du bâtiment et des travaux publics.

Pour l'agriculture compte tenu des augmentations de production à attendre des périmètres irrigués et des diverses actions à entreprendre dans l'agriculture traditionnelle, la croissance globale à cinq ans ne peut, d'après les estimations du plan, dépasser 19 %, soit 3,5 % par année. Le développement des industries alimentaires se trouve pour une large part, conditionné par celui de l'agriculture.

Les programmes d'exploitation des mines : phosphates, fer, plomb, zinc, etc., permettent de prévoir, avec suffisamment d'exactitude, les possibilités de production en 1965. Les entreprises de matériaux de construction, de leur côté, doivent suivre le développement des secteurs du bâtiment et des travaux publics.

Le secteur tertiaire, lui, est directement fonction de la croissance de la production intérieure. De même la production d'énergie doit suivre la demande qu'engendre l'augmentation d'activité, spécialement celle de l'industrie et celle de la consommation (électricité, essence pour voiture, etc.), elle-même fonction de l'accroissement des revenus.

A ce point, la croissance de la production intérieure se trouve dépendre essentiellement de l'importance du développement possible dans les industries de transformation. Si l'on désire atteindre, au cours du premier quinquennat, un taux de 6,2 % par an de la production intérieure brute (le chiffre avancé par le Plan, 7 %, se réfère en réalité à la base 1959 et non 1960), il s'avère nécessaire que les industries de transformation augmentent leur valeur ajoutée d'une cinquantaine de milliards de francs marocains. Un objectif de cet ordre de grandeur a, par suite, servi de base aux travaux de projection par secteur et par branche d'activité. Des résultats nettement inférieurs auraient obligé à adopter un modèle moins ambitieux, à 5 ou 4,5 %. De toute façon, il eut été impensable de retenir un taux de croissance de la production intérieure qui ne dépassât pas le taux de croissance démographique du pays.

Dans ce modèle de croissance, on prévoit l'évolution des achats de biens et services par l'administration et, au prix d'un certain nombre d'hypothèses sur l'évolution du tourisme et le départ des troupes étrangères, l'augmentation de la consommation des étrangers au Maroc.

Les développements de production retenus pour les grands secteurs d'exportation : agrumes, produits maraîchers, conserves, phosphates, mines, etc., permettent également de fixer le volume global des exportations en 1965. Compte tenu, alors, d'un déficit admissible dans le commerce extérieur, on connaît les possibilités d'importations pour la même année.

L'augmentation des stocks a été estimée, de façon forfaitaire, comme un pourcentage de l'accroissement de la production intérieure entre 1964 et 1965.

Par différence, entre la somme de la production intérieure brute, plus les importations et celle des différents emplois énumérés ci-dessus : consommation publique, consommation des étrangers, exportations, variations de stocks, investissements bruts, on obtient, en solde, le montant disponible pour la consommation des ménages.

Vu la faiblesse des taux de croissance antérieurs, il n'était pas en effet possible de fixer a priori un taux d'augmentation de la consommation des ménages relativement élevé de 6 %, qu'il aurait fallu intégrer, comme une contrainte, dans le modèle. Vu les ressources dont dispose le pays, la mise en route d'un processus accéléré de croissance s'avérerait incompatible av c une élévation très rapide des dépenses de consommation. Par contre il n'aurait pas été admissible que l'augmentation des ressources laissées aux ménages pour leur consommation restât inférieure au taux de croissance démographique. Il aurait fallu réviser en hausse le modèle de croissance. Nous verrons qu'en fait, avec un taux d'augmentation de la consommation privée légèrement supérieur au taux de la croissance démographique, celle des ménages marocains atteindra un rythme nettement plus élevé, en raison du départ d'Européens.

Le schéma de croissance est alors cohérent :

— Le montant des investissements retenus pour 1965 correspond à un niveau d'activité possible pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics, et les importations disponibles

doivent suffire à assurer les achats d'outillage qui ne pourraient être fabriqués sur place. Seule la projection par secteur permettra de connaître le volume exact d'investissements nécessaires aux différentes augmentations de production industrielle prévues. En première approche, on applique des coefficients de capital globaux, compte tenu d'ailleurs de ce qu'on connaît déjà des grands projets industriels et des différentes perspectives ouvertes par les travaux des commissions, et ceux du B.E.P.I.

— L'effort demandé à l'agriculture, en termes de valeur ajoutée, reste modeste.

— Un examen rapide, sur la base des études antérieures, des possibilités de développement dans les différents secteurs industriels et les branches qui les composent montre qu'il ne doit pas être impossible de répartir entre ceux-ci, la cinquantaine de milliards de valeur ajoutée supplémentaire qui entraînerait la croissance générale à un rythme annuel de 6,2 %.

— Du côté utilisations, avec 813 milliards, compte tenu d'un déficit commercial un peu supérieur à celui de 1960, la consommation des ménages dépasse de 18,2 % le niveau de 1960 (de plus de 25 % pour les marocains, en raison du départ de 110 000 Européens). Celle de l'Etat s'accroît régulièrement, et les dépenses des touristes au Maroc compensent le manque à gagner entraîné par le départ des troupes étrangères.

Ce modèle cadre assez bien avec les perspectives générales du plan. Tout en permettant à la consommation privée de s'élever progressivement, il présente le démarrage d'un processus de croissance de la production intérieure, lui-même reflet de la mise en place de nouvelles structures de production. Reste ensuite à établir que ce processus, une fois déclenché, peut être accentué par la suite, et qu'il est en mesure d'apporter ultérieurement une solution au problème du plein emploi de la main-d'œuvre.

Toutefois, la validité de ce modèle repose centralement sur la possibilité d'obtenir un développement suffisant des industries de transformation. Aucun de ces éléments ne peut être retenu comme valable tant qu'on n'a pas établi, sur étude directe, par secteur et par branche, cette possibilité. Il faut donc passer de l'approche globale à l'analyse détaillée, pour vérifier s'il est effectivement concevable de ventiler, entre les différents secteurs d'activité, les augmentations de production susceptibles de porter la croissance globale au rythme désiré.

II. — PROJECTION QUINQUENNALE

Paragr. 1. - LE TABLEAU ECONOMIQUE 1958

L'instrument de base pour la projection quinquennale par secteur fut fourni par le tableau économique dressé pour l'année 1958, à partir de l'enquête industrielle exécutée en 1959.

Ce tableau se présente comme un bilan des *ressources* et *emplois* de l'ensemble des biens et services produits au cours de l'année en question. Il ne donne donc aucun élément sur les opérations financières : épargne, mouvements de capitaux, crédit, qui ont constitué la contrepartie, en monnaie, de ces flux de biens et de services. Ces opérations financières seront analysées en fin de cette première partie.

a) En *ressources* figure, tout d'abord, la *production* des trois secteurs d'activité retenus : primaire, secondaire et tertiaire. Chaque secteur ne fournit qu'une seule catégorie de produits : chaussures, produits miniers, produits chimiques. Ceux qui de fait produisent, en outre, d'autres biens ou services voient leur chiffre d'affaires diminué du montant de ces produits secondaires. Ceux-ci vont accroître celui des secteurs dont c'est la production principale.

Ainsi l'agriculture, en plus des produits agricoles, exécute des travaux d'hydraulique et de défense et restauration des sols. La valeur en est comptée avec le chiffre d'affaires des travaux publics. Il en va de même des recherches pétrolières ou minières exécutées par les secteurs : mines, énergie, phosphates. Leur prix n'est pas comptabilisé avec celui des produits miniers, des phosphates ou de la production d'énergie, mais avec l'activité du secteur des travaux publics. Dans le même ordre d'idée, des entreprises chimiques fabriquent des produits alimentaires qui sont retranchés de l'activité de ces secteurs et adjoints à celle du secteur correspondant des industries alimentaires.

Par ailleurs, un certain nombre de secteurs effectuent eux-mêmes une partie de leurs investissements. S'il s'agit d'outillages fabriqués par le secteur des métaux d'équipement (14), cet auto-équipement est compris dans le chiffre d'affaires du secteur, puisqu'il fait partie de sa production principale. Par contre, s'il est réalisé par le secteur des industries chimiques, par les P.T.T. ou la sidérurgie, on l'exclut du chiffre d'affaires de ces secteurs. Suivant sa composition il sera ventilé entre les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'outillage (13, 14, 15, 16).

Au point de vue valeur, ces chiffres d'affaires sont comptabilisés sortie usine. Les frais de transport pour amener les produits aux grossistes et aux détaillants font partie de l'activité

du secteur commerce. Cependant, dans les cas des phosphates, des mines et de l'industrie laitière, les prix sont estimés, FOB pour les deux premiers et rendus détaillants pour les derniers.

A la production locale, s'ajoutent ensuite les *importations* par groupe de produits. Elles sont enregistrées C.A.F., y compris dans le cas du sucre que les douanes comptabilisent par contre au prix péréqué.

Le coût de ces importations est accru du montant des *droits de douanes et des taxes* qui les frappent, des frais de débarquement et de transport, et de la marge des transitaires.

L'ensemble, produits locaux plus importations et les *marges de commercialisation* qui s'y ajoutent, entre alors dans le circuit de la commercialisation locale : grossistes et détaillants. Leurs marges plus les taxes spécifiques qui frappent certains produits à la vente : essence, alcool, etc., viennent gonfler la masse des ressources et confèrent aux différents produits leur prix de vente sur le marché. Au moins pour l'année de référence, on constate en outre que les ressources se sont trouvées accrues, dans certains secteurs, du montant des déstockages nets effectués dans le courant de l'année.

b) *Emplois.* - Avant d'être disponible pour la consommation finale, l'investissement ou l'exportation, une partie de ces ressources aux prix du marché est, tout d'abord, *achetée par les entreprises.* Pour fonctionner, celles-ci ont en effet besoin de se procurer, en fonction de la nature et de l'importance de leur fabrication, toute une gamme de produits pour des montants variés. Ces derniers représentent un pourcentage fixe des chiffres d'affaires (inputs) et constituent de la sorte des coefficients techniques de production. Ainsi pour fabriquer des automobiles, des camions ou des cycles, le secteur 15, pour une production de 100, doit acheter un certain pourcentage de produits sidérurgiques, un autre de produits textiles, un troisième de produits chimiques, etc., et finalement s'acheter à lui-même un certain pourcentage de ses propres produits à monter ou à transformer.

Il est clair, toutefois, que ces coefficients techniques ne resteront constants qu'aussi longtemps que les méthodes de fabrication ne changeront pas trop considérablement. Le fait par exemple, d'introduire dans le secteur 13, produits sidérurgiques, une unité sidérurgique moderne obligera à modifier le compte d'exploitation de ce secteur. Cependant, plus chacun des achats représente un agrégat de produits assez variés, classés sous la même rubrique : produits textiles, métaux d'équipement, etc., plus aussi, il faudra que les changements technologiques soient importants pour que des variations notables soient introduites dans ces coefficients. L'ensemble de ces achats forme la demande intermédiaire.

L'importance de cette demande et sa structure peuvent servir à caractériser le degré d'évolution et d'intégration d'une économie, la mise en place de nouvelles entreprises et de nouveaux moyens de production entraînant une augmentation de ces demandes intermédiaires ; encore faut-il que celles-ci soient satisfaites par la production locale et non par les importations.

Les achats du commerce se limitent à ceux nécessaires au fonctionnement des entreprises commerciales : électricité, charbon, services, transport, etc. Ils ne comprennent pas, par contre, la valeur des produits vendus par le commerce. Aux achats de fonctionnement s'ajoute seule, pour constituer le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée par le service commercial.

Une fois assurée la demande intermédiaire, le reste des ressources se trouve disponible pour la *demande finale*. Celle-ci comprend les achats de biens et services par les administrations. On distingue au Maroc les achats de l'administration civile et militaire plus ceux de la Sécurité sociale, de ceux des administrations étrangères et des touristes.

Le poste le plus important de la demande finale est constitué par les achats des ménages. L'auto-consommation de produits agricoles importante en milieu traditionnel, est ici comptabilisée à son prix de production et non au prix du souk, comme elle l'a été dans l'enquête de consommation ; on minore de la sorte, le niveau de vie des ruraux par rapport à celui des consommateurs urbains. Mais on évite également de gonfler les ressources de marges commerciales inexistantes ; ce qui est préférable dans l'optique de la comptabilité nationale.

Les *investissements* sont estimés au prix coûtant pour les entreprises, valeur des équipements et frais de montage. Lorsqu'il s'agit de biens importés ou achetés à d'autres entreprises, ceux-ci comprennent bien entendu les marges commerciales qui s'appliquent à ces produits. S'il s'agit d'auto-équipement, on estime leur valeur au coût de production. Par contre, les achats de biens d'équipement par l'armée : avions, navires, casernes, etc., sont considérés comme des consommations et comptabilisés avec les dépenses de l'administration.

Les *exportations* sont évaluées FOB, elles incluent l'ensemble des frais, taxes et droits que supportent ces produits avant leur embarquement.

Les augmentations de stocks au cours de l'année comprennent ou non des marges commerciales, suivant leur origine : production locale, importation, et le stade où elles sont constituées : production, gros, détail.

En considérant alors le tableau ligne par ligne, on obtient une égalité comptable entre la totalité des ressources d'une part et celle des utilisations de l'autre :

Production locale + importations + marges commerciales + diminution de stocks = demande intermédiaire + consommation des administrations + consommation des ménages + investissements + exportations + augmentations de stocks.

Si l'on examine la partie centrale du tableau, on observe que chacune des colonnes est constituée par la somme des comptes d'exploitation des entreprises qui appartiennent au même secteur d'activité, pour autant du moins que leurs fabrications relèvent du même groupe de produits. La différence entre le chiffre d'affaires d'un secteur et le montant de ses achats mesure la valeur ajoutée par lui à la production intérieure brute du pays. Cette valeur ajoutée est elle-même constituée par la somme des salaires et charges sociales, des impôts directs et indirects (nets de subventions) payés par les entreprises, à laquelle s'ajoute leur solde bénéficiaire, qu'il s'agisse de bénéfices non distribués, ou de profits qui seront impartis aux actionnaires ou aux obligataires.

Cette partie centrale du tableau va jouer un rôle fondamental dans la projection à cinq ans. C'est en effet de la possibilité d'augmenter la production des différents secteurs (en particulier ceux des industries de transformation) que dépend le rythme de croissance de la production intérieure brute. En outre, c'est en appliquant à ces augmentations de production les coefficients d'achat de leurs secteurs respectifs, ou en les modifiant pour tenir compte des nouveaux types de production introduits, qu'on obtiendra le montant de la demande intermédiaire correspondante.

Parag. 2. — LE TABLEAU ECONOMIQUE 1960

La première année du plan se trouvait achevée, au moment où ces travaux étaient entrepris. Il a donc fallu prendre comme base de projection les résultats de l'année 1960, au lieu de se contenter de projeter l'année 1965 à partir de l'année de référence 1958. La construction du tableau 1960 s'imposait pour deux raisons : ses résultats s'avéraient inférieurs aux prévisions du Plan ; en outre la dévaluation de 1959 avait suscité des hausses importantes de prix, variables suivant les secteurs et les produits.

Pour établir ce document on a disposé, dès les premiers mois de 1961, d'indices d'activité provisoires pour la plupart des secteurs industriels, d'estimations directes sur la production agricole et celle des entreprises du bâtiment et des travaux publics. On a pu, de la sorte, dresser les comptes d'exploitation des différents secteurs en prix 1958.

Une étude fut en même temps effectuée pour mesurer, d'après la nature des achats des différents secteurs d'activité, la hausse moyenne de prix que supportait chacun des postes d'achats. Ainsi la moyenne de hausse de prix des achats des conserveries (secteur 3) à l'agriculture (secteur 1) portant sur

des légumes, céréales, agrumes et fruits, vin, olives, viande et poisson, atteint 10 % par rapport à 1958, tandis que celle des achats de ce même secteur à celui des métaux (14) dépasse 20 %, etc. On a pu de la sorte recalculer, en prix 1960, la valeur des achats effectués par les entreprises, au niveau d'activité atteint cette année-là. Il a suffi alors d'estimer les répercussions de ces hausses sur les prix de revient des entreprises, compte tenu des augmentations de salaires, pour obtenir les prix à la production des différents secteurs d'activité. L'enquête industrielle, effectuée en 1960, a permis ensuite de contrôler et de rectifier ces premières estimations, du moins pour les secteurs où elle s'est avérée utilisable. Toujours du côté ressources, en plus des chiffres de production locale, on disposait de ceux d'importations donnés par les douanes.

Du côté de la *demande finale*, les documents budgétaires permettaient de saisir les dépenses administratives. Les investissements ont été établis à partir des chiffres d'affaires des entreprises de bâtiment et de travaux publics d'une part, et de l'autre, par un dépouillement des statistiques douanières en matière d'importations de biens d'équipement, auxquelles venaient s'ajouter les productions locales des mêmes biens, y compris l'auto-équipement. Les exportations étaient fournies par les douanes ; et les augmentations de stocks calculées en fonction de la croissance de production des différents secteurs.

La consommation des ménages se trouvait de la sorte obtenue en solde. Comme son volume global n'avait augmenté que de 5 % depuis 1958, taux inférieur à celui de la croissance démographique, il n'y avait pas de raison d'anticiper des transformations importantes dans les structures des dépenses, si ce n'est celles qu'ont provoqué les départs d'Européens : diminution des importations de lait et de fromage, baisse relative des consommations de services et des loyers payés, etc. En comparant les coefficients budgétaires de l'année 1958 (exprimés en prix 1960) à ceux obtenus pour 1960, on pouvait s'assurer qu'il n'y avait pas d'anomalies inexplicables dans son évolution.

Par ailleurs, l'enquête de consommation 1960 a permis de saisir cette consommation par une autre approche. Elle a rendu possible le calcul de coefficients d'élasticité pour les différents postes d'achats des budgets des Marocains musulmans. En outre elle a conduit à réviser en hausse l'auto-consommation en céréales et corps gras, des milieux traditionnels. On a par suite dû augmenter la production agricole d'un montant correspondant. On savait, en effet, depuis longtemps que les estimations de production agricole obtenues à partir du Tertib sous-estimaient celle-ci. L'enquête de consommation a montré que les corrections forfaitaires qu'on appliquait aux chiffres du Tertib étaient insuffisantes.

Ce tableau économique 1960 ne permettait pas, en général, en raison des insuffisances de l'enquête industrielle 1960, de suivre l'évolution de la production par branche d'activité. Il a donc fallu se référer au tableau 1958 et aux études détaillées par branche effectuées cette année-là, pour fixer, à ce niveau des objectifs de production 1965. On se contentait alors d'exprimer les chiffres de production 1958, en prix 1960. Mais c'est bien entendu par rapport au tableau 1960 qu'on a déterminé les accroissements de production par secteur.

PARAG. 3. — DETERMINATION DES OBJECTIFS DE PRODUCTION PAR SECTEUR POUR 1965

Dans un pays industrialisé, à niveau de vie élevé, l'évolution de la demande finale, particulièrement celle des ménages, commande centralement l'augmentation de la production dans les différents secteurs d'activité. Compte tenu du taux de croissance du revenu national, de la propension à épargner des différentes couches socio-professionnelles, et de la croissance naturelle de la population, l'application de taux d'élasticité à la consommation de différents produits, en fonction de l'augmentation de la dépense totale, permet de déterminer la demande des ménages par groupe de produits. L'utilisation de la matrice inverse des achats des entreprises permet de connaître les répercussions directes et indirectes sur la production des différents secteurs, de l'augmentation de la demande finale de chacun des groupes de produits consommés.

Toutefois, pour que ce procédé soit utilisable directement, il faut qu'à chaque augmentation de la demande intermédiaire qui les concerne, les entreprises puissent effectivement répondre par une augmentation de leur propre production.

Au Maroc, dans de nombreux secteurs d'activité, l'écart entre la production locale et la demande totale est tel, que le problème central est de découvrir, dans cette demande, des fabrications qui pourraient être exécutées localement et se substituées aux importations actuelles. Autrement dit, dans une économie encore peu et très irrégulièrement industrialisée, l'essentiel, compte tenu des moyens techniques, financiers et humains limités dont elle dispose, c'est de préciser, dans chaque secteur et dans chaque branche d'activité, les extensions et les créations qui s'avèrent possibles, et à quelles conditions.

Une fois précisés les secteurs et branches où la production locale pourra se substituer aux importations, autrement dit, une fois déterminés les produits qu'il faudra continuer d'importer, les objectifs de production ont été déterminés principalement en deux étapes :

Première étape : Détermination approchée des objectifs par l'utilisation de la matrice inverse

La demande finale est tout d'abord estimée compte tenu des hypothèses du modèle de croissance.

Il n'est pas possible d'utiliser dans sa forme classique une « matrice inverse » extraite de la « matrice unitaire » tirée elle-même du tableau économique 1958. En effet si les extensions au cours du Plan des entreprises existant en 1958 ne gênent en rien cette application, la création d'unités nouvelles, à structures souvent très différentes des précédentes, ne permet pas l'extrapolation pure et simple, les coefficients techniques étant alors modifiés.

Aussi dans le but de vérifier les hypothèses du schéma de croissance précédemment évoqué et d'avoir un ordre de grandeur raisonnable des productions des divers sous-secteurs en 1965 une méthode plus fine, fut mise au point.

Cette méthode consiste à considérer le Maroc 1965 comme la juxtaposition de deux « Maroc » : un Maroc ancien à structure industrielle type 1958 et un Maroc contenant tous les grands projets retenus pour le Plan.

Les achats effectués par les grands projets pour leur fonctionnement sont un des constituants de la demande finale du Maroc type 1958, liant ainsi ces deux « Maroc » fictifs.

La demande finale est calculée par secteur en tenant compte de la consommation des ménages et des administrations, des investissements et des achats des projets.

Les exportations des projets n'ont pas été prises en compte à ce stade de l'étude. Les importations sont étudiées par secteur et le plus souvent limitées à des matières premières ou demi-produits nécessaires aux industries du Maroc type 1958 et des projets.

Toutefois dans le cas de la sidérurgie, des automobiles et des pneumatiques il faut retenir l'importation fictive de la production des projets destinée à ravitailler le Maroc 1965.

Ainsi, par secteur sont obtenues les composantes d'un vecteur

$$\vec{DF} + \vec{E} - \vec{I}$$

La multiplication de ce vecteur par la « matrice inverse » du Maroc type 1958 donne la production en 1965 de chaque secteur du Maroc type 1958 en vertu de l'équation :

$$\vec{P} = (1 - a)^{-1} (\vec{DF} + \vec{E} - \vec{I})$$

(a) = matrice unitaire tirée du tableau économique 1958.

Aux productions des secteurs ainsi calculées il faut ajouter celle des projets.

A ce stade de l'étude il est possible de décomposer, moyennant certaines hypothèses, la production des secteurs et d'obtenir ainsi l'ordre de grandeur raisonnable de la production de chaque sous-secteur destiné à guider l'étude plus fine détaillée ci-après.

A titre d'exemple, cette méthode de travail a conduit aux prévisions suivantes pour le secteur énergie qu'utilisent toutes les entreprises.

Production du secteur	67 000 MF
dont : Electricité	32 000 MF

Les valeurs retenues pour le Plan après étude complémentaire sont respectivement :

Production du secteur	66 600 MF
dont : Electricité	32 300 MF

L'intérêt de la méthode est largement confirmé par cet exemple. Connaissant ainsi la production locale, les importations et les exportations on vérifie alors la cohérence du schéma de croissance.

Deuxième étape : Détermination plus précise des objectifs de production par l'étude directe

L'étude directe menée à l'échelon du sous-secteur et même le plus souvent à l'échelon du produit permet de préciser ces objectifs ; dans le cadre fixé par le modèle de croissance elle détermine de plus les investissements nécessaires et le nombre d'emplois créés.

Cette étude s'appuie sur :

— l'enquête industrielle menée en 1958-1959 ;

— l'enquête de consommation (1959-1960) ;

— les résultats du recensement de 1960.

Pour chaque sous-secteur, l'étude s'efforce de situer les utilisateurs du produit en 1958 en quantités physiques et, compte tenu de la croissance des achats de ces consommateurs, de prévoir les besoins locaux en 1965.

Ainsi, on a dressé un compte d'équilibre des ressources et emplois :

Production locale + importations = demande intermédiaire + consommation publique et privée + investissements + exportations + variations stocks.

On l'établit pour l'année 1958 et on s'efforce de suivre son évolution jusqu'en 1960, spécialement pour les importations. On projette ensuite le marché 1958 ou 1960 jusqu'en 1965.

Pour la partie de la production du sous-secteur achetée directement par les ménages on peut à l'aide :

— des coefficients d'élasticité dégagés de l'enquête de consommation ;

— du taux de croissance démographique.

— de l'accroissement prévu des revenus, calculer la demande dans le sous-secteur en 1965 si possible en quantités physiques. Cette demande doit être satisfaite en priorité par l'industrie locale éventuellement complétée par des importations de produits spéciaux dont la faible quantité ne justifie pas l'implantation d'une usine.

Pour la partie de la production du sous-secteur achetée par d'autres sous-secteurs on se rend compte que le développement respectif de ces acheteurs conditionne leur demande et la production du sous-secteur étudié ; c'est à ce stade que les résultats extraits des calculs matriciels sont utilisés pour fixer la demande.

Toutefois nous avons pris soin de projeter en commençant par les sous-secteurs dont la production n'est pas reprise pour être transformée par d'autres industries locales ; de ce fait utilisant le moins possible les résultats du calcul matriciel nous pouvons admettre que la convergence des deux études est encourageante.

Enfin dans un certain nombre de cas, l'évolution du marché était surtout fonction de l'évolution des possibilités d'exportation : agrumes, conserves, produits miniers, phosphates, etc., soit que les débouchés fussent limités, soit que la production locale ne put dépasser un certain niveau.

C'est donc à partir de l'analyse du marché de chaque branche et de son évolution prévisible dans les années à venir, qu'on a cherché à déterminer la part qui pourrait en être couverte, d'ici cinq ou sept ans, par la production locale.

Compte tenu des difficultés techniques présentées par les différentes fabrications possibles, des prix de revient à escompter, des disponibilités en main-d'œuvre formée et en cadres, des industriels susceptibles de s'y intéresser, et de l'utilité de telle ou telle production pour l'économie marocaine, on a examiné dans chaque cas les extensions ou les créations à envisager au

cours de la période quinquennale. On s'est efforcé de préciser, dans la mesure du possible, les difficultés particulières qui risquaient de freiner l'installation ou le développement de telle ou telle activité : concurrence étrangère, prix de revient trop élevés, etc. On a souligné en même temps les conditions auxquelles ces difficultés pourraient être supprimées : protection douanière, initiative publique ou semi-publique au démarrage de certaines fabrications, avantages financiers et fiscaux consentis en faveur des investissements, formation de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire, organisation de la commercialisation des produits de la branche, implantation d'entreprises utilisatrices de ces produits, aide à l'exportation ou prospection des marchés extérieurs, etc.

La production locale d'un sous-secteur étant définie, les investissements nécessaires pour la réaliser, compte tenu des capacités actuelles et de leur pourcentage d'utilisation, ont été calculés.

Les investissements retenus sont ventilés en bâtiment, matériel de production, matériel roulant, stocks et trésorerie. Leur somme mesure l'effort financier que le pays doit réaliser pour accroître sa puissance industrielle.

Les emplois à créer sont fonction de l'accroissement de production de 1958 à 1965 prévu dans chaque sous-secteur et tiennent compte du facteur productivité. Ces emplois créés sont ventilés en six catégories ce qui permettra de fixer les objectifs de formation professionnelle.

L'investisseur éventuel, grâce à ces études, possède une connaissance relativement précise de son marché (le plus souvent en unités physiques), il peut mesurer la place qui lui est offerte et avoir un ordre de grandeur des investissements à réaliser et de l'embauche à prévoir.

Les résultats de cette projection par branche ont confirmé la possibilité d'augmenter d'un peu plus de cinquante milliards, d'ici cinq ans, la valeur ajoutée par les industries de transformation et d'une dizaine celle des industries alimentaires. Les emplois créés directement atteindraient environ 50 000. En termes de capitaux, la masse des investissements nets, susceptibles d'être réalisés dans ces secteurs, avoisineraient 130 milliards : soit près du quart des investissements nets prévus. Etant donné le rôle moteur que doivent jouer ces activités, au cours du premier quinquennat, dans le démarrage de la croissance économique, on conçoit l'intérêt que présente la réalisation de ces investissements.

PARAG. 4. — CONSTRUCTION DU TABLEAU ECONOMIQUE 1965

Une fois déterminés des objectifs de production par secteur, il est devenu possible de construire pour l'année terminale du plan, c'est-à-dire celle qui suit les cinq années (1960-1964) pendant lesquelles seront effectués les investissements prévus, un tableau économique d'ensemble qui précise les données du modèle de croissance.

a) *La demande intermédiaire*

On a calculé tout d'abord la demande intermédiaire qui devait résulter des augmentations de production dans les différents secteurs dont une première approximation était donnée par la matrice inverse. Lorsque la croissance prévue pour l'un d'entre eux n'était pas très importante, que les différentes branches dont il se composait, augmentaient leur activité au même rythme, et que les techniques de production n'avaient pas de raison de changer beaucoup, on appliquait directement au nouveau chiffre d'affaires les coefficients d'achats du tableau économique 1960.

Par contre, lorsque des fabrications entièrement nouvelles se trouvaient prévues : sidérurgie, raffinerie de pétrole, sucrerie, construction automobile, complexe chimique, fabrique de pneus, etc., on a dû construire pour elles des comptes d'exploitation spéciaux. On se contentait alors d'appliquer les coefficients d'achats 1960 aux autres productions du secteur et d'additionner, ligne par ligne les deux comptes d'exploitation. De même, lorsque, à l'intérieur d'un secteur, par exemple les secteurs 26 (bois et divers) ou 21 (chaussures), certaines branches étaient appelées à se développer beaucoup plus rapidement que d'autres, il a fallu revenir aux comptes d'exploitation de chacune d'entre elles et leur appliquer les diverses augmentations de production prévues. Des travaux ultérieurs seront nécessaires pour améliorer les comptes d'exploitation des secteurs 14 (métaux, biens d'équipement), 16 (métaux, biens de consommation) et 23 (industries parachimiques et pharmaceutiques) où le grand nombre des innovations n'a pas permis de dresser pour chacune un compte particulier.

En additionnant, par ligne, le montant des achats effectués par les différents secteurs, on obtenait pour chaque groupe de produits : 1, agricoles, 2, sucre, café, etc., la demande intermédiaire qui le concernait. Restait à déterminer, pour chacun d'eux, les différents postes de la demande finale.

b) *La demande finale*

Les *exportations* l'étaient déjà, puisqu'en effectuant les projections par secteur on a recherché, dans chaque cas, quelles étaient les possibilités en la matière.

De même, les *investissements* se trouvaient à présent fixés en fonction des augmentations de production prévues pour les diverses activités. Leur volume global n'excédait pas d'ailleurs les prévisions antérieures du premier modèle de croissance. Il correspondait, en outre, au niveau d'activité retenu pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics. Le déficit global du commerce extérieur ne dépassait que légèrement celui de 1960. Les ressources nécessaires aux importations d'outillage devraient être trouvées sans trop de difficultés.

Comme pour le tableau 1960, les *augmentations de stocks* ont été calculées de façon forfaitaire, en fonction des augmentations de production, dans les différents secteurs, entre 1964 et 1965.

Les *achats de biens et services par les administrations civiles et militaires* ont été extrapolés à partir des dépenses effectuées de 1958 à 1960, compte tenu d'une augmentation assez régulière des besoins. On a repris les prévisions du Plan en matière de développement du tourisme et estimé les répercussions du départ des troupes étrangères, pour établir la demande de biens et de services en 1965 par les administrations étrangères.

Restait le poste le plus important de cette demande finale : la *consommation des ménages*. La production intérieure brute, à présent déterminée, le volume des importations fixé par celui des exportations, accrues du déficit commercial jugé admissible, on connaissait le montant global de la consommation des ménages. Il fallait donc prévoir comment seraient dépensés par ceux-ci les 813 milliards de francs marocains disponibles pour leur consommation.

A cette fin, on a dû répartir la population du Maroc en deux groupes homogènes, pour tenir compte des comportements très distincts des consommateurs de type musulman, d'une part, et de type européen de l'autre. Il s'agissait donc d'établir des perspectives de consommation pour chacun de ceux-ci, en fonction de son importance en 1965 et de ses revenus.

Dans le premier, on rassembla l'ensemble des ménages à consommation de type musulman. Pour l'année 1960 : aux onze millions de Marocains musulmans, on ajouta les 155 000 Israélites dont le mode de vie est analogue, et les 75 000 Algériens qui vivent dans l'Oriental.

Le groupe 2, en plus des 195 000 Français et des 125 000 Espagnols qui constituent la population étrangère, comprit également les 15 000 nationaux marocains dont le genre de vie est analogue à celui des Européens. On obtint, pour l'année 1960, la répartition suivante de la population du Maroc :

POPULATION DU MAROC EN 1960

Année 1960	Groupe 1	Groupe 2	Total
Marocains :			
Musulmans	11 060 000	15 000	11 230 000
Israélites	155 000		
Etrangers :			
Français		195 000	395 000
Algériens	75 000		
Espagnols		125 000	
Total par groupe...	11 290 000	335 000	11 625 000

On a ensuite prévu que, d'ici 1965, 110 000 Européens (Français et Espagnols) auraient quitté le Maroc et 60 000 au cours du quinquennat suivant. Pour les Musulmans marocains, on retint le taux d'accroissement démographique de 2,7 % par an. Les deux groupes de population évolueront donc, d'ici dix ans, de la façon suivante :

POPULATION DU MAROC EN 1965

Année 1965	Groupe 1	Groupe 2	Total
Marocains :			
Musulmans	12 637 000	16 000	12 823 000
Israélites	170 000		
Etrangers :			
Français		210 000	235 000
Espagnols			
Algériens	25 000		
Total par groupe...	12 832 000	226 000	13 058 000

POPULATION DU MAROC EN 1970

Année 1970	Groupe 1	Groupe 2	Total
Marocains :			
Musulmans	14 438 000	17 000	14 640 000
Israélites	185 000		
Etrangers :			
Français		150 000	150 000
Espagnols			
Algériens	0		
Total par groupe...	14 623 000	167 000	14 790 000

Sur cette base, on établit, tout d'abord, la consommation en 1960 des 335 000 personnes de genre de vie de type européen. On a supposé que celle-ci avait la même importance relative et la même structure que la consommation des Français en 1959, à quelques modifications près pour tenir compte des habitudes de vie en pays nord-africain. L'étude du C.R.E.D.O.C. et du S.E.E.F. sur la consommation des Français en 1958-59 (Revue Consommation, n° 4, 1960) et l'enquête sur la consommation des familles d'Algérie en 1959, réalisée par le Service de la statistique générale de l'Algérie (P.U.F., 1961), ont servi de base à ce travail. Par différence, entre la consommation totale, par groupe de produits, en 1960, et la consommation des mêmes produits par les ménages de type européen, on obtenait alors la consommation de ceux du groupe 1.

On émit ensuite l'hypothèse que, d'ici 1965, la consommation de produits alimentaires, par ménage de type européen et par an, croîtrait de 25 % (soit au rythme de 4,6 % par an) et celle de produits non alimentaires de 30 % (5.4 % par an). Ces taux de croissance sont élevés ; ils correspondent à un changement de structure dans ce groupe : les départs d'Européens affecteront principalement les catégories sociales les moins favorisées. La consommation des ménages de type européen, en 1965, par groupe de produits, fut obtenue en multipliant leur consommation de 1960 par le taux de croissance prévu et par le taux de décroissance de la population du groupe.

Pour les ménages du groupe 1, ensuite, les perspectives de consommation furent établies en deux étapes. On estima d'abord que la consommation par tête serait au moins égale à celle de 1960. On a donc multiplié celle-ci par le taux d'accroissement démographique. Par différence entre la consommation des ménages du groupe 2, celle considérée comme minima pour le groupe 1, et la consommation totale prévue pour 1965 (813 milliards), on obtenait l'accroissement net de la consommation du groupe 1.

(en milliards de francs marocains 1960)	
Consommation totale	813
Groupe 2	106
Groupe 1 (consommation à niveau de vie constant)	642
Groupe 1 (accroissement net de consommation)..	65

En une seconde étape, on ventila cet accroissement net entre les différents groupes de produits, en fonction des coefficients d'élasticité calculés à partir des résultats de l'enquête de consommation 1960 ; on suppose donc implicitement qu'il n'y a pas de modifications sensibles dans la structure des revenus.

Pour avoir finalement la *consommation des nationaux marocains*, il suffit d'ajouter à celle du groupe 1, Algériens exclus, celle des Marocains du groupe 2 : soit globalement en milliards de francs marocains 1960 :

CONSOMMATION DES NATIONAUX MAROCAINS

Années	*Nationaux du groupe 1*	*Nationaux du groupe 2*	*Total*
1960	561,1	5,5	566,6
1965	705,5	7,5	713,0

A s'en tenir aux résultats globaux, le taux de croissance de la consommation des nationaux marocains est nettement supérieur à celui de la consommation de la population tout entière :

CONSOMMATION DES MÉNAGES DU MAROC

(en milliards de francs marocains 1960)

	1960	1965	*Croissance* 1960 = 100	*Taux annuel*	
				global	*net*
Nationaux ...	566,6	713,0	125,8	4,7 %	2 %
Etrangers	121,3	100,1		—	—
Total...	687,9	813,1	118,2	3,4 %	

Ainsi malgré une croissance démographique de 2,7 % par an, la consommation par tête des nationaux augmentera de 2 % chaque année.

Par groupe de produits, en additionnant la consommation des nationaux et celle des étrangers, on obtenait de la sorte la demande totale de biens et services par les ménages.

c) *L'équilibre du tableau*

Restait à établir, en ligne, l'équilibre ressources-emplois des biens et services produits ou importés. A cette fin, on appliquait séparément à la demande intermédiaire, par groupe de produits, puis aux diverses consommations finales, exportations exclues, et enfin aux exportations, les marges de commercialisation locale appliquées en 1960. Demande intermédiaire,

hors marge, plus la demande finale et les exportations également hors commerce, étaient alors comparés aux ressources sur production locale. Par différence, on obtenait le montant des importations nécessaires pour assurer l'équilibre de la ligne. Du chiffre des importations, on retranchait les marges sur importations (droits de douane, taxes, transport, marges des transitaires) pour connaître leur valeur C.A.F. Il est clair que dans la mesure où des productions locales étaient substituées à d'anciennes importations, l'hypothèse générale de stabilité des prix entre 1960 et 1965, entraînait une diminution des marges commerciales sur importation. En outre, les changements prévisibles dans la nature des produits importés : pétrole brut, au lieu d'essence, pièces détachées et demi-produits substitués aux automobiles et aux machines, etc., ont obligé à réviser pour 1965 les marges appliquées aux demandes intermédiaires et finales en 1960. Une étude sera prochainement entreprise, au niveau des différentes branches d'activité, pour préciser ces marges commerciales.

Dans une première étape, les importations étaient de la sorte obtenues ligne par ligne comme un solde. L'étude détaillée des différents secteurs menée au niveau des sous-secteurs et des produits donnait par ailleurs une estimation (souvent en quantité) de ces importations. D'autre part le déficit commercial en 1965 était approximativement donné compte tenu des investissements à réaliser et des possibilités de prêts de l'extérieur.

Une série d'ajustements a donc été nécessaire pour rapprocher ces estimations dont l'écart provient sans doute en grande partie de l'imprécision avec laquelle ont été saisis les mouvements de prix entre 1958 et 1960 et les taux de commercialisation.

C'est ainsi que dans cette ultime phase d'ajustement ont été modifiées quelque peu certaines importations (notamment celle du secteur 24, caoutchouc) et certaines productions (notamment celle du secteur 5, travail des grains et farines).

Par contre la demande de bâtiment et de travaux publics, les dépenses en transports, services et logements, devaient être entièrement satisfaites sur la production locale. Ce sont pour ces seuls secteurs qu'on a dû procéder par itération.

Une fois équilibré, le tableau 1965, offrait une image de la structure de l'économie marocaine en fin de la première période quinquennale. Perspective statique, il était relié à l'année de départ par le cheminement établi pour les investissements, au cours des cinq années du Plan (tableau page 32). De plus, en tenant compte de la date approximative de mise en route des diverses capacités de production nouvelles, on a retracé, par secteur, le cheminement de la valeur ajoutée (tableau 3). Ces lignes de croissance annuelles permettront, dès les premières années du plan, d'apprécier l'importance des retards pris par certaines activités et de l'avance réalisée par d'autres.

Au terme de ce travail de projection quinquennale, le rôle principal imparti à l'industrie de transformation, au cours de ce premier plan, apparaît en clair. De son développement dépend en grande partie pour l'économie marocaine le démarrage d'un processus de croissance généralisé. C'est également pour cette raison que le champ laissé, ici, à un calcul d'utilisation optima des ressources du pays, en termes de valeur ajoutée et de création d'emplois, s'est avéré extrêmement étroit. Le problème essentiel de l'industrie marocaine, au cours des toutes prochaines années, c'est d'étoffer au maximum ses structures de production existantes, en fonction des besoins économiques et sociaux du pays et d'en mettre sur pied, le plus rapidement possible, de nouvelles. Il s'agit que le poids relatif de ces activités croisse suffisamment pour qu'il soit en mesure d'entraîner, au rythme voulu la croissance globale de l'économie.

Pour urgente et vaste que soit la tâche qui leur est assignée, soulignons que les industries de transformation ne sauraient, pour autant, supporter seules la charge de résoudre à court terme le problème de l'emploi au Maroc. Les emplois nouveaux créés directement par les industries de transformation atteindront 50 000 (y compris les mines). Les industries du bâtiment et des travaux publics et l'énergie, en ajouteront plus de 75 000, les transports, services, commerces et administration près de 50 000. Compte tenu d'environ 15 000 emplois provenant de la marocanisation de la main-d'œuvre, l'emploi total supplémentaire créé d'ici cinq ans, en milieu urbain, sera de l'ordre de 200 000.

Si l'apport de l'agriculture, au point de vue valeur ajoutée supplémentaire, ne peut être très considérable sur cinq années, la mobilisation sur place de la main-d'œuvre rurale excédentaire, pour des tâches productrices, devra de toute nécessité jouer un rôle important dans la solution du problème de l'emploi.

Parag. 5. — LA COHERENCE DU MODELE DE CROISSANCE QUINQUENNAL

La première tâche des industries de transformation a beau être d'accroître considérablement, en cinq années, la capacité de production du Maroc, encore faut-il que les structures nouvelles mises en place soient en mesure d'entretenir, au-delà de la période quinquennale, sans ralentissement brutal ni récession, le processus de croissance.

Plus les efforts de développement auront été considérables, pendant celle-ci, dans un certain nombre de secteurs : bâtiment et travaux publics, chimie, industries textiles, plus on doit s'attendre à ce que des taux de croissance aussi élevés ne puissent y être maintenus au cours du second quinquennat. Il importe donc de s'assurer, pour en vérifier la cohérence, que

la structure de production mise en place, vers 1965, ménagera des marges de développement suffisantes, dans un nombre assez grand de secteurs, pour que la diminution du rythme de croissance dans certains se trouve plus que compensée par l'accélération de celui-ci dans d'autres. Le plus simple est de prolonger le premier plan quinquennal par un second, et de voir, sur des perspectives décennales, si la croissance déclenchée est susceptible de se maintenir, sans fluctuations dangereuses.

C'est aussi, dans cette optique de croissance à long terme, qu'il importe de s'assurer que les capacités de production, dans les secteurs dits « processifs » (chaînes de montage, sidérurgie, chimie, etc.), seront suffisamment développées, d'ici cinq ans, pour pouvoir déclencher un processus cumulatif d'investissements, d'accroissement de la production et de l'emploi, dans les secteurs d'amont ou d'aval qui travailleront pour eux ou utiliseront leurs produits.

Ainsi, à partir des grands projets déjà envisagés pour le second quinquennat, compte tenu de l'accroissement de la consommation des différents produits, au fur et à mesure que le taux de la consommation des Marocains ira croissant, en fonction aussi des rythmes de croissance atteints dans les différents secteurs et les diverses branches vers 1965, des perspectives provisoires de développement décennal ont pu être établies. Une étude ultérieure plus approfondie dégagera, sans doute, dans un certain nombre de secteurs, des possibilités plus larges de croissance. Telles quelles pourtant ces perspectives mettent, semble-t-il, en lumière, qu'en dépit d'un ralentissement de la croissance dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics, le taux global d'augmentation de la production intérieure brute devrait pouvoir être maintenu (cf. tableau 2). Cela suppose, toutefois, que l'agriculture accélère, au cours du second quinquennat, son rythme de croissance : de 3,5 % à 5,9 % par an. Ces taux restent relativement modestes, si l'on tient compte pour l'agriculture d'un point de départ fort bas dans le secteur traditionnel, ce qui laisse ouvertes de larges possibilités de progrès. *Ils ne sauraient pourtant être atteints, dans cinq ou six ans, si une politique efficace de modernisation et de transformation des structures du monde traditionnel n'est pas entreprise à bref délai.* Second, en fait de résultats quantitatifs, au cours du premier quinquennat, le rôle de l'agriculture marocaine s'avérera décisif, au cours du deuxième, pour la poursuite et l'élargissement du mouvement d'expansion déclenché antérieurement.

Ainsi, c'est par retouches et approches successives, au fur et à mesure que se précisaient les perspectives de croissance, par branche et par secteur, que le modèle de croissance initial a, peu à peu, revêtu la forme sous laquelle il se présente aujourd'hui.

Tel quel, il détermine des lignes de croissance possibles, d'ici cinq années, pour l'économie marocaine. Formant un tout lié, sa réalisation implique que les objectifs assignés aux différents secteurs, surtout ceux qui commandent le développement d'autres activités : agriculture, industrie, investissements, exportations, soient globalement atteints. Les retards de certains, devront être compensés par une croissance plus rapide dans d'autres.

En outre, et l'analyse détaillée, par secteur et par branche, de la seconde partie le soulignera, nombre d'entre eux ne sauraient être réalisés sans une intervention directe ou indirecte du secteur public. Protection douanière, avantages fiscaux, participations financières, primes d'équipement, initiative publique en matière d'études industrielles et de réalisations d'investissements, assistance technique fournie aux nouveaux industriels marocains, etc., constitueront les éléments nécessaires d'une politique intensive d'industrialisation. En son absence, aucun processus de croissance ne saurait, dans le contexte actuel, prendre corps au Maroc.

CHAPITRE II

LES RÉSULTATS

L'analyse détaillée et la justification des objectifs de production, par secteur et par branche, sera effectuée dans la seconde partie. Nous nous contenterons ici d'en présenter les résultats globaux, dans la mesure où ils permettent d'expliciter et d'appuyer, sur données chiffrées, les grandes orientations déterminées par le modèle de croissance finalement retenu (tableau 2). Il est clair que ces résultats tirent eux-mêmes leur valeur des études qui seront exposées dans la partie suivante.

PARAG. 1. — LA CROISSANCE A CINQ ANS

Le tableau 1 souligne l'importance respective des augmentations de production de chacun des groupes de secteurs : sur 287 milliards de valeur ajoutée supplémentaire, 50 proviennent de l'agriculture, 51 des industries de transformation, 37 des bâtiments et travaux publics, 20 des mines et matériaux de construction, 13 de l'énergie, 10 des industries alimentaires, 43 des transports et services et 63 du commerce.

a) *La transformation des structures de production*

Le maintien et l'amplification du processus de croissance impliquent qu'on ait accru les capacités de production des secteurs les plus productifs en matière d'augmentation de la valeur ajoutée. Ils supposent en outre qu'on ait introduit ou développé suffisamment les industries, de faible rapport immédiat en fait de valeur ajoutée, mais susceptibles d'accroître

l'activité d'autres secteurs par leurs propres achats et de déclencher ainsi, en amont et en aval, un processus cumulatif d'investissement et de production. Les résultats de la projection décennale permettront de constater si les transformations apportées aux structures de production, au cours de la première période quinquennale, suffiront à entretenir l'expansion sans à coups dangereux, pendant la seconde.

L'analyse de la structure de la valeur ajoutée et de son évolution, au cours des cinq années du plan (tableaux 3 et 4) permet d'apprécier, dès à présent, l'importance et la signification des transformations projetées dans l'appareil de production marocain.

Globalement, tout d'abord, le poids de l'agriculture et des activités tertiaires doit diminuer d'ici 1965 au profit des activités industrielles.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION

En %	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture	32,4	31,7	30,9	30,1	29,3	28,6
2. Industries	26,1	26,8	27,8	28,9	29,9	31,2
3. Services	41,5	41,5	41,3	41,0	40,8	40,2
Total V.A.....	100	100	100	100	100	100

En 1965, la production industrielle représentera plus de 30 % de la valeur ajoutée totale et dépassera en volume, l'agriculture. C'est là un des signes qui accompagnent la transformation des économies sous-développées, au moment de leur « décollage ».

Parmi les activités industrielles, tous les groupes de secteurs améliorent leur position par rapport à la valeur ajoutée totale, sauf le groupe des mines et matériaux de construction dont la part reste constante au cours du quinquennat, et le groupe des industries alimentaires qui voit son importance relative décroître légèrement.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION

Groupe de secteurs	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Agriculture	32,4	31,7	30,9	30,1	29,3	28,6
Industries alimentaires	4,9	4,9	4,8	4,7	4,6	4,5
Energie	2,1	2,2	2,4	2,5	2,6	2,7
Mines, matériaux de construction	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1
Industries transformation	8,0	8,3	8,5	8,9	9,6	10,5
Bâtiments, T.P.	4,0	4,3	5,0	5,7	6,0	6,3
Transports, services .	18,2	18,2	18,0	17,8	17,6	17,4
Commerce	23,3	23,3	23,3	23,2	23,2	22,9
Total.....	100	100	100	100	100	100

L'importance des structures industrielles mises en place est reflétée non seulement par l'augmentation de la valeur ajoutée par celles-ci, mais également par l'accroissement de leurs achats aux autres entreprises. Tandis que les activités de type artisanal, ou peu mécanisées ont une valeur ajoutée relativement très importante par rapport à leurs achats de fonctionnement, plus une industrie a un processus de production élaboré, plus aussi ses achats s'avèrent importants par rapport à sa valeur ajoutée (compte tenu toutefois d'amortissements plus lourds). C'est normalement le cas des usines de montage, de métallurgie ou de chimie lourde.

Le gonflement des achats des entreprises de 1960 à 1965 traduit une évolution dans ce sens : alors que la valeur ajoutée globale passe de l'indice 100 en 1960 à l'indice 135,2 en 1965, les achats des entreprises passent de l'indice 100 à l'indice 150 en 1965.

C'est surtout, en provenance des activités industrielles que naîtront les courants d'échanges intersectoriels les plus importants. Elles contribueront, par là, à intégrer davantage les différents secteurs d'activité : multipliant, par exemple, les achats à l'agriculture, ceux de transport et de service, resserrant les liens entre branches industrielles : construction automobile, sidérurgie, métaux, caoutchouc, textile, verre, etc. Elles créeront ainsi de nouvelles occasions d'investir et d'accroître la production.

Une analyse plus fine des achats des entreprises par secteur d'activité et des différentes demandes intermédiaires sera effectuée dès qu'auront été précisés les comptes d'exploitation des secteurs et la part d'importations qui entre dans ces demandes intermédiaires.

b) *Le démarrage du processus de croissance*

Ces modifications de la structure de la production sont obtenues grâce à des taux de croissance différents par grands groupes de secteurs : il est prévu un taux de croissance de l'industrie deux fois supérieur à celui des services et trois fois supérieur à celui de l'agriculture.

CHEMINEMENT DES VALEURS AJOUTÉES

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Agriculture	100	103,5	107,1	110,9	114,8	119,0
Industrie	100	108,1	119,2	131,6	144,8	161,4
Services, commerce .	100	105,6	111,5	117,7	124,4	131,2
Valeur ajoutée totale.	100	105,5	112,1	119,1	126,6	135,2

Au taux de croissance de 61,4 % de l'industrie correspond une série de taux pour les différents groupes de secteurs : les bâtiments et travaux publics font plus que doubler leur production de 1960 à 1965 ; un taux élevé est aussi prévu pour les industries de transformation et l'énergie.

CHEMINEMENT DES VALEURS AJOUTÉES

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Agriculture	100	103,5	107,1	110,9	114,8	119,0
Industries alimentaires	100	104,0	108,2	113,3	118,6	124,5
Energie	100	111,7	124,8	139,4	155,7	173,7
Mines, matériaux de construction	100	106,1	112,6	119,6	127	134,9
Industries transformation	100	108,7	119,4	132,2	150,6	177,9
Bâtiments, T.P.	100	113,5	141,6	170,6	192,1	214,8
Transports, services .	100	105,1	110,6	116,4	122,4	128,9
Commerce	100	105,9	112,2	118,8	125,9	133,1
Valeur ajoutée totale.	100	105,5	112,1	119,1	126,6	135,2

Par secteurs, tableau 5, les taux de croissance se révèlent encore plus divers :

— création d'une industrie de caoutchouc, d'une industrie chimique, d'une sidérurgie,

— production doublée pour la filature, le tissage et la confection,

— par contre les industries alimentaires n'augmentent que de 24 % leur activité.

Compte tenu des délais de réalisation, les rythmes de développement varient également de secteur à secteur. Les industries textiles, celles du cuir et des articles chaussants, le verre et la céramique, la para-chimie, les métaux de consommation et les industries alimentaires, sauf le sucre-café, connaîtront des progressions régulières. Des projets nouveaux et des extensions, dans les diverses branches qui les composent, sont déjà en cours d'exécution. D'autres le seront tout au cours de la période.

Il n'en va pas de même dans le reste des secteurs de transformation. Certains, comme le caoutchouc et la construction automobile doivent démarrer dans les deux premières années du plan. Un plus grand nombre attendront 1963 et 1964 pour voir leurs nouvelles créations entrer en activité. C'est le cas des grands projets : sidérurgie (13), chimie (22), sucrerie (2), mais aussi celui des métaux d'équipement (14), des fabriques de papier (25) et des industries du bois (26).

Cette précipitation du rythme de croissance vient compenser un ralentissement de celui-ci dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics. Vu le niveau d'activité atteint par ceux-ci en 1960, très en dessous des objectifs du plan en matière d'investissement, il fallut prévoir un effort de rattrapage en 1961 et surtout 1962. A partir de 1963, un net ralentissement dans le rythme de la croissance se manifeste, dans ces deux secteurs.

Au cours de ce premier quinquennat, les industries de transformation renforçant au départ l'activité du bâtiment et des travaux publics pour compenser ensuite leur ralentissement de croissance, jouent bien un rôle moteur dans le démarrage de l'expansion économique.

Les possibilités de développement dans l'agriculture, les industries alimentaires et les mines, apparaissent étroitement limitées par les contraintes naturelles et humaines qui pèsent sur celles-ci. Il incombe aux industries de transformation et à celles du bâtiment et des travaux publics de fournir les augmentations de production indispensables. Leur essor conditionnera, pour une large part, celui de l'énergie et des activités tertiaires.

L'ampleur des efforts qu'elles auront à faire augmente, par contre, le nombre des obstacles qu'elles devront surmonter pour atteindre leurs objectifs. Les industries extractives peuvent, en gros, réaliser les leurs, par simple continuation des progrès qu'elles ont fait ces dernières années. Pour l'agriculture, les résultats attendus exigeront dans le secteur moderne, qu'on accélère les travaux d'irrigation et qu'on développe les exportations. Ils réclameront, en outre, une action vigoureuse sur le milieu traditionnel : encadrement de la population, labours, engrais, semences sélectionnées, etc. et, ce qui est plus aléatoire, une pluviométrie en moyenne satisfaisante.

Mais, en matière d'industrialisation, le succès dépendra, pour une part déterminante, de la mise en œuvre rapide d'une politique énergique, dont le secteur public aura à prendre l'initiative et à diriger le déroulement. Les délais à respecter pour la réalisation des investissements prévus sont trop courts, trop nombreuses les difficultés à vaincre pour que la seule initiative privée y réussisse. Il est fort important, en effet, nous venons de le voir, non seulement pour le démarrage de la croissance mais pour son entretien, que les industries de transformation soient en mesure, dès 1963, d'accélérer leur rythme de croissance.

En plus du démarrage d'un processus de croissance de la valeur ajoutée, au rythme moyen de 6,2 % par an, la période quinquennale devrait permettre d'étoffer très largement l'appareil de production industrielle du Maroc, augmentant, par là, et sa productivité et les ressources disponibles pour l'investissement, la consommation ou l'exportation.

c) *L'essor des investissements*

Croissance et transformation de l'appareil de production, exigeront un effort d'investissement à la mesure des résultats attendus. Compte tenu d'un niveau d'investissements assez bas, en 1960, leur volume devra augmenter de 172 % d'ici 1965 (indice 272), pour que soient réalisés les différents équipements productifs ou sociaux prévus au plan. En 1960, les investissements bruts, ne représentaient que 11,2 % de la production intérieure brute, en 1965 ils représenteront 22,3 %, soit environ le double. L'importance de l'épargne nationale qui devra financer ces immobilisations sera précisée dans le chapitre III.

Les investissements nets dans l'industrie ont été obtenus en totalisant les investissements prévus dans chaque sous-secteur (tableau 6).

A ce chiffre ont été ajoutés les investissements dans l'agriculture et dans l'habitat ainsi que les investissements publics à caractère social ou administratif.

Enfin une étude particulière du matériel existant avant 1960 a permis d'estimer le renouvellement à prévoir pour ce matériel. Le renouvellement des outillages mis en place pendant le quinquennat a été jugé négligeable ; il convient de noter cependant que les amortissements financiers nécessaires à assurer le renouvellement ultérieur de ce matériel doivent être prévus ; ils constituent une épargne des entreprises qui viendra directements ou indirectement diminuer les prêts nets extérieurs ; le déficit commercial sera donc plus faible toutes choses égales d'ailleurs. Cet effet sera bien plus net au cours du deuxième quinquennat au cours duquel il faut prévoir l'amortissement du matériel mis en place lors du premier quinquennat et d'une partie de celui mis en place au cours du second.

La ventilation de ces investissements (tableau 7) permet d'apprécier l'importance des efforts d'équipement consacrés à chaque grande fonction économique.

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS NETS DU PLAN

	Investissements nets	*Pourcentage*
	(*Milliards de F*)	
Agriculture et aménagements ruraux	113,7	20,9
Energie, infrastructure	69,4	12,7
Industrie, artisanat	180,9	33,2
Habitat, aménagements urbains	95,4	17,5
Services	43	7,9
Santé, éducation, équipement administratif	42,3	7,8
Total.....	544,7	100

L'industrie et l'infrastructure reçoivent près de la moitié des investissements nets. Le rôle que doit tenir, dans le premier plan, le développement industriel justifie la priorité qui lui est accordée en matière d'équipement. L'agriculture semble, à première vue, défavorisée si l'on tient compte de la population qu'elle fait vivre. Toutefois, les transformations les plus profondes que doit subir le monde traditionnel rural sont plus un problème d'organisation, d'encadrement et d'animation qu'une question de milliards à investir. Les secteurs susceptibles d'absorber des capitaux sont, avant tout, ceux qui concernent l'agriculture moderne ou la modernisation de périmètres : irrigation, introduction de cultures à haut rendement, travaux d'aménagement

des sols, etc. Les sommes prévues pour ces opérations (par l'O.N.I. et la Centrale des Travaux) ont été, par priorité, inscrites au plan. C'est seulement, dans la mesure où ces actions de modernisation prendront plus d'ampleur, que l'agriculture deviendra susceptible d'absorber une part plus importante des capitaux d'investissement.

Il convient, par contre, de souligner la faible participation publique en matière d'habitat, 31 milliards seulement. Elle devrait augmenter notablement dans les années ultérieures, si l'on veut s'attaquer un jour au problème des bidonvilles et assurer le logement de la main-d'œuvre industrielle.

La ventilation des investissements entre les cinq années du plan a été réalisée séparément pour les outillages, le bâtiment et les travaux publics ; au total il devra être investi au Maroc chaque année une trentaine de milliards de plus que l'année précédente.

Cheminement des investissements

(en milliards de francs)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	*Total Plan* 1960-1964
Outillage ..	35,7	55,8	70,4	87,7	110,4	133,0	360,0
Travaux Publics ..	31,0	35,4	46,9	55,8	63,3	69,5	232,4
Bâtiment .	25,0	30,7	35,4	40,2	44,2	47,0	175,5
Total...	91,7	121,9	152,7	183,7	217,9	249,5	767,9

Pour les équipements nets en outillage, la répartition dépendait étroitement des accroissements de production prévus dans les diverses branches industrielles. Les augmentations les plus considérables devaient donc prendre place entre 1962 et 1964.

Le cheminement des investissements dans les travaux publics et le bâtiment suit celui analysé plus haut pour l'évolution de la valeur ajoutée par ces secteurs. Il s'agit de rattraper, dès 1962, les retards pris les années précédentes, pour que ces activités puissent accéder, au cours du second quinquennat, à un rythme de croissance régulier. Des efforts insuffisants au cours des premières années du plan auraient obligé, vers 1964, à des accroissements de production tels que les taux atteints n'auraient pu être tenus longtemps. Or un ralentissement brutal de ces activités aurait été dangereux pour le maintien de l'expansion au cours du second quinquennat.

L'analyse de l'évolution de la structure des investissements montre bien l'ampleur de l'effort à effectuer dès 1961 en ce qui concerne les outillages et la part croissante réservée à ces investissements au cours du quinquennat.

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	*Total Plan* 1960-1964
Outillage .	38,9	45,7	46,1	47,7	50,6	53,4	46,9
Travaux Publics ...	33,8	29,1	30,7	30,4	29,1	27,8	30,2
Bâtiment .	27,3	25,2	23,2	21,9	20,3	18,8	22,9
Total.....	100	100	100	100	100	100	100

d) *La hausse des niveaux de vie*

Le démarrage d'un processus de croissance occupe certes la première place dans les objectifs que s'assigne le plan quinquennal. Une élévation rapide des niveaux de vie au Maroc se trouverait vite en contradiction avec les impératifs de la politique d'investissement et d'épargne indispensable. Il n'en reste pas moins qu'un effort national de développement exigera une collaboration active des masses rurales et urbaines. Celle-ci ne saurait être obtenue si le progrès économique ne s'accompagne d'une amélioration lente de leur niveaux de vie.

Globalement, la consommation des ménages n'augmentera en cinq ans que de 18,2 %, 3,4 % seulement chaque année. Toutefois, si le volume total disponible croîtra peu, sa répartition se trouvera notablement modifiée, en raison des départs d'Européens. C'est finalement de 25,8 % que s'élévera la consommation des nationaux marocains, soit de 4,7 % annuellement. Compte tenu d'une croissance démographique de 2,7 % l'amélioration nette atteindra 2 % par an.

Le tableau 8 permet de mesurer l'évolution dans la structure de consommation des deux catégories de population marocaine et la croissance des dépenses des nationaux, par groupe de produits.

Il apparaît, tout d'abord, que globalement de 1960 à 1965 les transformations dans les structures d'achats seront minimes.

Pour les ménages nationaux, les variations de structures sont faibles. Compte tenu de la pression démographique, qui absorbe 82 milliards sur les 146 milliards d'accroissement brut, les élasticités de consommation n'ont en fait porté que sur 64

milliards d'augmentation nette des dépenses. Seules transparaissent à ce niveau la forte élasticité des achats de produits mécaniques et la faiblesse relative des élasticités de demande des produits textiles et des produits alimentaires (tableau 9).

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE CONSOMMATION DES NATIONAUX

	Produits agricoles	*Produits alimentaires*	*Produits Mécaniques Electriques Chimiques*	*Textiles Cuirs*	*Services transports*	*Total*
Nationaux 1960	35,1	23,6	13,6	16,4	11,3	100
Nationaux 1965	34,7	22,9	14,1	16,6	11,7	100
Structure de consommation des étrangers 1960	20,0	20,4	22,7	13,4	23,5	100

CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DES NATIONAUX

	Produits agricoles	*Produits alimentaires*	*Produits Mécaniques Electriques Chimiques*	*Textiles Cuirs*	*Services transports*	*Total*
Nationaux 1960	100	100	100	100	100	100
Nationaux 1965	124,3	122,6	130,6	127,5	129,1	125,8

Les achats de produits mécaniques, électriques et chimiques progressent de plus de 30 %, suivis par ceux de services et articles en textiles et cuir. Il y a là certainement l'indice d'un commencement d'amélioration des niveaux de vie, aussi modeste qu'il soit, eu égard aux besoins de la population.

L'augmentation des niveaux de vie proviendra en grande partie des emplois créés au cours du quinquennat :

L'industrialisation proprement dite permet de créer 125 000 emplois, dont 73 000 dans le bâtiment et les travaux publics et 52 000 dans les industries de transformation (tableau 10).

Il faut y ajouter plus de 50 000 emplois créés dans les transports, les services, le commerce et les administrations et 15 000 environ provenant de la marocanisation de la main-d'œuvre, au total près de 200 000 emplois seront créés dans l'industrie et les services au cours du plan.

e) *Le développement du commerce extérieur*

Les exportations et les importations du Maroc doivent croître à un rythme très légèrement supérieur à celui de la production. Le déficit commercial passera de 19,4 milliards en 1960 à 24,5 milliards en 1965.

1) *Les exportations*

L'examen de la structure des exportations en 1960 souligne leur caractère monolithique :

— 45,4 % sont constitués par des produits agricoles et alimentaires (dont plus des deux-tiers par des fruits et agrumes, primeurs et conserves) ;

— 38,2 % sont constitués de produits miniers,

soit au total 83,6 % pour ces deux grandes catégories.

Cette structure rend le commerce extérieur du Maroc particulièrement sensible aux fluctuations des cours mondiaux des produits d'exportation. En même temps que le pays doit intensifier sa politique de ventes à l'extérieur pour financer les importations de biens d'équipement indispensables à son développement, il lui faut, de plus, chercher à diversifier la nature des produits qu'il exportera au cours des prochaines années.

Globalement, la croissance des exportations prévue pour 1965, doit suffire à limiter le déficit extérieur au même niveau relatif qu'en 1960. Par grands groupes : produits alimentaires, biens industriels, services, la répartition de ces exportations reste pratiquement la même.

STRUCTURE DES EXPORTATIONS

	Produits agricoles et alimentaires	*Produits industriels*	*Services*	*Total*
1960	45,4	50,4	4,2	100
1965	43,8	52,3	3,9	100

Cette constance de structure recouvre en fait par secteur et par produits, des modifications sensibles qui sont l'amorce d'une certaine diversification (tableau 11).

Les exportations de produits agricoles et alimentaires et de produits miniers tiennent une place légèrement moins importante en 1965 qu'en 1960 : 78,5 contre 83,6 ; en revanche les exportations de produits mécaniques, électriques et chimiques se développent ; au total les exportations de produits industriels, autres que des produits miniers, passeront de 24 milliards en 1960 à 48 en 1965.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS

	Produits agricoles	*Produits alimentaires*	*Energie*	*Produits miniers*	*Produits mécaniques électriques*	*Textiles cuirs*	*chimie parachimie caoutchou*	*Papiers bois divers*	*Services*	*Total*
1960.	34,5	10,9	0,8	38,2	2,7	2,8	1,9	4,0	4,2	100
1965.	33,1	10,7	0,4	34,7	5,7	3,3	3,6	4,6	3,9	100

2) *Les importations.*

L'un des objectifs principaux du plan était de substituer chaque fois que possible, des productions locales aux importations et de limiter au maximum celles-ci aux biens indispensables à la production et aux investissements.

Globalement, tout d'abord, les importations croissent légèrement moins vite que les exportations. Celles de produits industriels augmentent plus, que celles de produits agricoles et alimentaires. Les importations de services et de transport diminuent.

STRUCTURE DES IMPORTATIONS

	Produits agricoles et alimentaires	*Produits industriels*	*Services*	*Total*
1960	26,5	69,7	3,8	100
1965	24,9	72,8	2,3	100

La faible augmentation des importations de produits alimentaires est due principalement aux substitutions de sucre produit localement aux importations traditionnelles (tableau 12). Les départs d'Européens réduisent en outre celles de produits laitiers et de boissons.

Par contre, la croissance assez considérable des importations de produits agricoles ne résulte pas exclusivement des besoins de la consommation. Elle provient pour une part notable de l'augmentation de la demande intermédiaire : les achats de produits agricoles par les industries textiles seront multipliés par 1,8 et ceux des industries du bois par 1,5.

Dans le groupe des produits industriels, ce qui frappe, d'abord, c'est la baisse relative et absolue des importations de produits textiles et d'articles en cuir, de produits chimiques et pharmaceutiques, d'articles en caoutchouc, en bois, en céramique, de matières plastiques, de papier et de verre. Les trois groupes dont ces biens relèvent, reculent de 33,1 % du total des importations à 22,7 %. Il s'agit là de substitution de productions locales aux importations. La faible augmentation des importations d'énergie, en regard d'une demande totale en hausse de 56 %, résulte également de l'accroissement de la production locale de produits pétroliers et du remplacement de l'essence raffinée, importée en 1960, par du pétrole brut.

Le fait le plus encourageant, toutefois, est la place faite aux importations de produits mécaniques et électriques, pour la consommation mais surtout pour l'investissement. Celles-ci doubleront, en cinq ans, et absorberont alors 43 % des importations totales contre 29 % en 1960. Celles de biens d'équipement et de demi-produits seront multipliées par 3. Au contraire, en raison du développement de la production locale, les importations globales de véhicules et de pièces détachées diminueront légèrement et celles de produits sidérurgiques resteront stables, pour une demande supérieure de 60 % à celle de 1960.

On peut, de la sorte, parler d'une amélioration manifeste dans la répartition et l'utilisation des biens d'importation. Le second quinquennat devra renforcer les orientations prises au cours du premier et élargir beaucoup plus la place des produits mécaniques, et électriques de fabrication locale dans la consommation du pays.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES IMPORTATIONS

	Produits agricoles	Produits alimentaires	Energie	Produits miniers	Produits mécaniques électriques	Textiles cuirs	Chimie parachimie caoutchou	Papiers bois divers	Services	Total
1960.	10,6	15,9	7,0	0,5	29,1	15,2	10,5	7,4	3,8	100
1965.	12,3	12,6	6,1	0,5	43,5	10,7	6,2	5,8	2,3	100

PARAG. 2. — LES PERSPECTIVES DECENNALES

Pour vérifier la cohérence du modèle de croissance quinquennal et s'assurer que l'appareil de production mis en place sera en mesure d'entretenir, sans fluctuations dangereuses, l'expansion en cours, on a prolongé la première projection à cinq ans par des perspectives décennales (tableau 2).

Au cours du premier quinquennat, les transformations les plus importantes doivent, d'après les prévisions, intervenir dans les secteurs de transformation. C'est donc, d'abord, à partir des niveaux atteints en 1965 par ces différentes activités, que nous avons recherché leurs possibilités de croissance pendant les cinq années ultérieures.

Un certain nombre de grands projets sont, d'ores et déjà prévus pour le second quinquennat : deux unités de 40 000 t pour la production de sucre, une entreprise sidérurgique de l'ordre de 200 000 t, la seconde tranche du complexe de Safi, etc.

Sur la base d'un modèle de croissance provisoire 1965-1970, impliquant la permanence du taux de croissance de la valeur ajoutée et un excédent du commerce extérieur, on obtint la consommation globale des ménages. Comme pour 1965, on établit alors séparément celle des étrangers et celle des ménages marocains compte tenu des hypothèses de départs d'Européens 150 000 seulement resteront en 1970, et la croissance démographique se poursuivra au rythme de 2,7 % par an. Les taux d'élasticité des dépenses furent, comme précédemment ,appliqués à la seule croissance nette de la consommation des ménages nationaux.

L'augmentation de consommation, par groupe de produits, servit alors de terme de référence pour les secteurs qui en dépendent directement et dont la production, en 1965, se rapprochait de la demande : vêtements, articles chaussants, pneus, etc. Pour ceux dont les importations couvraient encore en 1965 une partie importante de la demande, on a recherché, branche par branche, les possibilités d'accroissement de la production locale : filature et tissage, métaux de consommation, construction mécanique, etc. Les études réalisées pour la projection 1965 ont servi de base à l'établissement de ces perspectives provisoires. Une étude ultérieure plus approfondie permettra de les préciser et d'assigner sans doute à certains d'entre eux des objectifs plus ambitieux.

Moyennant une croissance globale de 50 %, contre 78 % au cours du premier quinquennat, quelque 60 milliards de valeur ajoutée supplémentaire devraient pouvoir être créés par les industries de transformation pendant la seconde période quinquennale.

Ce ralentissement dans leur taux de croissance s'explique par la rapidité du rythme atteint au cours du premier quinquennat. Pratiquement tous les taux de croissance des industries de consommation, des industries du cuir, des articles chaussants, du bois et des articles divers sont égaux ou inférieurs à ceux atteints pendant la première période quinquennale.

Pour déterminer, ensuite le chiffre d'affaires des secteurs du bâtiment et des travaux publics, compte tenu des besoins de l'habitat et d'un volume global d'investissement, fonction de la croissance de valeur ajoutée à obtenir, nous avons établi, de façon grossière, un cheminement des investissements entre 1965 et 1970.

CHEMINEMENT DES INVESTISSEMENTS 1965-1970

(en milliards de francs)

	1965	1966	1967	1968	1969	*Total*	1970
Investissements bruts	249,5	259,5	270	280	290	1 349	301

Les amortissements ont été calculés compte tenu du matériel neuf mis en place au cours du premier quinquennat, soit :

	MF
Amortissement matériel ancien	216
Amortissement matériel 1960-1964	80
Total.....	296

Par rapport à l'augmentation de valeur ajoutée, le montant des investissements nets prévus marque une élévation du coefficient de capital (rapport entre l'accroissement de l'investissement net et celui de la valeur ajoutée), en raison du nombre des projets lourds réservés pour cette période.

Une fois estimés les progrès réalisables dans le secteur des mines, celui de la recherche et de l'exploitation pétrolière (énergie), le maintien du taux de croissance de la valeur ajoutée totale, au rythme de 6,2 % comme au cours de la première période quinquennale, exige de façon manifeste un développement plus rapide de l'agriculture et des industries alimentaires. Pour ces dernières, les projets en vue et les possibilités qui existent dans différentes branches : deux sucreries nouvelles, augmentation de la production locale de corps gras, hausse du niveau d'activité des conserveries, devraient permettre d'accroître de 35 % leur production.

Restent à trouver quelque 100 milliards de valeur ajoutée supplémentaire, si le taux global doit être maintenu. Ceux-ci ne sauraient provenir que de l'agriculture. Ce chiffre suppose un accroissement de 33 % de la production par rapport à celle de 1965, environ 6 % de plus chaque année.

Si l'équipement des périmètres irrigables atteint en 1965 les objectifs fixés et si l'action de modernisation des milieux ruraux traditionnels se trouve alors bien engagée, des progrès de cet ordre devraient pouvoir être réalisés. La très faible productivité actuelle de l'agriculture traditionnelle devrait, moyennant une politique résolue de modernisation, autoriser des améliorations relativement spectaculaires d'ici quelques années.

Ces perspectives décennales mettent donc en lumière que l'expansion démarrée au cours du premier quinquennat devrait pouvoir se maintenir, au même rythme, pendant la période suivante.

L'ampleur des efforts à faire par les secteurs productifs : industrie et agriculture, est telle, toutefois, que l'apport de l'agriculture, au cours du second plan, devra être nettement supérieur à celui qu'elle aura fourni durant les cinq précédentes années.

Le second quinquennat devrait donc constituer une période de consolidation du processus de croissance déclenché au cours du premier. Il devrait tout à la fois voir l'essor de l'agriculture traditionnelle et préparer, pour la période suivante, une expansion de l'industrie à un rythme encore plus élevé. La consommation des ménages nationaux qui aura crû, au cours du second quinquennat, de 7,2 % chaque année, soit 4,4 % par tête, devrait jouer un rôle important dans le développement de la production pendant le troisième quinquennat.

L'analyse des possibilités de développement qui s'offrent à l'économie marocaine, dans les dix prochaines années, révèle qu'en termes d'augmentation de la production de biens et de services, celle-ci en est arrivée, suivant la terminologie de Rostow, à la phase du « décollage ». Elle dispose manifestement des moyens de démarrer un processus de croissance, d'ici cinq années, et de le maintenir, par la suite, à un rythme soutenu. Des difficultés existent qui peuvent retarder ou empêcher ce décollage. Elles sont moins d'ordre technique et économique que sociologique et politique. La politique d'industrialisation à mettre en œuvre, la révolution à entreprendre dans les structures du monde rural traditionnel, impliquent l'existence d'une volonté nationale de progrès et de développement. Elles exigent également l'adaptation des structures du pouvoir économique aux tâches qui lui incombent.

Le gonflement des flux de biens et de services, au cours de la période quinquennale, entraînera en contrepartie le grossissement de l'ensemble des flux monétaires : revenus, épargnes et impôts, crédits et capitaux d'investissement, etc. Leur ajustement, compte tenu de l'aide extérieure prévisible, posera des problèmes délicats. Ceux-ci restent à examiner dans le chapitre suivant.

TABLEAU 3

Cheminement des valeurs ajoutées

(en millions de francs)

Secteurs	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture	265 161	274 400	284 000	294 000	304 500	315 482
2. Sucre, café	5 851	6 030	6 230	6 730	7 240	7 859
3. Conserves, froid.	7 231	7 600	7 990	8 400	8 840	9 307
4. Corps gras, lait..	2 939	3 090	3 260	3 430	3 610	3 818
5. Grains et farines.	12 438	12 860	13 300	13 740	14 220	14 734
6. Boissons, tabac .	12 034	12 530	13 030	13 560	14 120	14 699
7. Energie	17 471	19 520	21 800	24 350	27 200	30 345
8. Phosphates	31 125	33 370	35 760	38 350	41 120	44 120
9. Mines	22 547	23 400	24 280	25 210	26 150	27 082
10. Mat. construction	4 455	4 900	5 400	5 940	6 540	7 207
11. Bâtiment	14 965	16 880	19 040	21 470	24 230	27 369
12. Travaux Publics.	17 541	20 000	27 000	34 000	38 200	42 450
13. Sidérurgie	1 309	1 390	1 480	1 570	2 880	5 665
14. Mét. équipement.	10 886	11 700	12 800	14 210	16 000	18 173
15. Autos, avions, cycles	6 894	7 250	8 030	8 960	10 000	11 128
16. Métaux consommation	3 133	3 380	3 640	3 930	4 230	4 563
17. Textiles, filature.	6 638	7 630	8 760	10 070	11 560	13 264
18. Vêtements	3 903	4 480	5 150	5 920	6 800	7 801
19. Artisanat textile.	8 387	8 770	9 180	9 590	10 050	10 553
20. Cuirs	3 713	4 020	4 350	4 700	5 090	5 506
21. Chaussures	4 042	4 290	4 550	4 830	5 130	5 441
22. Chimie	1 634	1 990	2 430	2 950	4 410	8 186
23. Para-chimie	3 893	4 350	4 870	5 450	6 090	6 822
24. Caoutchouc	301	550	920	1 290	1 740	2 489
25. Papier	3 964	4 160	4 370	4 950	5 950	7 628
26. Bois, divers	5 610	5 840	6 080	6 320	6 580	6 858
27. Céramique, verre	1 297	1 490	1 720	1 980	2 280	2 616
28. Transports	29 802	32 100	34 570	37 220	40 080	43 247
29. Services	62 236	65 970	69 950	74 120	78 540	83 230
30. Logement	57 523	59 190	60 920	62 700	64 480	66 233
31'. Commerce importation	65 577	68.720	72 000	75 480	79 090	82 485
31". Commerce local	125 118	133 250	141.880	151 140	161 030	171 313
Totaux...	819 618	865 100	918 740	976 560	1 037 980	1 107 673

TABLEAU 4

Cheminement des valeurs ajoutées

(en millions de francs)

Groupes de secteurs	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Agriculture	265 161	274 400	284 000	294 000	304 500	315 482
Industries aliment. .	40 493	42 110	43 810	45 860	48 030	50 417
Energie	17 471	19 520	21 800	24 350	27 200	30 345
Mines, matériaux construction	58 127	61 670	65 440	69 500	73 810	78 409
Industries transformation	65 604	71 290	78 330	86 720	98 790	116 693
Bâtiments, Travaux Publics	32 506	36 880	46 040	55 470	62 430	69 819
Transports, services	149 561	157 260	165 440	174 040	183 100	192 710
Commerce	190 695	201 970	213 880	226 620	240 120	253 798
Totaux...	819 618	865 100	918 740	976 560	1 037 980	1 107 673
Agriculture	265 161	274 400	284 000	294 000	304 500	315 482
Industrie	214 201	231 470	255 420	281 900	310 280	345 683
Services, commerce.	340 256	359 230	379 320	400 660	423 220	446 508
Totaux...	819 618	865 100	918 740	976 560	1 037 980	1 107 673

TABLEAU 5

Croissance des valeurs ajoutées par secteur

Secteurs	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture	100	103,5	107,1	110,9	114,8	119,0
2. Sucre. café	100	103,0	106,5	115,0	123,7	134,3
3. Conserves, froid.	100	105,1	110,5	116,2	122,2	128,7
4. Corps gras, lait..	100	105,3	110,9	116,8	123,0	129,9
5. Grains et farines.	100	103,4	106,9	110,5	114,3	118,4
6. Boissons, tabac .	100	104,1	108,3	112,7	117,3	122,1
7. Energie	100	111,7	124,8	139,4	155,7	173,7
8. Phosphates	100	107,2	114,9	123,2	132,1	141,8
9. Mines	100	103,8	107,7	111,8	116,0	120,1
10. Mat. construction	100	110,1	121,2	133,4	146,9	161,8
11. Bâtiment	100	112,8	127,2	143,5	161,9	182,9
12. Travaux Publics.	100	114,0	153,9	193,8	217,8	242,0
13. Sidérurgie	100	106,2	112,8	119,8	220,0	432,8
14. Mét. équipement.	100	107,5	117,6	130,5	147,0	167,0
15. Autos, avions, cycles	100	105,2	116,5	130,0	145,0	161,4
16. Métaux consommation	100	107,8	116,2	125,3	135,1	145,6
17. Textiles, filature.	100	114,9	132,0	151,7	174,2	199,8
18. Vêtements	100	114,9	132,0	151,7	174,3	200,0
19. Artisanat textile.	100	104,6	109,5	114,4	119,8	125,8
20. Cuirs	100	108,2	117,1	126,7	137,1	148,3
21. Chaussures	100	106,1	112,6	119,5	126,8	134,6
22. Chimie	100	121,8	148,7	180,5	270,0	501,0
23. Para-chimie	100	111,8	125,0	140,0	156,5	175,2
24. Caoutchouc	100	182,7	305,6	428,6	578,1	827,0
25. Papier	100	105,0	110,2	125,0	150,0	192,4
26. Bois, divers	100	104,1	108,3	112,7	117,3	122,2
27. Céramique, verre	100	114,9	132,6	152,7	175,8	201,7
28. Transports	100	107,7	116,0	124,9	134,5	145,1
29. Services	100	106,0	112,4	119,1	126,2	133,7
30. Logement	100	102,9	105,9	109,0	112,1	115,1
31'. Commerce importation	100	104,8	109,8	115,1	120,6	125,8
31". Commerce local	100	106,5	113,4	120,8	128,7	136,9
Totaux...	100	105,5	112,1	119,1	126,6	135,2

TABLEAU 6

INVESTISSEMENTS NETS DANS L'INDUSTRIE

(en millions de francs)

Groupes de secteurs	*Industries alimentaires*	*Industries extractives*	*Bâtiments et travaux publics*	*Industrie des métaux*	*Industrie d'habillement*	*Industries chimiques*	*Industries diverses*	*Total*
Bâtiments (1)	4 880	16 250	1 020	11 390	4 055	7 560	3 610	48 765
Travaux Publics ...		19 150						19 150
Matériel de production	10 600	13 550	3 740	24 855	11 750	15 520	10 440	90 455
Matériel roulant ...	360		270	520	10	530	398	2 088
Totaux...	15 840	48 950	5 030	36 765	15 815	23 610	14 448	160 458

(1) Le bâtiment, sauf pour les industries extractives comprend 20 % de travaux publics (fondations, terrassements...)

TABLEAU 7

VENTILATION ÉCONOMIQUE DES INVESTISSEMENTS *1960-1964*

(en milliards de francs)

	Bâtiment	*T.P.*	*Outillage*	*Total*
Agriculture :				
D.R.S., plantations ..	—	17,2	—	17,2
Agriculture	4,8	12,8	15,0	32,6
Hydraulique	—	40,9	—	40,9
Total agriculture...	4,8	70,9	15,0	90,7
Energie :				
Distribution	0,5	5,5	6,5	12,5
Centrale	0,9	0,1	4,0	5,0
Eau	—	2,3	2,3	4,6
Total énergie	1,4	7,9	12,8	22,1
Industrie :				
Extractive	16,2	39,2 (1)	13,5	68,9
Autres industries ..	26,5	6,5	79,0	112,0
Total industrie	42,7	45,7	92,5	180,9
Infrastructure :				
Routes	—	19,0	—	19,0
Ports	—	13,8	3,3	17,1
Chemin de Fer	0,3	3,0	3,0	6,3
Aérodrome	0,3	3,6	1,0	4,9
Total infrastructure..	0,6	39,4	7,3	47,3
Aménagements :				
Urbains	1,2	15,2	—	16,4
Ruraux	12,9	6,8	3,3	23,0
Total aménagements	14,1	22,0	3,3	39,4

(1) y compris 20 milliards de recherches pétrolières.

TABLEAU 7 (*suite*)

(en milliards de francs)

	Bâtiment	*T.P.*	*Outillage*	*Total*
Habitat :				
Privé	43,0	5,0	—	48,0
Public	24,0	7,0	—	31,0
Total Habitat	67,0	12,0	—	79,0
Services :				
P.T.T.	1,2	1,4	5,9	8,5
Tourisme	5,4	0,7	1,7	7,8
Transports	—	—	16,7	16,7
Total services	6,6	2,1	24,3	33,0
Services divers et commerce	5,7	—	4,3	10,0
Investissements administratifs :				
Santé	5,6	0,2	3,0	8,8
Equipement administratif	4,2	—	1,1	5,3
Education Nationale.	17,8	2,0	8,4	28,2
Total Administration	27,6	2,2	12,5	42,3
TOTAL INVESTISSEMENT NET	170,5	202,2	172,0	544,7
AMORTISSEMENT	—	27,7	188,0	215,7
INVESTISSEMENT BRUT	170,5	229,9	360,0	760,4
AGADIR	5,0	2,5	—	7,5
TOTAL GÉNÉRAL	175,5	232,4	360,0	767,9

TABLEAU 8

Consommation des ménages

(en millions de francs)

Secteurs	1960			1965		
	Consommation des Nationaux	*Consommation des Etrangers*	*Consommation Totale*	*Consommation des Nationaux*	*Consommation des Etrangers*	*Consommation Totale*
1. Agriculture	198 813	24 247	223 060	247 100	19 300	266 400
2. Sucre, café	44 555	3 545	48 100	54 515	2 775	57 290
3. Conserves, froid	4 696	3 851	8 547	5 838	3 142	8 980
4. Corps gras, lait	20 128	6 437	26 565	25 264	5 216	30 480
5. Grains et farines	45 844	5 081	50 925	55 099	4 031	59 130
6. Boissons, tabac	18 213	5 851	24 064	22 843	4 747	27 590
7. Energie	16 338	6 937	23 275	21 162	5 868	27 030
8. Phosphates						
9. Mines	718	100	818	894	86	980
10. Mat. construction	1 122	8	1 130	1 397	3	1 400
11. Bâtiment						
12. Travaux Publics						
13. Sidérurgie	172	8	180	220		220
14. Mét. équipement						
15. Autos, avions, cycles	13 889	4 777	18 666	19 802	4 118	23 920
16. Métaux consommation	14 688	4 886	19 574	18 705	4 125	22 830
17. Textiles, filature	40 150	1 759	41 917	51 046	1 524	52 570
18. Vêtements	15 327	1 106	26 388	19 923	9 247	29 170
19. Artisanat textile	20 133	587	20 720	25 611	469	26 080
20. Cuirs	3 555	659	4 214	4 585	455	5 040
21. Chaussures	13 792	2 221	16 013	17 378	1 912	19 290
22. Chimie	202	177	379	365	75	440
23. Para-chimie	15 243	4 635	19 878	18 534	3 986	22 520
24. Caoutchouc	2 474	253	2 727	3 673	137	3 810
25. Papier	2 843	1 923	4 771	3 717	1 633	5 350
26. Bois, divers	6 081	3 479	9 560	7 959	2 951	10 910
27. Céramique, verre	3 186	308	3 494	4 060	250	4 310
28. Transports	10 321	1 024	11 345	13 635	845	14 480
29. Services	29 387	9 173	38 560	38 956	7 734	46 690
30. Logement	24 692	18 308	43 000	30 681	15 549	46 230
Totaux	566 570	121 300	687 870	712 962	100 178	813 140

TABLEAU 9

Coefficients d'élasticité

des dépenses de consommation des ménages musulmans

Secteurs	*Urbains*	*Ruraux*	*Moyen*	*Secteurs*	*Urbains*	*Ruraux*	*Moyen*
1....	1,13	0,89	0,95	16....	1,15	1,25	1,23
2....	0,66	0,81	0,77	17....	1,55	1,15	1,27
3*...	0,90	0,90	0,90	18....	1,49	1,17	1,35
4....	1,07	0,95	1,00	19....	1,50	1,20	1,25
5....	0,50	0,65	0,56	20*...	1,00	1,00	1,00
6....	1,00	1,12	1,05	21....	1,20	1,15	1,17
7....	1,30	1,62	1,44	22*...	1,00	1,00	1,00
8....				23....	0,75	0,75	0,75
9*...	0,90	0,90	0,90	24....	2,75	2,80	2,78
10*...	1,00	1,00	1,00	25....	1,60	1,40	1,54
11....				26....	1,85	1,50	1,55
12....				27....	1,30	1,20	1,24
13*...	1,00	1,00	1,00	28....	1,50	1,75	1,69
14....				29....	1,70	1,75	1,73
15....	2,75	2,80	2,78	30....	0,85	2,15	0,90

(*) Estimation.

TABLEAU 10

Récapitulatif des emplois créés

(en millions de francs)

Industries / Emplois créés	Industries alimentaires	Industries extractives	Bâtiment et travaux publics	Industrie des métaux	Industrie d'habillement	Industries chimiques	Industries diverses	Energie	Total
Directions et cadres	64	85	400	256	764	120	152	30	1 871
Employés	332	95	869	581	23	325	251	130	2 626
Maîtrise	305	335	2 963	947	311	370	339	180	5 750
Ouvriers qualifiés	452	340	9 897	1 767	76	315	697	350	13 894
Ouvriers spécialisés	3 212	1 060	22 335	5 752	12 315	1 645	2 675	1 140	50 134
Manœuvres	3 070	1 010	36 476	2 577	2 381	1 560	3 371	770	51 215
Totaux	7 455	2 925	72 940	11 880	15 870	4 335	7 485	2 600	125 490

TABLEAU 11

EXPORTATIONS

(en millions de francs)

	Produits agricoles et alimentaires	*Produits industriels*	*Services*	*Total*
1960	91 371	101 497	8 469	201 337
1965	120 860	144 370	10 900	276 130
Indice 1965/1960	132,3	142,2	128,7	137,1

EXPORTATIONS

(en millions de francs)

	Produits agricoles	*Produits alimentaires*	*Energie*	*Produits miniers*	*Produits mécaniques et électriques*	*Textiles, cuirs*	*Chimie, parachimie, caoutchouc*	*Papiers, bois, divers*	*Services*	*Total*
1960	69 421	21 950	1 548	76 973	5 411	5 705	3 787	8 073	8 469	201 337
1965	91 400	29 460	1 100	95 860	15 680	9 070	9 860	12 800	10 900	276 130
Indice 1965/1960	131,7	134,2	71,1	124,5	289,8	159,0	260,5	158,6	128,7	137,1

TABLEAU 12

IMPORTATIONS

(en millions de francs)

	Produits agricoles et alimentaires	*Produits industriels*	*Services*	*Total*
1960	58 409	153 935	8 416	220 760
1965	74 752	218 794	7 051	300 597
Indice 1965/1960	128,0	142,1	83,8	136,1

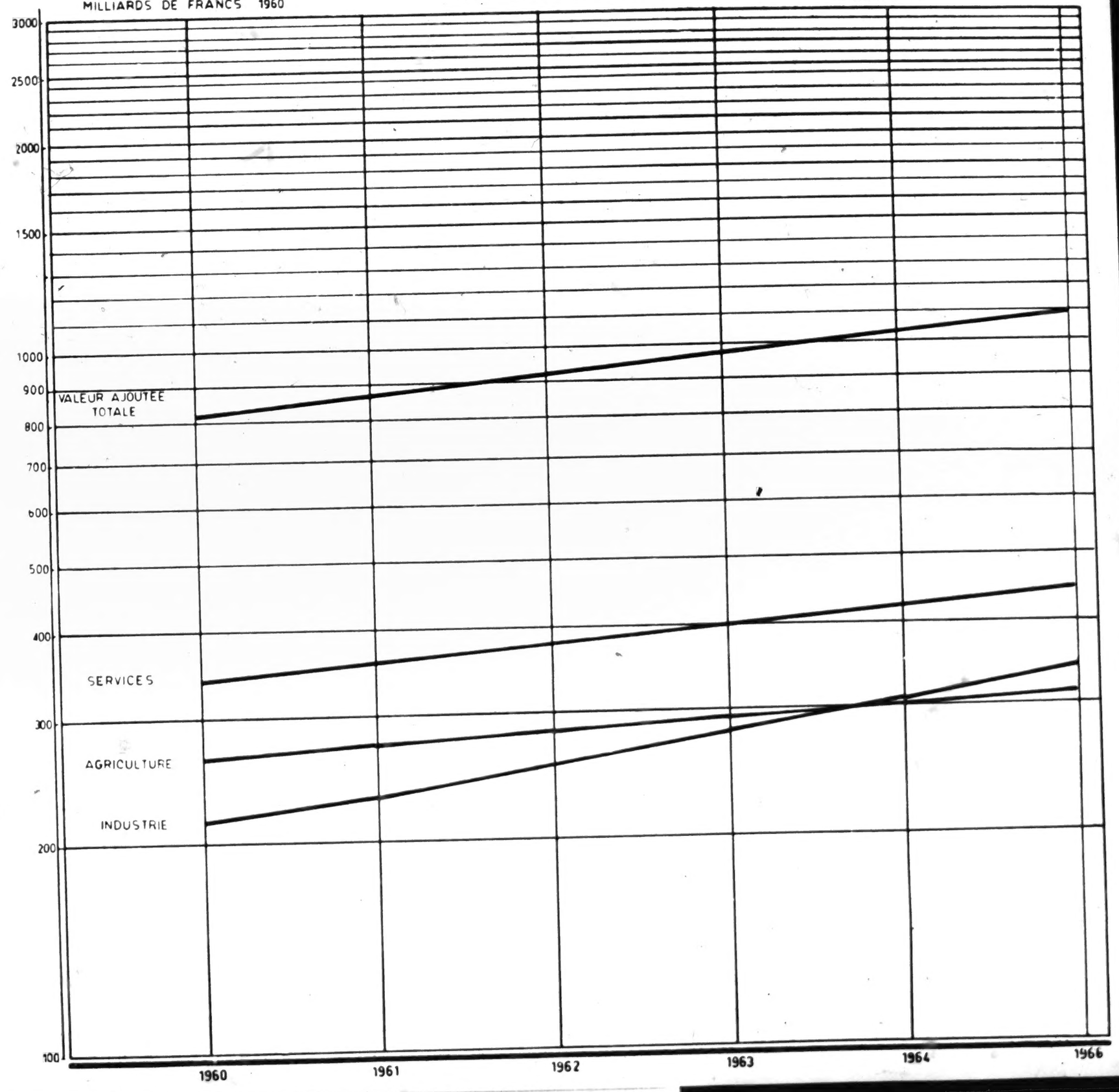
IMPORTATIONS

(en millions de francs)

	Produits agricoles	*Produits alimentaires*	*Energie*	*Produits miniers*	*Produits mécaniques et électriques*	*Textiles, cuirs*	*Chimie, parachimie, caoutchouc*	*Papiers, bois, divers*	*Services*	*Total*
1960	23 322	35 087	15 452	1 112	64 320	33 533	23 284	16 234	8 416	220 760
1965	37 087	37 665	18 405	1 469	130 686	32 109	18 553	17 572	7 051	300 597
Indice 1965/1960	159,0	107,3	119,1	132,1	203,2	95,8	79,7	108,2	83,8	136,1

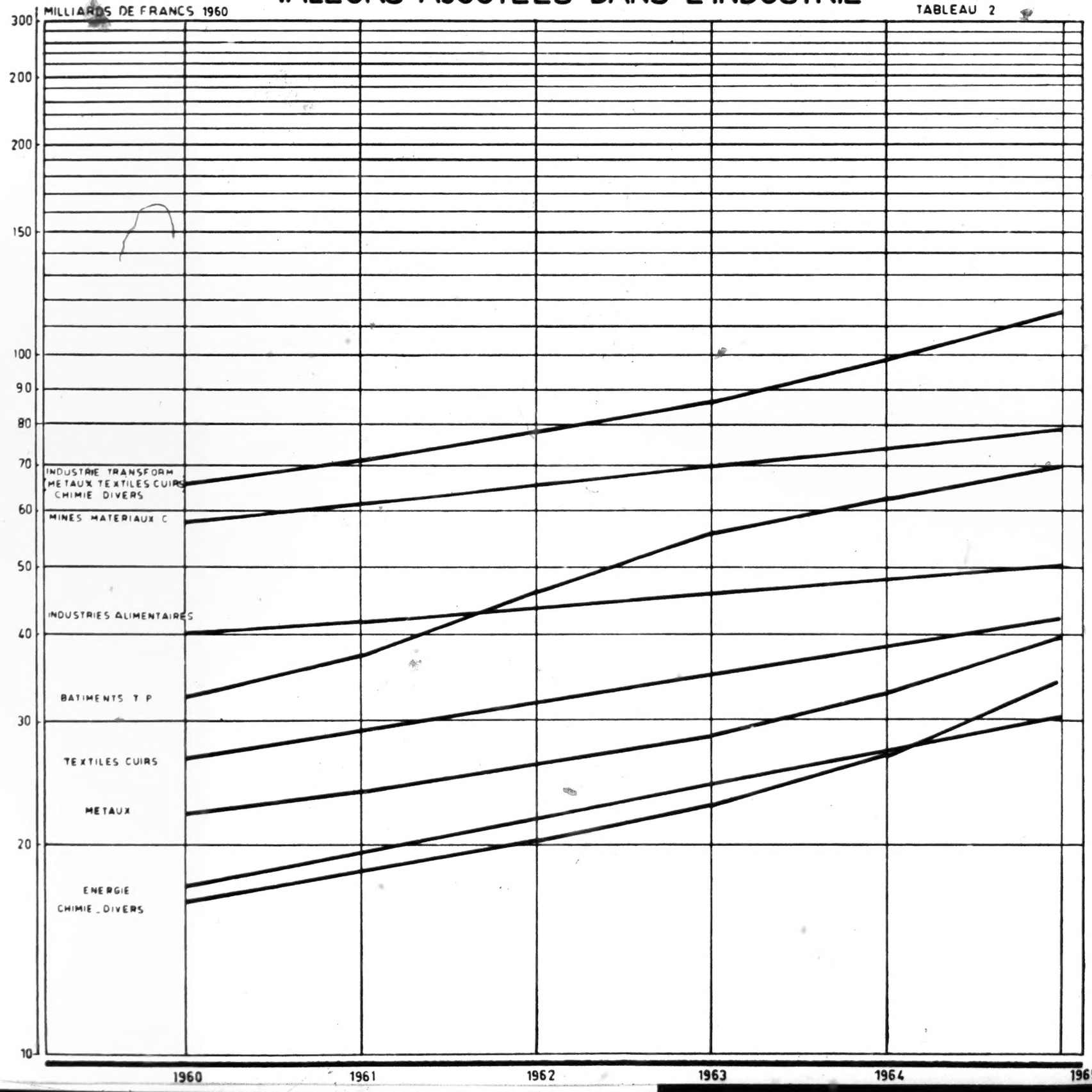
VALEURS AJOUTEES

TABLEAU 1



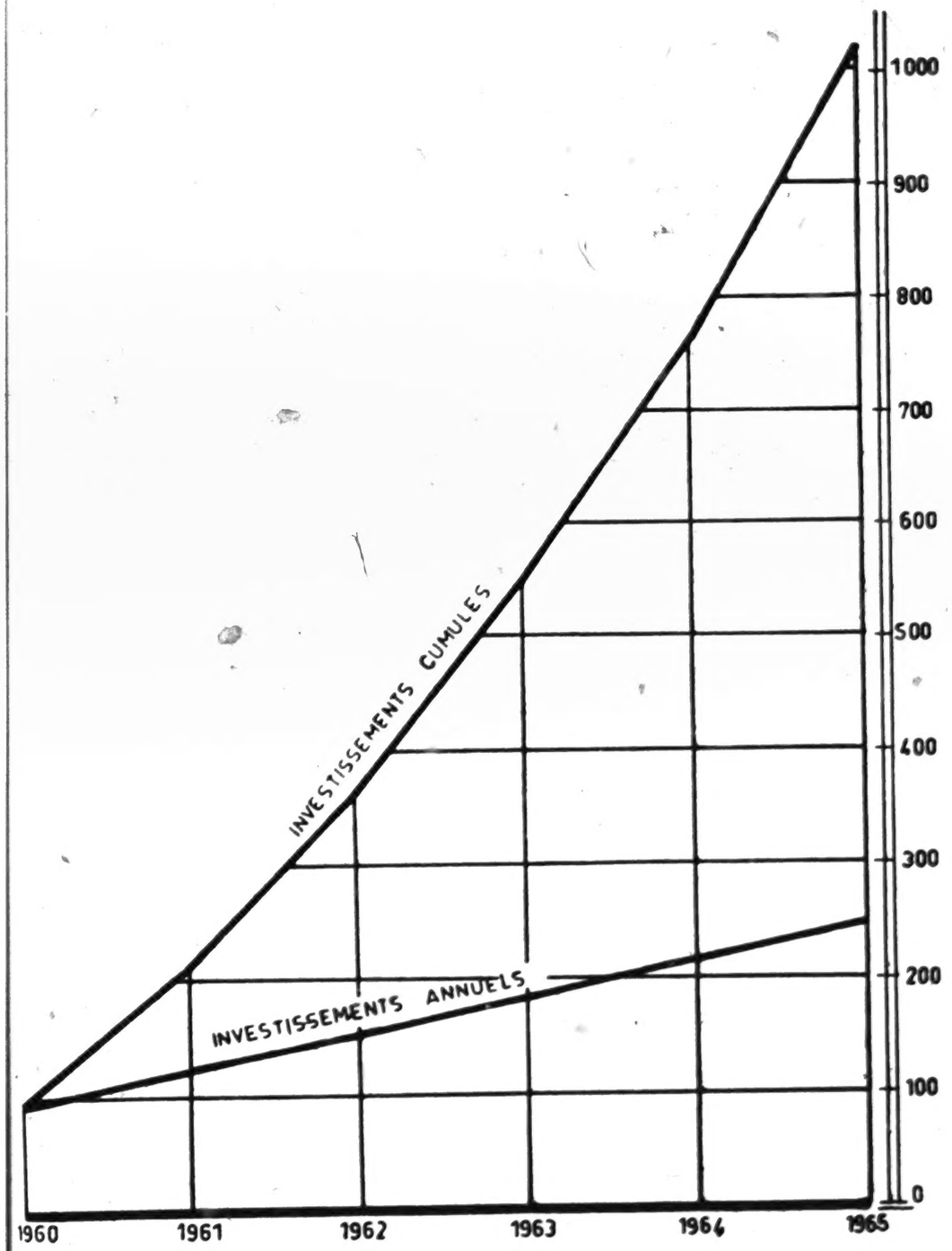
VALEURS AJOUTEES DANS L'INDUSTRIE

TABLEAU 2



PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU PLAN

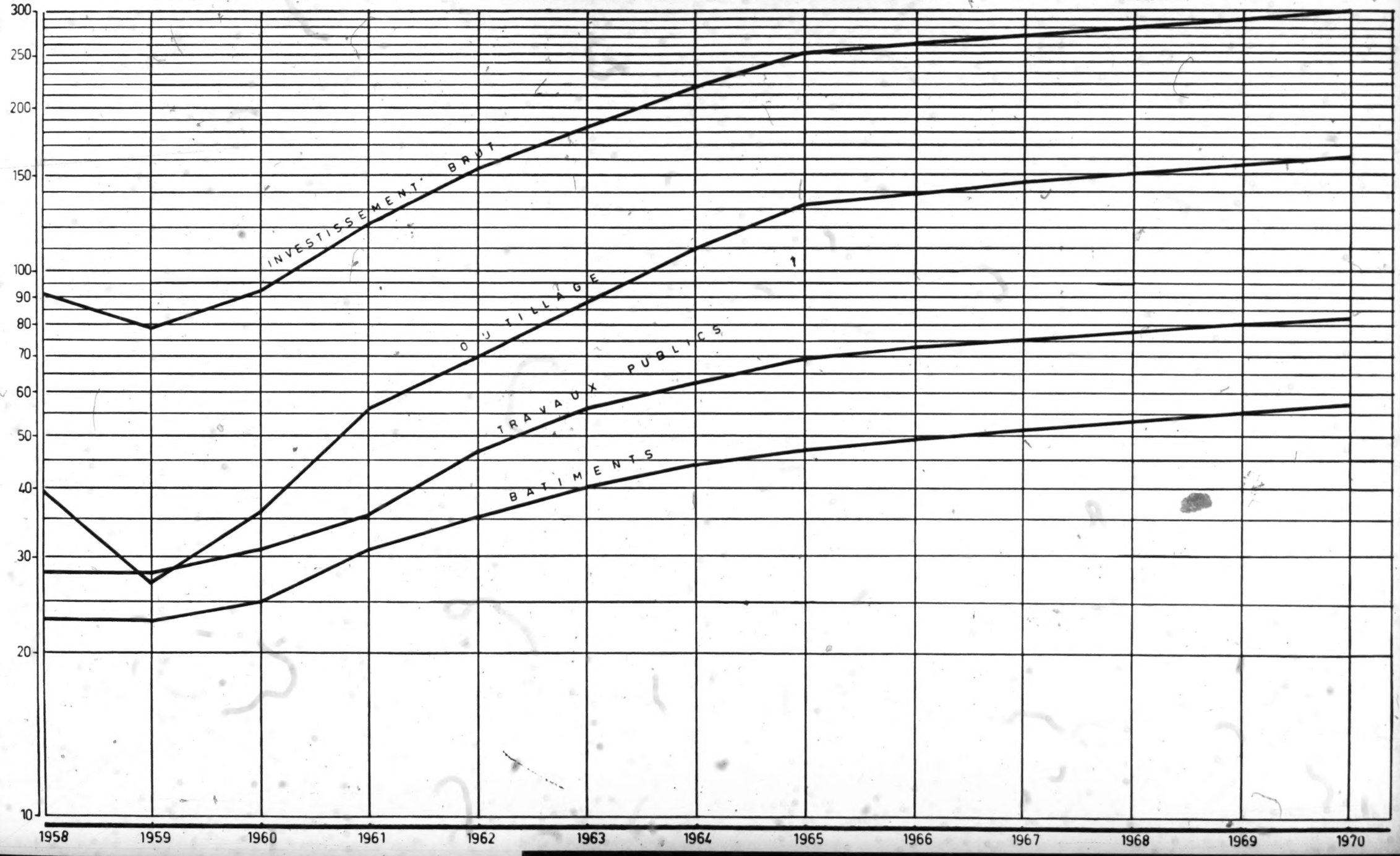
TABLEAU 3



CHEMINEMENT DES INVESTISSEMENTS

MILLIARDS DE FRANCS 1960

TABLEAU 4



CHAPITRE III

LES PROBLÈMES DE FINANCEMENT

L'étude du financement du Plan quinquennal n'avait pu, au moment de la publication du plan, être menée que de façon très globale ; certaines précisions, concernant notamment la distribution en fin de période des revenus supplémentaires dus à l'accroissement de production, n'étaient pas encore disponibles ; d'autre part la répartition et le chiffre même des investissements n'étaient pas toujours connus avec suffisamment de précision, ainsi d'ailleurs, que le rendement de ces investissements. Les données dont on disposait permettaient cependant de conclure que la nécessité de prévoir, pour la consommation, un rythme de croissance inférieur à celui de la production, pourrait rendre obligatoire le recours à des mesures restrictives. Celles-ci auraient pour but de diriger vers l'épargne une partie des revenus supplémentaires créés par l'augmentation de production.

Depuis un an les travaux de la Division du Plan ont porté essentiellement sur les perspectives générales de développement (modèles de croissance, taux d'accroissement de la production et de la consommation) et sur les perspectives de développement dans les secteurs de l'industrie de transformation, de l'énergie, des mines, du bâtiment et des travaux publics. Ces études permettent d'améliorer de façon non négligeable les analyses portant sur les flux des revenus, de consommation et d'épargne ; mais il est bien entendu que ces analyses devront être revues et complétées lorsqu'on disposera, dans le domaine agricole, de prévisions à moyen terme analogues (toutes choses égales d'ailleurs) à celles qui existent désormais pour les secteurs énumérés ci-dessus (conséquences à attendre de la promotion nationale, des investissements envisagés, étude de leur rendement). De plus, en l'absence d'une enquête sur la distribution des revenus, on se trouve dans l'obligation de recourir à des approximations et à des hypothèses dont le caractère parfois fragile ne permet pas toujours des conclusions précises et définitives.

Il n'est pas sans intérêt, avant d'examiner les problèmes posés par le financement des investissements du Plan, de rappeler dans quelles conditions ce financement s'est effectué au cours des dix dernières années.

I. — LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AU MAROC DE 1952 à 1960

L'étude du compte de capital de la comptabilité nationale (voir tableau annexe) permet de constater que si le taux de l'épargne au Maroc n'a guère changé au cours des dernières années, son utilisation par contre s'est modifiée.

A. Modifications dans l'utilisation de l'épargne

L'épargne nationale peut être utilisée :

— à l'intérieur du pays, pour le financement des investissements ou des stocks (lorsque l'épargne d'un particulier sert à financer la consommation d'un autre particulier, l'épargne globale est nulle) ;

— à l'extérieur du pays, pour des prêts ou pour le remboursement d'emprunts antérieurement contractés.

Lorsque l'épargne est supérieure à l'investissement, cela signifie que le pays en question prête (ou rembourse) la différence à l'extérieur, ou encore que ce pays consomme et investit moins qu'il ne produit. Dans le cas contraire, consommation et investissement sont supérieurs au produit national brut, la différence étant comblée par l'extérieur. Ces deux cas s'observent au Maroc.

1° *Jusqu'en 1955 l'épargne est inférieure à l'investissement*

Compte capital

(en milliards de francs)

Emplois			
	1952	1953	1954
1. Equipement	118	115	102
2. Variations de stocks	-10	23	25
Total investissement brut...	108	138	127
Ressources			
	1952	1953	1954
1. Epargne locale	73	110	103
2. Prêts nets de l'extérieur	35	28	24
Total.....	108	138	127

En 1952 par exemple, la dépense nationale (consommation + investissement) est supérieure à 35 milliards au produit national brut (production intérieure brute + traitements des fonctionnaires + revenus nets en provenance de l'extérieur) ; mais cela ne signifie pas que l'extérieur a prêté 35 milliards au Maroc pour financer cet excédent de consommation et d'investissement ; ce chiffre est en effet un solde qu'il convient de décomposer :

PRÊTS NETS DE L'EXTÉRIEUR

(en milliards de francs)

	1952	1953	1954
1. Prêts privés (1)	29	15	7
2. Prêts publics	14	15	16
3. Avoirs extérieurs (2).	-8	-2	1
Total.....	35	28	24

On constate donc qu'en 1952, le Maroc a bénéficié de 43 milliards de prêts privés et publics mais n'a pas utilisé 8 milliards de recettes (ces 8 milliards représentant en somme l'excédent de la balance des paiements) de sorte que le prêt net n'est que de 35 milliards.

Jusqu'en 1954, l'épargne locale s'investit sur place tandis qu'une partie des investissements est financée grâce aux concours extérieurs ; *si on élimine les variations de stocks on constate qu'en 1952 l'aide extérieure représente plus de la moitié de l'épargne.* De 1952 à 1955 les prêts publics augmentent, mais cette augmentation est insuffisante pour compenser la réduction progressive des transferts privés. La tendance des capitaux à quitter le Maroc s'accélère en 1956, pour prendre les proportions d'une véritable hémorragie ; l'épargne devient alors supérieure aux investissements.

2° *A partir de 1955 l'épargne est supérieure aux investissements*

Le Maroc consomme et investit moins qu'il ne produit, la différence étant transférée à l'extérieur.

---

(1) Ordre de grandeur.

(2) —: Augmentation (dépense du Maroc).

COMPTE CAPITAL

(en milliards de francs)

Emplois						
	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Equipement	93	79	69	82	76	92
2. Variation de stocks	-10	-8	-16	30	-10	4
Total investissements bruts...	83	71	53	112	66	96

Ressources						
	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Epargne locale ...	86	106	91	136	104	120
2. Prêts nets à l'extérieur	-3	-35	-38	-24	-38	-24
Total.....	83	71	53	112	66	96

Mais les avoirs extérieurs du pays ayant varié dans des proportions plus grandes qu'antérieurement il est indispensable de ventiler le prêt net à l'extérieur.

PRÊTS NETS A L'EXTÉRIEUR

(en milliards de francs)

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Transferts privés.	(1) -21	-100	- 15	- 17	- 31	- 7
2. Prêts publics	20	14	19	9	14	20
3. Avoirs extérieurs	(2) - 2	51	- 42	- 16	- 21	- 37
Total.....	- 3	- 35	- 38	- 24	- 38	- 24

(1) Ordre de grandeur.
(2) —: Augmentation.

En 1956 les transferts privés (100 milliards) sont supérieurs à l'épargne privée (81 milliards) ; mais cela ne signifie pas, bien entendu, que la totalité de l'épargne de l'année a été transférée ; une partie des sorties de fonds a eu pour origine une épargne antérieurement réalisée ; les prêts publics étant affectés à l'investissement il reste, sur l'épargne de l'année, un disponible de 106 — (71 — 14) = 49 milliards. Ces 49 milliards, plus un prélèvement sur les avoirs antérieurs de 51 milliards, ont alimenté 100 milliards de sorties de fonds (en raisonnant globalement).

En 1957 la situation s'améliore très nettement, de sorte que le Maroc peut reconstituer partiellement ses avoirs extérieurs ; les investissements étant financés à concurrence de 19 milliards par l'extérieur, l'épargne a participé à l'investissement brut pour 53 — 19 = 34 milliards, le surplus, soit 57 milliards étant transféré à l'extérieur ou placé dans les avoirs extérieurs. Sous l'angle balance des paiements on peut dire qu'en 1957 le Maroc avait vendu à l'extérieur 38 milliards de plus qu'il n'avait acheté (au sens large : commerce extérieur, services, revenus, dons) ; comme il a bénéficié, en plus, de 19 milliards de crédits publics il s'est trouvé en possession d'un avoir en devises de 57 milliards, dont 15 milliards ont été remis, contre des francs marocains, à des personnes désirant transférer des fonds à l'extérieur ; le solde, 42 milliards, a accru les réserves du Maroc en devises.

En 1958 et 1959 l'épargne est toujours supérieure aux investissements, les prêts à l'extérieur atteignant 33 milliards en 1958 et 52 milliards en 1959. En réalité l'année 1959 est très différente de 1958 : le premier semestre se caractérise en effet par des sorties de capitaux privés à un rythme analogue à celui observé en 1956 ; les mesures monétaires du deuxième semestre permettent un arrêt de ces sorties, de sorte que les avoirs extérieurs peuvent quand même augmenter de 21 milliards. En 1960 le prêt net à l'extérieur est au même niveau qu'en 1958 mais avec une différence fondamentale : dans les deux cas l'épargne était supérieure aux investissements de 24 milliards mais en 1958 une part plus importante de cette épargne a été transférée à l'extérieur (17 contre 7) tandis qu'en 1960 une part plus importante restait au Maroc sous forme de disponibilités monétaires supplémentaires (dont la contrepartie est représentée par des avoirs extérieurs).

En 1956 le Maroc avait moins dépensé que produit mais la différence avait été transférée de façon plus ou moins durable à l'étranger ; au cours des années suivantes la différence est du même ordre de grandeur mais alors le Maroc « *épargne son épargne* », les transferts privés de capitaux diminuant et l'épargne non utilisée se retrouvant dans les avoirs extérieurs. (Le total des accroissements des avoirs extérieurs au cours des quatre

dernières années représente presque le montant actuel des avoirs extérieurs ; ceux-ci en effet étaient voisins de 0 à la fin de 1956).

B. Stabilité, mais faiblesse du taux d'épargne

Le tableau figurant en annexe donne le détail du compte-capital du Maroc, en ressources et en emplois, de 1952 à 1960. Il convient de n'attacher qu'une valeur des plus approximatives à la ligne stocks. De plus, indépendamment des erreurs qu'introduit l'évaluation de ces stocks, il est intéressant d'étudier l'évolution de l'épargne après en avoir éliminé « l'épargne régularisatrice de récoltes », ce qui revient à enlever de l'épargne globale les augmentations de stocks (ou à ajouter les diminutions). Pour simplifier les calculs on éliminera d'ailleurs tous les stocks, les variations connues de stocks de produits autres que les céréales étant le plus souvent négligeables). Cette correction est en somme semblable à celle que l'on opère (en matière d'indices par exemple) pour corriger des variations saisonnières.

L'épargne totale passe donc de 83 milliards en 1952 à 116 milliards en 1960 ; mais compte tenu des variations de prix et de l'accroissement du volume de la production entre ces deux dates, il est préférable de rapprocher l'évolution de l'épargne de celle du produit national brut (1) :

Epargne, investissements et P.N.B.

(base 100 en 1952)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Epargne ..	100	105	94	116	137	129	128	137	140
P.N.B.	100	108	113	114	124	126	126	140	150
Rapport E./ P.N.B. (%).	14	13	11	14	15	14	12	14	13

(1) Le produit national brut est l'agrégat le plus représentatif de l'activité d'un pays ; il est obtenu en totalisant la production intérieure brute, les traitements des fonctionnaires et les revenus nets en provenance de l'extérieur.

L'épargne nationale a donc suivi l'évolution du produit national brut, la propension à l'épargne s'établissant aux environs de 13,3 % du P.N.B. Sans doute cette stabilité de la propension à l'épargne pourrait-elle conduire à un certain optimisme ; mais cet optimisme a toute raison de disparaître quand on constate que le taux d'épargne, au Maroc, est l'un des plus faibles du monde ; les comparaisons internationales doivent évidemment, dans ce domaine, être effectuées avec précaution de sorte que les chiffres suivants représentent avant tout des ordres de grandeur destinés à illustrer la situation du Maroc.

— *Seuls six pays* (1) *ont un taux d'épargne inférieur :* Panama (6), le Chili (8), la Corée (10), et les Philippines, Porto-Rico, le Nigéria (11).

— *Dix pays ont un taux d'épargne analogue à celui du Maroc* (de 12 à 14 %) : Ceylan, la Colombie, le Ghana, la Grèce, le Portugal, le Honduras, l'Irlande, la Turquie, l'Equateur et le Guatémala.

— *Tous les autres pays ont un taux supérieur :* pour quarante-et-un Etats (Etats socialistes non compris) le taux moyen est de 20 % ; il atteint 24 % en Rhodésie, 22 % au Congo belge, 17 % au Mexique, 17 % aux Etats-Unis et jusqu'à 28 % au Japon et en Norvège. Dans les Etats socialistes, le taux est sans doute supérieur à cette moyenne de 20 %, de sorte que *le Maroc est un des pays du monde où l'on épargne le moins.* La comparaison n'est guère plus favorable si l'on rapproche du produit national l'épargne nette (épargne brute — provisions pour amortissements) ; de plus, le taux alors obtenu pour le Maroc, compris entre 6 et 7 %, doit être corrigé par le fait qu'une bonne partie des investissements nouveaux réalisés grâce à cette épargne nette sont des investissements d'infrastructure à rentabilité directe, nulle ou faible.

En résumé, au cours des dix dernières années, les apports extérieurs en capitaux se sont progressivement réduits tandis que l'épargne locale avait tendance à s'employer à l'extérieur d'abord par voie de transferts privés, puis sous sous la forme d'une augmentation des avoirs du Maroc en devises ; on ne doit pas perdre de vue, notamment pour l'étude du financement du Plan, qu'en 1952, les apports extérieurs de capitaux publics et privés représentaient plus de la moitié de l'épargne locale ; (pour qu'en 1960 la contribution de l'extérieur soit la même qu'en 1952, compte tenu de la variation du produit national brut, les entrées

---

(1) Ces pourcentages ont été calculés d'après les données fournies par l'Annuaire des Statistiques des comptabilités nationales publié par l'O.N.U. (Statistiques de 1958). Pour les pays se rapprochant du Maroc (2 premières catégories), on a calculé une moyenne sur 5 ans ; pour les autres pays on s'est contenté d'effectuer le calcul sur la base de l'année 1958 ; dans quelques rares cas, le chiffre d'épargne n'étant pas disponible, on a utilisé le rapport Investissements/PNB. Les taux ci-dessus concernent l'épargne brute (déduction non faite des amortissements).

de capitaux auraient dû atteindre 65 milliards de francs). Enfin la part du produit national brut consacrée à l'épargne est relativement faible alors que les hypothèses concernant le financement du Plan quinquennal supposent une augmentation sensible du taux d'épargne.

II. — LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DU PLAN QUINQUENNAL

A. Augmentation nécessaire du taux d'épargne

Le Plan 1960-1964 peut se résumer en deux chiffres :

— 6,2 % qui est le taux de croissance annuel de la production intérieure brute. Cette croissance résulte de l'exécution d'un certain montant d'investissements dont l'échelonnement conditionne de façon assez précise le niveau que l'investissement devra atteindre en 1965 si l'on veut que la production continue de s'accroître à un rythme satisfaisant.

— 30 milliards environ, qui représentent le montant des capitaux que l'on peut raisonnablement attendre de l'extérieur en 1965. En 1960 l'aide extérieure publique (prêts américains) avait atteint 22 milliards et les investissements privés étrangers 6 milliards ; on a donc pratiquement admis le maintien des apports extérieurs à leur niveau actuel ; les éléments de la balance des paiements autres que le déficit commercial ont fait l'objet d'évaluations autonomes : dépenses des touristes (au Maroc et hors Maroc), dépenses des administrations étrangères, transferts de salaires, de pensions de revenus et d'intérêts, charges d'amortissement des emprunts antérieurement contractés. Tous ces éléments étant ainsi évalués le déficit commercial est obtenu par différence. Le niveau atteint par la production en 1965 étant déterminé, on obtient, en y ajoutant le déficit commercial, le total des ressources dont disposera le pays en 1965. Le montant, pour cette même année, de l'investissement et de la consommation de l'Etat étant fixé, on obtient, par différence, la consommation des ménages, conformément à l'égalité :

Production intérieure brute + déficit commercial = consommation des ménages + consommation de l'Etat, des administrations étrangères et des touristes + investissement brut.

On ne doit pas perdre de vue le fait capital que la *consommation des ménages indiquée pour 1965 dans le modèle de croissance et le tableau des échanges inter-industriels n'a pas été obtenue en fonction d'une propension naturelle à consommer (par rapport au revenu), mais en fonction de données concernant le rythme de croissance de la production et des investissements*

d'une part et le montant de l'aide extérieure d'autre part. Cet aspect fondamental du financement du Plan peut être illustré de la même manière par l'examen du compte de capital de 1960 à 1965.

Le tableau suivant rapproche l'investissement brut de l'épargne et des ressources extérieures pour la période 1960-1965. Les prêts extérieurs (privés et publics) sont nets d'amortissements et de transferts.

COMPTE CAPITAL

(en milliards de francs)

I. - *Emplois*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Equipement	92	122	152	184	218	249
2. Stocks	4	2	2	3	3	4
Total investissement brut ...	96	124	154	187	221	253

II. - *Ressources*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Epargne locale ...	120	112	140	171	204	246
2. Extérieur (transferts, prêts) :						
Privés	- 8	- 5	- 1	1	3	5
Publics	18	17	15	15	14	13
Avoirs extérieurs .	-34	—	—	—	—	-11
Total extérieur ..	-24	12	14	16	17	7
Total des ressources	96	124	154	187	221	253

Si la contribution privée extérieure augmente d'année en année, c'est que l'on a admis une réduction progressive des transferts hors Maroc, les transferts vers le Maroc passant de leur côté de 6 milliards en 1960 à 8 milliards en 1965. A l'inverse la contribution publique nette diminue en raison d'un accroissement des charges d'amortissement. Au total l'aide extérieure nette est d'une vingtaine de milliards en fin de période contre

une dizaine en 1960. Investissements et aide extérieure étant donnés par hypothèse, l'épargne est obtenue par différence. On peut donc résumer ainsi le financement du Plan :

(en milliards de francs)

1. Epargne locale	747
2. Aide extérieure :	
privée	-10
publique	79
3. Variation avoirs extérieurs	-34
Total des ressources (= total de l'investissement brut)	782

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher ce tableau d'un tableau identique pour la période 1951-1954 :

	1951-54	1960-64
Epargne locale	75	95
Apports extérieurs	25	5
Total	100	100

La contribution de l'épargne locale au financement des investissements est donc appelée à s'accroître de façon notable, ce qui conduit :

a) à une augmentation importante du montant de l'épargne qui passe de 120 milliards en 1960 à 246 milliards, en 1965, soit un accroissement de 105 %.

b) à une augmentation du taux d'épargne, ce qui est beaucoup plus important que l'accroissement du chiffre absolu d'épargne. Le rapport épargne brute/produit national brut passe en effet de 13 % en 1960 à 20 % en 1965. Or on a vu ci-dessus que ce rapport n'avait guère varié au Maroc, la moyenne s'établissant justement aux alentours de 13 %. Par contre le taux de 20 % rapproche le Maroc de certains pays à niveau de vie élevé. On est donc conduit à se demander ce qu'implique exactement cet accroissement du taux d'épargne et à quelles conditions il peut être obtenu.

B. Diminution nécessaire de la propension a la consommation

L'augmentation du taux d'épargne suppose évidemment une diminution de la propension à la consommation (sauf dans l'hypothèse de dons extérieurs), mais il n'est sans doute pas inutile d'aborder le problème du financement du Plan sous l'angle plus concret peut-être de la consommation.

Le tableau des échanges inter-industriels implique trois catégories de relations :

1) une relation horizontale, qui décrit l'égalité nécessaire des ressources et des emplois ;

2) une relation verticale, qui est celle des coefficients techniques établissant un lien entre les consommations intermédiaires d'un secteur et sa production ;

3) une relation qui « ferme » le tableau et qui, en décrivant les opérations de répartition et les opérations financières (revenus, impôts, salaires, épargne, transferts), opère la liaison entre les ressources et leur utilisation. C'est la « fermeture » du tableau des échanges inter-industriels que résume le tableau économique d'ensemble ci-après (1).

Les deux tableaux (1958 (2) et 1965) ont pour point de départ le tableau des échanges inter-industriels (ligne « opération sur biens et services ») et pour les opérations de répartition en 1958 un certain nombre d'observations (salaires distribués, prélèvements fiscaux, dépenses de l'Etat, etc.). Par contre pour établir les opérations de répartition et les opérations financières en 1965 on a évidemment eu recours à certaines hypothèses :

1. *Hypothèses sur la pression fiscale*

On a admis que la pression fiscale sur les divers secteurs (fiscalité directe et indirecte) ne variait pas de 1958 à 1965 (maintien du rapport observé en 1958 entre les impôts payés par chaque secteur et le montant de sa valeur ajoutée) mais cela ne signifie pas que le système fiscal actuel permette le maintien du taux de prélèvement fiscal : par exemple les impôts payés par le secteur 31 (commerce) correspondent principalement aux droits de douanes et aux taxes spécifiques de consommation ; admettre un rapport constant entre ces impôts et la valeur ajoutée suppose que les droits de douane qui cesseront d'être perçus à la suite d'une substitution de la production locale aux importations seront eux-mêmes remplacés par des taxes intérieures de consommation d'un rendement équivalent. Compte tenu des différences dans le rythme d'accroissement des divers secteurs, la pression fiscale sur les entreprises (impôts directs et indirects) passerait de 16 en 1958 à 17 % en 1965 ; de 1960 à 1965 le taux de prélèvement fiscal resterait donc à peu près identique. On a de même admis, comme hypothèse de travail, que l'impôt direct sur les ménages resterait à son taux actuel.

---

(1) Voir annexes — Tableaux 13 et 14

(2) Le tableau pour l'année 1960 n'est pas encore disponible.

2. *Hypothèses sur les opérations de l'Etat*

Aux recettes fiscales ainsi déterminées s'ajoutent les revenus des entreprises publiques (phosphates, tabacs), évalués en fonction du développement prévu de l'activité de ces organismes. Les dépenses de fonctionnement de l'Etat (achats courants et traitements des fonctionnaires) ont été calculées d'après les programmes d'investissements publics du Plan quinquennal (programme de scolarisation notamment). Enfin les intérêts de la dette publique sont en augmentation sensible, en raison de l'accroissement du montant cumulé de l'aide extérieure publique.

3. *Hypothèses sur la distribution de la valeur ajoutée*

Tous les éléments du compte d'exploitation des entreprises étant ainsi évalués, on obtient le solde de ce compte c'est-à-dire le « résultat brut d'exploitation » (viré au crédit du compte d'affectation). L'évaluation de l'épargne brute des entreprises, qui détermine le montant des revenus distribués aux ménages, ne peut se faire que de façon très approximative (et même arbitraire); la difficulté concerne d'ailleurs surtout l'épargne nette, le calcul des amortissements théoriquement nécessaires pouvant en effet être effectué à partir d'observations valables. On a admis en définitive une croissance importante de cette épargne nette des entreprises (revenus non distribués, exception faite des sommes destinées à l'amortissement) ; au total l'épargne brute des entreprises passe de 61 milliards (1) en 1958 à 114 en 1965.

On obtient dès lors, par solde du compte d'affectation des entreprises le total des revenus distribués (564,3 milliards en 1965) dont la plus grande partie est versée aux ménages ; toutes les opérations courantes de ceux-ci étant ainsi connues leur épargne est donnée par différence. On a vu précédemment que le rapport épargne brute totale/produit national brut devait s'élever dans les proportions appréciables, de 1958 à 1965. Il est non moins intéressant de rapprocher la seule épargne des ménages de leurs ressources pour les deux mêmes années.

	(2) 1958	(3) 1965	1958	1965
Consommation	615,7	818,2	96	91
Epargne	25,1	83,4	4	9
Ressources des ménages nettes d'impôts	640,8	901,6	100	100

(1) Déduction faite de l'épargne correspondant aux stocks agricoles.

(2) En francs 1958

(3) En francs 1960

Le taux d'épargne des ménages doit donc plus que doubler si l'on veut atteindre les buts fixés en matière de financement du Plan (si la propension à l'épargne restait au contraire constante, les apports extérieurs de capitaux devraient s'accroître de 47 milliards en 1965). En France, la part des ressources nettes d'impôts consacrée à l'épargne était en 1956 de 10 %. Il peut donc paraître assez ambitieux de s'approcher aussi rapidement du taux d'épargne d'un pays développé ; mais l'ampleur de l'effort paraît plus grande encore si l'on examine le problème en fonction d'hypothèses supplémentaires sur la distribution des revenus.

4. *Hypothèses sur la distribution des revenus*

Les comparaisons internationales de revenu moyen par tête doivent être maniées avec beaucoup de précautions ; elles sont cependant significatives et utiles lorsqu'elles font apparaître des différences aussi grandes qu'entre le Maroc et la France : pour l'année 1958 le revenu moyen disponible par habitant était de l'ordre de 381 000 francs en France contre 58 000 francs au Maroc ; sans doute l'importance de l'autoconsommation au Maroc fausse-t-elle en partie les comparaisons (du fait qu'elle est évaluée aux prix à la production) mais ceci ne modifie pas sensiblement l'écart entre les revenus.

Il paraît donc pour le moins logique, compte tenu de la faiblesse du niveau de vie, que le taux d'épargne soit, au Maroc, à un niveau assez bas. Il est bien évident qu'un premier plan quinquennal ne peut prétendre obtenir un accroissement rapide du revenu par tête ; en 1965 celui-ci sera de l'ordre de 69 000 F ; l'augmentation n'est donc pas suffisante pour modifier de façon sensible la propension à l'épargne.

Il serait cependant nécessaire, pour une analyse plus précise, d'étudier la ventilation des revenus entre les divers groupes, en fonction notamment du niveau de revenu par tête, et de déterminer les propensions à épargner correspondantes, moyennes et marginales (ceci pour l'année de départ et pour 1965). Une répartition de ce genre, malheureusement très grossière, a été tentée, en distinguant les revenus susceptibles d'épargne de ceux pour lesquels la propension à l'épargne était nulle (sur la base du montant du revenu par personne active).

Les renseignements de diverses sources (recensement, enquête de consommation, enquête industrielle) ont dû être complétés par un certain nombre de suppositions de sorte que seul le résultat global obtenu peut être considéré comme significatif (encore représente-t-il avant tout un ordre de grandeur). En ce qui concerne l'année 1965 la part de l'hypothèse est évidemment prépondérante.

DISTRIBUTION DES REVENUS

(en milliards de francs)

	Groupe 1		*Groupe 2*	
	1958	1965	1958	1965
Revenus nets d'impôts.	282,9	389,7	357,9	511,9
Consommation	257,8	306,3	357,9	511,9
Epargne	25,1	83,4	—	—
Taux d'épargne	8,9%	21,4%	—	—

La part du groupe 2, augmenterait légèrement (57 % en 1965 contre 56 % en 1958), mais compte tenu de l'imprécision des calculs cette variation ne peut être considérée comme significative. Par contre le taux d'épargne exigé du groupe 1 en 1965 permet d'illustrer le caractère ambitieux des objectifs de financement du Plan ; il convient en effet de signaler que :

— Ce groupe correspond aux revenus supérieurs à 70 000 F, environ par mois et par personne active.

— L'accroissement des revenus de ce groupe correspond pour une partie à des créations d'emplois, à des hausses de prix et dans une faible mesure à une augmentation du niveau de vie individuel, augmentation de toute évidence insuffisante pour permettre une telle variation de la propension naturelle à l'épargne.

— En France le taux d'épargne de la catégorie « cadres supérieurs et professions libérales » s'établissait en 1956 à 14,5 %. Or, d'une part la structure des revenus de ce groupe est plus favorable à l'épargne que celle du groupe 1 distingué pour le Maroc ; d'autre part le revenu moyen (par personne active) des « cadres supérieurs et professions libérales » est à peu près le double du revenu moyen du groupe 1.

En définitive il est impossible que la propension normale et prévisible à l'épargne permette d'obtenir le chiffre d'épargne retenu pour les ménages (83,4 milliards). *Le financement des investissements prévus par le Plan, compte tenu d'une aide extérieure relativement modeste n'est donc réalisable que si l'Etat intervient de façon active pour réduire la propension à la consommation, cette action pouvant s'exercer notamment par voie fiscale et par un recours à l'épargne-travail*

CONCLUSION

Le problème de *l'utilisation* (ou de l'orientation) de l'épargne est parfois considéré comme le problème essentiel du financement du plan ; il présente trois aspects :

1. *L'utilisation des avoirs extérieurs.* On a vu en effet ci-dessus qu'une partie de l'épargne avait été employée, au cours des dernières années, non pas en investissements mais soit en transferts, soit sous forme d'un accroissement des avoirs extérieurs. Mais les calculs précédents ont admis qu'à l'exception de quelques transferts liés notamment à l'émigration l'épargne était utilisée sur place ; ainsi, à l'exception de 1965, les avoirs extérieurs cessent d'augmenter ; le renouvellement du matériel neuf du premier quinquennat n'interviendra qu'au cours du Plan suivant mais il est nécessaire de prévoir dès 1961 l'amortissement correspondant à l'usure technique de l'investissement net, cette épargne venant accroître les avoirs extérieurs. Admettre la stabilité de ces derniers jusqu'en 1964 constitue donc une hypothèse moyenne impliquant une certaine utilisation des réserves du pays (égale à l'amortissement de l'investissement net du Plan).

2. *L'épargne négative.* Les chiffres globaux d'épargne masquent le fait qu'une partie de l'épargne est utilisée pour financer la consommation de personnes dépensant plus que leur revenu ; le paysan qui vend une terre ou un élément de son capital pour faire face à des dépenses de consommation a en quelque sorte une épargne négative et l'épargne qui finance l'opération se trouve annulée, alors qu'elle aurait pu être orientée vers des investissements. La diminution des opérations de ce genre permettrait d'accroître le taux d'épargne global (la consommation se trouvant diminuée d'autant).

3. *L'épargne-travail.* Il convient de rechercher dans ce domaine un juste milieu entre :

— Une mobilisation maximum (aucun paiement des personnes mises au travail que ce soit sous forme de salaire ou de participation aux bénéfices de l'investissement correspondant), cette forme de travail forcé n'est guère possible car elle reporte sur une seule catégorie de la population la charge de l'investissement.

— Une mobilisation qui n'en serait pas une : ce serait le cas si le prix de l'investissement réalisé était en définitive égal au prix qu'on aurait obtenu en utilisant des moyens mécaniques (en somme on aurait distribué en salaires ce qui n'aurait pas été distribué sous forme de profits et d'amortissements).

On doit en réalité distinguer deux catégories d'investissements :

— Ceux qui ne sont pas directement rentables (routes par exemple) : les ouvriers sont alors payés (en nature et en espèces).

— Les investissements directement rentables pour une catégorie précise de personnes : dans ce cas on peut légitimement exiger un apport « épargne-travail » important de ceux qui recueilleront le bénéfice de l'investissement qu'il s'agisse d'une piste permettant la commercialisation de produits ou de petits travaux d'irrigation. L'apport de l'Etat pourrait se borner à une étude technique préalable et à un encadrement plus ou moins réduit en cours d'exécution. Cette forme de mobilisation de l'épargne-travail apparaît donc comme particulièrement séduisante et de nature à faciliter le financement du Plan.

Mais, en tout état de cause, ces formules ne peuvent s'appliquer qu'à certains investissements. De plus on ne peut parler d'épargne que si certaines conditions sont réalisées, concernant les taux de rémunération et le coût total de l'investissement.

En réalité qu'il s'agisse d'épargne-travail ou d'épargne financière classique, le problème fondamental du financement du Plan n'est pas celui de l'utilisation mais de la formation de l'épargne, c'est-à-dire d'une réduction de la propension actuelle à la consommation. Dire que la question du financement du Plan ne soulève pas de problème important revient à écrire (pour l'année 1965) 159 + 7 = 253 milliards, 159 étant l'épargne qui se formerait dans l'hypothèse où la propension à consommer resterait à son niveau de 1960 (7 = prêt extérieur net, 253 = investissement brut). L'écart de 87 milliards représente donc l'effort nécessaire compte tenu de l'hypothèse sur le financement extérieur. Cet effort est particulièrement important mais on ne voit pas comment il pourrait en être autrement quand, dans un pays insuffisamment développé, on se propose de tripler le rythme de croissance de la production.

NOTE DE MÉTHODE RELATIVE AU TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE

Ce tableau (1) reprend, en colonne, les divers agents du tableau des échanges inter-industriels, les entreprises étant toutefois regroupées en un seul compte pour la commodité de la présentation. Le compte d'exploitation des entreprises retrace les opérations de production (valeur ajoutée) et les opérations qui s'y rattachent directement (salaires, impôts indirects, subventions d'exploitation) ; le solde de ce compte est versé au

(1) Directement inspiré des tableaux du Service des Etudes Economiques du Ministère français des Finances.

compte d'affectation où il est amputé des impôts directs et de l'épargne des entreprises ; l'évaluation de ce dernier poste ne peut évidemment se faire que de façon très approximative (cas des entrepreneurs individuels par exemple). Le chiffre indiqué pour 1958 se décompose ainsi :

	Milliards
Amortissements	48,6
Revenus non distribués correspondants aux stocks	20,0
Autres revenus non distribués	12,9
Total.....	81,5

Cette épargne est virée au crédit du compte-capital des entreprises et le solde du compte d'exploitation est réparti entre :

— L'extérieur : versement de revenus de la propriété et de l'entreprise à des résidents extérieurs ;

— L'Etat : versements au titre des Phosphates et de la Régie des Tabacs essentiellement ;

— Les ménages : aux revenus de la propriété et de l'entreprise s'ajoutent à cette ligne les salaires versés dans les secteurs agricole et commercial, qui n'ont pu faire l'objet d'une évaluation.

Les ménages n'étant pas considérés comme producteurs ne sont pas dotés (de même que l'Etat) d'un compte d'exploitation, mais de comptes d'affectation et de capital. Le compte d'affectation décrit l'origine des revenus : salaires, traitements des fonctionnaires, traitements versés par des administrations étrangères, prestations sociales, transferts divers, revenus de la propriété et de l'entreprise. En emplois de ce compte figure essentiellement la consommation (à laquelle s'ajoute le tourisme à l'extérieur) ; compte tenu du paiement des impôts et des cotisations le compte d'affectation présente un solde correspondant à l'épargne des ménages ; celle-ci est versée au compte de capital (l'équipement des ménages correspond aux seuls immeubles à usage d'habitation).

Le compte « Etat-transferts sociaux » regroupe les opérations :

1) du gouvernement central (budget de l'Etat) ;

2) des collectivités locales ;

3) des établissements publics à caractère administratif (Caisse de Compensation, Office des Changes, etc.). Par contre des organismes comme l'Office Chérifien des Phosphates ou la Régie des Tabacs figurent dans le compte des entreprises. ;

4) des organismes qui jouent un rôle de redistribution analogue à celui de la Sécurité Sociale : Mutuelles, Caisses de Retraite, assurances accidents du travail notamment.

Les opérations de ce groupe d'agents ne sont donc pas directement comparables à celles du budget général (en particulier en ce qui concerne leur solde). Le compte d'affectation décrit les opérations courantes (impôts, cotisations, et revenus des entreprises publiques pour les ressources, achats courants, traitements, subventions et intérêts de la dette publique pour les emplois).

Les deux comptes de l'extérieur reprennent les opérations courantes de la balance des paiements, le solde global de ces deux comptes (76,6 — 52,2 pour 1958, soit 24,4) correspond aux prêts nets du Maroc à l'extérieur (dans le compte global de capital inséré au début de la note ce solde a été arrondi à 24 mds).

On retrouvera par ailleurs, en ligne à la rubrique « opérations sur biens et services » les chiffres portés dans le tableau des échanges inter-industriels.

COMPTE-CAPITAL (Comptabilité économique)

(ensemble du Maroc)

I. - *Emplois*

(en milliards de francs courants)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Equipement									
Entreprises et particuliers ..	100	99	83	75	60	45	58	51	67
Etat	18	16	19	18	19	24	24	25	25
Total...	118	115	102	93	79	69	82	76	92
2. Stocks	-10	23	25	-10	-8	-16	30	-10	4
Total...	108	138	127	83	71	53	112	66	96

II. - *Ressources*

(en milliards de francs courants)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Epargne locale									
Privée	45	84	78	78	81	64	106	84	105
Publique ..	28	26	25	8	25	27	30	20	15
Total...	73	110	103	86	106	91	136	104	120
2. Extérieur (transferts, prêts)									
Privés	29	15	7	-21	-100	-15	-17	-31	- 7
Publics ...	14	15	16	20	14	19	9	14	20
Avoirs extérieurs	-8	-2	1	- 2	51	-42	-16	-21	-37
Total...	35	28	24	- 3	- 35	-38	-24	-38	-24
Total des ressources	108	138	127	83	71	53	112	66	96

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

DIVISION DE LA COORDINATION ECONOMIQUE ET DU PLAN

Bureau de la Comptabilité Nationale

TABLEA

TABLEAU ÉCONOMIQU

Agents / *Opérations*	ENTREPRISES						MÉNA	
	Exploitation		*Affectation*		*Capital*		*Affectation*	
	E	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*
1. Opérations / biens et services :								
a) Au Maroc (production, importation, consommation, exportation, stocks, investissement) ..		739,3			44,6 29,6		603,5	
b) A l'extérieur (tourisme et dépenses de l'Etat marocain							12,2	
2. Opérations de répartition :								
a) Salaires et cotisations sociales (sauf agriculture et commerce)	158,1						3,0	147,1 76,2 29,6
b) Prestations sociales								27,0
c) Subventions et transferts		5,6						5,9
d) Impôts indirects . directs ...	86,9		30,2				6,4	
e) Intérêts (dette publique)				2,0				
f) Revenus distribués			390,2					361,4 3,0
g) Résultat brut d'exploitation	499,9			499,9				
3. Opérations financières :								
a) Epargne brute ...			81,5			81,5	25,1	
b) Capacité de financement					7,3			
c) Besoin de financement								
Totaux.....	744,9	744,9	501,9	501,9	81,5	81,5	650,2	650,2

L'ENSEMBLE — 1958

(en milliards de francs 1958)

GES		ÉTAT-TRANSFERTS SOCIAUX				EXTÉRIEUR PRIVÉ		EXTÉRIEUR PUBLIC ET TOURISTES		*Total*	
Capital		*Affectation*		*Capital*							
E	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*
14,0		23,8		23,8		157,6	188,2	30,6		927,5	927,5
		1.3					13,5			13,5	13,5
			11,0							158,1	158,1
			3,0							3,0	3,0
		76,2								76,2	76,2
								29,6		29,6	29,6
		13,0						14,0		27,0	27,0
		11,5	4,0					4,0		15,5	15,5
			86,9							86,9	86,9
			36,6							36,6	36,6
		4,7					1,1		1,6	4,7	4,7
			18,8				10,0			390,2	390,2
						3,0				3,0	3,0
										499,9	499,9
	25,1	29,8			29,8					136,4	136,4
11,1				6,0		52,2				76,6	
									76,6		76,6
25,1	25,1	160,3	160,3	29,8	29,8	212,8	212,8	78,2	78,2	2484,7	2484,7

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

DIVISION DE LA COORDINATION ECONOMIQUE ET DU PLAN

Bureau de la Comptabilité Nationale

TABLEA

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Agents / Opérations	ENTREPRISES						MÉNA	
	Exploitation		*Affectation*		*Capital*		*Affectation*	
	E	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*
1. Opérations / biens et services :								
a) Au Maroc (production, importation, consommation, exportation, stocks, investissement) ..		1107,7			199,5 4,0		813,2	
b) A l'extérieur (tourisme et dépenses de l'Etat marocain							5,0	
2. Opérations de répartition :								
a) Salaires et cotisations sociales (sauf agriculture et commerce)	252,5						4,5	232,0 111,6 5,0
b) Prestations sociales								29,0
c) Subventions et transferts		6,0						9,0
d) Impôts indirects . directs ...	138,0		48,7				10,0	
e) Intérêts (dette publique)				4,0				
f) Revenus distribués			564,3					527,5 2,0
g) Résultat brut d'exploitation	723,2			723,2				
3. Opérations financières :								
a) Epargne brute ...			114,2			114,2	83,4	
b) Capacité de financement								
c) Besoin de financement						89,3		
Totaux.....	1113,7	1113,7	727,2	727,2	203,5	203,5	916,1	916,1

D'ENSEMBLE — 1965

(en milliards de francs 1960)

GES		ÉTAT-TRANSFERTS SOCIAUX				EXTÉRIEUR PRIVÉ		EXTÉRIEUR PUBLIC ET TOURISTES		*Total*	
Capital		*Affectation*		*Capital*							
E	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*	*E*	*R*
20,0		34,5		30,0		276,1	300,6	31,0		1408,3	1408,3
		2,0					7,0			7,0	7,0
			20,5							252,5	252,5
			4,5							4,5	4,5
		111,6								111,6	111,6
								5,0		5,0	5,0
		23,0						6,0		29,0	29,0
		15,0								15,0	15,0
			138,0							138,0	138,0
			58,7							58,7	58,7
		10,8								10,8	10,8
							1,1		5,7	10,8	10,8
			24,2				12,6			564,3	564,3
						2,0				2,0	2,0
										723,2	723,2
	83,4	49,0			49,0					246,6	246,6
63,4				19,0		43,2		—		125,6	
	—	—			—		—		36,3		125,6
83,4	83,4	245,9	245,9	49,0	49,0	321,3	321,3	42,0	42,0	3702,1	3702,1

SECTEUR 2

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

SUCRE

CAFÉ

CONFISERIE, CHOCOLAT

LEVURE

2-1. RAFFINERIES - SUCRERIES

Marché

La consommation de sucre atteignait 336 000 t en 1958, 335 000 t en 1959 et 350 000 t en 1960. Le recul enregistré en 1959 est dû à une restriction de la mise à la consommation de sucre.

La consommation en 1960 peut se ventiler ainsi :

Ménages marocains	315 000 t
Ménages étrangers	10 000 t
Industries	25 000 t

La croissance nette de revenu des Marocains peut-être estimée à 2 % environ au cours du plan ; le coefficient d'élasticité moyen du sucre est 0,7 ; la croissance démographique est de 2,7 % par an ; ainsi le taux normal d'augmentation de la consommation du sucre par les Marocains sera de :

$2{,}7 + 0{,}7 \times 2 = 4{,}1\ \%$;

$315\,000\ \text{t} \times (1{,}041)^5 = 385\,000\ \text{t}$.

Les ménages étrangers consommeront environ 7 000 t en 1965 (départ de 1/3 des étrangers en cinq ans).

L'industrie alimentaire utilisatrice de sucre peut croître de 5 % par an durant le plan ; sa consommation sera de :

$25\,000 \times (1{,}05)^5 = 32\,000\ \text{t}$.

Au total les besoins en 1965 s'établiront ainsi :

Ménages marocains	385 000 t
Ménages étrangers	7 000 t
Industrie	32 000 t
	424 000 t

Nous arrondissons ce chiffre à 425 000 t pour 1965.

Objectifs de production

La capacité des raffineries est de 290 000 t en 1960, elle peut atteindre 350 000 t en 1965 par le développement des trois raffineries existantes.

Parallèlement une sucrerie produisant du cristallisé de sucrerie directement consommable va s'installer au Maroc.

En 1965 elle pourra produire 30 000 t (renseignements O.N.I.-B.E.P.I.). La production marocaine sera donc de 380 000 t. De 1965 à 1970 de nouvelles sucreries seront mises en place et la production devrait atteindre 120 000 t vers 1970.

Les importations de sucre raffiné porteront sur 55 000 t de pains et l'exportation de 10 000 t de sucre coupé sera maintenue.

Investissements

En raffinerie. - Pour accroître la capacité de 60 000 t il faut prévoir 3 000 MF d'investissements dont :

Bâtiment	750
Matériel de production	1 500
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	700

La capacité pour l'ensemble du Maroc sera alors de 350 000 t.

En sucrerie. - Une sucrerie de capacité 50 000 t sera installée dans le Rharb utilisant les betteraves sucrières produites dans cette région, elle coutera 6 300 MF environ dont :

Bâtiment	2 200 MF
Matériel de production	3 800
Stocks et trésorerie	300
	6 300 MF

Emplois créés

En raffinerie : 600 emplois environ dont :

Cadres	20
Maîtrise	50
Employés	40
Ouvriers qualifiés	60
Ouvriers spécialisés	300
Manœuvres	130
	600

En sucrerie : 150 emplois dont :

100 emplois permanents et 50 emplois exprimés en permanent.

La décomposition de l'emploi est environ la suivante :

Cadres	5
Employés	20
Maîtrise	25
Ouvriers qualifiés	30
Ouvriers spécialisés	50
Manœuvres	20

Importations. - Sucre brut destiné à être raffiné :

$350\,000 \times \frac{1}{0{,}92} = 380\,000$ t pour	16 200 MF
Sucre raffiné : 55 000 t pour	3 800 MF
Au total	20 000 MF

Exportations

Elles correspondent à des accords entre COSUMA et Saint-Louis, Marseille, et améliorent le taux d'utilisation de la section « sucre coupé » de la COSUMA. On peut prévoir 10 000 t pour 900 MF.

RÉSUMÉ DU SOUS-SECTEUR 2-1

Objectifs de production

Sucre de raffinerie	350 000 t pour	34 600 MF
Sucre de sucrerie	30 000 t pour	2 800 MF
Totaux.....	380 000 t pour	37 400 MF

Investissements

Raffinerie	3 000
Sucrerie	6 300
Total	9 300
dont :	
Bâtiment	2 950
Matériel de production	5 300
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	1 000
	9 300

Emplois créés

Raffinerie	600
Sucrerie	150
Total	750
dont :	
Cadres	25
Maîtrise	75
Employés	60
Ouvriers qualifiés	90
Ouvriers spécialisés	350
Manœuvres	150
	750

Importations

Sucre brut 380 000 t pour	16 200 MF
Sucre raffiné 55 000 t pour	3 800 MF
Au total	20 000 MF

Exportations. - 10 000 t de sucre coupé pour 900 MF.

2-3. TORREFACTION DU CAFÉ

Marché

La consommation du café torréfié était de 5 700 t en 1958 pour l'ensemble du Maroc.

L'enquête de consommation montre que ce café était consommé environ : pour 4 000 t par les ménages marocains et pour 1 700 t par les ménages étrangers.

On pourrait penser qu'il existe une relation étroite entre les importations de café vert et la consommation de café torréfié ; en fait comme pour le thé le jeu du stockage et du déstockage détruit cette relation.

Toutefois nous reproduisons les importations de café vert depuis 1956 avec leur prix au kilogramme en francs et leur équivalence en tonnage de café torréfié.

Café vert	1956	1957	1958	1959	1960
Tonnage	6 745	5 835	6 650	5 250	8 505
Prix du kg (en F) ..	270	290	340	280	250
Tonnage correspondant en café torréfié	5 560	4 820	5 500	4 340	7 030
	Zone Nord et Tanger exclus			Tanger exclus	

On peut penser qu'en 1960 le faible prix des cafés de Côte d'Ivoire a incité à un stockage.

Si l'on admet qu'en 1965 un tiers des étrangers présents en 1960 auront quitté le Maroc, la consommation de café par les ménages étrangers sera de :

$$1\,700 \times \frac{2}{3} \times 0{,}9 = 1\,000 \text{ t.}$$

Le coefficient 0,9 transforme la base 1958 en base 1960 et tient compte du fait qu'en Europe la consommation de café par individu s'accroît chaque année.

Il est assez délicat de chiffrer la consommation des ménages marocains pour 1965 car indépendamment d'un accroissement de revenu il existe dans certains milieux une substitution du café au thé. Aucun coefficient d'élasticité n'a été tiré de l'enquête de consommation pour ce produit. Il nous paraît cependant raisonnable d'adopter un taux de croissance de 4 % par an tenant compte du changement d'habitudes et de croissance démographique urbaine. Avec cette hypothèse la consommation en milieu marocain atteindra :

$$4\,000 \times (1{,}04)^7 = 5\,250 \text{ t.}$$

Au total la consommation locale de 1965 sera de :

Marocains	5 250 t
Etrangers	1 000 t
	6 250 t

Objectifs de production

La torréfaction doit être assurée en totalité au Maroc. Elle représente pour 6 250 t un chiffre d'affaires de 4 200 MF environ.

Investissements - Emploi

La capacité de torréfaction est de 20 000 t, aussi il n'y a pas d'investissement à prévoir dans cette branche ni d'ailleurs d'emplois nouveaux compte tenu de la faible hausse d'activité prévue.

Importations - Exportations

Aucune importation ni exportation de café torréfié à prévoir.

2-4. CONFISERIE - CHOCOLATERIE

A. CONFISERIE

Marché. - En 1958 le marché était ainsi défini :

Importations	700 t
Production locale	3 500 t
Exportations	— 185 t
Consommation locale	4 015 t

En 1960 la production locale n'est pas encore connue, les importations sont de 270 t et les exportations de 600 t. On constate donc une nette régression des importations et un accroissement important des exportations.

On peut admettre en l'absence de renseignements plus précis que la croissance de la consommation de confiserie équivaudra au moins globalement à celle du sucre. Nous avions retenu le taux de 4,1 % pour le sucre elle conduit à un marché local pour la confiserie en 1965 de :

$4\,015 \text{ t} \times (1{,}041)^7 = 5\,300 \text{ t}$ environ.

Objectifs de production

Les importations se limiteront sans doute à de la confiserie fine, une centaine de tonnes environ.

Les exportations ont pris un bel essor on peut penser que 1 000 t seront exportées en 1965.

Ainsi la production locale sera de :

Consommation locale	5 300 t
Exportations	1 000 t
Importations	— 100 t
Production locale	6 200 t

La capacité de la confiserie industrielle est de 8 000 t en 1961.

Investissement. - Celui réalisé en 1960 et 1961 est de l'ordre de 100 MF.

Emplois créés. - Environ 220 emplois dont :

Direction et cadres	3
Employés	12
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	140
Manœuvres	40
	220

Importations. - Nous prévoyons 100 t de confiserie fine pour une valeur de 50 MF.

Exportations. - Cette branche doit exporter 1 000 t en 1965 pour 120 MF.

B. CHOCOLATERIE

Quantités en tonnes	1958	1960
Importations	340	90
Production locale	1 000	910
Exportations	— 140	— 120
Consommation locale	1 200	880

Il semble que les étrangers constituent la clientèle principale pour ce produit.

Admettre qu'en 1965 le marché sera du même ordre de grandeur qu'en 1960 grâce à la substitution des consommateurs étrangers par des consommateurs marocains nous semble une hypothèse raisonnable.

Ainsi marché 1965 : 900 t environ.

Objectifs de production

Les exportations doivent pouvoir regagner leur niveau de 1958 au moins, nous prévoirons 150 t.

Les importations se limiteront et peuvent se stabiliser à 50 t environ.

La production en 1965 serait avec ces hypothèses de 1 000 t pour une valeur de 600 MF.

Investissements - Emplois

Ni investissement ni emplois nouveaux dans cette branche (la capacité de production est de 2 400 t).

Importations. - Nous prévoyons 50 t de chocolat fin pour 80 MF.

Exportations. - Environ 150 t de chocolat ou confiserie ou cacao pour 80 MF.

RÉSUMÉ DU SOUS-SECTEUR 2-4

Production ..		
Confiserie	6 200 t pour	1 700 MF
Chocolaterie	1 000 t pour	600 MF
		2 300 MF
Investissements		
Confiserie		100 MF
Chocolaterie		0
Emplois créés		
Confiserie		220
Chocolaterie		0
Importations		
Confiserie	100 t pour	50 MF
Chocolaterie	50 t pour	80 MF
		130 MF
Exportations		
Confiserie	1 000 t pour	120 MF
Chocolaterie	150 t pour	80 MF
		200 MF

2-5. LEVURERIE

Marché

Le tableau qui suit donne la consommation locale en tonnes de levure de 1958 à 1960 avec l'origine des ressources.

	1958	1959	1960
Importation :			
Levure pressée, levure sèche	1 100	1 050	1 120
Production locale :			
Levure pressée	1 900	2 250	2 760
Consommation locale	3 000	3 300	3 880
Indice.....	100	110	129

Depuis 1953 on constate un accroissement de la consommation de 10 à 15 % par an.

L'accroissement de 1958 à 1960 donne 15 % en moyenne.

Les principaux acheteurs de levure sont les ménages et les boulangers, pâtissiers, biscuitiers.

L'habitude de faire le pain à la maison risque de régresser si le niveau de vie s'accroît. La quantité de levure utilisée par un boulanger par kilogramme de pain est nettement inférieure à celle d'une ménagère dans les mêmes conditions.

Aussi nous retiendrons un taux de croissance de la demande de 10 % seulement.

Le marché serait alors de 6 250 t en 1965. Compte tenu de la répartition de consommation actuelle on peut prévoir une demande en 1965 de:

600 t de levure sèche, et de 5 650 t de levure pressée environ.

Objectifs de production

Il existe une seule levurerie au Maroc (avec distillerie intégrée), chaque année elle investit pour accroître sa production.

Dès 1963 sa capacité sera de 6 500 t de levure dont 400 t sous forme de levure sèche et en 1965 elle sera capable de fournir levure sèche et levure pressée pour la totalité du marché.

Si les problèmes techniques sont déjà résolus (production de levure sèche dès 1961) et la volonté d'investir nettement exprimée, le problème de l'approvisionnement en matières premières n'est pas encore réglé.

En effet la mélasse produite par les raffineries sert non seulement à la fabrication de levure mais aussi d'alcool et d'aliments du bétail.

La quantité d'alcool produite par an (13 000 hl environ) exige 4 500 t de mélasse environ, cette production est faite à la demande du Bureau des vins et alcools.

La production de 600 t de levure sèche et de 5 650 t de levure pressée en 1965 exigera l'utilisation de 10 500 t de mélasse.

Or en 1965 la production des raffineries de sucre étant prévue de 350 000 t, on doit recueillir 19 000 t de mélasse dont 18 000 t à Casablanca environ.

Il faudrait qu'en 1965 l'usine intégrée levurerie-distillerie puisse acheter en priorité 15 000 t de mélasse sur les 19 000 t produites. Il resterait 4 000 t pour les aliments du bétail, alors qu'en 1960 ils en ont utilisé 6 000 t environ.

A cette époque une sucrerie fonctionnera et mettra à la disposition du marché local (pour 30 000 t de sucre produit) 22 000 t de pulpe mélassée (contenant 9 000 t de mélasse) destinée au bétail.

En faveur de la levurerie plaident son importante valeur ajoutée et la limitation des importations qu'entraîne son développement.

En conséquence nous prévoyons pour 1965 une production locale de 6 250 t de levure dont 600 t sous forme de levure sèche représentant un chiffre d'affaires de 650 MF environ.

Investissements

Pour porter la capacité à 7 000 t de levure en 1965 (travail à 90 % de la capacité et à trois postes) il faudra investir 150 MF qui se décomposeront en :

Bâtiment	30 MF
Matériel de production	100 MF
Stocks et trésorerie	20 MF

Emplois créés

On prévoit la création d'une quarantaine d'emplois dont :

Employés	5
Maîtrise	3
Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	17
Manœuvres	10
	40

Importations

Elles seront réduites à zéro en 1965 si une réglementation permet l'approvisionnement en mélasse de la levurerie.

Exportations

Elles seraient possibles vers l'Afrique Noire si l'approvisionnement en mélasse était suffisant. Ce problème sera sans doute réglé et permettra d'exporter au cours du deuxième quinquennat.

Récapitulation du secteur 2

Sous-secteur	Production 1958 en tonnes	Production 1965 Quantités	Production 1965 MF	Investissement	Emploi	Importations	Exportations
1. Raffinerie	270 000	350 000	34 600	3 000	600	20 000	900
2. Sucrerie	0	30 000	2 800	6 300	150	0	0
3. Torréfaction du café	5 740	6 250	4 200	0	0	0	0
4 Confiserie	3 500	6 200	1 700	100	220	50	120
Chocolaterie .	1 000	1 000	600	0	0	80	80
5. Levurerie : Levure pressée	1 900	5 650	650	150	40	0	0
Levure sèche .	0	600					
Totaux			44 550	9 550	1 010	20 130	1 100

Ventilation des investissements nécessaires pour le secteur 2

Bâtiment	2 980
Matériel de production	5 500
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	1 020
	9 550 MF

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	28
Employés	92
Maîtrise	78
Ouvriers qualifiés	105
Ouvriers spécialisés	507
Manœuvres	200
	1 010 MF

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 2

	Produits	Capacité
Extension	Raffineries	60 000 t
Création	Sucrerie	50 000 t
Extension	Levurerie	5 000 t

SECTEUR 3

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

CONSERVES

FROID

DIVERS

3-1. CONSERVES DE POISSONS

Marché

Le marché local est très faible ; l'exportation est le débouché principal.

L'exportation est fonction du dynamisme commercial.

Le marché local ne dépassera pas 150 000 caisses.

Objectifs de production

La production résulte d'un accord entre le Gouvernement et les industriels, elle sera composée en 1965 environ de :

2 850 000 caisses de sardines,
4 500 t de thon,
10 000 t de maquereaux.

L'ensemble représentera 16 000 MF de chiffre d'affaires environ.

Emplois créés

Il s'agira surtout d'une main-d'œuvre saisonnière soit 3 200 emplois calculés à plein temps.

Ventilation approximative :

Maîtrise	100
Employés	100
Ouvriers spécialisés (à plein temps)	2 000
Manœuvres	1 000

Investissements

Les capacités actuelles (4 millions de caisses) permettront d'atteindre facilement l'objectif 1965.

Importations

100 t de conserves et du poisson séché et salé au total 100 MF.

Exportations. - Elles seront composées de :

2 700 000 caisses de sardines,
4 400 t de thon,
10 000 t de maquereaux.

L'ensemble représentant 15 500 MF environ.

N.B. - Il serait souhaitable de rendre obligatoire le contrôle de qualité pour les produits vendus sur le marché local.

3-2. JUS DE FRUITS ET LÉGUMES

Marché

Le marché local est très mal connu en unités physiques, les déclarations O.C.E. sont inférieures pour la production aux quantités exportées (statistiques douanières).

Les exportations (statistiques douanières) sont en hausse depuis 1956.

En 1960 on a exporté 6 250 t de jus de fruits et 5 500 t de jus de raisin. Il semble qu'en 1965 on puisse exporter 9 000 t de jus de fruits et légumes et 7 000 t de jus de raisin.

Objectifs de production

Pour 1965 il faudrait produire 1 650 MF de jus dont :

1 150 MF seraient exportés,

500 MF consommé localement par les ménages et sous forme d'extraits ou de concentrés par les industries alimentaires.

Investissements

Il semble qu'il faut accroître la capacité de production actuelle en implantant des unités nouvelles près des périmètres irrigués.

Bâtiment	100
Matériel de production	230
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	60
Total	400

Emplois créés

100 emplois permanents et 150 saisonniers soit 175 emplois à plein temps environ dont :

Direction et cadres	5
Maîtrise	10
Employés	10
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	30
Manœuvres ordinaires	110
	175

Importations

Réduites au minimum soit environ 70 MF représentant surtout des extraits.

Exportations

Nous avons vu ci-avant qu'on espérait exporter 16 000 t pour 1 150 MF.

3-3. CONSERVES DE FRUITS ET LÉGUMES

Marché

En 1958 la production locale était de 33 600 t, les importations de 1 900 t et les exportations de 26 600 t ce qui aux stocks près laissait 8 900 t pour la consommation locale.

Pour 1965 on peut raisonnablement prévoir 30 000 t d'exportation et une consommation locale de 11 500 t (3,8 % de croissance annuelle).

Objectifs de production

On peut réduire les importations à 1 000 t de conserves spéciales ; la production locale devra alors atteindre 40 500 t pour une valeur de 4 850 MF.

Investissements

Les unités existantes peuvent produire les 40 500 t mais elles sont loin des centres producteurs aussi il faudrait prévoir l'implantation d'unités nouvelles près des périmètres irrigués.

Bâtiment	200
Matériel de production	400
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	70
Total	720

Emplois créés. - 700 environ :

Direction et cadres	10
Employés	20
Maîtrise	40
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	20
Manœuvres ordinaires (calculés à temps plein)	600
	700

Importations. - Limitation à 1 000 t pour 200 MF.

Exportations. - 30 000 t soit 3 600 MF en valeur FOB.

Note complémentaire sur le secteur de la conserve de fruits, légumes et viande

Implantations des usines actuelles

Les usines de conserves connues en 1958 étaient situées à :

	usines
Meknès	2
Fès	3
Casablanca	5
Mohammedia	4
Agadir	1
Marrakech	17
Larache	1
Tanger	1

Il n'existe pas d'usine connue implantée au cœur des zones irriguées productrices de fruits et légumes. Nous pensons en particulier aux plaines de Beni-Amir, Beni-Moussa, Doukkala et Basse Moulouya.

Possibilités d'implantations d'usines de conservation et de transformation

Les usines ont fonctionné en 1958 à moins de 45 % de leur capacité.

Cependant il nous paraît possible de développer l'industrie actuelle et en même temps la production correspondant à ces nouvelles usines à condition d'organiser l'ensemble « production-industrialisation ».

La création de l'Office National des Irrigations appelé à participer à la mise en valeur des grands périmètres est un élément favorable à cette réalisation.

En effet, cet office chargé de l'achat de la production agricole des zones qu'il gère pourrait assurer le tri des fruits et légumes, puis les répartir soit après conditionnement vers la consommation locale en frais et vers l'exportation, soit vers les conserveries ou les ateliers d'aliment du bétail et d'engrais organiques.

Par région on devrait prévoir une unité (ou plusieurs) comprenant des sections : de conserverie, de confiturerie, de concentration, de déshydratation et de jus de fruits.

L'existence de chambres froides permettrait de faire face aux pointes de production et aux fins de campagne de certains produits.

La section de déshydratation devrait comprendre une aire de séchage solaire. Elle traiterait les fruits, les oignons, l'ail, et fabriquerait des potages en poudre.

La section jus de fruits pourrait traiter également les jus de légumes (produits diététiques).

Une section pourrait traiter les sous-produits particulièrement intéressants comme : l'extrait de feuilles d'artichauts, les huiles essentielles et les vitamines des peaux d'agrumes.

Nous ne préjugeons pas la forme de contrats que les industriels devraient passer avec l'O.N.I. pour obtenir l'alimentation la plus continue possible de matières premières et des prix de cession assurant la rentabilité de l'entreprise.

Dans certaines régions l'unité industrielle serait avantageusement complétée par des sections traitant légumes et fruits secs et même la viande (conserverie et plats cuisinés).

Investissements - Emploi

Comme ordre de grandeur on peut prévoir un investissement (bâtiment et matériel) de 350 MF pour une unité placée en aval d'une unité de triage de 120 t par jour et assurant 20 t par jour de conserves. Le chiffre d'affaires serait de 400 MF environ et l'emploi de 200 personnes.

3-4. CONSERVES DE VIANDE

Marché

En 1958 la consommation locale était de 2 900 t environ dont 2 300 t. de provenance locale.

On ne prévoit qu'un faible accroissement de cette consommation (3 % par an environ).

La consommation locale en 1965 atteindrait ainsi 3 500 t.

Objectifs de production

Les importations seraient limitées à 200 t. et les exportations maintenues à 200 t. ; ce programme conduirait à une production de 3 500 t au Maroc soit un chiffre d'affaires de 1 600 MF.

Investissements

Il faut prévoir l'agrandissement des usines existantes et la fabrication de produits susceptibles de plaire à la clientèle marocaine.

	MF
Bâtiment	60
Matériel de production	150
Matériel roulant	15
Stocks et trésorerie	20
Total.....	245

Emplois créés. — 150 environ dont :

Maîtrise	10
Employés	5
Ouvriers spécialisés	30
Manœuvres	150
Total	150

Importations. — 200 tonnes de conserves spéciales pour 170 MF.

Exportations. — 200 tonnes pour une valeur FOB de 80 MF.

3-5. SOUS-PRODUITS DE POISSON

Marché

Le principal débouché de ce sous-secteur en 1958 était l'exportation.

Une usine fabriquant une farine destinée à l'alimentation humaine aurait un débouché local après un certain effort commercial.

En 1958 la production locale était de 26 150 t pour 1 650 MF et les exportations de 1 030 MF ; un stock de près de 800 MF était constitué.

Pour 1965 on peut prévoir une consommation locale de farine comestible (200 MF environ) et de sous-produits divers (180 MF).

Les exportations peuvent reprendre car la concurrence péruvienne s'est réduite. De plus l'institution d'une caisse de péréquation permettrait d'amortir les variations des cours mondiaux.

Objectifs de production

	MF
Farine pour alimentation humaine	200
Sous-produits de poisson :	
45 000 t de farine et 10 000 t d'huile	3 700

Investissements

La capacité du sous-secteur est supérieure à 6 000 MF de chiffre d'affaires, on ne prévoira donc d'investissements que pour l'usine de farine comestible.

Bâtiment	30
Matériel de production	100
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	50
Total	185

Emplois créés. — 50 environ dont :

Direction et cadres	3
Employés	3
Maîtrise	3
Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	15
Manœuvres	21
Total	50

Importations. — Aucune importation.

Exportations. — Environ 3 500 MF de farine et huile de poissons.

3-6. INDUSTRIE DU FROID

Marché

Le principal débouché de la glace industrielle est la pêche.

Les entrepôts frigorifiques stockent principalement fruits et légumes.

En 1958 les chiffres d'affaires pour la fabrication de la glace et pour les entrepôts frigorifiques étaient respectivement de :

250 MF pour 70 000 t de glace et 300 MF.

Pour 1965 il ne semble pas que la fabrication de la glace doive se développer beaucoup, on retiendra le chiffre de 300 MF pour 80 000 t.

Les entrepôts frigorifiques devraient accroître leur chiffre d'affaires en fonction du développement de la culture des fruits et légumes et de leur consommation locale.

Objectifs de production

Glace 80 000 t pour 300 MF.

Entrepôts frigorifiques 400 MF de C.A.

Aucun investissement à prévoir dans ces deux branches du sous-secteur largement suréquipé sauf peut-être à Agadir en ce qui concerne la fabrication de glace pour la pêche.

N.B.- 1°. Il n'est pas tenu compte ici de la congélation du poisson, activité traitée dans le secteur Agriculture-Pêche.

2° Une étude sera nécessaire pour déterminer la possibilité de créer une chaîne du froid au Maroc.

3-7. CONDIMENTS

Marché

La production locale était de 1 380 MF en 1958.

Les importations atteignirent 38 MF et les exportations 53 MF.

On peut compter sur un accroissement de 3,4 % par an de la consommation locale.

soit une consommation locale de 1 750 MF au prix à la production

Objectifs de production

Les importations seront limitées à 20 MF et les exportations maintiendront leur niveau à 50 MF (vers l'Afrique Noire principalement).

La production locale sera donc de 1 780 MF.

La capacité de ce sous-secteur étant estimée à 2 000 MF on ne prévoira aucun investissement.

Importations. — 20 MF de condiments spéciaux.

Exportations. — 50 MF soit 500 tonnes environ.

3-8. ALIMENTS DU BÉTAIL

Marché

Le marché local est actuellement étroit. L'exportation dépend de la demande française.

Si en 1965 la demande française est normale (ce qui n'était pas le cas en 1960) on peut prévoir 1 600 MF d'exportation comprenant :

— des aliments préparés pour le bétail ;

— du son ;

— des tourteaux.

Objectifs de production pour aliments préparés

La production locale d'aliments préparés pourrait atteindre 850 MF soit environ 30 000 t dont 25 000 t pour l'exportation et 5 000 t consommées localement. Aucun investissement à prévoir dans ce sous-secteur.

Emplois créés

Environ 80 dont :

Cadres	2
Employés	5
Maîtrise	5
Manœuvres ordinaires	68
Total	80

Importations d'aliments préparés. — Réduites à zéro.

Objectifs d'exportations

	MF
25 000 t d'aliments préparés pour	700
10 000 t de son pour	200
20 000 t de tourteaux pour	700

Production locale totale

	MF
Aliments préparés 30 000 t pour	850
Son 10 000 t pour	200
Tourteaux 20 000 t pour	700

Au total : 1 750 MF de chiffre d'affaires pour 1965.

Nous rappelons que cette production est basée sur l'exportation, variable en fonction de la demande française actuellement.

3-9. BOUILLONS, POTAGES ET DIVERS

Aucune production locale n'a été décélée en 1958.

Depuis septembre 1960 une usine produit ces articles à Tanger. Deux autres groupes s'intéressent à cette production.

Nous prévoyons pour 1965 :

	MF
Importation	30
Production locale	150

Investissements. - 100 MF, dont :

Bâtiment	20
Matériel de production	70
Stocks et trésorerie	10

Emplois créés. - 25, dont :

Employés	3
Maîtrise	3
Ouvriers qualifiés	2
Ouvriers spécialisés	10
Manœuvres	7

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 3

Sous-secteur	Production 1965		Investissement	Emplois crées	Importations	Exportations
	Quantités tonnes	MF				
1. Conserves de poissons		16 000		3 200	100	15 500
2. Jus de fruits et légumes		1 650	400	175	70	1 150
3. Conserves de fruits et légumes	40 500	4 850	720	700	200	3 600
4. Conserves de viandes	3 500	1 600	245	150	170	180
5. Sous-produits du poisson ...		3 900	185	50		3 500
6. Industrie du froid glace ...	80 000	300				
Entrepôts frigorifiques		400				
7. Condiments ..		1 780			20	50
8. Aliments du bétail :						
— Aliments préparés	30 000	850		80		700
— Sons, et tourteaux	30 000	900				900
9. Bouillons, potages, divers .		150	100	25	30	
TOTAUX		32 380	1 650	4 380	590	25 480

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS A RÉALISER DANS LE SECTEUR

Bâtiment	410
Matériel de production	950
Matériel roulant	80
Stocks et trésorerie	210
Total.....	1 650

Ventilation des emplois créés

Direction et cadres	20
Employés	151
Maîtrise	166
Ouvriers qualifiés	27
Ouvriers spécialisés	2 105
Manœuvres	1 911
Total	4 380

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 3

Produits	*Capacités*	*Observations*
Extension :		
Jus de fruits et légumes	—	Zones irriguées
Conserves de viande	1 000 t	
Création :		
Farine de poisson comestible	200 MF	

SECTEUR 4

CORPS GRAS

PRODUITS LAITIERS

4-1. TRITURATION DES GRAINES OLÉAGINEUSES

Généralités

L'huile brute obtenue par trituration des graines oléagineuses est vendue soit aux raffineries d'huiles (huiles fluides alimentaires) soit aux fabricants de peinture (huile de lin).

Le marché ne conditionne pas actuellement la production, seuls le manque de graines oléagineuses locales et le prix trop élevé des graines oléagineuses d'importation limitent la production du sous-secteur trituration. On préfère en effet importer des huiles brutes qui permettent d'obtenir des huiles raffinées à un prix intéressant pour le consommateur.

Si le Maroc devient producteur des graines oléagineuses, et il semble que seule la politique des prix agricoles l'en empêche actuellement, cette industrie pourra ravitailler en huiles brutes les raffineries locales.

En 1958 la production locale était de 7 400 t d'huiles brutes de trituration, elle est passée à 9 940 t en 1960. Si un effort agricole est entrepris on peut en 1965 passer à 14 000 t d'huiles brutes dont 3 000 t en huile de lin (croissance de 7 % par an).

Objectifs de production

L'objectif est modéré car il dépend de la production agricole il suppose la trituration de 50 à 60 000 t de graines environ. Si l'on veut maintenir le niveau actuel des importations le Maroc doit produire 25 000 t de graines en 1965.

Avec cette hypothèse la production du sous-secteur serait de 14 000 t d'huiles brutes pour un chiffre d'affaires de 2 500 MF.

Investissements

Léger investissement à prévoir dans ce sous-secteur dont la capacité globale exprimée en quantité de graines à traiter atteint 120 à 130 000 t.

Environ 50 MF pour améliorations diverses (matériel).

Emplois créés

L'accroissement de production entraînera la création de 25 emplois environ dont :

Employés	3
Ouvriers spécialisés	10
Manœuvres	12
Total	25

Importations

La production d'huiles raffinées étant estimée à 61 500 t la provenance des huiles brutes sera la suivante (compte tenu des pertes en raffinage) :

Huile d'olive locale	7 000 t
Huiles brutes locales (14 000 t moins 3 000 t d'huile de lin)	11 000 t
Huiles brutes importées	46 500 t

De plus pour la savonnerie et la peinture on importera 4 000 t d'huiles brutes.

Ainsi on importera 50 500 t d'huiles brutes pour 6 500 MF.

Exportations

On pourra exporter environ 1 500 t d'huile de lin (sur les 3 000 t produites 1 500 t seront absorbées environ).

La valeur de l'huile exportée sera de 230 MF environ.

4-2. RAFFINAGE DES HUILES — TRAITEMENT DES SOUS-PRODUITS

A. RAFFINAGE DES HUILES

Marché

La consommation locale d'huile raffinée en 1958 était de 43 130 t dont 5 020 t importées (par Tanger principalement).

En 1960 la consommation locale est de 47 700 t dont 720 t importées.

On peut décomposer la consommation comme suit (en tonnage) :

	1958	1960
Consommation des ménages	37 030	40 740
Consommation des industries alimentaires	6 100	6 960
Consommation totale	43 130	47 700

En 1965 la consommation des industries alimentaires (pratiquement conserveries de poissons) devrait atteindre 9 500 t (production de $3{,}15.10^6$ caisses contenant 3 kg d'huile chacune).

La hausse de consommation apparente des ménages est de 5 % par an, ce chiffre nous paraît fort correct, et il semble se confirmer pour 1961.

En retenant cette hypothèse de 5 % la consommation des ménages atteindra :

$40\,740 \times (1{,}05)^5 = 52\,000$ t.

Au total la consommation sera de 61 500 t en 1965.

Objectifs de production

Il est possible de raffiner ces 61 500 t au Maroc dont la capacité de raffinage dépasse 100 000 t.

L'exportation devrait atteindre 1 500 t. La production serait alors de 63 000 t pour 13 600 MF.

Investissements

Compte tenu de la capacité de raffinage existante, il n'y a pas d'investissement nouveau à prévoir.

Emplois créés

On peut prévoir la création de 200 emplois environ principalement pour l'embouteillage et les manutentions soit :

Employés	5
Maîtrise	10
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	50
Manœuvres	125
Total	200

Importations

Dans le cadre de ce sous-secteur nous avons fait importer les acides gras, oléiques, et stéariques sous-produits du raffinage destinés aux industries des corps gras (savonnerie, stéarinerie, etc.).

On doit prévoir en tenant compte de la croissance de ces industries l'importation de 500 t de sous-produits pour 50 MF, compte tenu du traitement local des sous-produits.

Exportations

Nous les prévoyons légèrement supérieures au niveau de 1960 soit 1 500 t pour 270 MF.

N.B. - Une partie des huiles vendues sous le nom « d'huile raffinée » provient en fait de la réestérification d'acides gras effectuée dans les usines de raffinage. Le consommateur n'est pas averti de ce phénomène et n'est ainsi pas libre de faire un choix entre les huiles de graines raffinées et les huiles de réestérification.

B. TRAITEMENT DES SOUS-PRODUITS DE RAFFINAGE

On doit prévoir d'ici 1965 la purification des acides gras.

En 1965 l'objectif est d'obtenir 2 500 t d'acides gras purs représentant 330 MF.

Investissements. - Environ 180 MF dont :

	MF
Bâtiment	50
Matériel de production	120
Stocks et trésorerie	10

Emplois créés. - Environ 50 dont :

Maîtrise	5
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	25
Manœuvres	10

L'unité à créer doit être intégrée à l'une des raffineries existantes.

Les 2 500 t ainsi produites limiteront les importations à 500 t de sous-produits (cf. ci-avant) les besoins locaux étant de 3 000 t environ en 1965.

4-3. HUILE D'OLIVE ET HUILE DE GRIGNONS

Marché

L'enquête de consommation révèle un écart très net entre les statistiques habituelles de production d'huile d'olive et la consommation constatée.

Pour 1960 il aurait été consommé 42 500 t d'huile d'olive (l'huile de grignon d'olive est incluse sous cette appellation) dont :

37 000 t par les ménages marocains,

5 000 t par les raffineries,

500 t à titre d'exportation.

Les ménages marocains auraient ainsi consommé au total en huiles pour 1960 :

37 000 t d'huile d'olive,

37 700 t d'huiles raffinées, soit :

---

74 700 t d'huile.

La consommation « per capita » est ainsi de 7,4 kg par an (ou environ 8,2 l) ce qui est très voisin de la consommation constatée en Algérie.

En 1965 le taux démographique étant de 2,7 %, le taux d'accroissement moyen des dépenses de 2 %, et le coefficient d'élasticité de 0,90 la consommation des ménages marocains devrait atteindre :

$$74\,700 \text{ t } (2{,}7 + 2{,}0 \times 0{,}9)^5 = 93\,000 \text{ t.}$$

Or nous avons attribué 50 000 t d'huiles raffinées à la consommation des ménages marocains, le marché de l'huile d'olive sera de 43 000 t.

Objectif de production. - Il faudra produire :

43 000 t pour les ménages,
7 000 t pour les raffineries,
2 000 t pour l'exportation (huile vierge), soit :

52 000 t au total.

Ce chiffre basé sur l'évaluation de la consommation montre que la production d'huile d'olive doit croître de 9 500 t en cinq ans.

En fait on doit chercher à exporter des huiles d'olive et assurer la consommation des ménages par une augmentation de production des huiles de graines raffinées.

La valeur de la production sera de 11 000 MF environ.

On admettra la répartition suivante pour la production :

Entreprises industrielles (y inclus 2 000 t d'huile de grignon)	16 000 t
Entreprises semi-industrielles	10 000 t
Reconversion de Masra et Artisanat	26 000 t

Investissements

Des investissements sont nécessaires pour reconvertir les masras artisanales en petites unités semi-industrielles.

On peut concevoir la création de 170 petites unités produisant 150 à 160 t d'huile par an groupant chacune cinq à six personnes.

Le rendement en huile serait amélioré par rapport aux masras traditionnelles.

On peut prévoir 1 300 MF d'investissement dont :

	MF
Bâtiment	200
Matériel	1 000
Stocks et trésorerie	100

Le matériel pourrait être construit au Maroc (cf. sous-secteur 14-12).

Emplois créés. - Nous n'en chiffrons pas car il s'agit seulement de reconversion.

Importations. - Aucune importation d'huile d'olive à prévoir.

Exportations. - On devra s'efforcer d'exporter 2 000 t d'huile vierge représentant 550 MF.

N.B. - A la valeur de la production d'huile d'olive on doit ajouter celle d'huile de grignon non comestible donc non étudiée à l'aide de la consommation. Elle est destinée aux savonneries et doit représenter 1 000 t en 1960 ; nous prévoyons 1 500 t en 1965 pour 200 MF.

RECAPITULATION

	MF
Chiffre d'affaires	11 200
Investissements	200
Exportations	550

4-4. MARGARINERIE

Marché

Le Maroc a consommé en 1958, 2 015 tonnes de margarine et graisse alimentaire dont 1 600 t produites localement et 415 t importées.

Pour l'année 1960 on note une consommation de 2 260 t dont 2 040 t de provenance locale et 220 t importées.

L'accroissement de consommation annuelle est donc de 6 %.

Si ce taux se maintient, ce qui paraît logique, les besoins locaux en 1965 seraient de 3 000 t.

Objectifs de production

Les importations doivent être interdites. La production locale sera alors fonction des besoins locaux et de l'exportation. Les deux usines existant en 1960 pouvaient produire près de 4 000 t de margarine. L'usine récemment installée doit produire 5 000 t en 1965.

L'exportation doit donc être particulièrement recherchée.

En 1965 on prévoiera une production de 7 000 t pour 1 600 MF

Investissements

L'usine supplémentaire s'est installée en 1960, ses investissements sont à prendre en compte dans le cadre du plan soit environ 250 MF dont :

	MF
Bâtiment	40
Matériel de production	130
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	60

Emplois créés. — Environ 150 dont :

	MF
Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	60
Manœuvres	40

Importations

Aucune importation de margarine. Importation de graisse hydrogénée, matière première en margarinerie soit 5 000 t environ pour 700 MF.

Exportations

Environ 4 000 t assurées par l'usine nouvellement installée et destinée à l'Afrique Noire pour 900 MF.

4-5. PRODUITS LAITIERS

Marché. — En 1958 il a été consommé :

— 22 330 t de produits laitiers importés (lait liquide ou solide, beurre et fromage).

— 17 200 t de lait cru transformé au Maroc sous forme principalement de lait pasteurisé et yaourt.

La production de beurre et de fromage dans les centrales laitières marocaines est très faible.

L'évolution du marché est difficile à chiffrer ; cependant en tenant compte du départ d'une partie des consommateurs européens et de l'accroissement probable des consommateurs marocains à mode de vie moderne on peut à l'aide des importations de 3 années faire une hypothèse sur les importations en 1965. La production locale de beurre et fromage augmentera peu car la matière première fera toujours défaut, aussi les centrales laitières se contenteront-elles de transformer le lait cru en pasteurisé et yaourt.

La croissance de production des centrales laitières est estimée à 3 % par an (taux voisin du développement de l'agriculture).

Objectifs de production

Transformation de 21 000 000 de litres de lait cru principalement en lait pasteurisé et yaourt.

La valeur vendue détaillant de cette production serait de 1 850 MF.

Aucun *investissement ni emploi nouveau* n'est à envisager dans ce sous-secteur.

Au cours du deuxième quinquennat, si des troupeaux de bovins sont élevés sur les zones irriguées et près des sucreries il y aura lieu de prévoir l'installation de centrales laitières près de ces zones (lait pasteurisé, lait concentré, lait en poudre).

Importations

Le tableau qui suit donne les importations en tonnage pour 1958, 1959 et 1960 et les importations prévisibles en tonnage et en millions de francs pour l'année 1965.

Produits laitiers	1958	1959	1960	1965	
	Tonnages			Tonnes	MF
Lait concentré non sucré liquide	2 730	1 700	2 460	2 000	260
Lait concentré non sucré solide	6 730	1 590	1 540	1 400	260
Lait liquide sucré .	3 560	3 710	4 380	3 500	600
Lait solide sucré ..	350	395	415	300	180
Beurre	4 445	3 050	3 035	2 400	1 100
Fromage	4 505	2 970	2 910	2 300	950
Totaux.....	22 320	13 415	14 740	11 900	3 350

Exportations. — Aucune exportation à envisager.

COMPLÉMENT

UTILISATION DES NOYAUX D'OLIVES

La récolte d'olives pour la campagne 1958/59 est estimée à 198 000 t, la production d'huile d'olive est de 27 000 t en 1959 (chiffres officiels) et plus vraisemblablement de 40 000 t (chiffres tirés de l'enquête de consommation). Cette production officielle est obtenue à partir de 170 000 t d'olives.

Une tonne d'olives donnant 400 kg de grignons la production de grignons ressort à 68 000 t. Ces grignons après déshuilage sont le plus souvent utilisés comme combustibles.

Il y aurait intérêt à les débarrasser par tamisage des parties organiques qui se transforment en véritable terreau.

Quant aux brisures de noyaux on peut s'en servir après un broyage très fin comme fleurage en boulangerie ou comme matière première pour panneaux comprimés préfabriqués.

Au Maroc il serait possible de récupérer près des usines d'extraction d'huiles de grignons de 20 à 30 000 t de noyaux.

A partir de ces noyaux on pourrait fabriquer des panneaux en utilisant le noyau brisé imputrescible comme agrégat et un produit plastique comme liant.

Ces plaques pourraient servir à recouvrir des tables ou des meubles, à confectionner des plaques de propreté (murs près des cuisinières, portes...) ou même à former des sous-plafonds et cloisons.

Elles pourraient concurrencer en fonction de leur prix de revient soit l'isorel, soit le contreplaqué, soit les revêtements du genre « Formica ».

Des essais ont été faits en Allemagne en utilisant des déchets de noix de coco défibrés.

Une étude en laboratoire devrait précéder tout projet industriel afin de pouvoir définir des ordres de grandeur concernant les prix de revient et les investissements à prévoir.

L'adjonction de colorants variés permettrait d'obtenir une gamme de plaques aux teintes diverses.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 4

Sous-secteurs	*Production 1958 (tonnes)*	*Production 1965*		*Investissement*	*Emplois*	*Importations*	*Exportations*
		Quantités (tonnes)	*MF*				
1. Trituration des graines oléagineuses	7 400	14 000	2 500	50	25	6 500	230
2. Raffinage des huiles	42 000	63 000	13 600	0	200	50	270
Sous-produits.	0	2 500	330	180	50	0	0
3. Huiles d'olives et de grignons		52 000	11 200	1 300	0	0	550
4. Margarinerie .	1 600	7 000	1 600	250	150	700	900
5. Produits laitiers	17 300	21 000	1 850	0	0	3 350	0
Totaux			31 080	1 780	425	10 600	1 950

Ventilation des investissements nécessaires dans le secteur 4

Bâtiment	290
Matériel de production	1 300
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	170
	1 780

Ventilation des emplois créés

Direction et cadres	5
Employés	23
Maîtrise	25
Ouvriers qualifiés	40
Ouvriers spécialisés	145
Manœuvres	187
	425

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 4

Reconversion ou extension..... Huile d'olives ou de grignons

SECTEUR 5

TRAVAIL DES GRAINS

ET FARINES

5-1. MINOTERIE INDUSTRIELLE — MINOTERIE ARTISANALE
RIZ PADDY

Généralités sur la minoterie

Pour l'année 1958 l'O. C. I. C. a communiqué les chiffres suivants :

	qx
Minoterie industrielle (qx de blé écrasé)	4 383 000
Minoterie artisanale, mouture familiale (estimation)	10 000 000
Nous avons retenu pour 1958 :	
Minoterie industrielle	4 383 000
Minoterie artisanale	5 000 000
Au total.....	9 383 000

De 1958 à 1960 la minoterie industrielle a vu croître son activité de 7 % soit 3,5 % par an ; la démographie étant de 2,7 % par an il semble que la minoterie industrielle a supplanté l'artisanale dans certaines régions. Si l'on admet que le niveau de vie n'a pratiquement pas varié de 1958 à 1960 pour les Marocains, l'écrasement total devait être en 1960 de :

$9\,383\,000 \times (1{,}027)^2 = 9\,900\,000$ qx (non compris la mouture familiale) se répartissant en :

	qx
Minoterie industrielle (déclaration O.C.I.C.) ..	4 704 000
Minoterie artisanale	5 196 000

Durant le premier quinquennat le taux d'accroissement annuel devrait atteindre 3,9 % ($2{,}7 + 0{,}6 \times 2 = 3{,}9$) :

Taux démographique	2,7
Coefficient d'élasticité moyen pour les produits à base de céréales (enquête de consommation)	0,6
Taux d'accroissement des dépenses de la population marocaine durant le premier quinquennat	2,0

Avec cette hypothèse la demande globale serait de 12 000 000 qx de blé écrasé en 1965.

La minoterie industrielle ne se substituera que partiellement à la minoterie artisanale compte tenu de l'implantation géographique de cette dernière et des coutumes paysannes.

Si nous admettons un taux de croissance de 3 % par an pour la minoterie artisanale, elle écrasera 6 000 000 qx en 1965 et la minoterie industrielle en écrasera également 6 000 000 qx.

A. MINOTERIE INDUSTRIELLE

Marché

Nous l'avons chiffré ci-avant à 6 000 000 de quintaux en 1965.

Objectifs de production

La minoterie industrielle écrasera 6 000 000 de quintaux en 1965 représentant 29 000 MF de chiffre d'affaires.

Investissements

La capacité actuelle est de 6 300 000 qx. Elle permet d'assurer l'écrasement pour la campagne 1965 mais si l'on veut travailler à 80 % de la capacité il faut prévoir une capacité globale au Maroc de 7 500 000 qx. Cela nécessitera des investissements de 2 800 MF dont :

Bâtiment	600
Matériel de production	1 800
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	300
	2 800

Emplois créés. - Ils seront environ de 250 :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	60
Manœuvres	140
	250

Importations

Elles devraient se limiter à 5 000 t environ de farines diverses, farine de riz, amidon et riz blanchi représentant 500 MF environ.

Exportations. - Rien à prévoir.

B. MINOTERIE ARTISANALE

Sa production a été chiffrée ci-avant à 6 000 000 de quintaux en 1965.

Son chiffre d'affaires serait alors de 21 000 MF environ.

Nous ne chiffrons volontairement ni investissements ni emplois créés dans cette branche.

C. USINAGE DU RIZ PADDY

La production dépend de la récolte elle-même liée au prix payé aux agriculteurs ; compte tenu, des difficultés d'accord entre les pouvoirs publics et les agriculteurs et des chiffres prévisionnels avancés par les Services de l'Agriculture il semble prudent de ne retenir qu'un faible accroissement de production.

Aussi nous adopterons une production de 140 000 qx de riz paddy en 1965 contre 120 000 qx en 1958.

Le chiffre d'affaires sera de 1 600 MF sans exiger *d'investissements* et sans créer *d'emplois*.

RÉSUMÉ DU SOUS-SECTEUR 5-1

Production

	qx	*MF*
Minoterie industrielle	6 000 000	29 000
Minoterie artisanale	6 000 000	21 000
Riz paddy	140 000	1 600
Au total.....		51 600

Investissements. - Minoterie industrielle : 2 800 MF.

Emplois créés. - Minoterie industrielle : 250.

Importations. - Minoterie industrielle : 500 MF.

Exportations. - Néant.

5-2. PATES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

Marché

Le tableau qui suit permet de chiffrer en quintaux pour 1958 et 1960 la consommation locale (aux stocks près) de pâtes alimentaires et couscous.

Quantités en quintaux	*Import.*	(O.C.I.C.) *Production locale*	*Total*	*Consommation locale*	*Export.*
1958 : Pâtes et couscous.	900	161 100	162 000	151 000	11 000
1960 : Pâtes et couscous.	900	172 100	173 000	159 000	14 000
Indice 1960/1958 ..		107		105	127

Les étrangers ont consommé environ 25 000 qx de pâtes et couscous en 1960. Si un tiers des étrangers quitte le Maroc d'ici 1965 cette consommation sera de 17 000 qx environ.

La consommation marocaine est en 1960 de 134 000 qx. Si nous admettons un taux de croissance de 3,9 % (moyenne des produits à base de céréales, cf. 5-1) en 1965 cette consommation serait de 162 000 qx.

Au total le marché local 1965 sera de : 180 000 qx (en chiffre arrondi).

Objectifs de production

On peut réduire les importations à 500 qx de pâtes de qualité supérieure et de tapioca en 1965.

Les exportations vers l'Afrique Noire peuvent croître et atteindre vraisemblablement 20 000 qx en 1965.

La production locale serait alors de 200 000 qx en 1965 représentant un chiffre d'affaires de 2 000 MF.

Investissements. - Aucun investissement à prévoir la capacité étant de 240 000 qx.

Emplois créés. - Environ 30 emplois dont: :

Employés	3
Maîtrise	3
Ouvriers spécialisés	10
Manœuvres	14
Total.....	30

Importations. - Elles se limiteront à 500 qx de pâtes et tapioca représentant 15 MF au total.

Exportations. - Nous prévoyons 20 000 qx vers l'Afrique Noire pour 200 MF.

5-3. BOULANGERIE MODERNE — PATISSERIE — BISCUITERIE BOULANGERIE ARTISANALE

A. BOULANGERIE MODERNE - PATISSERIE

Marché

La panification des farines a été la suivante (chiffres O.C.I.C.).

	qx
Moyenne quinquennale 1950-1955	645 000
Campagne 1956-1957	602 500

Campagne 1957-1958	560 000
Campagne 1958-1959	549 000
Campagne 1959-1960	540 000
Année 1960	585 500

Malgré le départ des étrangers on note une reprise de l'activité de la boulangerie moderne. Cela dénote un certain changement dans les coutumes. L'O.C.I.C. constatant une reprise appréciable de 8 % de cette activité depuis 1959 nous adopterons ce taux et ainsi prévoyons pour 1965 la panification de 860 000 qx.

Objectifs de production

La boulangerie moderne et la pâtisserie panifieront 860 000 qx de farine en 1965 représentant un chiffre d'affaires de 9 800 MF.

Investissements

La capacité normale en 1960 est chiffrée par l'O.C.I.C. à 1 360 000 qx ; nous ne prévoyons donc aucun investisement.

Emplois créés. - 750 environ au total dont :

Employés	50
Ouvriers qualifiés	220
Ouvriers spécialisés	260
Manœuvres	220
	750

Importations et exportations. - Rien à prévoir.

B. BISCUITERIE

Marché. - De 1958 à 1960 le marché se situait ainsi :

Quantités en tonnes	*Importations*	*Production locale*	*Consommation locale*	*Exportations*
1958	800	2 600	3 270	130
1960	520	2 800	3 200	120
Indice 1960/58...	65	108	98	92

Le départ des étrangers est une cause certaine de la régression de la consommation locale de 1958 à 1960.

Le rythme des départs des étrangers devant diminuer et une augmentation du niveau de vie des Marocains étant prévue nous admettons un taux d'accroissement de la consommation locale de 2 % par an soit en 1965 une consommation locale de 3 500 t.

Objectifs de production

Si l'on réduit les importations à 300 t par an et si l'on porte les exportations à 150 t par an la production locale sera de 3 350 t (soit à l'indice 120 par rapport à 1960) représentant 1 350 MF de chiffre d'affaires.

Dans cette optique les pains d'épices ne seraient plus importés mais fabriqués au Maroc.

Investissements. - La capacité de production est de 5 000 t aussi nous ne prévoyons aucun investissement.

Emplois créés. - 30 emplois environ dont :

Employés	3
Maîtrise	3
Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	10
Manœuvres	9
Total	30

Importations

Elles seront limitées à 300 t de biscuiterie pour 100 MF.

Exportations

Nous retiendrons le chiffre de 150 t exportées vers l'Afrique Noire, non encore productrice, pour la somme de 30 MF environ.

C. BOULANGERIE ARTISANALE

En 1958 il avait été admis que la boulangerie artisanale panifiait 3 200 000 qx de farine pour 18 150 MF.

Nous appliquerons à la croissance de cette branche le taux démographique de 2,7 % par an.

En 1965 elle devrait ainsi panifier 3 850 000 qx de farine pour 21 800 MF.

Nous ne chiffrons volontairement ni investissements, ni emplois nouveaux.

Récapitulation du secteur 5

Sous-secteur	*Production 1958 (en quintaux)*	*Production 1965*		*Investissement*	*Emplois créés*	*Importations*	*Exportations*
		Quantités	*MF*				
1. Minoterie industrielle	4 383 000	6 000 000	29 000	2 800	250	500	0
Minoterie artisanale	5 000 000	6 000 000	21 000	0	0	0	0
Usinage du riz paddy	120 000	140 000	1 600	0	0	0	0
2. Pâtes alimentaires et couscous	161 100	200 000	2 000	0	30	15	200
3. Boulangerie moderne, Pâtisserie	555 000	860 000	9 800	0	750	0	0
Biscuiterie ...	26 000	33 500	1 350	0	30	100	30
Boulangerie artisanale	3 200 000	3 850 000	21 800	0	0	0	0
			86 550	2 800	1 060	615	230

Ventilation des investissements

Bâtiment	600
Matériel de production	1 800
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	300
Total.....	2 800

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	5
Employés	66
Maîtrise	21
Ouvriers qualifiés	255
Ouvriers spécialisés	330
Manœuvres	383
Total.....	1 060

Récapitulatif des unités à créer ou a étendre dans le secteur 5

	Produits	*Capacités*
Extension	Minoterie industrielle	1 200 000 qx

SECTEUR 6

BOISSONS — TABAC

6-1. BRASSERIES — MALTERIES

Marché

La production de bière en 1958 était de 306 000 hl auxquels s'ajoutaient des importations de 45 300 hl ; la consommation atteignait donc 351 300 hl.

Pour 1960 d'après le service des statistiques la production est de 322 000 hl et les importations sont de 39 800 hl la consommation atteint donc 361 800 hl.

La hausse de consommation constatée est ainsi de 1,5 % par an. Les consommateurs européens sont peu à peu remplacés par des Marocains ; ce phénomène est surtout sensible à Casablanca.

La consommation en 1965 atteindrait (avec l'hypothèse 1,5 % par an) 390 000 hl.

Objectifs de production

Il est possible de limiter les importations à 20 000 hl de bière de luxe ce qui porterait la production locale à 370 000 hl.

Les brasseries du Maroc produisent actuellement une bière de luxe qui doit normalement remplacer une partie des importations sans que les consommateurs s'en plaignent.

Le chiffre d'affaires serait de 2 300 MF pour 370 000 hl.

La capacité de production est de 435 000 hl, elle paraît a priori suffisante pour 1965 mais en fait l'usine de Casablanca où l'accroissement de production sera le plus sensible devra investir et on peut penser qu'elle le fera pour une tranche de 100 000 hl.

Investissements. - On peut prévoir 1 070 MF dont :

	MF
Bâtiment	300
Matériel de production	550
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	200

Emplois créés. - 80 emplois environ seront créés dont :

Cadre	1
Employés	5
Maîtrise	5
Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	25
Manœuvres	39
	80

Importations. - Limitation à 20 000 hl pour 150 MF.

N.B. - La production de malt exporté a été comptabilisée en 1958 dans ce sous-secteur. Cette production destinée aux brasseries du littoral de l'Afrique Noire doit se maintenir jusqu'en 1965 à un niveau voisin de 20 000 qx pour 100 MF.

En résumé pour ce sous-secteur :

	MF
Production de bière 370 000 hl	2 300
Production de malt 20 000 qx	100
Total.....	2 400

Importations de bières 20 000 hl pour 150 MF.
Exportation de malt 20 000 qx pour 100 MF.

6-2. BOISSONS GAZEUSES

Marché

En 1958 la production locale était estimée à 90 millions de cols ; les importations atteignaient 3 millions de cols.

La consommation totale était donc de 93 millions de cols.

En 1960 la production locale est à l'indice 114 (service central des statistiques) et les importations de 3 millions de cols environ. Au total la consommation ressort à 106 millions de cols.

En millions de cols	1958	1960	*Indice*
Production locale	90	103	114
Importation	3	3	100
Consommation locale	93	106	114

Les conditions climatiques de l'été 1960 sont certainement une cause non négligeable de cet accroissement de 7 % par an.

En l'état actuel de nos connaissances il n'est pas possible de séparer la consommation des Marocains de celles des Européens.

Cependant de l'avis des producteurs la population marocaine apprécie et recherche la consommation de boissons gazeuses.

En conséquence pour tenir compte des conditions climatiques de 1960 et du départ des étrangers nous retiendrons un accroissement annuel de 5 % pour la consommation des boissons gazeuses au Maroc.

En 1965 nous prévoyons donc un marché de 135 millions de cols.

Objectifs de production

Les importations peuvent facilement être limitées au niveau de 1958 soit 3 millions de cols ; la production locale sera alors de 132 millions de cols représentant un chiffre d'affaires de 4 000 MF.

Investissements

La capacité de production actuelle est de 135 millions de cols.

Pour que les usines travaillent à 80 % de leur capacité en moyenne il faut prévoir un accroissement de capacité de 35 millions de cols ce qui coûtera environ 1 000 MF dont :

	MF
Bâtiment	300
Matériel de production	500
Matériel roulant	90
Stocks et trésorerie	110
TOTAL	1 000

Emplois créés,

Nous prévoyons la création de 450 emplois nouveaux (exprimés en emplois permanents).

Cet emploi peut se ventiler en :

Direction et cadres	5
Employés	15
Maîtrise	10
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	100
Manœuvres	350
	500

Importations

Nous retenons l'importation de 3 millions de cols principalement d'eau minérale représentant 250 MF environ.

Exportations. - Pas d'exportation prévue.

6-3. TABAC

Marché

En 1958 la Régie des tabacs a vendu 4 370 t provenant de sa production et 590 t importées soit au total 4 960 t.

Parallèlement en 1960 la Régie a vendu 4 385 t provenant de sa production et 540 t importées soit au total 4 925 t.

On constate une diminution des produits importés et un maintien de la production locale.

Le départ des consommateurs européens explique ce phénomène.

D'après une étude effectuée par la Régie la population marocaine consomme par an 0,4 kg de tabac par habitant et la population européenne 2 kg dans les mêmes conditions. Si l'on admet le départ de 20 000 Européens par an (de 1958 à 1960) et un taux de croissance démographique de 2,7 % pour les Marocains on devrait constater un surcroît de consommation de 80 t par an. En fait ce phénomène ne semble pas s'être produit de 1958 à 1960.

Aussi nous admettrons un marché arrondi à 5 000 t de tabac pour l'année 1965. Ce qui suppose le remplacement des consommateurs européens partis par des consommateurs marocains plus nombreux mais moins fumeurs.

Objectifs de production

On peut admettre une limitation des importations à 300 t ce qui permettrait une production locale de 4 800 t compte tenu d'exportations (100 t) avec un chiffre d'affaires de 13 600 MF.

Aucun investissement ni emploi supplémentaire n'est à prévoir pour atteindre cette production.

Importations. - Limitation à 300 t pour environ 300 MF.

Exportations

Retrouver le niveau de 1958 c'est-à-dire 100 t pour 100 MF environ.

6-4. DISTILLERIE, APÉRITIFS, LIQUEURS

Marché. - En 1958 il s'établissait ainsi :

Importations	1 200 t
Production locale	4 030 t
Exportations	—1 745 t
Consommation locale	3 485 t

En 1960 la production locale est estimée à 3 200 t par le Service des Statistiques :

Importations	765 t
Production locale	3 200 t
Exportations	—1 555 t
Consommation locale	2 410 t

Le départ des Européens est la cause essentielle de la baisse de consommation de 30 % enregistrée en deux ans.

Les exportations sont également en baisse.

On ne saurait être optimiste sur l'avenir de ce sous-secteur. Nous retiendrons une consommation de 1 600 t pour 1965 (départ du tiers des Européens).

Objectifs de production

La production locale peut se stabiliser grâce à la limitation des importations. On pourrait envisager en 1965 :

Importations	500 t
Production locale	2 900 t
Exportations	—1 800 t
Consommation locale	1 600 t

Le chiffre d'affaires du sous-secteur serait alors de 950 MF environ.

Aucun investissement, aucun emploi nouveau.

Importations. - Limitation à 500 t de liqueurs pour 300 MF

Exportations. - 1 800 t de vermouth principalement et vins aromatisés pour 500 MF.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 6

Sous-secteur	*Production 1965*		*Investissement MF*	*Emploi*	*Importations*	*Exportations*
	Quantités	*MF*				
	hl					
1. Brasseries	370 000	2.300	1 070	80	150	
Malterie (excédent)	qx 20 000	100				100
2. Boissons gazeuses	cols 132×10^6	4 000	1 000	500	250	0
3. Tabac	4 800 t	13 600	0	0	300	100
4. Apéritifs, liqueurs	2 900 t	950	0	0	300	500
Totaux.....		20 950	2 070	580	1 000	700

Ventilation des investissements prévus pour le secteur

	MF
Bâtiment	600
Matériel de production	1 050
Matériel roulant	110
Stocks et trésorerie	310
Total	2 070

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	6
Employés	20
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	25
Ouvriers spécialisés	125
Manœuvres	389
Total	580

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 6

	Produits	*Capacités*	*Observation*
Extension	Boissons gazeuses	35 000 000 de cols	
Extension	Brasserie	100 000 hl	

SECTEUR 7

ÉNERGIE

PREAMBULE

Tous les secteurs de l'économie marocaine consomment de l'énergie. Les besoins dégagés au cours de cette étude sont essentiellement fonction de la réalisation de tous les objectifs de production retenus pour le Plan quinquennal :

La non réalisation de certains objectifs risquerait d'entraîner une répercussion sensible sur l'ensemble de ce secteur. Par exemple la production de charbon est fonction de la production d'électricité elle-même fonction de la demande générale.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de rechercher les formes d'énergie les plus souhaitables au développement industriel du Maroc. Aussi nous avons calculé les besoins du Maroc en produits utilisés actuellement dans ce pays.

A l'aide des renseignements fournis ici il sera possible de décider de l'opportunité d'une étude sur les possibilités d'utiliser une forme d'énergie nouvelle.

7-1. CHARBON

Marché. - En 1958 le tableau qui suit donne les ressources et les emplois des combustibles solides en tonnes.

	Ressources			*Total*	*Emplois*		
	Production locale	*Importations*	*Stocks au 1-1-58*		*Consommation locale*	*Exportations*	*Stocks au 31-12-58*
Gras ou flambant	0	81 330	0	81 330	76 500	0	4 830
Coke	0	6 500	1 950	8 450	8 650		0
Anthracite (sans déduction des fines pour agglomérés)	505 170	0	121 460	626 630	207 160	241 580	177 890
Agglomérés ..	17 670	0	0	17 670	12 820	4 580	270

La répartition des ventes était environ la suivante en 1958.

Utilisateurs	*Anthracite*	*Gras de flambant*	*Coke*
Industries alimentaires..	12 000	3 900	2 600
Production d'électricité..	59 000		
Phosphates	1 200	21 200	
Industries minières et métallurgiques	53 400	1 000	3 000
Matériaux de construction	53 000	42 500	
Autres industries et foyers domestiques ..	28 600	7 900	3 050
Totaux.....	207 200	76 500	8 650

Les besoins en tonnes et la répartition des ventes en 1965 sont chiffrés en fonction de la croissance des utilisateurs.

Utilisateurs	*Anthracite*	*Gras de flambant*	*Coke*
Industries alimentaires..	36 000	5 000	4 000
Production d'électricité..	300 000		
Phosphates	2 000	0(1)	
Industries minières et métallurgiques	58 000	1 000	3 500
Matériaux de construction	90 000	73 000	
Autres industries (existant en 1958) et foyers domestiques	35 000	11 000	5 000
Usines en projet	40 000		30 000
Totaux.....	561 000	90 000	42 500

(1) Si l'O.C.P. équipe tous ses fours au fuel-oil.

Objectifs de production

Nous retiendrons l'exportation en 1965 de 150 000 t de charbon de Djerada dont 50 000 t d'agglomérés, le marché algérien ayant tendance à décroître. L'objectif d'extraction de charbon (dont 20 000 t serviraient à faire des agglomérés) serait ainsi de 725 000 t environ en 1965 cet objectif est essentiellement

fonction de la demande en anthracite destiné à la production d'électricité thermique (près de 60 % de la demande locale charbon). La production de 725 000 t entraînerait un chiffre d'affaires de 4 700 MF environ (au prix carreau mine) auquel s'ajouterait la fabrication de 20 000 t d'agglomérés pour 200 MF environ.

Soit au total pour ce sous-secteur un chiffre d'affaires voisin de 4 900 MF (carreau mine) ou 6 600 MF rendu FOB ou Casablanca, Oujda, etc. (grands utilisateurs).

Investissements

En 1958 la capacité de lavage était de 800 000 t ; la demande de E.E.M. étant à plus de 50 % des fines brutes il ne semble pas qu'il soit nécessaire d'accroître cette capacité. Nous ne retenons donc pas d'investissement.

Emplois créés. - En 1958 on estimait qu'il n'y avait pas à proprement parler d'excédent de personnel.

L'emploi créé serait donc de 1 500 personnes, dont :

Cadres	15
Employés	35
Maîtrise	75
Ouvriers qualifiés	75
Ouvriers spécialisés	750
Manœuvres	550

Importations. - Elles porteraient sur :

	MF
90 000 t de charbons gras ou flambants pour environ	650
42 500 t de coke pour environ	600
au total	1 250

Exportations. - Elles atteindraient 150 000 t y inclues 5 000 t d'agglomérés, l'ensemble représentant 1 100 MF.

7-2. PRODUITS PÉTROLIERS

Généralités. - Le tableau des ressources-emplois était le suivant en 1958 en tonnes (non compris Tanger).

	Production locale	*Importation*	*Total*	*Exportation*	*Consommation locale*
Supercarburant .		67 140	67 140		67 140
Essence	50 235	130 475	180 710	140	180 570
Pétrole lampant.	11 310	37 150	48 460		48 460
Gas-oil	27 965	118 515	146 480	70	146 410
Fuel-oil	26 355	162 890	189 245	10	189 235
Butane et propane	9 645	8 090	17 735		17 735
Essence pour aviation		16 500	16 500	870	15 630
Lubrifiant à base d'huile		12 620	12 620	170	12 450
Huile de graissage		3 470	3 470		3 470
Paraffine		4 530	4 530		4 530
Divers		2 600	2 600		2 600
Bitumes et émulsion		21 125	21 125		21 125

Tableau indiquant certaines importations pour 1960 :

Produits	*Tonnes*
Essence pour aviation	10 660
Lubrifiant à base d'huile	14 875
Huile de graissage	3 190
Paraffine	5 350
Divers	2 870
Bitume et émulsion	31 110

Marché 1965

1. *Marché de l'essence et en supercarburant.* - En l'état actuel de nos connaissances sur les utilisateurs, seule une hypothèse globale peut être retenue. Elle est basée sur l'augmentation du parc de véhicules de tourisme de 1960 à 1965, sur la diminution de la cylindrée des voitures achetées circulant au Maroc et sur une hausse moyenne de 2 % par an du niveau de vie des Marocains au cours du premier plan.

Au total on retiendra une croissance annuelle de 1 % du marché de l'essence et du supercarburant.

Soit pour 1965 une demande globale de 350 000 m³ soit environ 255 000 t.

2. *Marché du gas-oil.* - Ce marché est lié principalement à l'activité des secteurs suivants :

— Agriculture,
— Travaux Publics,
— Transports,
— Commerce.

Compte tenu de la hausse d'activité retenue pour chacun de ces secteurs on peut obtenir une croissance annuelle voisine de 5 % du marché du gas-oil.

Au total en 1965 le marché sera de 310 000 m³ soit environ 260 000 t.

3. *Marché du fuel-oil.* - Ventilation de l'utilisation de fuel-oil en 1958 (y inclus Tanger).

Secteurs	*Tonnes*
Industries alimentaires	39 000
Industries minières et métallurgiques	8 500
Phosphates	76 000
Matériaux de construction	16 000
Fabrication de pâtes à papier, des papiers et cartons	25 000
Céramique et verre	7 000
Industries et usages divers	16 500
Total	188 000

Utilisation du fuel-oil en 1965.

Secteurs	*Tonnes*
Industries alimentaires	62 000
Industries minières et métallurgiques	10 000
Phosphates	190 000 (1)
Matériaux de construction	27 000
Fabrication de pâtes à papier, des papiers et cartons	50 000
Céramique et verre	21 000
Industries et usages divers	40 000
Projets (Safi, sidérurgie, chimie)	30 000
S/total (pour l'industrie)	430 000
Avitaillement des navires (ordre de grandeur)	70 000
Total	500 000

(1) Si l'O.C.P. équipe tous ses fours au fuel-oil.

5. *Marché du pétrole lampant.* - L'enquête de consommation a permis de dégager un coefficient d'élasticité de 0,5.

Avec nos hypothèses habituelles le coefficient à appliquer au marché 1960 est de : 2,7 % + 0,5 × 2 % = 3,7, soit un marché en 1965 de 62 500 t.

6. *Marché du butane et du propane.* - L'industrie a consommé environ 4 000 t de butane et de propane en 1958.

Elle en consommera 7 000 t environ en 1965. Les ménages en ont consommé 13 735 t en 1958 ; le coefficient d'élasticité étant de 3,3 la hausse annuelle de consommation avec nos hypothèses habituelles sera de 7,3 % soit un besoin de 22 500 t en 1965.

Au total un besoin de 29 500 t de butane et propane en 1965.

7. *Marché des autres produits.* - La croissance du marché des lubrifiants et huile de graissage est fonction de la croissance des ventes de l'essence, des gas-oil, et de l'activité industrielle. Nous retiendrons un 6 % moyen par an.

Soit un besoin en 1965 de 24 000 t.

Pour l'essence d'aviation et le carburéacteur nous prévoyons 25 000 t en 1965 (ordre de grandeur seulement).

Les besoins en paraffine passeront de 4 530 t en 1958 à environ 7 000 t.

Les produits divers représenteront environ 4 000 t en 1965.

8. *Marché des bitumes et émulsions.* - Ce marché est en liaison directe avec le volume des T.P. et du bâtiment ; il sera voisin de 40 000 t en 1965.

9. *Récapitulation des besoins locaux en* 1965

Produits	*Tonnes*
Supercarburant, essence	255 000
Pétrole lampant	62 500
Gas-oil	260 000
Fuel-oil	500 000
Butane et propane	22 500
Essence et carburéacteur pour aviation (ordre de grandeur)	25 000
Lubrifiant et huile	24 000
Paraffine	7 000
Divers	4 000
Bitumes	40 000

Objectifs de production

Parmi les trois solutions qui s'offrent à la SAMIR dans le choix des produits à fabriquer nous retiendrons ici celle qui consiste à couvrir les besoins intérieurs du Maroc en traitant un mélange de bruts correspondant aux produits à obtenir. Dans cette optique la SAMIR produira 900 000 t en 1965 et la SCP 200 000 t.

Les 1 100 000 t ainsi produites seraient :

	Tonnes
Essence et supercarburant	255 000
Pétrole lampant	62 500
Gas-oil	260 000
Fuel-oil	500 000
Butane et propane	22 500

Nous retiendrons pour calculer le chiffre d'affaires les prix unitaires C.I.F. (1960) auxquels nous ajouterons les taxes portuaires et les droits de douane et taxes diverses.

	MF
Soit essence et supercarburant	6 700
Pétrole	1 350
Gas-oil	5 000
Fuel-oil	5 500
Butane et propane	1 250
Total	19 800

Investissements

Il est prévu pour la SAMIR un investissement de 7 000 MF dont :

	MF
Travaux Publics	400
Bâtiment	400
Matériel	6 200

Emplois créés. - 300 emplois environ dont :

Direction et cadres	10
Employés	30
Maîtrise	30
Ouvriers qualifiés	50
Ouvriers spécialisés	140
Manœuvres	40

Importations. - Elles porteraient en produits finis sur :

	Tonnes
Essence pour aviation et carburéacteur	25 000
Lubrifiant et huiles	24 000
Paraffine	7 000
Divers	4 000
Bitumes	40 000

L'ensemble en prix CIF représentant 4 100 MF.

En produits bruts les besoins pour obtenir 1 100 000 t de raffinés seraient de 1 250 000 t environ (compte tenu de l'auto-consommation des raffineries). En 1960 les gisements marocains donneraient environ 80 000 t de brut. Nous ne pouvons actuellement prévoir la quantité extraite en 1965 des gisements actuels et de ceux qui pourraient être découverts. Nous retiendrons l'hypothèse la plus défavorable pour la balance commerciale c'est-à-dire :

	Tonnes de brut
Importation de	1 170 000
Extraction locale	80 000

En valeur C.I.F. l'importation de 1 170 000 t représentera environ 10 500 MF en prix moyen.

Exportations

Nous n'en prévoyons pas. Si les gisements marocains produisaient en 1965 plus de 1 250 000 t il serait alors normal d'exporter des produits raffinés.

7-3. ÉLECTRICITÉ

Marché. - En 1958 la consommation de courant électrique était de 931,2 G.w.H.

Pour le réseau interconnecté E.E.M. la décomposition des ventes était la suivante :

		G.w.H.
Vente E.E.M.		857,7
dont :		
— Abonnés directs		275,2
Traction	67,0	
O.C.P.	54,7	
C.N.A.	29,3	
Pompages urbains	21,4	
Mines diverses	82,5	
Divers	20,3	

		G.w.H.
— Distributeurs		582,5
Eclairage et usage domestique	234,5	
Force motrice B.T.	26,9	
Ciments	46,5	
Industries, services commerce et Administration	221,4	
Perte dans les réseaux de distrib...	53,2	

Pour les autres réseaux (E.M. Tanger et divers) nous ne connaissons pas la ventilation de leurs utilisateurs.

En 1965 compte tenu des hausses d'activité des divers utilisateurs retenues dans le cadre du Plan nous pouvons prévoir pour le réseau E.E.M. les ventes suivantes :

		G.w.H.
— Abonnés directs		810
dont :		
Traction	82	
O.C.P. (prévision O.C.P.)	210	
C.N.A.	48	
Mines diverses	92	
Pompages urbains	28	
Divers	25	
Projets (sidérurgie, carbure, P.V.C., Electrochimie Pb et Zn)	325	
— Distributeurs		785
Eclairage et usage domestique (2 % par an)	270	
Force motrice B.T.	35	
Ciments	79	
Industries, services commerce et Administration	330	
Pertes dans les réseaux de distrib...	71	

La production brute du réseau E.E.M. devra être voisine de 1 800 G.w.H. (compte tenu des pertes de transport et de transformation).

Les autres réseaux avaient une production brute de 86,9 G.w.H. en 1958 on retiendra l'objectif de 150 G.w.H. en 1965 compte tenu du fait qu'en 1961 ils avoisineront 120 G.w.H.

Objectifs production brute

	G.w.H.
Réseau interconnecté E.E.M. environ	1 800
Autres réseaux environ	150
Total Maroc en 1965.....	1 950

On admettra, afin de fixer le chiffre d'affaires du sous-secteur électricité, la répartition suivante des ventes :

1. Réseau interconnecté ventes totales : 1 595 G.w.H.

1 595 G.w.H. × 10,10 MF × 1,028 = 16 500 MF (10,10 MF = prix du G.w.H. en 1958).

1,028 coefficient multiplicateur pour hausse de prix 1958 à 1960. Ventes des distributeurs : 714 G.w.H.

714 G.w.H. × 17,20 MF × 1,028 = 12 600 MF.

2. Autres réseaux ventes totales : 127 G.w.H.
127 G.w.H. × 13,70 MF × 1,028 = 1 800 MF.
Ventes des distributeurs : 75 G.w.H.
75 G.w.H. × 18 MF × 1,028 = 1 400 MF.

3. Autre mode d'évaluation :
— Chiffre d'affaires des producteurs :

	MF
E.E.M.	16 500
Autres réseaux	1 800
Total.....	18 300

— Chiffre d'affaires des distributeurs :
12 600 MF + 1 400 MF = ... 14 000
— Chiffre d'affaires du sous-secteur 32 300

Investissements

Ils seront nécessaires pour le réseau interconnecté E.E.M. dont la capacité en année sèche est de 1 200 G.w.H. et voisine de 1 400 G.w.H. en année moyenne. Il faut donc durant ce plan prendre non seulement en compte les investissements du barrage de Mechra-Klila mais ceux d'une autre centrale thermique.

Nous retenons ici l'hypothèse de l'extension de la centrale des Roches-Noires Sud, le coût en serait de 5 000 MF dont :

	MF
Bâtiment	1 000
Matériel	4 000

Emplois créés

Ils seront peu importants, environ 300 emplois pour l'ensemble production et distribution dont :

Employés	50
Maîtrise	50
Ouvriers qualifiés	200

7.4 EAU

Marché. - En 1958 les ventes d'eau au Maroc avaient été estimées à 6 680 MF se décomposant environ en :

Ventes à l'industrie	2 610
Ventes aux transports, services, commerce	470
Ventes aux ménages et à l'Administration	3 600
Total	6 680

En 1965 la demande (compte tenu des projets industriels et des accroissements de production) sera la suivante en francs 1958 :

Ventes à l'industrie	3 400
Ventes aux transports, services, commerce	600
Ventes aux ménages et à l'Administration (taux de 4 % par an)	4 700
Total	8 700

En prix 1960 la production locale sera de 9 000 MF.

Investissements

Ils sont chiffrés dans l'étude « investissement » car pris en charge par le Ministère de l'Intérieur ou celui des T.P. ou les municipalités.

Emplois créés. - Pratiquement aucun emploi créé.

Créations

Une raffinerie de produits pétroliers de capacité 1 250 000 t (SAMIR).

Une centrale hydraulique à Mechra-Klila de productivité moyenne 60 G.w.H.

Une centrale thermique de 50 000 K.V.A.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 7

Sous-secteur	*Production* 1958	*Production* 1965		*Investissements directs*	*Emplois créés*	*Importations*	*Exportations*
		Quantités	*MF*				
1. Combustibles solides	505 170 t	t 725 000	6 600	0	1 500	1 250	1 100
2. Produits pétroliers (production nette).	125 500 t	t 1 100 000	19 800	7 000	300	14 600	0
3. Electricité	G.w.H. 1 035	G.w.H. 1 950	32 300	5 000	300	0	0
4. Eau	MF 6 680		9 000	0	0	0	0
Totaux.....			67 700	12 000	2 100	15 850	1 100

Les investissements directs retenus ici ne contiennent pas la construction du barrage de Mechra-Klila destiné tant à l'irrigation qu'à la production d'électricité cet investissement de même que la pose des lignes électriques est comptabilisé dans l'ensemble des investissements au Maroc en 1965.

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS

	MF
Bâtiment	1 400
Travaux publics	400
Matériel	10 200
Total.....	12 000

VENTILATION DES EMPLOIS CRÉÉS

Cadres	25
Employés	115
Maîtrise	155
Ouvriers qualifiés	325
Ouvriers spécialisés	890
Manœuvres	590
Total.....	2 100

SECTEUR 8

PHOSPHATES

8-1. PHOSPHATES

Marché

Il est étudié par l'O.C.P. qui a bien voulu transmettre aux Services du Plan ses prévisions.

	Tonnes
Marché local 1965	500 000
Exportations 1965 (environ)	10 500 000

Objectifs de production. - L'O.C.P. produira ainsi 11 millions de tonnes de phosphates en 1965 représentant environ 63 500 MF.

Investissements

Au titre du renouvellement nous citerons sans les retenir ici 9 000 MF.

Les investissements nets atteindront 32 500 MF dont 20 000 MF en investissements extraordinaires et 12 500 MF en investissements sociaux.

L'ensemble des investissements nets se décomposera environ en :

	MF
Travaux publics	10 000
Bâtiment, logement	15 000
Matériel	7 500
Total.....	32 500

Emplois créés. - L'évolution des techniques nécessitera l'embauchage de personnel qualifié soit environ 350 emplois dont :

Cadres	40
Employés	40
Maîtrise	150
Ouvriers qualifiés	120

Importations. - Pas d'importations.

Exportations. - Environ 10,5 millions de tonnes pour 61 200 MF.

	Production 1958	*Production 1965*		*Investissement*	*Emplois créés*	*Importations*	*Exportations*
		Tonnes	*MF*				
Phosphates	$6{,}6 \times 10^6$ t	11×10^6	63 500	32 500	350	0	61 200

SECTEUR 9

MINES

9-1. MINES DE FER

Marché

Le marché mondial du minerai de fer devient de plus en plus concurrentiel étant donné le nombre de gisements d'importance mondiale découverts ou mis en exploitation (Labrador, Vénézuela, Mauritanie, etc.).

Les minerais marocains se trouvent handicapés soit par la faiblesse des réserves en minerais riches non sulfurés soit par la faible teneur des gisements importants ou leur situation géographique.

Le marché au cours des cinq prochaines années paraît devoir reposer :

a) sur une stabilisation des courants commerciaux existants par des contrats à long terme,

b) sur un enrichissement des minerais pauvres et la désulfuration des minerais sulfureux et l'établissement de nouveaux contrats pour ce type de minerai,

c) sur l'utilisation par une sidérurgie nationale des minerais les moins marchands, pour lesquels un traitement doit être mis au point.

Enfin les recherches doivent être développées et poursuivies pour qu'au terme du Plan quinquennal de nouveaux gisements rentables aient été mis en évidence.

Les exportations de minerai de fer ont été en 1958 de 1 380 000 t dont environ 400 000 t de minerai pauvre pour une valeur FOB de 5 860 MF environ.

En 1960 le montant des exportations était d'environ 7 585 MF (FOB). Compte tenu des projets d'extension Sud de Uixan on peut espérer en 1965 des exportations de 500 000 t de minerai pauvre et 1 300 000 t de minerai riche pour une valeur totale de 8 800 MF (FOB).

Nous ne retiendrons pas pour 1965 de sidérurgie utilisant le minerai de fer, le procédé n'étant pas encore déterminé, mais seulement la fabrication de fers marchands à partir de ferrailles traitées au four Martin ou électrique.

Pour la ferraille, que nous prenons en compte dans ce sous-secteur les exportations ont été :

	Tonnes	*Valeur MF*
En 1956	58 900	951
En 1957	77 600	1 435

En 1958	29 900	484
En 1959	39 400	556
En 1960	53 300	1 077

En 1965 nous supposerons que la ferraille collectée au Maroc atteindra 65 000 t dont 61 000 t seraient utilisées en sidérurgie locale et 4 000 t exportées (déchets de fer étamé).

Objectifs de production

	1958		1965	
	1 000 t	MF	1 000 t	MF
Minerai de fer (valeur FOB)	1380	5 860	1 800	8 800
Ferrailles (valeur commercialisée)	30	500	65	1 300

Investissements

Dans les mines du Rif, un effort important de modernisation (laverie) et d'équipement (fours de désulfuration, usine-pilote pour l'enrichissement du minerai de Sétolazar) est à poursuivre en même temps que l'équipement du nouveau gisement d'Uixan.

Aux Aït-Amar, l'aménagement de l'exploitation souterraine est à terminer.

Dans le gisement de pyrites de Kettara, l'exploitation des pyrrhotines doit être préparée.

Les investissements à prévoir sont de l'ordre de 2 800 MF dans les exploitations actuelles et de 1 400 MF pour les recherches et mises en exploitation de nouveaux gisements.

Au total 4 200 MF dont :

Etudes	150
Travaux de recherche	1 000
Travaux préparatoires	1 750
Matériel	1 000
Bâtiment	300

Emplois créés

L'emploi permanent créé sera celui du nouveau siège d'Uixan évalué à 500 et le personnel nécessaire à la conduite des fours de désulfuration évalué à 60.

Direction et cadres	10
Employés	15
Maîtrise et techniciens	45
O. P.	50
O. S.	240
Manœuvres	200
Total	560

Importations. - Pas d'importation.

Exportations

	MF
Minerai de fer	8 800
Déchets de fer étamé	45
Total.....	8 845

9-2. MINES DE PLOMB — ZINC (et argent associé)

Marché et réserves

Le cours du plomb a subi une baisse importante de 1958 à 1960, par contre le cours du zinc a subi une hausse également importante.

En tonnage les exportations marocaines de concentrés de plomb et de zinc ont cependant crû.

		Tonnes	MF
1958	plomb	92 865	5 560
	zinc	83 324	2 170
	Total		7 730
1960	plomb	105 402	5 [illegible]
	zinc	83 108	3 325
	Total.....		9 015

En outre 48 900 t de concentrés de plomb en 1958 et 45 400 t en 1960 ont été livrés à la fonderie d'Oued-Heimer. Pour ces livraisons nous adopterons les valeurs d'ordre (rendue usine) de 2 400 MF en 1958 et 2 100 MF en 1960.

Etant donné l'épuisement prochain des réserves connues des gisements en exploitation, il n'est pas permis d'espérer une augmentation des tonnages produits par les mines en 1965. De nouvelles mines doivent être mises en exploitation (Moulouya, Bou-Arhous, dorsale calcaire) pour prendre le relais des mines actuelles.

Les minerais mixtes Pb - Zn peuvent être valorisés par une fonderie de zinc.

Les cours peuvent encore varier d'ici 1965 mais il peut y avoir une certaine compensation entre les fluctuations sur le zinc et celles sur le plomb.

Objectifs de production

Concentrés de plomb : environ 140 000 t dont 50 000 t livrées à la fonderie de plomb.

Concentrés de zinc : environ 100 000 t dont 20 000 t livrées à la fonderie de zinc.

Concentrés mixtes plomb-zinc : environ 60 000 t livrées à une fonderie de zinc et plomb.

Pour une valeur totale (FOB ou rendue usine) de 13 000 MF.

Investissements nécessaires

	MF
Pour la recherche de nouveaux gisements, environ	2 800
Pour la mise en exploitation et l'installation de laveries, notamment : Haute Moulouya, Aouli, Mibladen, Toussit, Djebel Aouam, environ ..	5 250
Total.....	8 050

dont :

Bâtiments	700
Travaux et recherches	2 800
Travaux préparatoires	1 000
Matériel	3 550

Emplois créés. - Dans les nouvelles mines ouvertes l'emploi créé serait environ de 1 100 dont :

Direction et cadres	15
Employés	20
Maîtrise et techniciens	65
O. P.	100
O S.	450
Manœuvres	450

Importations. - Pas d'importation.

Exportations

	Tonnes environ	*Valeur FOB*
Concentrés de plomb	90 000	4 900
Concentrés de zinc	80 000	3 200
Total.....		8 100

9-3. AUTRES MINES MÉTALLIQUES

A. MINES DE MANGANESE

Marché et réserves

Le marché du manganèse métallurgique est actuellement très concurrentiel : par ailleurs les réserves marocaines des gisements rentables sont en voie d'épuisement. Aucune augmentation de la production n'est donc à prévoir d'ici cinq ans.

Le marché du manganèse chimique est actuellement plus favorable. Par contre il est nécessaire d'intensifier les recherches, pour démontrer de nouvelles réserves économiques, et de prendre des mesures spéciales pour permettre l'exploitation des petits filons marginaux.

Les exploitations de minerai de manganèse (valeur FOB) ont été :

	MF
En 1958	8 300
En 1959	10 700
En 1960	13 100

Objectifs de production. - Nous les limiterons à :

	Tonnes environ	*Valeur FOB ou usine*
		MF
Manganèse métallurgique	200 000	4 000
Manganèse chimique	80 000	4 000
Sinter de manganèse	160 000	5 700
Total		13 700

Sur ce tonnage extrait, environ 50 000 t de manganèse métallurgique serait utilisé localement pour la fabrication de ferro-manganèse.

Investissements nécessaires

	MF
Pour la recherche	700
Pour la mise en exploitation d'un nouveau gisement	300
Au total	1 000

dont :

Etudes	50
Travaux et recherches	600
Travaux préparatoires	100
Matériel	200
Bâtiments	50

Emplois créés. - Par l'ouverture d'une nouvelle mine : 200, dont :

Direction et cadres	5
Employés	5
Maîtrise et techniciens	15
O. P.	15
O. S.	80
Manœuvres	80

Importations. - Pas d'importation.

Exportations prévues

	Tonnes	Valeur FOB MF
Manganèse métallurgique	150 000	3 200
Manganèse chimique	80.000	4 000
Sinter	160 000	5 700
Total.....		12 900

B. MINES DE CUIVRE

Marché et réserves

La production de concentrés de cuivre est limitée actuellement par les réserves.

L'ouverture de nouvelles mines (Anti-Atlas occidental, Djebilet) devrait permettre d'accroître la production.

Les exportations ont été :

En 1958 3 900 t de concentrés pour 237 MF.

En 1960 5 200 t de concentrés pour 313 MF.

Objectifs de production. - 9 000 t de concentrés pour 540 MF.

Investissements nécessaires

	MF
En recherches	150
Mise en exploitation nouvelles mines	400
Soit au total.....	550

dont :

	MF
Bâtiments	50
Travaux	300
Matériel	200

Emplois créés. - 100, dont :

Direction et cadres	4
Employés	4
Maîtrise et techniciens	12
O. P.	15
O. S.	35
Manœuvres	30

Importations. - Pas d'importation.

Exportations

En supposant que le minerai de cuivre ne serait pas traité au Maroc avant le terme du plan, la totalité serait exportée, soit 540 MF.

C. COBALT

Marché et réserves

La production des années futures est soumise à la mise en évidence de nouvelles réserves et à la possibilité de traiter les haldes anciennes.

Le marché français peut absorber 8 000 t de concentrés environ, le marché international est dominé par l'Union Minière du Haut Katanga.

Le minerai de Bou-Azzer est riche en or, il n'est pas certain que les autres gisements que l'on trouvera le soient.

Objectifs de production

Face à ces incertitudes sur l'avenir, un objectif raisonnable semble être le maintien du niveau actuel de production. Soit environ 14 000 t de concentrés pour une valeur FOB de 1 100 MF.

Investissements nécessaires

Des recherches intensives doivent être poursuivies pour trouver de nouvelles réserves. De plus l'équipement du gisement d'Aghbar doit être entrepris.

Prévision d'investissements : 500 MF dont :

Travaux	300
Matériel	200

Emplois créés. - Pas d'emplois nouveaux.

Importations. - Pas d'importation.

Exportations. - Toute la production soit : 1 100 MF.

D. AUTRES MINERAIS METALLIQUES

Notons pour mémoire les *cendres de pyrrhotine* grillée, sous-produit du complexe chimique futur de Safi : la valeur de revente de ces cendres a été incluse dans le chiffre d'affaires de la chimie (162 000 t de cendres pour 365 MF).

Etain, strontium. - Production prévue 20 MF, exportés.

Tungstène :

	MF
en wolfram : recherches en cours et installation d'une laverie-pilote, investissements	150
en schedite : gisements connus mais qui, économiquement, ne seraient pas actuellement exploitables	
Minerais divers :	
Recherches et investissements	100
Total des investissements.....	250

9-4. MINERAIS NON MÉTALLIQUES

A. PYRITES, PYRRHOTINE

Marché

Ces minerais sont utilisés comme sources de soufre pour la fabrication de l'acide sulfurique. Les cendres de pyrite sont revendues comme minerai de cuivre et de fer.

Dans l'exploitation des pyrites, la partie oxydée du gisement fournit de l'ocre, utilisé comme pigment.

Les réserves de pyrrhotine sont importantes, le marché en 1965 sera celui de l'usine chimique de Safi soit 230 000 t pour la fabrication de 200 000 t de superphosphate triple.

La production de pyrites continuera à alimenter l'usine de superphosphate qui ne se développera sans doute pas, le superphosphate devant être remplacé à terme par le super triple. Prévision : 12 000 t.

La production d'ocre est liée aux possibilités du marché local et à l'exportation. Compte tenu de l'augmentation de la demande dans les peintures et badigeons nous prévoyons 2 500 t d'ocre extraits.

Objectifs de production

	1958	1965	
	(en tonnes)	(en tonnes)	MF
Pyrrhotine	0	230 000	920
Pyrites	18 500	12 000	100
Ocre	1 800	2 500	60
			1 080

Investissements

Ils ont été inclus dans ceux des mines de fer (voir § 9 - 1).

Emplois créés. - 500 dont :

Direction et cadres	10
Employés	10
Maîtrise et techniciens	40
O. P.	40
O. S.	200
Manœuvres	200

Importations

Les importations de soufre utilisé principalement pour le traitement des cultures s'accroissent rapidement :

	MF
En 1958	112
En 1960	179
On peut prévoir en 1965	300

Exportations

	Tonnes	*Valeur FOB MF*
Ocre	2 000	48
Cendres de pyrites	6 000	36

(Pour mémoire : cendres de pyrrhotine 162 000 t - 365 MF)

B. BARYTINE

Marché

L'extraction de la barytine se développe rapidement ; elle est utilisée pour la fabrication du lithopone, comme charge dans la papeterie et le textile ; elle est également largement utilisée pour régler la densité des boues de forage.

De nouveaux débouchés ont été trouvés en Hollande, au Vénézuela, aux U.S.A. ...

Malheureusement le prix de la barytine blanche extraite de la mine de Tessaout est grevé de lourds frais de transport.

Les exportations ont été :

	Tonnes	*Valeur FOB MF*
En 1958	20 800	126
En 1959	32 500	233
En 1960	60 000	435

Les ventes locales sont de l'ordre de 15 MF.

Objectifs de production

On peut escompter un développement des exportations et prévoir en 1965 une production de 85 000 t pour une valeur (FOB) de 600 MF.

Investissements. - Pour la continuation des travaux de recherches on peut prévoir 200 MF.

Emplois créés. - 40 environ dont 20 O. S. et 20 manœuvres.

Importations. - Pas d'importations notables.

Exportations. - Presque la totalité soit 580 MF.

C. POTASSE

Marché et réserves. - Il existe un marché intérieur d'engrais potassiques.

Les importations ont été en 1960 :

4 466 t de chlorure de potassium, valeur CIF 106 MF.

3 254 t de sulfate de potassium, valeur 92 MF.

329 t d'engrais potassiques mélangés, valeur 13 MF.

Ce marché doit se développer avec la modernisation de l'agriculture.

Des recherches et travaux préparatoires doivent être entrepris, principalement dans le bassin de Berrechid.

Objectifs de production

Aucune production n'est encore escomptée d'ici 1965.

Investissements

	MF
Recherches	200
Préparation	500
Au total.....	700

dont :

	MF
Bâtiments	50
Travaux	400
Matériel	250

Emplois créés. - Nuls jusqu'en 1965.

Importations. - (Voir chapitre engrais).

Exportations. - Nulles en 1965.

D. ARGILES SMECTIQUES, BENTONITES, GHASSOUL, AUTRES TERRES

Marché et réserves

Les argiles smectiques sont utilisées comme liants, décolorants, absorbants. Activées par l'acide sulfurique elles servent de catalyseurs en raffinage de pétrole, en décoloration des huiles. Les réserves au Maroc sont importantes.

Les bentonites sont utilisées principalement pour la préparation des boues de forage.

Le ghassoul est une terre à dégraisser, utilisée localement comme savon.

Le fonctionnement de la raffinerie de Mohammedia devrait accroître la consommation locale d'argiles smectiques.

Les bentonites trouvent un débouché facile à l'exportation.

En 1958 les ventes ont été :

	Marché local	Exportation	Total
	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)
Argiles smectiques	514	7 462	7 976
Bentonites	362	3 927	4 289
Ghassoul	1 487	1 274	2 761

pour une valeur totale de 93 MF.

Il était importé en outre pour 30 MF de ces mêmes produits.

En 1959 les ventes totales ont été de 92 MF.

En 1960 les ventes totales ont été de 105 MF. Compte tenu du développement des industries de raffinage et du remplacement des importations par des produits locaux équivalentes, on peut estimer le marché 1965 à 190 MF.

Objectifs de production

	MF
Argiles smectiques et bentonites	160
Ghassoul	20

Investissements

Poursuite des recherches et modernisations ; estimation 100 MF, dont :

50 MF de travaux ;

50 MF de matériel.

Emplois créés. - 30 environ, dont :

	MF
O. S.	15
Manœuvres	15

Importations

On devra importer les terres que l'on ne trouve pas au Maroc : sables spéciaux, kaolin, terres réfractaires, terres colorantes, silice, bauxite.

Ces terres sont utilisées principalement par les industries céramiques et la verrerie.

Les importations ont été en 1958 de 177 MF.

Les importations nécessaires en 1965, compte tenu du développement des industries utilisatrices seraient d'environ 360 MF.

Exportations prévues :

	MF
Argiles smectiques et bentonites	80
Ghassoul	10
Total	90

E. SEL

Marché et réserves

En 1958 la production de sel était estimée à :

	MF
Extraction industrielle : 84 000 t valeur carreau	300
Extraction artisanale : 78 000 t valeur carreau	240

La consommation locale aurait été en 1958 de 140 000 t dont:

	tonnes
Consommation domestique	50 000
Consommation animale	40 000
Consommation industrielle	50 000

Sur les bases d'une augmentation de 3 % par an de la consommation domestique et 6 % pour la consommation industrielle et animale, les besoins seraient en 1965 de 200 000 t.

Les réserves du lac Zima en particulier sont abondantes.

Objectifs de production

	Tonnes
Entreprises industrielles	120 000
Entreprises artisanales	80 000
	200 000

Valeur carreau mine : 700 MF

Investissements

Pour extension des extractions, environ 100 MF dont :

Travaux	50
Matériel	50

Emplois créés. - Environ 45, dont :

Maîtrise	5
O.S.	20
Manœuvres	20

Importations. - Sel raffiné, environ 30 MF.

Exportations. - Pas d'exportations envisagées.

F. AUTRES SUBSTANCES UTILES

Marché et réserves

Les réserves n'étant pas négligeables, des marchés doivent être trouvés en Europe pour le graphite et la vermiculite, partiellement utilisés au Maroc.

Leur production devrait être reprise à Beni Bousera.

Investissements. Recherches : 300 MF ; usine pilote pour calcaire bitumineux : 700 MF.

Importations. - Pas d'importations notables.

Récapitulation du secteur 9

	Production 1965		Investissements MF	Emplois créés	Importations MF	Exportations MF
	1 000 t	MF				
1. *Mines de fer* .	1 800	8 800	4 200	560	0	8 800
Ferrailles	65	1 300				45
2. *Mines de plomb et zinc*						
Concentrés de plomb	140					
Concentrés de zinc	100	13 000	8 050	1 100	0	8 100
Concentrés mixtes	60					
3. *Autres mines* métalliques ..						
Manganèse :						
Mines métalliques	200	4 000				3 200
Mines chimiques	80	4 000	1 000	200	0	4 000
Sinter	160	5 700				5 700
Cuivre	9	540	550	100	0	540
Cobalt	14	1 100	500	0	0	1 100
Autres minerais métalliques		20	250			20
4. *Minerais non métalliques* ...						
Pyrrhotine ...	230	920				
Pyrite	12	100		500	300	84
Ocre	2,5	60				
Barytine	85	600	200	40	—	580
Potasse	0	0	700	0	0	0
Argiles smectiques, bentonites ghassoul, et autres terres .		180	100	30	360	90
Sel	200	700	100	45	30	0
Autres substances utiles .	0	0	1 000		—	0
		41 020	16 650	2 575	690	32 259

Ventilation des investissements

Etudes	200
Bâtiments	1 250
Travaux de recherches et préparatoires	8 950
Matériel	6 250
Total	16 650

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	45
Employés	55
Maîtrise et techniciens	185
O. P.	220
O. S.	1 060
Manœuvres	1 010
Total	2 575

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 9

Pour l'ensemble du secteur 9 il s'agit de recherches, de mise en exploitation et d'installation de laveries pour une valeur de 16 650 MF.

SECTEUR 10

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

10-1. CARRIÈRE (Sable, pierres, gypse)

A. SABLE ET PIERRE

Marché. - Il est essentiellement fonction de l'activité du bâtiment et des Travaux Publics.

Pour l'année 1958 nous avons fait ressortir une production de 2 125 MF de sable et pierres (gravettes, enrochement, pavés, bordures) se décomposant en : 800 000 m³ de sable (sable de mer et concassé de carrières).

740 000 t de gravettes, enrochement et pavés extraits de carrières industrielles.

1 900 000 t environ de gravettes et moellons extraits de carrières temporaires et artisanales.

Pour l'année 1965 en tenant compte du volume des travaux retenus par le Plan quinquennal (bâtiment et T.P.) et de la nature de ces travaux (en particulier pour l'O.N.I. et l'Agriculture) on est conduit à une demande de 3 735 MF de sable et pierres que l'on peut ventiler ainsi (en chiffres arrondis) :

1 500 000 m³ de sable ;

1 500 000 t de gravettes, enrochements et pavés ;

3 700 000 t de gravettes et moellons provenant de carrières temporaires et artisanales.

Objectifs de production

La production locale doit répondre à cette demande.

Le sable provient des dunes côtières principalement ; il suffit de le charger et de le transporter ; l'objectif de 1 500 000 m³ de sable ne pose aucune difficulté dans sa réalisation.

Le chiffre d'affaires de cette activité serait alors de 550 MF.

Les carrières industrielles travaillaient à moins de 60 % de leur capacité en 1958, elles devront accroître leur équipement pour répondre à la demande.

Leur chiffre d'affaires sera de 1 400 MF.

Les carrières temporaires sont installées près des chantiers (chantiers routiers principalement), il faudra accroître les unités de concassage-triage mobiles. Ces unités mobiles appartiennent aux entreprises de T.P., on peut donc être sûr que la demande sera satisfaite.

Les carrières artisanales ne sont pas recensées, la plupart ne fonctionnaient qu'à temps partiel en 1958, leur matériel est rudimentaire et leur activité principale est l'extraction de moellons. On peut être sûr qu'elles reprendront leur fonctionnement normal si l'écoulement de leur production est assuré.

Au total carrières temporaires et artisanales atteindraient 2 200 MF en chiffres d'affaires.

Investissements. - Nous prévoyons en investissements :

— Carrières industrielles : : 680 MF, dont :

Bâtiment	50
Matériel d'extraction, de concassage et de triage	500
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	30

— Carrières temporaires et artisanales : 560 MF, dont :

Bâtiment	40
Matériel d'extraction, concassage et criblage	500
Stocks et trésorerie	20

Emplois créés

— Carrières industrielles : 800 emplois environ, dont :

Direction et cadres	5
Employés	15
Maîtrise	20
Ouvriers qualifiés	40
Ouvriers spécialisés	180
Manœuvres	540

— Carrières temporaires et artisanales : 1 000 emplois environ, dont :

Direction et cadres	10
Employés	10
Maîtrise	30
Ouvriers qualifiés	50
Ouvriers spécialisés	350
Manœuvres	550

B. GYPSE

Marché

Le principal débouché du gypse était l'exportation en 1958, les autres acheteurs étaient par ordre d'importance les cimentiers, les fabricants d'insecticides et les fabricants de plâtre.

Les exportations en 1959 et 1960 n'ont pu se maintenir au niveau de 1958, l'Uruguay n'ayant pas maintenu son importante commande de 1958. Cependant si le marché local s'accroît les prix de revient baisseront et le gypse de Safi, très apprécié pour sa blancheur, devrait être compétitif sur le marché international.

Nous prévoyons l'exportation de 30 000 t de gypse en 1965.

Le marché local devrait en absorber 50 000 t environ :

	Tonnes
Cimentiers	30 000
Usines à plâtre	15 000
Insecticides	5 000

Les besoins seraient ainsi de 80 000 t.

Objectifs de production

Les carrières actuellement exploitées peuvent produire 80 000 t par an.

Une certaine mécanisation est cependant nécessaire.

Le chiffre d'affaires pour l'extraction de 80 000 t de gypse et le broyage d'une partie de cette production atteindrait 150 MF.

Investissements. - Mécanisation partielle des procédés d'extraction, soit : matériel de production 20 MF.

Emplois créés. - 70 emplois environ, dont :

Employés	2
Maîtrise	3
Ouvriers qualifiés	2
Ouvriers spécialisés	15
Manœuvres	48
Total.....	70

RÉCAPITULATION POUR LE SOUS-SECTEUR 10.1

Production et chiffre d'affaires

		MF
Sable	1 500 000 m³	550
Pierres	5 200 000 t	3 600
Gypse	80 000 t	150
Total.....		4 300

Investissements

Bâtiment	90
Matériel de production	1 020
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	50
Total.....	1 260

Emplois créés. - 1 870 emplois créés environ, dont :

Direction et cadres	15
Employés	27
Maîtrise	53
Ouvriers qualifiés	92
Ouvriers spécialisés	545
Manœuvres	1 138
Total	1 870

Importations

Les importations de produits de carrières craie et dolomie sont à prendre en compte dans ce sous-secteur.

Ces importations se situeraient aux environs de 4 000 t pour 50 MF.

Exportations. - 30 000 t de gypse pour 60 MF environ.

10-2. MARBRES

Nous rappelons que ce sous-secteur inclut l'extraction de blocs de marbre, le sciage, le travail et la pose des tranches de marbre.

Marché

Au cours de l'année 1958 il y a eu déstockage grâce à l'exportation de 5 240 t de marbre en blocs ou en tranches.

Le marché local était peu actif, il est lié à la construction de bâtiments de bon standing.

Pour 1965 on peut espérer accroître les exportations grâce à une certaine publicité pour les produits marocains (les principaux clients sont l'Italie, la Belgique et les U.S.A.). L'exportation de 7 000 t semble un objectif raisonnable.

Le marché local suivra l'expansion du bâtiment et se ressentira de la hausse du niveau de vie, on peut donc espérer doubler pratiquement la demande locale de 1958.

Objectifs de production

L'extraction, le sciage et le travail du marbre atteindraient 300 MF de chiffre d'affaires, correspondant à :

— L'extraction de 9 000 t de blocs dont 6 000 t seraient exportées brutes.

— Le sciage de 3 000 t dont 1 000 t seraient exportées en tranches.

— Le travail et la pose de 2 000 t de marbre en tranches au Maroc.

Aucun investissement nouveau n'est à prévoir dans cette branche.

Emplois créés

Environ 200 emplois et principalement en carrières. Ces carrières sont en général loin des villes et utilisent une main-d'œuvre d'origine agricole.

Maîtrise	10
Employés	2
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	30
Manœuvres	148
Total	200

Importations

Le Maroc ne produit pas de marbre blanc du type Carrare. On peut prévoir l'importation de 300 t pour 10 MF environ.

Exportations

On prévoit l'exportation de 6 000 t de marbre en blocs et de 1 000 t de marbre en tranches pour une valeur totale de 210 MF.

10-3. PLATRES

Marché

La production 1958 était de 6 000 t de plâtre. Pratiquement le plâtre ne peut trouver de débouchés que sur le marché local, son exportation est rendue difficile par la nature même du produit qui craint l'humidité et par les bas prix de revient des grosses unités européennes.

Aussi nous pouvons prévoir la production de 12 000 t de plâtre pour 1965, car sa production est liée à l'activité du bâtiment (indice 180 en 1965 par rapport à 1958).

Objectifs de production

Une importante usine de capacité de 20 000 t a été démontée en 1960. Cependant il reste une unité de 20 000 t et une unité semi-artisanale de 10 000 t. Il n'y aura donc aucune difficulté à produire 12 000 t de plâtre en 1965.

Aucun investissement ni création d'emploi nouveau n'est à prévoir dans ce sous-secteur.

Le chiffre d'affaires atteindra 90 MF.

Importation et exportation

Nous ne prévoyons ni importation ni exportation dans ce sous-secteur.

10-4. CIMENTS

Marché

Le tableau qui suit donne les consommations de ciments au Maroc pour trois années, l'indice de ces consommations avec la référence 100 pour l'année 1958 et l'indice du volume des Travaux Publics et bâtiment au Maroc avec la même base 100 en 1958.

Années	1958	1959	1960
Consommation de ciment en tonnes	473 000	501 000	540 000
Indice de consommation.	100	106	114
Indice du volume T.P. + bâtiment	100	100	106

Nous constatons que la consommation de ciment précède l'accroissement du volume de la construction et des Travaux Publics.

Les cimentiers estiment que 60 % de leur production est achetée par les secteurs bâtiment et T.P. et que le reste, soit 40 % à une destination non identifiée.

Pour l'année 1958 nous avons pu mettre en évidence les consommations suivantes (chiffres arrondis).

	Tonnes
Bâtiment	170 000
Travaux publics	120 000
Agglomérés de ciment	45 000
Entretien des bâtiments industriels et commerciaux	65.000
Ménages	72 500
Total.....	472 500

Pour les années 1958 et 1960 à l'aide des indices du volume T.P. et bâtiment et du volume matériaux de construction nous aurions les répartitions suivantes :

	1959	1960
Bâtiment et T.P.	290 000	310 000
Agglomérés de ciment	45 000	45 000
Autres destinations	166 000	185 000
Total.....	501 000	540 000

L'accroissement de consommation de ciment pour l'entretien des locaux industriels et commerciaux et par les ménages semble très important de 1958 à 1959 puis 1960.

Les chefs d'entreprises plus confiants dans l'avenir ont peut-être assuré un entretien plus complet et l'effort commercial destiné à vulgariser l'emploi du ciment dans le monde rural a peut-être porté ses fruits ?

Pour l'année 1965 compte tenu du volume retenu pour le bâtiment et les T.P. et du type des travaux envisagés nous avons retenu les consommations suivantes :

	Tonnes
Bâtiment	320 000
Travaux publics	200 000
Agglomérés de ciment	90 000
Entretien et ménages	260 000
Total	870 000

Pour l'entretien et les ménages nous avons retenu une hausse de consommation de 7 % par an, l'accroissement brutal de 1958 à 1959 (20 %) et de 1959 à 1960 (11 %) nous paraissant anormal.

Les exportations atteignent 42 000 t en 1960, on peut retenir 45 000 t en 1965. Compte tenu de la création de cimenteries en Algérie et peut-être en Afrique Noire, le volume a peu de chances de s'accroître.

Objectifs de production

Les ciments spéciaux (H.R.I., ciment de laitier...) devront être importés, ils sont destinés aux travaux en eaux agressives (fondations en particulier), on peut prévoir 5 000 t d'importations de tels ciments.

La consommation locale accrue des exportations et diminuée des importations conduit à une production de 910 000 t pour 1965.

Cette production peut et doit être réalisée au Maroc, elle représentera un chiffre d'affaires de 7 500 MF.

Investissements

La capacité actuelle est de 800 000 t si l'on veut travailler à environ 80 % de la capacité il faut prévoir une capacité de 1 150 000 t.

On peut réaliser une telle capacité de diverses manières :

a) Doublement des capacités des usines de Meknès, Tétouan, Tanger et Agadir.

b) Création d'une ou deux unités nouvelles.

Ce choix est à faire dans le cadre de la planification régionale et en fonction des lieux d'utilisation.

Si les cimentiers sentent que les débouchés sont réellement assurés ils réaliseront ces investissements dont le montant global atteint 4 350 MF et se décompose en :

Bâtiment	900
Matériel de production	2 600
Matériel roulant	150
Stocks et trésorerie	700

Emplois créés

Actuellement on pourrait produire 750 000 t de ciment au Maroc sans embaucher un seul ouvrier, les effectifs de 1955 ayant été maintenus malgré la baisse de production, c'est donc pour la fabrication de 160 000 t seulement qu'il faut prévoir des emplois nouveaux soit au total 300 emplois, dont :

Cadres	5
Employés	10
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	35
Ouvriers spécialisés	130
Manœuvres	105
Total.....	300

Importations

Nous prévoyons 5 000 t de ciments spéciaux pour 90 MF.

Exportations

Il doit être possible d'exporter 45 000 t de ciment vers les Canaries et l'Afrique Noire représentant une valeur totale de 300 MF.

10-5. CHAUX ET PLATRE ARTISANAUX

Marché

En 1958 la production de chaux et plâtre artisanaux avait été estimée à 50 000 t (40 000 t de chaux et 10 000 t de plâtre représentant la répartition la plus probable).

On ne peut appliquer l'indice général de croissance du bâtiment à ces deux produits, car une partie mal définie de la production de chaux est achetée par l'agriculture.

Cependant nous pensons qu'il est raisonnable de retenir un accroissement des deux-tiers pour cette production artisanale durant le premier quinquennat.

Objectifs de production

Ce sous-secteur devra produire environ 85 000 t de chaux et plâtre (70 000 t de chaux et 15 000 t de plâtre environ) représentant une valeur de 500 MF.

Investissements

Nous ne prévoyons aucun investissement dans ce sous-secteur. La chaux destinée aux sucreries sera produite dans la sucrerie même, l'investissement pour ce four est donc compté avec celui de la sucrerie.

Au cours du deuxième quinquennat une cession aux raffineries de sucre de chaux très pure produite dans les fours intégrés aux sucreries devra être envisagée ; cela permettrait d'annuler les importations.

Emplois créés

La croissance de la production permettra un meilleur emploi des artisans actuels mais n'aura sans doute pas pour effet d'assumer la création d'emplois nouveaux à temps complet.

Importations

Compte tenu de la croissance d'activité des raffineries de sucre nous prévoyons l'importation de 1 500 t de chaux pour 30 MF.

Exportations. - Aucune exportation possible.

COMPLEMENT SUR LES SOUS-SECTEURS : CHAUX ET CIMENT

Nous rappelons ici ce qui avait déjà été écrit dans le rapport « ciment » de la S.C.M.A.T.

Il existe au Maroc des gisements de pouzzolane (région d'Ifrane, de Nador et d'Oujda). Or un mélange constitué en volume de 25 % de chaux et 75 % de pouzzolane peut constituer un liant hydraulique (genre ciment romain) suffisant pour la construction de bâtiments en pierre, sans étage.

Dans les régions voisines des gisements de pouzzolane il semble que le mélange précédemment décrit ne dépasserait pas 2 500 F la tonne soit le tiers du prix du ciment en vrac.

Dans le cadre de la promotion rurale l'emploi de ce matériau semble particulièrement intéressant et permettrait de réaliser une heureuse transition de la construction traditionnelle en toube (terre argileuse pétrie avec de la paille hachée) à la construction moderne utilisant le ciment.

10-6. AGGLOMÉRÉS DIVERS

Nous avons mis en évidence pour l'année 1958 la production de :

133 000 t d'agglomérés, de buses et de préfabriqués ;
36 000 t de tuyaux armés ;
4 800 t de plaques Durisol ;
700 t de carreaux ;
14 000 t de produits en amiante-ciment.

Les exportations portaient sur 7 830 t de plaques Durisol et produits en amiante-ciment.

En 1965 compte tenu des objectifs en bâtiment et T.P. et du type de travaux envisagés on peut considérer que l'ensemble du sous-secteur doublera presque de volume avec la répartition suivante :

260 000 t d'agglomérés, de buses et de préfabriqués ;
60 000 t de tuyaux armés ;
6 000 t de plaques Durisol ;
1 200 t de carreaux ;
30 000 t de produits en amiante-ciment ;
1 500 t de plâtre mis en œuvre pour le staff.

Objectifs de production

Toute la demande 1965 peut et doit être produite au Maroc.

Théoriquement aucun investissement nouveau n'est nécessaire, les capacités de production n'étant pas dépassées par la demande.

Cependant on prévoira l'installation de machines à agglomérés et à préfabriqués de façon à travailler à 80 % de la capacité seulement. Le chiffre d'affaires sera de 3 100 MF

Investissements

On investira 200 MF pour créer une capacité de 60 000 t d'agglomérés, buses et préfabriqués, soit :

Bâtiment	30
Matériel de production	120
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	30
Total	200

Emplois créés. - 1 000 emplois environ seront créés, dont :

Direction et cadres	20
Employés	30
Maîtrise	80
Ouvriers qualifiés	60
Ouvriers spécialisés	280
Manœuvres	530

Importations. - Aucune importation à prévoir.

Exportations

Elles peuvent atteindre 10 000 t de produits en amiante-ciment (tuyaux, tuyaux pressions, plaques planes et ondulées) destinés à l'Afrique Noire principalement pour une valeur de 470 MF.

Récapitulation du secteur 10

Sous-secteur	Production 1965		Investissement MF	Emploi	Importations MF	Exportations MF
	Quantités	MF				
	(m^3)					
1. Sable	1 500 000					
Pierres (gravettes, moellons, pavés)	(tonnes) 5 200 000	4 300	1 260	1 870	50	60
Gypse	80 000					
2. Marbre en blocs	9 000					
tranches	3 000	300	0	200	10	210
travail et pose	2 000					
3. Plâtre	12 000	90	0	0	0	0
4. Ciments	910 000	7 500	4 350	300	90	300
5. Plâtre et chaux (artisanat)	85 000	500	0	—	30	0
6. Agglomérés divers						
Agglomérés, buses, préfabriqués	260 000					
Tuyaux armés.	60 000					
Plaques Durisol	6 000					
Carreaux	1 200	3 100	200	1 000	0	470
Amiante-ciment	30 000					
Staff (poids du plâtre)	1 500					
		15 790	5 810	3 370	180	1 040

Ventilation des investissements

Bâtiment	1 020
Matériel de production	3 740
Matériel roulant	270
Stocks et trésorerie	780
	5 810

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	40
Employés	69
Maîtrise	158
Ouvriers qualifiés	197
Ouvriers spécialisés	985
Manœuvres	1 921
	3 370

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre

Extension ou Création	Carrière de pierres ..	300 000 t	Carrières industrielles
Création	Gravettes, moellons ..	500 000 t	Carrières temporaires et semi-artisanales
Extension ou Création	Cimenteries	350 000 t	
Extension	Agglomérés, buses et préfabriqués	60 000 t	

SECTEUR 11

BATIMENT

Généralités. - Le secteur bâtiment comprend :

— La construction de logements, de bâtiments industriels et commerciaux, de bâtiments administratifs et militaires ;

— L'entretien de ces mêmes bâtiments.

Objectifs pour l'année 1965

En tenant compte des investissements publics prévus pour le plan quinquennal, des investissements privés souhaitables dans le domaine du logement, des investissements privés industriels et commerciaux et de l'entretien nous avons retenu le chiffre global de 52 000 MF pour l'année 1965.

Répartition des investissements

A. *Suivant la nature du bâtiment*

Logement	24 000
Bâtiments industriels et commerciaux	11 500
Bâtiments administratifs	16 500
TOTAL	52 000

B. *Suivant les sous-secteurs intéressés*

Architectes métreurs	
Bureaux d'Etudes	1 500
Gros œuvre	23 600
Menuiserie	4 000
Plomberie	2 700
Pose d'électricité	1 400
Etanchéité	1 400
Peinture et vitrerie	1 500
TOTAL	36 100
Sous-secteur 11-3 :	
Charpente métallique	2 400
sous-secteur 11-4 :	
Artisanat du bâtiment (réalisant gros œuvre et finitions et surtout entretien)	13 500

Emplois créés

Nous utilisons les chiffres d'affaires prévus par sous-secteur et le chiffre d'affaires par emploi pour déterminer les effectifs pour 1965.

Activités	*CA 1965*	*CA/ Emploi*	*Effectifs 1965*	*Effectifs 1958*	*Effectifs supplémentaires*
Gros œuvre	23 600	0,95	24 800	13 700	11 100
Menuiserie	4 000	1,35	2 960	1 600	1 360
Plomberie	2 700	1,95	1 380	760	620
Pose d'électricité ..	1 400	1,35	1 040	580	460
Etanchéité	1 400	1,0	1 400	780	620
Peinture et vitrerie	1 500	1,0	1 500	790	710
Charpente métallique	2 400	1,75	1 370	670	700
Artisanat	13 500	0,50	27 000	15 000	12 000
			61 450	33 880	27 570

VENTILATION DES EMPLOIS CRÉÉS

	Gros œuvre Etanchéité Peinture	*Menuiserie*	*Plomberie*	*Electricité*	*Charpente Métallique*	*Artisanat*	*Totaux*
Direction et cadres ..	100	20	15	15	10		160
Employés .	300	30	20	20	30		400
Maîtrise ..	600	30	30	30	15		705
Ouvriers qualifiés ...	2 500	350	90	70	90	3 000	6 100
Ouvriers spécialisés .	3 800	490	170	170	220	3 000	7 850
Manœuvres	5 130	440	295	155	335	6 000	12 355
	12 430	1 360	620	460	700	12 000	27 570

Investissements

Nous ne prévoirons pas d'investissements dans le secteur bâtiment pour les raisons suivantes :

— L'utilisation maximum de main-d'œuvre appliquée par les entreprises marocaines entraîne un recul de l'utilisation du matériel.

Durant le premier quinquennat les constructions prévues sont principalement du type habitat économique et réalisables avec de très faibles engins de levage et même parfois sans bétonnière.

— Les entreprises étrangères (françaises en général) possèdent des parcs de matériel inutilisé qu'elles céderont éventuellement aux jeunes entreprises marocaines désireuses de s'équiper.

SECTEUR 12

TRAVAUX PUBLICS

Généralités

Le secteur Travaux publics contient non seulement les travaux désignés normalement sous le nom de Travaux publics mais encore : le défrichement, la D.R.S., le reboisement, les recherches minières et pétrolières, les forages pétroliers.

Objectifs pour l'année 1965

Compte tenu des investissements publics prévus pour le Plan quinquennal, du cheminement de ces investissements de l'année 1960 à 1964 nous avons retenu le chiffre total de 70 300 MF pour les réalisations 1965 en matière de Travaux publics.

Répartition des investissements en MF

A. *Suivant le maître d'œuvre*

1.	*Office National des Irrigations*	
	Canaux d'irrigation	8 700
	Défrichage	400
	Etudes	300
2.	*Agriculture*	
	D.R.S., reboisement	11 900
	Ouverture de pistes	300
	Forages	400
	Construction de silos	300
3.	*Energie électrique*	
	Lignes à haute et basse tension	2 000
4.	*Recherches minières et pétrolières*	
	Mines	4 600
	Forages et recherches de pétrole	8 000
	Etudes	400
5.	*Ministères des T.P. et de l'Intérieur*	
	Voirie générale	500
	Adduction d'eau, V.R.D.	3 200

6. *Ministère des Travaux publics*

Infrastructure générale (routes et aérodromes) ..	7 000
Chemins tertiaires	2 000
Travaux portuaires	2 100
Port de Safi	1 000
Chemins de fer	1 000
Entretien des voies de communication	5 500
Travaux spéciaux - Agadir	3 000

7. *Ministère de l'Intérieur, Municipalités*

Voirie, V.R.D., aménagements	4 000
Aménagements de souks	600
Ouverture de pistes	400

8. *Secteur privé*

Terrassements, fondations spéciales	1 500

9. *Télécommunications*

Pose de lignes et câbles	600

B. *Suivant les sous-secteurs intéressés*

Sous-secteur 1

Travaux publics généraux	13 500
D.R.S., reboisement	11 900
Réalisation de canaux en terre	3 600
Défrichage (machines et hommes)	2 100
Total.....	31 100

Sous-secteur 2

Routes et aérodromes	10 800
Centres ruraux	1 500
Municipalités	5 000
Gros entretiens (somme complémentaire)	2 700
Total.....	20 000

Sous-secteur 3

Terrassements à la machine	2 400

Sous-secteur 4

Recherches, forages pétroliers	8 000
Forages eau, fondations spéciales	1 500
Total.....	9 500

Sous-secteur 5

Pose des lignes H.T. et B.T.	2 000
P.T.T.	600
Total	2 600

Sous-secteur 6

Recherches minières	4 000
Etudes	700

Emplois créés

Nous utiliserons soit le chiffre d'affaires réalisable par emploi soit des renseignements de source administrative pour déterminer l'emploi dans les divers sous-secteurs pour l'année 1965.

Activités	*C.A.* 1965	*CA/Emploi*	*Effectifs* 1965
1. T.P. généraux	13 500	1,05	12 850
Autres travaux	17 600	0,60	29 400
2. Routes	10 800	1,20	9 000
Travaux en régie	9 200		13 500
3. Terrassements	2 400	1,85	1 300
4. Forages	9 500	2,50	3 800
5. Lignes à H.T.	2 000	1,85	1 050
P.T.T.	600		
6. Mines	4 000		2 000
Totaux	69 600		72 900

L'emploi en 1958 était de 30 840 personnes. La création d'emplois nouveaux atteint donc le chiffre arrondi de 42 000.

Le principal accroissement est dû aux travaux de l'O.N.I. et de l'Agriculture, 29 400 emplois nouveaux pour lesquels cadres et employés font ou feront partie de l'administration ou de l'O.N.I.

Ainsi il faut prévoir d'une part 29 400 emplois, dont :

Maîtrise	1 500
Ouvriers qualifiés	2 000
Ouvriers spécialisés	9 000
Manœuvres	16 900
Total	29 400

et 12 600 emplois, dont :

Direction cadres	200
Employés	400
Maîtrise	600
Ouvriers qualifiés	1 600
Ouvriers spécialisés	4 500
Manœuvres	5 300
Total	12 600

Au total

Direction et cadres	200
Employés	400
Maîtrise	2 100
Ouvriers qualifiés	3 600
Ouvriers spécialisés	13 500
Manœuvres	22 200
Total	42 000

Investissements à prévoir

Nous ne prévoirons pas d'investissements dans le secteur Travaux publics, pour les raisons suivantes :

— Une partie importante des travaux sera faite en utilisant le maximum de main-d'œuvre.

— Le matériel exporté temporairement (en Algérie en particulier) peut être rappelé dès que des besoins se feront sentir.

— L'entreprise étrangère adjudicataire peut importer temporairement au Maroc le matériel nécessaire à la réalisation des travaux adjugés (T.P. généraux, forages pétroliers...).

— Les grosses entreprises de T.P. du Maroc sont des filiales d'entreprises européennes (françaises en général) elles peuvent emprunter du matériel à leur maison-mère.

— Un étalement plus complet des travaux peut être réalisé si le budget d'équipement peut être utilisé dès les premiers jours de l'année.

Ne pas investir dans ce secteur ne doit pas gêner l'exécution des travaux prévus et facilitera le financement des investissements industriels.

SECTEUR 13

SIDÉRURGIE

MÉTALLURGIE

13-1. SIDÉRURGIE

Marché

Produits sidérurgiques. - En 1958 l'approvisionnement en produits sidérurgiques était entièrement assuré par les importations représentant au total 97 550 t pour une valeur CIF de 6 100 MF.

Les principaux produits importés étaient (Tanger non compris), en tonnes :

Fontes, ferro-alliages	1 000
Rails, traverses, éclisses	1 070
Tuyaux de fonte	1 290
Blooms, brames, ébauches de forge	1 040
Fil machine	6 820
Barres laminées	27 940
Petits profilés en U I H — 80 mm	950
Gros profilés en U I H + 80 mm	8 230
Profilés divers (cornières, etc.)	8 340
Palplanches	265
Feuillard	450
Tôles magnétiques	350
Tôles noires et tôles décapées + 5 mm	6 380
Tôles noires et tôles décapées 3 à 5 mm	2 080
Tôles noires et tôles décapées 2 à 3 mm	1 830
Tôles noires et tôles décapées 0,5 à 2 mm	1 500
Tôles noires et tôles décapées — 0,5 mm	170
Tôles laminées à froid 3 à 5 mm	130
Tôles laminées à froid 2 à 3 mm	260
Tôles laminées à froid 0,5 à 2 mm	1 590
Tôles laminées à froid — 0,5 mm	1 670
Fer blanc	17 750
Tôles galvanisées	2 000
Tôles découpées, perforées	630
Barres obtenues à froid	850
Profilés laminés à froid	670
Feuillards laminés à froid	430

Les utilisations locales de produits sidérurgiques au prix du marché se sont montées en 1958 à 7 900 MF dont :

	MF
Par les mines	180
Par le bâtiment	990
Par la charpente métallique	590
Par les Travaux publics	780

Par les industries des métaux :

	MF
Fabrication de biens d'équipement	1 810
Emballages métalliques	1 900
Fabrication de biens de consommation	410
Réparation automobile	140
Entretien	750
Par les investissements du chemin de fer	200
Par les particuliers (tôles galvanisées)	150
Total	7 900

Compte tenu des accroissements prévus chez les utilisateurs et de l'augmentation des prix entre 1958 et 1960 le marché intérieur en 1965 se présenterait comme suit :

	MF
Mines	280
Bâtiment	1 650
Charpente métallique	1 230
Travaux publics	1 360
Métaux (biens d'équipement)	3 600
Emballages métalliques	3 200
Métaux (biens de consommation)	800
Réparation automobile	190
Entretien des installations industrielles	1 050
Investissements chemin de fer	300
Particuliers	240
Total (valeur commercialisée)	13 900

représentant environ 190 000 t, dont :

	Tonnes
Fontes, ferro-alliages	2 000
Rails, traverses, éclisses	1 500
Tuyaux de fonte	2 000
Blooms, brames, ébauches de forge	3 500
Fil machine	13 000
Barres laminées	40 000
Petits profilés, U I H — 80 mm	2 000
Gros profilés + 80 mm	24 500
Profilés divers	15 000
Feuillard (à chaud et à froid)	8 000
Tôles magnétiques	800
Palplanches	500
Tôles + 5 mm	20 000
Tôles 3 à 5 mm	7 000
Tôles 2 à 3 mm	6 000
Tôles 0,5 à 2 mm	8 500
Tôles — 0,5 mm	5 000
Fer blanc	25 000
Tôles galvanisées	2 500

	Tonnes
Tôles découpées, perforées	1 000
Barres laminées à froid	1 200
Profilés laminés à froid	1 000
Total.....	190 000

Ferro-manganèse. - Dans un programme de valorisation des minerais extraits au Maroc, il peut être envisagé la fabrication de ferro-manganèse à 80 % Mn destinés pour la majeure partie à l'exportation.

Une unité de 20 000 t par an serait rentable (un four de 13 000 kW).

Objectifs de production

Dans le cadre des objectifs fondamentaux du Plan quinquennal, la création d'un complexe sidérurgique dans l'Oriental marocain a été retenue.

La première étape de réalisation prévoyait :

— Pour 1961 une production de 40 000 t de ronds à béton et fers marchands à partir des ferrailles traitées au four électrique ; et une production de 20 000 t de ferro-manganèse élaborées également au four électrique.

— Pour 1965 une production d'acier portée à 165 000 t, acier élaboré à partir du minerai local.

Les retards pris dans l'exécution des études et travaux nous conduisent à limiter les objectifs 1965 à :

Une production d'acier en blooms, ébauches pour forge, ronds à béton et petits fers marchands de 60 000 t élaborée à partir de ferrailles locales soit au four électrique soit au four Martin ; et une production de ferro-manganèse de 20 000 t.

Nous retiendrons donc pour 1965 :

	Tonnes	*Valeur MF*
Laminés	60 000	3 500
Ferro-manganèse	20 000	2 750
Total.....		6 250

Investissements. - Pour 60 000 t de laminés marchands on prévoira environ 10 000 MF dont :

Génie civil, bâtiment et charpente métallique ..		2 500
Matériel fixe		6 500
Stocks et trésorerie	600	
Intérêts intercalaires	400	1 000

Pour l'usine de ferro-manganèse 3 000 MF dont :

Bâtiments et charpentes métalliques		700
Matériel (four et auxiliaires)		1 700
Stocks et trésorerie	500	
Intérêts intercalaires	100	600

En outre, pour la poursuite des travaux de mise en place du complexe sidérurgique on prévoira 2 500 MF de travaux (terrassement, génie civil).

Emploi créé

Pour l'usine de laminés	420
Pour l'usine de ferro-manganèse	80
Total	500

dont :

Direction et cadres	10
Employés	20
Maîtrise et techniciens	35
O. P.	25
O. S.	210
Manœuvres	200

Importations

130 000 t de produits sidérurgiques, valeur CIF 9 300 MF

Exportations

19 000 t de Ferro-manganèse, valeur FOB 2 500 MF

13-2. MÉTALLURGIE DU PLOMB ET DU ZINC

A. FONDERIE D'OUED-EL-HEIMER

Marché

Le Maroc exporte annuellement environ 100 000 t de concentrés de plomb et en traite 45 000 à 50 000 t à la fonderie d'Oued-el-Heimer. Le plomb produit est pour la plus grande partie exporté. A la fusion du plomb il y a récupération de l'argent et de l'antimoine contenus dans le minerai.

En 1958 il a été produit environ :

33 000 t de plomb métal,
44 000 kg d'argent,
325 t d'antimoniate de soude,

pour une valeur totale (FOB) d'environ 4 200 MF.

500 t de tuyaux de plomb fabriqués au Maroc et 200 t de barres et feuilles importées ont été utilisés localement.

En 1958 78 % des exportations de plomb se faisaient vers la France.

En 1960 64 % des exportations de plomb ont été faites vers la France, le reste principalement vers les pays européens.

Depuis 1954 il y a surproduction mondiale de plomb, la consommation mondiale restant stagnante.

En 1959 au Comité international du plomb et zinc, les pays membres ont décidé une réduction de leur production.

En dehors de la production de plomb associée à celle du zinc, envisagée au § 13-3 il n'apparaît pas possible de prévoir une extension de la fonderie d'Oued-el-Heimer.

Objectifs de production

Nous retiendrons une production de 30 000 t de plomb à la fonderie d'Oued-el-Heimer.

Les sous-produits obtenus seraient environ : 40 000 kg d'argent et 300 t d'antimoniate de soude.

La valeur totale (plomb et sous-produits) serait (valeur FOB) d'environ 4 100 MF (en supposant une légère remontée des cours du plomb).

Investissements

Pas d'investissement à prévoir à Oued-el-Heimer.

Emploi créé. - Pas d'emplois supplémentaires.

Importations

Plomb en plaques, feuilles, fils, environ 300 t, valeur CIF 30 MF.

Exportations

Environ 29 300 t de plomb, 300 t d'antimoniate, valeur FOB 3 250 MF (en supposant une légère remontée du cours du plomb).

B. FONDERIE DE ZINC (ET PLOMB)

Marché

Le Maroc exporte actuellement la totalité des concentrés de zinc produits, en 1958 100 % vers la France, en 1960 90 % vers la France et 10 % vers l'Allemagne. Le Maroc cherche à valoriser son minerai et il est envisagé d'en traiter sur place une partie.

Le Marché Commun importe du minerai de zinc mais a un excédent de capacité de fusion de sorte qu'il réexporte du métal.

Le Maroc devra donc chercher pour le zinc métal qu'il produira un écoulement principalement en dehors du Marché Commun.

Malgré cette difficulté commerciale, et une concurrence éventuelle de l'Algérie qui envisage également d'installer une usine de grillage des blendes, on peut tabler sur une demande croissante de zinc dans le monde, les usages du zinc dans les alliages légers en particulier (zamac, etc.) devant continuer à progresser.

Le marché marocain est encore très faible : 800 t de zinc sous forme de demi-produits en 1958, on peut l'évaluer à 1 200 t en 1965, dont 900 t en lingots pouvant être de la production locale.

Objectifs de production

Parmi les procédés possibles d'élaboration, un procédé permettrait de traiter des minerais mixtes plomb-zinc à 35 % de plomb et 30 % de zinc difficilement commercialisables comme minerais.

Une unité rentable devrait avoir une capacité de 30 000 t en zinc et produirait en outre 20 000 t de Pb.

Nous retiendrons cet objectif :

	Valeur FOB MF
30 000 t de zinc (conjoncture moyenne)	3 500
20 000 t de plomb (conjoncture moyenne)	2 200

Investissements de l'ordre de 9 000 MF, dont :

Génie civil, bâtiments et charpentes	1 500
Matériel fixe	6 600
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	850
Total.....	9 000

Emploi créé. - Environ 350 dont :

Direction et cadres	8
Employés	17
Maîtrise et techniciens	30
O. P.	25
O. S.	70
Manœuvres	200

Importations

Zinc en feuilles, en fils, en poudre et ouvrages divers environ 300 t, valeur CIF 50 MF.

Exportations

	MF
Environ 29 100 t de zinc, valeur FOB.....	3 400
Environ 20 000 t de plomb	2 200
Total.....	5 600

13-3. AUTRES MÉTAUX

A. CUIVRE

Le Maroc exporte des concentrés de minerai de cuivre.

	Tonnes
En 1958	3 900
En 1960	5 200
Prévision 1965	9 000

Par ailleurs le complexe de Safi produira en 1965 (pour 200 000 t de supertriple) environ 162 000 t de cendre de pyrrhotine, s'ajoutant aux 6 000 t de cendre de pyrites sous-produit de l'usine de superphosphate de Casablanca.

Le cuivre contenu représente :

	Tonnes	*t de Cu*
Concentrés	9 000	2 450
Cendre de pyrites	6 000	275
Cendre de pyrrhotine	162 000	1 620
Total.....		4 345

On pourra donc envisager dans le second Plan quinquennal, et surtout si la production d'acide sulfurique double dans cette seconde période :

— Un traitement de récupération de cuivre des cendres de pyrrhotine sous forme de sulfate de cuivre, utilisable pour le traitement des cultures ou exportable,

— Une production de cuivre électrothermique ou électrolytique.

Importations

Au terme du premier plan on se contentera d'importer le cuivre en demi-produits nécessaires à l'industrie.

Il a été importé en 1958 1 475 t pour une valeur CIF de 442 MF dont 514 t de fil laminé pour étirage.

La croissance des industries électriques (cables, fils, moteurs, appareillages) nécessitera en 1965 une importation de l'ordre de 1 500 t.

La croissance des industries et de l'artisanat des articles ménagers croîtra moins vite et demandera environ 1 000 t.

Au total : importations 2 500 t, valeur CIF 900 MF.

Exportations. - Déchets de cuivre : valeur FOB environ 240 MF.

B. ALUMINIUM

Les demi-produits d'aluminium importés (brut, barres, fils, tôles...) ont représenté en 1958 750 t pour une valeur CIF de 205 MF dont 225 t étaient transformées au Maroc.

En 1965 on prévoit :

	Tonnes
Transformation au Maroc	1 000
Utilisations directes	750
Total.....	1 750

Importations. - 1 750 t, valeur CIF 570 MF.

Exportations (déchets et récupération par affinage de vieux métaux). - Environ 370 MF.

C. AUTRES METAUX (ETAIN, NICKEL, etc.)

Importations 1958

	Tonnes	*Valeur CIF MF*
Nickel	85	60
Etain	239	190
Autres		10
	Total.....	260
Prévision 1965		450

Exportations (principalement déchets)

	MF
1958	3
Prévision 1965	5

13-4. AFFINAGE DE VIEUX METAUX

Marché

Une partie de la production est utilisée localement par les industries des métaux (soudure à l'étain, plomb et étain pour la fabrication de théières). Le reste est exporté (sulfate de cuivre, déchets d'aluminium et de zinc fondus).

La production en 1958 était évaluée à 300 MF.

Objectifs de production

Nous prévoyons en 1965 600 MF.

Investissements

La capacité actuelle est suffisante, nous prévoyons seulement un complément de matériel d'équipement, 20 MF.

Emploi créé. - Environ 25 dont :

Maîtrise	3
O. S.	7
Manœuvres	15

Importations. - Pas d'importation.

Exportations

Déchets refondus, déjà pris en compte dans le sous-secteur 13-3.

13-5. OR BRUT

Pour l'activité des affineurs d'or (sous-secteur 14-2) il sera nécessaire d'importer de l'or brut pour une valeur de 1 700 MF.

Nous ne tiendrons pas compte ici des mouvements d'or en lingots des banques.

Importations. - 1 700 MF.

Exportations. - 0 MF

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 13

	Production 1965		*Investissement*	*Emploi*	*Importations*	*Exportations*
	en tonnes	*MF*	*MF*		*MF*	*MF*
1. Sidérurgie						
Produits sidérurgiques	60 000	3 500	12 500	420	9 300	0
Ferro-manganèse	20 000	2 750	3 000	80	0	2 500
2. Métallurgie du zinc	30 000					
Plomb	50 000	9 800	9 000	350	80	8 850
Argent	40					
3. Autres métaux						
Cuivre	0	0	0	0	900	240
Aluminium ...	0	0	0	0	570	370
Autres métaux non ferreux .	0	0	0	0	450	5
4. Affinage de vieux métaux		600	20	25	0	—
5. Or brut	0	0	0	0	1 700	0
TOTAUX ...		16 650	24 520	875	13 000	11 965

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS

	MF
Génie civil, bâtiment et charpente métallique .	7 200
Matériel de production	14 820
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	2 450
Total.....	24 520

Ventilation des emplois créés

Direction et cadres	18
Employés	37
Maîtrise et techniciens	68
O. P.	50
O. S.	287
Manœuvres	415
	875

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 13

	Produits	Capacités	Observations
Création ..	Une unité de production sidérurgique	60 000 t par an	
Création ..	Une unité de production de ferro-manganèse	20 000 t par an	
Création ..	Une unité de traitement du minerai de zinc	35 000 t Zinc 25 000 t Plomb	

SECTEUR 14

INDUSTRIES DES MÉTAUX

DEMI-PRODUITS

ET BIENS D'ÉQUIPEMENT

14-1. PREMIÈRE TRANSFORMATION DES MÉTAUX FERREUX

A. TREFILERIES, POINTERIES

Marché

Fil clair. - En 1958, il a été utilisé 2 255 t de fil clair dont 1 868 tonnes importées et 387 fabriquées au Maroc.

Les besoins à prévoir pour 1965 se montent à :

	Tonnes
Pour fabrication des pointes	3 500
Pour emballages (billots, caisses armées) et divers	3 000
Total.....	6 500

— *Fil recuit.* En 1958 il a été utilisé 2 482 t dont 812 t importées et 1 670 t produites localement.

Compte tenu de la croissance du bâtiment et des autres utilisations, les besoins pour 1965 sont estimés à 3 500 tonnes.

Fil galvanisé. - Il est jusqu'à présent totalement importé :

1958	4 550 tonnes
1960	3 090 tonnes

L'utilisation pour la fabrication de ronces artificielles réexportées est un débouché qui disparaîtra probablement. Les besoins à prévoir pour 1965 seraient :

	Tonnes
Pour gabions	1 700
Pour divers	1 300
Total.....	3 000

Pointes. - Il a été utilisé : 2 070 t en 1958 et 2 600 t en 1960.

Il convient de prévoir 3 500 t en 1965.

Objectifs de production

Il est possible d'assurer par la production locale la couverture de la *totalité* de ces besoins à partir de fil machine importé ou produit par la sidérurgie locale (13 000 t justifieraient le montage d'un train à fil).

La fabrication de fil clair est insuffisamment protégée par les tarifs douaniers actuels et les capacités de production sont mal utilisées.

Productions	1958		1965	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Fil clair, vendu en l'état	387		3 000	270
Fil recuit	1 670		3 500	330
Fil galvanisé	0		3 000	300
Pointes	2 070		3 500	400
	4 127		13 000	1 300

Investissements à réaliser

Porter les capacités de tréfilage de 7 600 à 15 000 t.
Porter les capacités de pointeries de 3 000 à 4 000 t.
Installer une galvanisation de fil de capacité 4 000 t.

Ceci peut être obtenu soit en totalité par extension des entreprises actuelles (Casablanca, Tétouan), soit partiellement par extension et pour le reste par la création d'une tréfilerie-galvanisation (7 500 t de fil dont 4 000 t galvanisé).

Le coût de ces investissements serait d'environ 500 MF, dont :

Bâtiment	100
Matériel de production	250
Matériel roulant	20
Stock et trésorerie	130
Total.....	500

Emplois créés. - Environ 200, dont :

Direction et cadres	5
Employés	15
Maîtrise	20
Ouvriers professionnels	20
Ouvriers spécialisés	100
Manœuvres	40

Importations

Nous ne prévoyons que des importations de fils spéciaux, en particulier pour la fabrication de câbles d'acier, de pointes et clous spéciaux soit pour une valeur de 250 MF.

Exportations

Elles seront vraisemblablement peu importantes à cause de la concurrence mondiale très grande sur ces produits.

B. *Fabrication de gabions, grillages*

Marché

Principalement utilisés pour la construction de radiers sur les pistes, les gabions et grillages nécessaires seront de l'ordre de 1 700 t.

La fabrication de ronces artificielles pour l'exportation disparaîtra probablement.

Objectifs de production

	1960	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Grillages, gabions, divers ...	1 000	1 700	300

Investissements à réaliser

Reconversion partielle. Porter la capacité à 2 000 t de grillage.

Coût environ 30 MF (matériel).

Emploi. - Pas d'augmentation.

Importations

Peu importantes, limitées à certaines toiles métalliques.

Exportations

Cessation des exportations de ronces artificielles. Possibilité de quelques exportations de grillages vers les pays d'Afrique.

C. *Fabrication de câbles d'acier*

Marché. - Les importations ont cru assez régulièrement :

1956 : 836 t - 1957 : 956 t - 1958 : 900 t - 1959 : 913 t - 1960 : 1 039 t, dont 857 t en acier ordinaire.

Compte tenu de la croissance escomptée dans les manutentions portuaires, les mines les T.P. et les bâtiments, les besoins en câbles d'acier ordinaires pour le Maroc en 1965 peuvent être évalués à 1 200 t.

Objectifs de production

En se limitant aux dimensions les plus utilisées, il doit être possible de fabriquer environ 1 000 t *de câbles* pour une valeur de 280 MF comprenant les câbles en acier ordinaire et les élingués.

Investissements à réaliser

Pour une capacité de 1 200 t, les investissements seront de 200 MF environ, dont :

Bâtiment	50
Matériel de production	100
Matériel roulant	5
Stocks	45

Il s'agit d'une nouvelle unité à créer.

Emploi créé. - Environ 100, dont :

Direction et cadres	3
Employés	7
Maîtrise	10
O. P.	10
O. S.	50
Manœuvres	20

Importations

(Câbles de dimensions non courantes, câbles en fils galvanisés...) à prévoir pour une valeur CIF de 100 MF environ.

Exportations. - Elles seront peu importantes.

D. *Fabrication de tubes*

Marché

Les importations ont été en 1958 de 6 545 t pour 740 MF. Les principaux postes d'importation sont :

	1958 (tonnes)	1960 (tonnes)
Tubes soudés	1 402	1 387
Tubes galvanisés revêtus	1 617	685
Tubes cuivrés, nickelés	254	271
Tubes ouvrés (filetés, cintrés)	2 262	3 910
Tubes sans soudure	886	2 148

Le tonnage important de 1960 s'explique par la construction de la S.A.M.I.R. et par les recherches pétrolières.

Nous nous intéressons au marché des tubes soudés dont la fabrication peut être envisagée au Maroc. On peut considérer que la moyenne de tubes soudés utilisés au Maroc en 1958-1959 était de 4 600 t, et qu'elle serait de 6 900 t en 1965.

Objectifs de production

Une unité de production de 6 à 8 000 t, avec galvanisation semble viable. Elle pourrait assurer les besoins locaux en tubes soudés, galvanisés et tubes façonnés, tout au moins dans la gamme des dimensions les plus courantes, et exporter le reste de sa production vers l'Afrique.

	1965	
	Tonnes	*MF*
Production prévue	6 000	720

Une protection douanière de 10 % minimum serait nécessaire pour assurer la rentabilité.

Investissements

Pour une usine à créer de capacité 7 000 t à un poste les investissements seraient environ :

	MF
Bâtiment	100
Matériel de production	500
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	120
Total ...	740

Emploi créé. - Environ 50, dont :

Direction et cadres	3
Employés	5
Maîtrise et techniciens	7
O. P.	5
O. S.	20
Manœuvres	10

Importations

Si, comme le plan le prévoit, la recherche pétrolière est intensifiée pour réaliser le programme d'environ 20 milliards de francs prévu pour la période, les importations de tubes sans soudure augmenteront considérablement. Au total les importations de tubes pourront atteindre 15 000 t pour une valeur de 1 700 MF.

Exportations

De 5 à 10 % de la production locale soit 500 t environ pour une valeur de 50 MF.

RÉCAPITULATION DU SOUS-SECTEUR 1

Objectifs de production 1965

	Tonnes	*MF*
Fil clair	3 000	
Fil recuit	3 500	
Fil galvanisé	3 000	1 300
Pointes	3 500	
Gabions, grillages	1 700	300
Câbles d'acier	1 000	280
Tubes soudés	6 000	720
	21 700	2 600

Unités à créer et capacités correspondantes :

Une tréfilerie (7 500 t) avec galvanisation (4 000 t) ;
Une câblerie pour câbles d'acier (1 200 t) ;
Une usine de tubes soudés avec galvanisation (7 000 t).

Investissements

	MF
Bâtiments	250
Matériel de production	880
Matériel roulant	45
Stocks et trésorerie	295
Total	1 470

Emplois créés

Direction et cadres	11
Employés	27
Maîtrise et techniciens	37
Ouvriers professionnels	35
Ouvriers spécialisés	170
Manœuvres	70
Total	350

Importations

	MF
Fil et pointes	250
Grillages, toiles	50
Câbles	100
Pièces de grosse forge	150
Tubes	1 700
Divers	200
Total (valeur CIF)	2 450

Exportations

Faibles, au total de l'ordre de 100 MF (valeur FOB).

14-2. PREMIÈRE TRANSFORMATION DES MÉTAUX NON FERREUX

A. AFFINAGE DE L'OR

Marché

Un accroissement notable est prévu dans cette branche malgré le départ d'une partie de la clientèle européenne de la bijouterie, cet accroissement proviendra d'une réduction des importations.

Objectifs de production

Un chiffre d'affaires de 2 000 MF est prévu en 1965.

Investissements à prévoir :

	MF
En bâtiments	5
En matériel	25
En stocks	40
Total	70

Emploi créé. - 10 (O.P.).

Importations

Limitation à 200 MF. Nous ne tenons pas compte ici des achats éventuels à caractère spéculatif qu'il est impossible de prévoir.

Pas d'exportations

B. TRANSFORMATION DE L'ALUMINIUM

Marché estimé en 1965 :

	Tonnes
Papier aluminium pour emballage	600
Tôles ondulées pour couverture	300
Tôles planes — 5 mm	100
Capsules de bouchage	30
Poudre	170
Tubes, fils, câbles	100
Plaques aluminium + 5 mm	1 000

Objectifs de production

Le relaminage peut être effectué totalement au Maroc à partir de plaques de 5 mm ou plus.

De même le formage de tôles ondulées et la fabrication de capsules déchirables pour le bouchage et de capsules de surbouchage pour les vins.

	1958	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Papier aluminium	163	600	
Tôles ondulées	42	300	
Tôles	0	100	
Capsules	19	30	
	224	1 030	700

Investissements supplémentaires

L'extension de l'entreprise demanderait environ :

	MF
Bâtiments	20
Machines	100
Stocks	30
Total.....	150

Emploi créé. - Environ 60, dont :

Maîtrise	8
Employés	2
O. P.	10
O. S.	20
Manœuvres	20

Importations

	MF
Feuilles aluminium + 5 mm	500
Poudre	55
Tubes, fils	85
Total.....	640

Exportations. - Possibilités de quelques exportations vers l'Afrique (tôles ondulées).

RÉCAPITULATION DU SOUS-SECTEUR 2

Objectifs de production 1965

	Tonnes	*MF*
Affinage d'or		2 000
Aluminium :		
papier	600	
tôles ondulées	300	
tôles planes	100	700
capsules	30	
		2 700

Investissements

Pas de créations nouvelles, seulement des extensions. Coût :

	MF
Bâtiment	25
Matériel de production	125
Stocks	70
Total	220

Emploi

Maîtrise	8
Employés	2
O. P.	20
O. S.	20
Manœuvres	20
Total	70

Importations

Or affiné	200
Produits aluminium	640
Autres produits non ferreux (Pb, Zn, Sn, Cu ...)	260
Total	1 100

Exportations. - Environ 50 MF.

14-3. FONDERIE, ROBINETTERIE

Marché. - En 1958 les besoins étaient couverts :

	Valeur MF
En fonderie par 1 250 t d'importation	322
Et par 5 500 t de production locale	770
En robinetterie par 452 t d'importation	124
Et par une production locale de	35
Total	1 251

Compte tenu de l'augmentation de prix de 1958 à 1960 (coefficient 1,15) et de l'accroissement d'activité des utilisateurs (investissements, entretien), les besoins évalués pour 1965 se montent à 2 800 MF, dont : fonderie 2 200, robinetterie 600

Objectifs de production

En fonderie la production locale pourra répondre à la demande, sauf en ce qui concerne les accessoires de tuyauterie (fonderies spécialisées). Elles auront à produire environ :

10 000 t pour une valeur de 1 600 MF.

En robinetterie (sanitaire, bâtiment et réparation de vannes), la production pourra atteindre 100 MF.

	1958	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Fonderie	5 500	10 000	1 600
Robinetterie			100
			1 700

Investissements

La capacité de fonderie qui est actuellement de 9 000 t environ devra être portée à 12 000 t en fin de période.

Une nouvelle fonderie pourra donc être créée alors, de préférence dans une région qui doit recevoir un équipement important, telle que la région d'Oujda, Nador ou la région de Safi.

De petites fonderies alliées à des ateliers de mécanique générale pourront en outre être créées dans les centres d'importance moyenne à développer.

La fabrication de robinetterie pour le bâtiment et le sanitaire est en cours d'amélioration, par un programme de renouvellement de machines. Il n'y a pas de nouvelles entreprises à créer.

La rénovation des vannes industrielles pourra être entreprise dans un premier stade, permettant de passer au cours du prochain quinquennat à la construction. Cette activité ne saurait à l'heure actuelle constituer une entreprise seule, il faut l'envisager comme une activité de complément pour une entreprise de mécanique générale.

Le coût des investissements en fonderie peut être évalué à 400 MF, dont :

Bâtiments	100
Matériel production	200
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	90

Emploi créé. - Environ 200, dont :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise, techniciens	10
O. P.	15
O. S. et M. S.	120
Manœuvres	40

Importations à prévoir

	MF
En fonderie (accessoires de tuyauterie), environ	600
En robinetterie (robinetterie industrielle), environ	500
Total.....	1 100

Exportations. - Aucune exportation notable à prévoir.

14-4. CHAUDRONNERIE — TOLERIE

Marché

En 1958 les besoins étaient couverts par une production locale de 960 MF et par des importations de 865 MF.

En outre une fabrication locale de 390 MF était exportée, en particulier pour la construction de l'usine de FRIA.

La chaudronnerie travaillant principalement pour les investissements, son marché intérieur est évalué pour 1965 à 4 000 MF Les exportations reviendront sans doute à un niveau plus faible car chaque pays d'Afrique entend construire sur place. On prévoira 100 MF d'exportation.

Objectifs de production

Sur ce total de 4 100 MF on estime que 2 600 MF peuvent être réalisés localement et que 1 500 MF devront être importés (appareillage pour l'industrie du pétrole et l'industrie chimique ; mettant en œuvre des tôles très épaisses ou des alliages spéciaux devant supporter de très fortes pressions).

Production	1958	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Chaudronnerie, tôlerie	4 070	10 à 12 000	2 600

Investissements

La capacité actuelle des chaudronneries est de l'ordre de 2 300 MF de production. Il conviendra de la porter à 3 300 MF environ. Il semble logique d'envisager la création de chaudronneries dans les centres à industrialiser (Safi, Oujda, Nador).

Le coût des investissements pour trois unités moyennes de capacité 1 500 t serait d'environ 600 MF, dont :

Bâtiments	200
Matériel de production	260
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	120

Emploi créé

En supposant qu'une production de 1 800 MF est faite dans les chaudronneries actuelles, ce qui correspond à une marche à 80 % de leur capacité, et une production de 800 MF dans les nouvelles, l'emploi créé serait :

Dans les entreprises actuelles	240
Dans les usines à créer	360
Total	600

dont :

Direction et cadres	15
Employés	30
Maîtrise et agents techniques	90
O. P.	15
O. S. et M. S.	350
Manœuvres	100

Importations

Matériel chaudronné spécial, valeur : 1 500 MF environ.

Exportations. - Vers l'Afrique, valeur d'environ : 100 MF.

14-5. FORGE, ESTAMPAGE

Marché. - En 1958 les besoins étaient couverts :

— par des importations (355 MF) contenant principalement de l'outillage à main,

— par une production artisanale évaluée à 1 600 MF.

La croissance des besoins en pièces forgées ou estampées provient principalement du progrès des industries de montage (véhicules, matériel agricole...) qui demandent à sous-traiter localement.

Une industrie moderne de la forge et de l'estampage est absolument nécessaire au Maroc si l'on ne veut pas bloquer le processus d'industrialisation. Une telle industrie devrait recevoir toute l'aide nécessaire des pouvoirs publics car si elle est nécessaire, elle peut être déficitaire pendant les années de démarrage à cause du faible volume de production.

Les pièces à livrer sur le marché seraient d'abord :

— L'outillage à main, agricole et domestique ;
— Les disques de charrue et cover-crops ;
— Les flasques de roues pour automobiles ;
— Les ferrures pour montage des camions ;
— Les ferrures pour lignes électriques ;
— Les essieux pour voitures hippomobiles.

Puis des pièces de résistance :
— Arbres-manivelles pour moteurs ;
— Bielles ;
— Ebauches de pignons pour boîtes et ponts de camion et de tracteur ;
— Pédaliers pour bicyclettes ;
— Pièces pour amortisseurs de voiture ;
— Etc.

Objectifs de production

	1958	1965
	MF	*MF*
Outillage à main, agricole et domestique	0	150
Forge, estampage, pièces mécaniques	0	600
Artisanat	1 600	1 750
	1 600	2 500

Investissements

1. *Création d'une fabrique d'outillage.* - Le marché restant faible, la fabrication en petites séries conduit à la conception d'un atelier semi-industriel dans une zone de salaires peu élevés.

La production de fourches, faux et faucilles, ciseaux et burins, outillage agricole divers à main, clés plates de mécanicien, limes et râpes, tenailles et pinces, marteaux, etc., pouvant atteindre 375 t pour une valeur de 150 MF.

L'atelier devrait comprendre : forge, estampage, soudure, meulage et fraisage.

Les investissements nécessaires seraient de 100 MF environ dont :

Bâtiment	30
Matériel	50
Stocks	20

2. *Modernisation de l'artisanat.* - L'atelier précédent pourrait fournir en quelque sorte le modèle d'ateliers coopératifs pour la modernisation de la production artisanale d'outils.

Pour cette action de modernisation on peut *créer* 5 *ateliers* dans les villes traditionnelles, d'où un investissement de 500 MF dont :

Bâtiment	150
Matériel	250
Stocks	100

3. *Création d'une unité industrielle de forge et estampage.* - Fabrication de disques de charrues et cover-crops, flasques de roues, essieux, vilebrequins, bielles, arbres et axes divers, ferrures pour lignes électriques, ferrures diverses, etc., coût : 650 MF dont :

	MF
Bâtiment	100
Matériel de production	400
Matériel roulant	30
Stocks et trésorerie	120
Total	650

Les unités de production 1. et 3. peuvent être groupées dans une même entreprise.

Emploi créé. - Pour la fabrique d'outillage, 100 emplois, dont :

Direction et cadres	3
Employés	7
Maîtrise	10
O. P.	10
O. S.	60
Manœuvres	10

Pour les ateliers coopératifs de l'artisanat :

Maîtrise (moniteurs et animateurs)	20

Pour l'usine de forge et estampage : 200 emplois, dont :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise, agents techniques	30
O. P.	10
O. S. et M. S.	100
Manœuvres	45

Importations

Pour les pièces et outils ne pouvant être fabriqués sur place ainsi que pour les pièces de rechange forgées, les importations à prévoir pour 1965 sont de l'ordre de 850 MF.

Exportations. - Pas d'exportation à prévoir.

14-6. MOTEURS A COMBUSTION INTERNE

Marché. - Les utilisateurs de ces moteurs sont principalement :

— les constructeurs de camions et autobus,

— les constructeurs de tracteurs agricoles,

— les constructeurs de groupes électrogènes et groupes moto-pompes,

— les constructeurs de matériel de T.P., de levage et manutention,

— les agriculteurs : moulins à céréales, à huile, concasseurs, etc.

Il semble particulièrement intéressant de construire au Maroc une gamme de moteurs, de même course et alésage, différentes puissances étant obtenues en faisant varier le nombre de cylindres et la vitesse de rotation maximum.

La gamme de moteurs de 30 à 90 CV paraît la mieux adaptée au marché marocain. Les débouchés seraient :

a) *Au Maroc :*

		CV	*CV*
Pour tracteurs à roues	600 moteurs de	30 =	18 000
Pour tracteurs à roues	300 moteurs de	45 =	13 500
Pour tracteurs à chenilles ..	350 moteurs de	90 =	31 500
Pour camions de 3 t	800 moteurs de	60 =	48 000
Pour camions de 4-5 t	800 moteurs de	90 =	72 000
Pour groupes et moteurs fixes	800 moteurs de 30 à 90 =		36 000
	3 650		219 000

b) *A l'exportation et spécialement en Algérie :*

		CV	*CV*
Pour camions de 3 t	800 moteurs de	60 =	48 000
Pour camions de 4-5 t	500 moteurs de	90 =	45 000
Pour groupes et fixes	200 moteurs de 30 à 90 =		9 000
	1 500		102 000

soit au total 5 150 moteurs, puissance totale 320 000 CV.

Objectifs de production

5 000 moteurs par an, puissance totale : 300 000 CV.

Cette production représente 18 moteurs par jour et un chiffre annuel de 3 000 MF.

	1958	1965	
	Nombre	*Nombre*	*MF*
Moteurs à combustion interne..	0	5 000	3 000

Investissements

Une usine de fabrication devrait comporter :

— une fonderie spécialisée pour les blocs-moteurs et culasses,
— l'usinage des blocs, culasses, arbres, bielles.

Les pièces de forge (arbres, bielles) seraient importées ou sous-traitées.

Les roulements, soupapes, chaînes, pompes d'injection seraient importés.

Seraient fabriqués dans l'usine les filtres, pompes à huile, pompes à eau, etc.

Les chemises et pistons peuvent être sous-traités au Maroc.

Enfin seraient réalisés le montage, les essais et la rénovation des moteurs usagés (échange standard).

Le coût des investissements se monterait à 2 000 MF (fonderie comprise), dont :

Bâtiments	230
Matériel de production (travail à deux équipes sur les machines)	1 300
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	450
Total	2 000

Emplois créés. - Environ 700, dont :

Direction et cadres	10
Employés	30
Maîtrise et agents techniques	80
O. P.	100
O. S.	400
M.	80

Importations

Petits moteurs inférieurs à 30 CV.
Gros moteurs supérieurs à 90 CV.
Moteurs marins et moteurs pour bateaux de 3 000 t, etc.
Au total pour une valeur de 500 MF.

Exportations. - 1 500 moteurs pour une valeur de 1 000 MF.

14-7. FABRICATION DE POMPES

Marché

En 1958 les besoins étaient couverts par 960 MF d'importation. Compte tenu de l'industrialisation et du développement des équipements urbains et ruraux, on estime pour 1965 les besoins à 2 000 MF.

Les types de pompes utilisés sont extrêmement divers. La fabrication des grosses pompes qui représentent un coût élevé exige pour chacune d'elles une étude hydraulique par un bureau d'études spécialisé, et la mise en œuvre de grosses machines-outils. Il n'apparaît pas possible de les construire prochainement au Maroc.

Par contre, les pompes centrifuges pour liquide, de petite puissance peuvent être en partie construites.

Objectifs de production

Sur un marché total évalué à 3 000 pompes pour 1965, il paraît possible d'en construire 1 500 au Maroc, dans la gamme des types les plus courants, pour un chiffre d'affaires de 100 MF environ.

Production	1958	1965	
	N.B.	*N.B.*	*MF*
Petites pompes centrifuges	0	1 500	100

La fonderie serait sous-traitée, l'usine réaliserait l'usinage, le montage, les adaptations et les essais.

Investissements

Pour cette nouvelle unité de production les investissements nécessaires seraient d'environ 100 MF, dont :

	MF
Bâtiment	20
Matériel de production	55
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	20

Emploi créé. - Environ 50, dont :

Direction et cadres	4
Employés	6
Maîtrise et techniciens	10
O. P.	5
O. S.	20
Manœuvres	5

Importations à prévoir :

Pompes centrifuges moyennes et grosses, volucompteurs, pompes à piston, à engrenage, etc., pour un montant de 1 900 MF.
Exportations. - Pas d'exportations notables à prévoir.

14-8. FABRICATION DE MATÉRIEL DE TRAVAUX PUBLICS, DE LEVAGE ET DE MANUTENTION ET DE MATÉRIEL POUR INDUSTRIES LOURDES

Marché

En 1958 les besoins étaient couverts par environ 2 000 MF d'importation, portant principalement sur le matériel de T.P., et les appareils de manutention mécanique (équipement des mines).

Les besoins en 1965 pour les équipements prévus sont très élevés. Ils se chiffrent approximativement à 43 000 MF (chiffre extrait du récapitulatif « Investissements ».

Objectifs de production

C'est surtout dans la manutention mécanique que des fabrications locales peuvent trouver place : fabrication de matériel de mine, de ponts roulants, de palans, de transporteurs à rouleaux, de matériel de manutention pour l'ensilage des récoltes, etc.

On retiendra le chiffre de production de 200 MF. En outre, la réparation de matériel des Travaux Publics et le montage des engins arrivant au Maroc en sous-ensembles pourra passer de 60 à 100 MF.

Production	1958	1965
	MF	*MF*
Manutention mécanique	0	200
Réparation matériel T.P.	60	100
Totaux...	60	300

Investissements

Ces productions ne demandent pas la création de nouvelles entreprises mais seulement l'adaptation des entreprises de charpente, chaudronnerie et mécanique existantes.

Le coût de cette adaptation pourrait être de 100 MF, dont :

	MF
Bâtiment	20
Matériel de production	50
Stocks	30

Emploi créé. - Environ 100, dont :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise et techniciens	10
O. P.	10
O. S.	45
Manœuvres	20

Importations

Pour couvrir les besoins il sera nécessaire d'importer du matériel pour une valeur de 30 000 MF environ (CIF).

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

14-9. FABRICATION DE MATÉRIEL FERROVIAIRE

Marché. - Les besoins de 1958 ont été couverts par :

— Une fabrication locale de 240 MF (wagons) ;

— Une importation de 270 MF (locomotives, voitures, pièces pour wagons).

Les besoins de 1965 sont estimés à 700 MF.

Objectifs de production

En 1965, construction de wagons et voitures (nombre : 80) et réparation.

	MF
Production 1958	240
Production 1965	400

Investissements. - Pas d'investissements supplémentaires.

Emploi. - Environ 30, dont :

Maîtrise et agents techniques	5
O. S.	20
Manœuvres	5

Importations

Matériel de traction, boggies, freins, etc., pour un montant de 300 MF.

Exportations

Exportations à rechercher vers l'Afrique (mines de Miferma, Boke, Franceville, etc.).

14-10. FABRICATION DE MACHINES-OUTILS, OUTILLAGE MÉCANIQUE

Marché

Les besoins en 1958 ont été entièrement couverts par les importations (640 MF).

Les besoins prévus pour 1965, compte tenu de l'équipement et du renouvellement nécessaires pour les industries mécaniques se monteront à 6 000 MF.

Objectifs de production

Il ne saurait être question de construire au Maroc des machines-outils avant 1965.

Par contre des outillages tels que : outils de découpe et d'emboutissage, gabarits de perçage, moules pour pièces caoutchouc, moules pour fonderie en coquille, matrices et poinçons d'estampage, etc., peuvent être fabriqués au Maroc ; cela serait une facilité pour les industriels locaux.

La production prévue peut être de 100 MF.

	MF
Production 1958	0
Production 1965	100

Investissements

Il existe déjà une machine à pointer très moderne au Maroc, insuffisamment utilisée. Il suffirait de la faire travailler à deux postes et de compléter l'atelier d'outillage par des sections de rectification et ajustage, également disponibles.

Emploi créé. - 30 environ, dont :

Cadres	2
Employés	3
Agents techniques	5
O. P.	10
O. S.	10

Importations

Les importations de machines-outils se monteraient à 4 100 MF.

Exportations. - Pas d'exportations à prévoir.

14-11. FABRICATION DE MATÉRIEL AGRICOLE

Les besoins prévus par le Plan sont de 3 milliards par an de matériel neuf auxquels il convient d'ajouter environ 5 milliards de renouvellement, soit au total 8 milliards, correspondant à une valeur sortie usine de 6 700 MF par an.

A. TRACTEURS

Marché

Le parc actuel de tracteurs de moins de dix ans d'âge est environ :

A roues	7 150
A chenilles	3 900
Total	11 050

On peut admettre que l'équipement des propriétés agricoles européennes en tracteurs est à peu près terminé et que l'extension du parc dépend principalement des groupements coopératifs ou des Centres de Travaux et des agriculteurs marocains.

Le renouvellement du parc se fait avec une relative désaffection pour le tracteur à chenilles au profit du tracteur à roues.

Le marché potentiel se présente à peu près comme suit :

	A roues	A chenilles
Renouvellement de tracteurs à roues	850	
Renouvellement de tracteurs à chenilles	75	350
Equipement :		
C.T.A.	125	125
Agriculteurs marocains	250	25
	1 300	500

Une production de tracteurs au Maroc, qui doit obligatoirement se limiter à quelques types (30-35 et 40-45 CV à roues, 75 CV à chenilles par exemple) peut prétendre à 80 % du marché marocain soit : 900 tracteurs à roues et 350 tracteurs à chenilles.

La valorisation à apporter au Maroc dans la fabrication de tracteurs à chenilles est relativement grande.

Objectifs de production

Production	1958	1965	
	Nombre	*Nombre*	*MF*
Tracteurs à roues	0	900	1 250
Tracteurs à chenilles	0	350	1 250
Totaux.....		1 250	2 500

Investissements nécessaires. - Environ 650 MF, dont :

Bâtiments	120
Matériel de production	300
Matériel roulant	30
Stocks et trésorerie	200

L'expérience TARIK doit être reprise, autant que possible avec l'appui d'un grand constructeur qui apporterait sa technique et son réseau commercial. C'est de la même manière que doit être envisagé le montage de tracteurs à chenilles.

Pour les tracteurs à roues l'usine TARIK peut être agrandie et équipée.

Pour les tracteurs à chenilles l'usine est à créer.

Emploi créé. - 250 environ, dont :

Direction et cadres	10
Employés	30
Maîtrise et techniciens	30
O. P.	20
O. S.	120
M.	40

Importations

Les importations de tracteurs, limitées aux types de puissances non fabriquées au Maroc seraient seulement de 200 tracteurs par an représentant une valeur de 800 MF (gros tracteurs à chenilles en particulier).

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

B. MATERIEL DE CULTURE

Marché. - Les besoins de 1958 étaient couverts par :

	MF
Une fabrication locale de	590
Des importations de	1 350

Compte tenu de la modernisation progressive de l'agriculture et des besoins de renouvellement différé, les besoins 1965, évalués en prix 1960 ont été évalués sur la base de l'Opération Labour (700 000 ha préparés en 1965).

	Nombre	*MF*
Charrues tractées, défonceuses, etc.	1 000	300
Cover-crops	1 000	130
Charrues à traction animale	30 000	450
Herses, canadiennes	20 000	300
Socs	80 000	400
Semoirs épandeurs d'engrais	2 000	150
Moissonneuses-batteuses	400	1 200
Batteuses tarares		200
Pulvérisateurs, poudreuses :		
à dos	9 000	130
tractées	300	30
Remorques, voitures hippomobiles		200
Matériel de ferme divers		500
Total.....		3 990

Ces prévisions modérées tiennent compte cependant du développement et de la vulgarisation agricole liée à l'Opération Labour et de la réorganisation du crédit agricole aux fellahs.

Objectifs de production

	1958	1965	
	MF	*Nombre*	*MF*
Charrues à disques et à soc tractées, défonceuses, etc.		800	240
Cover-crops, herses		800	100
Charrues à traction animale	530	30 000	450
Herses, canadiennes à traction animale		20 000	300
Socs		80 000	400
Semoirs, épandeurs d'engrais ...	10	1 200	90
Moissonneuses - batteuses (montage)		300	900
Pulvérisateurs et poudreuses à dos		9 000	130
Remorques	50	1 000	100
Voitures hippomobiles (artisanat)		3 000	100
	590		2 810

Investissements

Les capacités de production en 1958 ne permettaient qu'une production d'une valeur de 900 MF (prix 1960) concernant principalement le matériel de travail du sol.

Cette capacité devrait être triplée par :

— extension des entreprises construisant du matériel de travail du sol tracté ;

— création de trois ateliers semi-industriels pour le matériel de travail du sol à traction animale (chiffre d'affaires de chacun : 200 MF) ;

— création d'une usine de montage de moissonneuses-batteuses (y compris confection des parties en menuiserie et tôlerie, CA : 900) ;

— création d'une entreprise de montage de remorques agricoles (CA : 100).

Le coût des investissements serait :

	Extension	*Ateliers semi-industriels*	*Moissonneuses batteuses*	*Remorques*	*Total*
Bâtiments ...	30	75	20	15	140
Matériel de production ..	50	150	60	45	305
Matériel roulant	5	15	5	5	30
Stocks et trésorerie	40	90	50	15	195
Totaux...	125	330	135	80	670
Emploi...	70	300	60	40	

Emploi créé

Dans les entreprises actuelles	130
Par extension des entreprises actuelles	70
Ateliers semi-industriels	300
Moissonneuses-batteuses	60
Remorques	40
Total.....	600

dont :

	Dans les entreprises actuelles	*Par extension*	*Ateliers semi-industriels*	*Moissonneuses batteuses*	*Remorques*	*Total*
Direction et cadres	3	2	6	3	2	16
Employés ...	7	3	12	10	4	36
Maîtrise et agents techniques	15	7	30	6	4	62
O. P.	5	3	30	6	5	49
O. S.	60	35	180	25	15	315
M.	40	20	42	10	10	122
	130	70	300	60	40	600

Importations (prévisions 1965)

	MF
Matériel lourd de travail du sol à traction mécanique	60
Matériel léger de travail du sol à traction mécanique	30
Semoirs, épandeurs d'engrais	60
Moissonneuses-batteuses, presses	300
Batteuses-tarares	200
Pulvérisateurs tractés et à moteur	30
Matériel divers de culture et de ferme	500
Total.....	1 180

Exportations. - Pas d'exportations notables prévues.

14-12. FABRICATION DE MATÉRIEL POUR INDUSTRIES DIVERSES

Marché. - Les besoins ont été couverts en 1958 par :

	MF
Des importations pour une valeur de	1 810
Une production locale pour une valeur de	120

Les investissements ayant été très faibles cette année-là, les besoins en 1965 seront très notablement supérieurs puisqu'ils correspondront à un effort intense d'industrialisation. Par ailleurs le renouvellement du matériel, différé ces cinq dernières années doit normalement être rattrappé dans les années à venir. Les besoins en 1965 seraient de 43 000 MF (chiffre extrait du récapitulatif « Investissements »).

Objectifs de production

La plupart des machines de production doivent être importées. Seules peuvent être construites au Maroc celles dont on utilisera un nombre suffisant du même modèle, ou celles qui correspondent à des activités spécifiques du Maroc, voire de l'Afrique du Nord.

Dans le premier groupe rentrent les métiers à tisser (coton) dont il faudra installer en moyenne 600 unités par an jusqu'en 1965 puis 500 unités par an entre 1965 et 1970. En outre une partie de la production peut être exportée vers l'Afrique. On retiendra comme objectif de production 500 unités.

Dans le second groupe rentre le matériel pour les industries agricoles et alimentaires qui doivent connaître un développement notable au Maroc : fabrication de petites chaudières, cuiseurs, autoclaves, transrouleurs, pétrins, fours de boulangerie et biscuiterie industrielles, trieurs pour œufs et fruits, étude et réalisation de machines spéciales, filtres et épurateurs, appareils de déminéralisation de l'eau, etc.

La production locale de ces appareils pourra atteindre 200 MF en 1965. Enfin la production (et réparation) de machines diverses qui atteint 120 MF en 1958 pourra passer à 200 MF en 1965 (machines à bois, machines pour le cuir, bétonnières, chauffage industriel, brûleurs, etc.).

	1958	1965	
	MF	*Nombre*	*MF*
Fabr. de métiers à tisser	0	500	350
Fabr. de matériel pour industrie alimentaire	0	—	200
Fabr. de matériel pour industries diverses	120	—	200
Totaux.....	120		750

Investissements

— Création d'une unité de fabrication de métiers à tisser ;

— Création d'une entreprise spécialisée dans les fabrications du matériel pour industries alimentaires.

Le coût des investissements serait environ le suivant :

	Métiers à tisser	*Mat. p. ind. alim.*	*Total*
Bâtiments	70	40	110
Matériel de production	240	80	320
Matériel roulant	10	5	15
Stocks et trésorerie ...	60	35	95
Totaux. ...	380	160	540

Emploi créé. - Environ 270, dont :

	Métiers à tisser	*Mat. p. ind. alim.*	*Total*
Direction et cadres ...	4	5	9
Employés	16	10	26
Maîtrise et techniciens	20	10	30
O. P.	20	5	25
O. S.	90	50	140
Manœuvres	20	20	40
Totaux.....	170	100	270

Importations

L'ensemble du matériel nécessaire non fabriqué au Maroc représentera environ 30 000 MF (valeur CIF).

Exportations

50 à 100 métiers à tisser, pour une valeur de 50 MF.

14-13. MÉCANIQUE GÉNÉRALE

Marché. - Les besoins de 1958 étaient assurés par :

	MF
Une production locale de	2 717
Des importations (valeur CIF) de	1 211

La production locale comprenait :

	MF
Décolletage	30
Mécanique générale (principalement réparations autres que réparations automobile)	1 182
Galvanisation	41
Revêtement des métaux, recharges	83
Galvanoplastie	81
Artisanat de mécanique générale	1 300
Total	2 717

Les importations comprenaient :

	MF
De la boulonnerie	178
Des pièces détachées de machines mécaniques	152
Des roulements	275
Des organes de transmission	534
Des armes de chasse	72
Total	1 211

Le secteur de la mécanique générale travaille principalement pour l'entretien du matériel industriel, agricole et public, et pour une moindre part pour la réalisation d'équipements.

Compte tenu de la croissance modérée de l'entretien, les besoins prévus pour 1965 se montent à 6 250 MF dont 2 250 MF de pièces mécaniques seront à importer.

Une fabrique d'armes doit être installée à Fès. La production prévue est de 10 000 fusils ou mitraillettes pour une valeur d'environ 1 000 MF.

Objectifs de production. - En 1965 :

	MF
Industrie de mécanique générale	2 200
Artisanat de mécanique générale	1 500
Galvanisation, revêtements	300
Armes	1 000
Total	5 000

Investissements

La capacité des ateliers de mécanique générale est limitée à 2 000 MF. Il conviendra de la porter à 2 900 MF, d'une part en développant les entreprises existantes, d'autre part en créant des entreprises dans les zones à industrialiser (Safi, Nador, etc.) Les investissements à prévoir seraient d'environ 1 400 MF.

Les capacités des entreprises de revêtement des métaux (600 MF) restent très suffisantes.

Pour la fabrique d'armes, les investissements à prévoir seraient de 1 500 MF.

Le coût des investissements seront de 2 900 MF, dont :

Bâtiments	600
Matériel de production	2 000
Matériel roulant	60
Stocks et trésorerie	240

Emploi créé

500 environ pour l'industrie et 300 dans la fabrique d'armes, soit 800 au total, dont :

Direction et cadres	30
Employés	50
Maîtrise et agents techniques	80
O. P.	200
O. S.	290
Manœuvres	150

Importations

Pièces de rechange, organes mécaniques, roulements..., pour une valeur de 2 250 MF et pièces pour armes pour une valeur de 250 MF, au total 2 500 MF.

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

14-14. RÉPARATION MACHINES AGRICOLES

Marché. - En 1958 ces réparations étaient assurées par :

	MF
Les ateliers industriels, pour un montant de ..	511
Les ateliers de C.T.A. pour	250
Les artisans réparateurs pour (évaluation)	1 750
Total.....	2 511

Compte tenu du parc de matériel agricole prévu en 1965, le montant des réparations à effectuer serait de 3 200 MF.

Objectifs de production

	MF
Par les ateliers des C.T.A. et de l'O.N.I.	500
Par les industries	700
Par les artisans	2 000

Investissements

Création des ateliers d'entretien du matériel de l'O.N.I. Coût estimatif 300 MF, dont :

Bâtiments	140
Matériel de production	100
Matériel roulant	30
Stocks et trésorerie	30

Emploi créé

400 environ dont 250 dans les nouveaux ateliers répartis en :

Cadres	10
Employés	20
Maîtrise et agents techniques	20
O. P.	200
O. S.	50
Manœuvres	100

Importations. - Pas d'importations.

Exportations. - Pas d'exportations.

14-15. FABRICATION D'ARTICLES MÉTALLIQUES DIVERS

Marché. - Les besoins de 1958 ont été couverts par :

	MF
Des importations pour une valeur de (CIF)	366
Une production locale de	78

Les importations comprenaient :

	Valeur MF
Des chaînes de transmission	122
De la bouclerie	77
Des ressorts	63
Divers	104

La production locale comprenait :

La fabrication de ressorts pour véhicules, des emboutissages, découpage, divers.

Les besoins en 1965 sont évalués à :

	MF
Ressorts à lames pour véhicules	250
Autres ressorts	80
Bouclerie pour chaussures, harnachements, etc.	120
Chaînes de transmission	200
Divers	150
Total	800

Objectifs de production. - Peuvent être fabriqués au Maroc :

— Une grande partie des ressorts à lames ;
— Une grande partie de la bouclerie ;
— Divers objets et pièces embouties, découpées.

Production	1958	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Ressorts à lames	196	650	200
Articles emboutis			50
Bouclerie			100
			350

Investissements

— Pour la fabrication des ressorts il suffit de faire travailler à deux postes l'équipement existant pour porter la capacité à 700 t.

— Pour la bouclerie, création d'une petite entreprise, coût des investissements 50 MF dont :

Bâtiments	15
Matériel	25
Stocks	10

Emploi créé

Pour la fabrication des ressorts	35
Pour la bouclerie	40
Pour l'emboutissage	15
Total.....	90

dont :

Direction et cadres	4
Employés	6
Maîtrise	10
O. P.	5
O.S.	45
Manœuvres	20

Importations à prévoir :

	MF
Ressorts	130
Chaînes	200
Divers	120
Total.....	450

Exportations. - Pas d'exportations notables à prévoir.

14-16. SERRURERIE, FERRONNERIE

Marché

En 1958 les besoins étaient couverts principalement par la fabrication locale :

	MF
Menuiserie métallique, ferronnerie, serrurerie ..	700
Fermetures roulantes et volets vénitiens	130
Artisanat serrurerie, ferronnerie (évaluation) ..	1 600
Total.....	2 430

et par quelques importations :

Serrures, verrous, cadenas	175
Crémones, loquets, poignées	60
Ferme-portes, garnitures, ferrures diverses	160
Total.....	395

Les entreprises de cette branche travaillant principalement à l'entretien et à la construction de logements verront leur marche passer à 4 200 MF environ, dont :

Menuiserie métallique, ferronnerie industrielle..	1 400
Serrures, cadenas	400
Fermetures roulantes	150
Crémones, espagnolettes, poignées, paumelles ..	150
Volets vénitiens	50
Ferme-portes, garnitures et ferrures diverses ..	250
Ferronnerie et serrurerie artisanale	1 800

Objectifs de production

La majeure partie de ce marché peut être approvisionnée par la fabrication locale :

Production	1958 *MF*	1965 *MF*
Menuiserie métallique, ferronnerie industrielle	670	1 400
Serrures, cadenas	30	100
Crémones, espagnolettes, poignées, paumelles	0	100
Fermetures roulantes et volets vénitiens	130	200
Artisanat	1 600	1 800
	2 430	3 600

Investissements nécessaires

La capacité de la menuiserie métallique - ferronnerie est de 1 400 MF environ. Aucun investissement n'est donc à retenir dans cette activité, qui d'ailleurs peut être relayée par les moyens de la charpente et de la chaudronnerie.

— La capacité de production en serrurerie est suffisante en valeur, mais non en diversité (serrures de sûreté, cadenas, etc.). Quelques investissements en machines peuvent y être nécessaires.

— Création d'un atelier de fabrication de paumelles, crémones, poignées, etc., dont le coût serait d'environ 80 MF, dont :

Bâtiments	25
Matériel de production	30
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	20

Emplois créés

700 environ au total, dont 60 dans le nouvel atelier répartis en :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise	65
O. P.	50
O. S. et M. S.	400
M.	170

Importations

Serrures non courantes, ferme-portes, ferrures d'ameublement, etc. pour environ 600 MF.

Exportations. - Pas d'exportations à prévoir.

14-17. FABRICATION DE CABLES ET FILS ÉLECTRIQUES

Marché. - Les besoins de 1958 ont été couverts par :

	Tonnes
Une production locale de	1 620
Des importations de valeur CIF	1 225

Les principaux utilisateurs en sont :

	%
Les investissements publics (P.T.T., électrification)	58
Les investissements privés (mines, industries)	8
La construction électrique	4
Le bâtiment	13
L'entretien des installations	17
Total	100

Compte tenu des croissances prévues pour chacun des utilisateurs, les besoins prévisibles pour 1965 se montent à 5 000 t.

Objectifs de production

La plus grande partie de ce marché peut être servie par l'industrie locale : fil nu et isolé, câbles électriques isolés ou non. La fabrication des fils et câbles téléphoniques pourrait être entreprise plus tard, avec la fabrication de bobines Pupin. Nous ne la retiendrons pas pour la première période quinquennale, à cause de la pénurie de techniciens.

Production	1958 *Tonnes*	1965	
		Tonnes	*MF*
Fils et câbles électriques	1 620	3 600	2 000

Investissements

Cette production peut être obtenue sans investissements importants, la câblerie pouvant travailler à deux postes.

Emploi créé. - Environ 160, dont :

Maîtrise	7
O. P.	3
O. S. et M. S.	115
Manœuvres	35

Importations

	MF
Câbles téléphoniques environ 1 000 t pour	600
Fils et câbles spéciaux divers, environ 400 t pour	250
Total	850

Exportations

Possibilité d'exporter 100 t environ pour 50 MF vers l'Afrique.

14-18. FABRICATION DE MOTEURS ET APPAREILLAGES ÉLECTRIQUES

Marché. - Les besoins de 1958 ont été couverts par :

	MF
Des importations d'une valeur de	1 785
Une production locale de	855

Les importations comprenaient :

	MF
Des moteurs, générateurs et transformateurs pour	480
Des appareils de téléphone	490
Des appareils de coupure, de branchement	670
Du matériel divers	145

La production locale était faite de :

	MF
Electro-mécanique et installations pour	600
Bobinage, construction et réparation de transformateurs	200
Confection d'enseignes lumineuses	55

La demande dans cette activité provenant principalement de l'équipement des industries et du secteur public (P.T.T.), les besoins prévus pour 1965 se montent à 7 000 MF (prix 1960).

Objectifs de production

Outre la croissance des entreprises actuelles justifiée par le marché, de nouvelles fabrications peuvent être entreprises :

Compteurs électriques pour logements (25 000 en 1965) ; moteurs électriques, dynamos (6 500) et démarreurs (6 500) pour voitures automobiles, dynamos pour vélos et motos.

	1958	1965	
	MF	*Nombre*	*MF*
Electro-mécanique et installations	600		1 500
Bobinage, transformateurs	200		300
Enseignes lumineuses	55		100
Compteurs électriques	0	25 000	100
Moteurs électriques	0	5 000	130
Dynamos automobiles	0	6 500	100
Démarreurs automobiles	0	6 500	100
Dynamos pour vélos, motos	0		20
Totaux	855		2 350

Investissements nécessaires

Les capacités des entreprises dans l'électro-mécanique, le bobinage, la fabrication de transformateurs d'enseignes lumineuses est suffisante. Il convient de créer :

Une unité de fabrication de compteurs électriques ; une unité de fabrication de moteurs électriques, dynamos, démarreurs.

Le coût des investissements serait :

	Compteurs	*Moteurs et dynamos*	*Total*
Bâtiments	15	45	60
Matériel de production..	35	160	195
Matériel roulant	5	5	10
Stocks et trésorerie	15	40	55
	70	250	320

Emploi créé

Dans l'électro-mécanique (y compris l'installation).	230
Dans le bobinage	30
Dans les enseignes lumineuses	5
Pour la fabrication de compteurs	35
Pour la fabrication de moteurs et dynamos	100
Total (environ)	400

dont :

Direction et cadres	10
Employés	10
Maîtrise et techniciens	20
O. P.	40
O. S.	240
M.	80

Importations

Les nombreux équipements électriques et téléphoniques non fabriqués au Maroc seront à importer pour une valeur de 4 650 MF.

Exportations. - Pas d'exportations à prévoir.

14-19. MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Marché

Ce sous-secteur groupe un assez grand nombre de classes d'appareils divers dont il n'est pas possible d'envisager la production au Maroc, à part celle déjà réalisée en partie des compteurs d'eau pour l'équipement des logements, et celle des instruments de pesage (surtout balances traditionnelles à plateaux et installation de bascules industrielles).

Les importations de 1958 furent (valeur CIF) :

	MF
Machines de bureau et instruments de dessin	424
Appareils médicaux et de radiologie	179
Appareils de pesage et balances de précision	81
Appareils d'optique	70
Appareils de mesure	226
Divers	62
Compteurs d'eau et d'électricité	82
Total.....	1 124

La fabrication locale en 1958 fut :

	MF
Appareils de pesage	62
Compteurs d'eau et robinets d'arrêt	74
Total.....	136

Compte tenu du développement et surtout de la modernisation du commerce et de l'effort nécessaire pour remettre en état les instruments de pesage existants (effort qui devrait être soutenu par une plus grande activité des services de vérification), le marché des instruments de pesage serait (coefficient 1,6 de développement et 1,1 de prix) de 250 MF en 1965.

Compte tenu du développement du logement et de la distribution d'eau, le marché des compteurs pour liquides serait de 200 MF dont 150 MF de compteurs d'eau pour logements.

Objectifs de production

Instruments de pesage : chiffre d'affaires réalisable 100 MF. Au terme du premier plan quinquennal il sera sans doute possible d'entreprendre la fabrication de balances à lecture directe pour le commerce.

Compteurs d'eau, chiffre d'affaires réalisable : 150 MF.

	1958		1965	
	Nombre	*MF*	*Nombre*	*MF*
Pesage		62		100
Compteurs d'eau	14 000	74	25 000	150
		136		250

Investissements nécessaires

En instruments de pesage, la production de 100 MF peut être obtenue sans investissements importants, de l'ordre de 15 MF.

Pour les compteurs, l'investissement complémentaire serait de 60 MF environ, soit au total 75 MF, dont :

	MF
Bâtiments	5
Matériel de production	50
Stocks et trésorerie	20

Emploi créé

	Ouvriers
En instruments de pesage	15
En fabrication de compteurs	20
Total	35

dont :

O. P.	5
O. S.	25
M.	5

Importations

Les besoins totaux dans le sous-secteur étant estimés à 2 680 MF (valeurs non commercialisées), les importations nécessaires se monteraient à 2 430 MF. Elles comprendraient une part notable d'appareils médico-chirurgicaux pour les hôpitaux et des instruments de mesure pour les industries en création.

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

14-20. CONSTRUCTION NAVALE

Marché

En 1958, l'activité de ce sous-secteur fut principalement de la réparation, elle a été estimée à :

Production locale

	MF
Réparation de bâtiments en fer	220
Carénage de navires de commerce	45
Construction de bateaux de pêche	70
Carénage de bateaux de pêche	170
Total	505

Les réparations faites sur les navires marocains dans les ports étrangers sont à considérer comme des importations.

Importations

	MF
Réparations, carénages, reclassifications	150
Achats de bateaux et engins flottants	35
Total	185

La flotte marchande chérifienne comprenait, en 1958, 29 petites unités jaugeant au total 20 700 tonneaux. Les programmes d'investissement actuels permettent de penser qu'en 1965 elle représentera 140 000 t.

La réparation pratiquée dans les ports marocains se faisant principalement sur les navires marocains on peut penser qu'elle sera de l'ordre de 1 000 MF. L'activité pour les bateaux de pêche devrait être au coefficient 1,5 soit environ 350 MF. Les formes de radoub pourront faire un chiffre d'affaires de 100 MF, si leur capacité est doublée. La fabrication de coques de navires de plaisance pourra atteindre 50 MF. Le chantier de construction naval en projet à Tanger pourrait dès 1965 produire deux navires de 3 000 t représentant une valeur de 1 000 MF. Des achats de navires seraient encore effectués à l'extérieur, par exemple un navire de 15 000 t représentant une valeur de 1 500 MF.

Par ailleurs les dépenses de réparation à l'étranger pourront atteindre 350 MF.

Objectifs de production

	1958 *MF*	1965 *MF*
Construction	0	1 000
Réparation et carénage de navires de commerce	265	1 100
Construction et réparation de bateaux de pêche	240	350
Construction de bateaux de plaisance		50
	505	2 500

Investissements nécessaires (non compris les formes de radoub)

Les capacités de réparation actuelles sont suffisantes, les chantiers navals étant obligés, pour pallier un manque de travail, de rechercher des commandes de chaudronnerie générale pour l'industrie et ne travaillent qu'à 45 % de leur activité pour la réparation navale.

Cependant un petit chantier de réparation doit être prévu à Nador. Enfin la construction d'un chantier naval doit être considérée. Les investissements seraient seulement de 700 MF environ dans la solution la plus économique utilisant les ateliers déjà existant à Casablanca. En outre les travaux de protection (2 épis) pour 200 MF sont déjà inscrits au budget de T.P.

Il reste donc :

Bâtiments	40
Génie civil (cale et avant-cale)	150
Matériel et équipement des cales	140
Matériel de production (complément)	170
Stocks et trésorerie	200
Total	700

Emploi créé. - Pour la :

Construction et réparation de bateaux de pêche	120
Réparation de navires de commerce	150
Construction navale (Tanger)	400
Total	670

dont ;

	Bois	*Fer*		*Total*
		Réparation	*Construction*	
Direction et cadres			12	12
Employés			18	18
Maîtrise et techniciens	10	15	20	45
O. P.	60	15	80	155
O. S.	30	100	210	340
M.	20	20	60	100
				670

Importations. - Nous retiendrons :

	MF
Programme d'achat de navires (15 000 t)	1 500
Réparation dans les ports étrangers	350
Total	1 850

Exportations

Réparations effectuées dans les ports marocains pour le compte de navires étrangers : 100 MF.

Nota. - Des mesures destinées à alléger le prix de revient de la réparation navale devraient être envisagées (réduction du loyer des terrains occupés dans les ports, régime d'importation temporaire pour les matériaux utilisés (tôles, etc.).

14-21. FABRICATION D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

Marché

En 1958 les besoins étaient presque entièrement couverts par la production locale.

Importations (principalement capsules et bouchons métalliques) 94 MF.

Production locale :

	MF
Boîtes de conserves	3 647
Bouchons couronne	310
Fûts métalliques	181
Impression sur tôle	310
Total	4 448

Les débouchés principaux des emballages métalliques sont les conserveries (boîtes), les brasseries et fabriques de boissons gazeuses (bouchons couronne), les peintures (fûts), etc.

Les progressions prévues dans ces branches sont les suivantes :

	Unités	1958	1965	*Coefficient*
Conserves de poisson	Millions de caisses	2 018	3 150	1,55
Conserve de fruits et légumes	tonnes	33 600	40 500	1,2
Conserve de viande	tonnes	2 500	3 500	1,4
Brasserie	1 000 hl	306	370	1,2
Boissons gazeuses	10^6 cols	90	132	1,5
Peintures et vernis				1,4

Le marché en 1965 se présenterait donc ainsi (prix (1960) :

	MF
Boîtes de conserve	5 400
Bouchons couronne	500
Fûts métalliques, estagnons, bidons	300
Impression sur tôle	450
Bouchons, capsules diverses	150
Exportation	200
Total	7 000

Objectifs de production

	1958	1965
Boîtes de conserve	3.647	5 600
Bouchons couronne	310	500
Fûts métalliques, estagnons, bidons.	181	300
Impression sur tôle	310	450
Totaux	4 448	6 850

Investissements nécessaires

Les capacités de production actuelles sont suffisantes pour assurer ces objectifs de production, les industries utiliseraient alors 80 à 85 % de leur capacité.

Seules quelques modernisations seraient à prendre en compte pour lesquelles nous prévoirons 300 MF de matériel de production et des extensions de bâtiment pour 100 MF environ.

Au terme du Plan, il sera nécessaire de prévoir de nouvelles usines qui pourront se trouver à proximité des périmètres irrigués.

Emploi créé

Compte tenu de l'augmentation de productivité liée à l'augmentation de production, l'emploi créé serait de 160 personnes environ dont :

Cadres et techniciens	7
Employés	8
Maîtrise	5
O. P.	10
O. S.	90
M.	40

Importations

Pour les bouchons, capsules, tubes aluminium, etc., de nature diverse nous prévoyons des importations de 100 MF.

Exportations

Maintien approximatif des exportations, soit : 150 MF

14-22. INSTALLATIONS TÉLÉPHONIQUES (par les P.T.T.)

Marché

Il s'agit de travaux exécutés par le personnel des P.T.T. (monteurs...), équipement des centraux et des relais.

Le montant des travaux (matériel compris) était évalué à 720 MF en 1958. Compte tenu du programme d'investissement

du Ministère des P.T.T., un échelonnement raisonnable des travaux sur la période quinquennale indique un montant de travaux d'environ 1 000 MF en 1965.

Objectifs de production : 1 000 MF.

	MF
1958	720
1965	1 000

Investissements nécessaires

Pas d'investissements nouveaux en outillage de pose.

Emplois créés. - Estimés à 80, dont :

Techniciens	10
O. P.	40
O. S.	10
M.	20

Importations. - Pas d'importations (travaux réalisés sur place).

Exportations. - Pas d'exportations (travaux réalisés sur place).

14-23. AUTOÉQUIPEMENT DES ENTREPRISES

Marché

Certaines entreprises réalisent elles-mêmes en totalité ou en partie des travaux neufs qui sont des investissements et qui ne sont pas comptés dans leur production.

On a évalué à 3 milliards de francs le montant de tels travaux que pourraient réaliser les entreprises, sur des investissements nets totaux de 35 milliards de francs.

Ces travaux ne concernent pas les travaux miniers de recherche ou de préparation, ni la construction de bâtiment, mais seulement des travaux se rattachant à la mécanique (construction de machines ou de dispositifs, adaptations, transformations, mises en place de machines et d'équipements...).

Objectifs de production : 3 000 MF.

Investissements nécessaires

Ils se trouvent comptés par ailleurs dans l'outillage des entreprises.

Emploi créé

Il se trouve compté déjà dans les services d'entretien des entreprises qui effectuent ces travaux.

Importations. - Pas d'importations (travaux réalisés sur place).

Exportations. - Pas d'exportations.

Récapitulation du secteur 14

Sous-secteurs	*Production 1965 MF*	*Investissements nécessaires MF*	*Emplois créés*	*Importations MF*	*Exportations MF*
1. Tréfileries, pointeries	1 300	500	200	250	—
Gabions, grillages	300	30	0	50	50
Câbles d'acier	280	200	100	100	—
Tubes	720	740	50	1 700	50
Pièces de forge et divers				350	
Totaux (1)	2 600	1 470	350	2 450	100
2. Affinage de l'or	2 000	70	10	200	0
Première trans. de l'aluminium	700	150	60	640	50
Autres produits non ferreux				260	
Totaux (2)	2 700	220	70	1 100	50
3. Fonderie, robinetterie	1 700	400	200	1 100	—
4. Chaudronnerie, tôlerie	2 600	600	600	1 500	100
5. Forge, estampage	2 500	1 250	320	850	0
6. Moteurs à combustion interne	3 000	2 000	700	500	1 000
7. Fabrication de pompes	100	100	50	1 900	—
8. Fab. de mat. pour ind. lourdes	300	100	100	30 000	0
9. Fab. de matériel ferroviaire	400	0	30	300	—
10. Fab. de machines-outils, et outillage	100	0	30	4 100	0
11. Fab. de tracteurs à roues	1 250	500	250	800	0
Fab. de tracteurs à chenilles	1 250	150			
Fab. de matériel de culture	2 810	670	600	1 180	—
Totaux (11)	5 310	1 320	850	1 980	—
12. Fab. de matériel pour ind. div.	750	540	270	30 000	50
13. Mécanique générale	5 000	2 900	800	2 500	0
14. Réparation de machines agricoles	3 200	300	400	0	0
15. Fab. d'articles métalliques divers	350	50	90	450	—
16. Serrurerie, ferronnerie	3 600	80	700	600	0
17. Fab. de câbles et fils électriques	2 000	—	160	850	50
18. Fab. de moteurs et app. électr.	2 350	320	400	4 650	0
19. Mécanique de précision	250	75	35	2 430	0
20. Construction navale	2 500	700	670	1 850	100
21. Fab. d'emballages métalliques	6 850	400	160	100	150
22. Installations téléphones	1 000	0	80	0	0
23. Autoéquipement des entreprises	3 000	0	0	0	0
Totaux secteur 14	52 160	12 825	7 065	89 210	1 600

Récapitulation des investissements pour le secteur 14

	MF
Bâtiments	2 630
Matériel de production	7 505
Matériel roulant	310
Stocks et trésorerie	2 380
Total	12 825

Récapitulation de l'emploi créé dans le secteur 14

Direction et cadres	173
Employés	349
Maîtrise et techniciens	699
Ouvriers professionnels	1 032
Ouvriers spécialisés	3 495
Manœuvres	1 317
Total	7 065

SECTEUR 15

AUTOMOBILES

AÉRONAUTIQUE

CYCLES ET MOTOCYCLES

15-1. CONSTRUCTION DE CAMIONS

Marché. - En 1958 il a été importé (Tanger non compris) :

	Nombre	*Valeur CIF MF*
Tracteurs routiers	100	191
Voitures de transport en commun ..	62	66
Camions	3 296	3 280
Châssis	241	404
	3 699	3 941

La production marocaine a débuté au cours de l'année 1958 où elle a été de 65 châssis.

En 1960, il a été importé :

	Nombre	*MF*
Tracteurs routiers	39	73
Voitures de transport en commun ..	51	71
Camions	1 693	1 153
Châssis	102	223
	1 885	1 520

et la production marocaine a été de 1 042 châssis réalisée par deux entreprises : Berliet et Volvo.

Les immatriculations ont été de 3 186 véhicules en 1960.

Le parc de camions au Maroc étant excédentaire par rapport aux besoins de transports, une certaine récession est actuellement observée et il semble que jusqu'en 1965 seuls les besoins de renouvellement seront à satisfaire ce qui exigera environ 3 000 véhicules. En outre on prévoira 150 camions pour l'armée et 200 camions exportés.

Sur ce total 60 % environ peut être produit au Maroc.

Objectifs de production

2 000 camions pour une valeur sortie usine de 4 800 MF. Compte tenu de la répartition du parc, on pourrait produire 40 % dans la gamme des 3 t, 40 % en 4-5 t et 20 % en 8-10 t.

Les fournitures locales pourront être : pneus, peinture, ressorts, réservoirs, radiateurs, accumulateurs, sellerie, ferrures, câbles électriques, pare-brise et glaces, pièces de quincaillerie, de caoutchouc (tapis, joints), chromage, moteurs Diesel.

L'entreprise Volvo devra faire un effort pour utiliser des fournitures locales.

Investissements

2 000 MF environ dont les quatre-cinquièmes ont été réalisés avant 1960.

Il reste pour la période quinquennale 400 MF environ dont :

Bâtiments	100
Matériel	100
Stocks et trésorerie	200

Emploi créé

L'effectif total, donc créé depuis 1958, serait de 400, dont :

Direction et cadres	10
Employés	50
Maîtrise et techniciens	30
O. P.	20
O. S.	200
Manœuvres	90

Importations

1 350 (tracteurs, camions, châssis, autocars...). pour une valeur CIF de 4 000 MF.

Exportations. - 200 camions pour 500 MF (valeur FOB).

15-2. CONSTRUCTION D'AUTOMOBILES

Marché

En 1958 il a été importé 11 146 voitures de tourisme (Tanger non compris).

En 1960 il a été importé 12 764 voitures de tourisme et 900 voitures de type Land Rover ou Jeep.

Les immatriculations en 1960 ont été de 11 700 voitures.

Le parc des voitures en 1960 est de l'ordre de 120 000 véhicules dont 35 000 environ seraient possédées par des Marocains musulmans.

Malgré le départ d'un certain nombre d'Européens, l'équipement nécessaire aux Administrations et Sociétés et surtout la propension très forte des Marocains à acheter des voitures permettent d'estimer à 16 000 le nombre de voitures neuves nécessaires en 1965.

Objectifs de production

L'usine SOMACA pourra fournir dès 1965 60 % de la demande soit 10 000 voitures pour une valeur sortie usine de 6 800 MF

En outre une ou deux chaînes de montage pour véhicules du type Land Rover et Jeep sont agréées au Plan. La production pourrait être en 1965 de 1 400 véhicules (dont 400 exportés) pour une valeur sortie usine de 2 000 MF.

Les fournitures locales pourront être : peinture, sellerie, ressorts, pneus, pare-brises et glaces, chromage, disques d'embrayage, garnitures de freins, jantes, accus, réservoirs, pistons, pièces moulées en plastique, pièces de quincaillerie, câbles électriques, radiateurs, dynamos, démarreurs...

Investissements. - Environ 3 000 MF, dont :

Bâtiment et génie civil	700
Matériel de production	1 000
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	1 250
Total	3 000

Emplois. - Environ 600, dont :

Direction et cadres	10
Employés	50
Maîtrise et techniciens	40
O. P.	30
O. S.	320
Manœuvres	150

Importations. - Environ 6 000 voitures, valeur CIF 4 000 MF.

Exportations

Pas d'exportations prévues sauf mesures d'aide à l'exportation. 400 véhicules type Land Rover, valeur FOB 550 MF.

15-3. RÉPARATION DE VÉHICULES, CARROSSERIE

Marché

En 1958 la production locale a été évaluée à 11 000 MF dont :

	MF
Artisans	400
Carrosserie (industrielle)	250
Fabrication de pièces	100
Réparation	10 250

Les importations correspondant à ces activités ont été en 1958 :

	MF
Carrosseries et parties de carrosseries (valeur CIF)	140
Remorques et divers	130
Pièces de châssis	1 100
Total	1 370

En 1965 le parc de voitures sera passé de 120 000 à 130 000 environ. Le parc de camions n'aura pas sensiblement varié dans l'industrie et le commerce, mais pourra avoir augmenté dans l'armée et l'administration. Nous admettons donc pour l'activité réparation le coefficient de production 1,10 et le coefficient de prix de 1,10 (1,20 sur les pièces utilisées).

D'où activité réparation : 12 400 MF (industries),
500 MF (artisans).

L'activité carrosserie devra augmenter sensiblement pour équiper les 2 000 châssis sortant des usines de construction, en camions et autobus.

La production atteindrait 600 MF.

La fabrication de pièces (piston...) atteindrait 200 MF.

Objectifs de production

	1958	1965
Réparation (industrie)	10 250	12 400
Réparation (artisans)	400	500
Carrosserie	250	600
Fabrication de pièces	100	200
	11 000	13 700

Investissements nécessaires

Il n'y a à prévoir de nouveaux investissements qu'en carrosserie industrielle soit 230 MF dont :

Bâtiments	80
Matériel	100
Stocks et trésorerie	50

Emplois créés

En réparation	300
En carrosserie	150
En fabrication de pièces	20
Total	470

dont :

Maîtrise et techniciens	5
O. P.	175
O. S., aides et apprentis	200
Manœuvres	90

Importations

Avec le montage de camions l'importation des pièces de châssis est passée de 1 100 MF en 1958 à 2 260 MF en 1960.

La construction devant passer de 1 040 châssis en 1960 à 2 000 en 1970, les importations correspondantes passeront à 3 200 MF environ pour les camions et la réparation. En outre pour le montage de 10 000 voitures automobiles, il convient de prévoir 1 500 MF d'importations de châssis et carrosseries.

Au total, importations : 4 700 MF.

Exportations. - Pas d'exportations.

15-4. RÉPARATION AÉRONAUTIQUE

Marché

En 1958 l'activité de réparation aéronautique au Maroc travaillant principalement à l'entretien des appareils militaires étrangers avait une production évaluée à 995 MF.

Pour alimenter cette activité des pièces étaient importées pour une valeur de 310 MF.

Par ailleurs l'entretien, et les réparations des avions de la R.A.M. effectuées hors du Maroc représentaient 495 MF.

En 1965 l'activité sera réduite à l'entretien des flottes aériennes.

— Des avions militaires marocains et des bases-écoles ;

— Des avions de la R.A.M. ;

— Des avions de la lutte anti-acridienne.

Eventuellement des accords pour révision de moteurs français pourraient être reconduits.

En admettant qu'un accord soit passé entre la R.A.M. et les A.I.A. pour certains échelons d'entretiens la production pourrait atteindre 700 MF.

Objectifs de production

	MF
1958	995
1965	700

Investissements

Reconversion partielle, une partie du matériel (bancs d'essai) étant spécialisée pour un type d'appareil. Cependant le banc d'essai des réacteurs qui est un élément important peut être facilement adapté.

Prévoir 100 MF de matériel.

Emploi créé. - Pas d'emploi créé.

Importations. - Prévoir :

	MF
Pièces détachées	250
Réparation R.A.M. à l'étranger	450
Total	700

Nous supposons qu'il n'y a pas d'achat d'avions en 1965.

Exportations

Pas d'exportations (sauf accords pour révision de moteurs français).

15-5. CYCLES ET MOTOCYCLES

Marché. - En 1958, les importations ont été :

	1958		1960	
	Nombre	*MF*	*Nombre*	*MF*
Motocycles + 50 cm³	922	84	545	72
Motocycles — 50 cm³	5 273	173	10 158	319
Vélos	1 549	13	989	12
Châssis et cadres		76		66
Pièces détachées de motocycles		46		72
Pièces détachées de vélos ..		242		306
Divers Tanger		15		
		649		847

La production locale (montage et réparation) est estimée en 1958 à :

	MF
Petites entreprises industrielles	545
Artisans (montage de vélos et réparation)	470
Total.....	1 015

Le marché (aux prix du commerce) étant de 1 720, on estime, que ce marché croîtra de 8 % par an, le coefficient d'élasticité pour les dépenses de transport individuel étant très élevé (2,75).

L'artisanat qui effectue la réparation et le montage des bicyclettes pourra porter son chiffre d'affaires à 800 MF.

Les entreprises industrielles actuelles pourraient se développer à 735 MF. Devant la demande croissante des cyclomoteurs de moins de 50 cm³, il faut envisager un montage au Maroc avec fabrication sous-traitée localement des cadres, garde-boue, guidons, réservoirs..., l'usine effectuant : chromage, peinture, montage.

Le marché intérieur sera d'environ 15 000 unités en 1965, dont 90 % soit 13 500 unités peuvent être fabriqués localement. En outre il sera possible d'exporter environ 1 500 unités.

Trois entreprises ont été agréées pour cette activité. Leur production pourra être :

	Unités	*Valeur sortie usine MF*
Vélo-Solex	8 000	320
Moto-bécane	6 000	340
Moto-mécanica	1 000	75
Totaux.....	15 000	735
Fabrication de cadres de bicyclettes	25 000	65

Objectifs de production

	1958	1965	
	MF	*Nombre*	*MF*
Montage et réparation de cycles (artisanat)	470		800
Montage de cycles et motos	545		800
Montage de cyclomoteurs	0	15 000	800
	1 015		2 400

Investissements

Les capacités sont suffisantes dans les deux premières branches. Pour le montage des cyclomoteurs, prévoir 300 MF, dont :

	MF
Bâtiment	40
Matériel de production	130
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	120
Total.....	340

Emploi créé

Dans l'artisanat	200
Dans l'industrie	140
Total.....	340

dont :

Direction et cadres	5
Employés	5
Maîtrise et techniciens	5
O. P.	15
O. S.	250
Manœuvres	60

Importations

	MF
Pièces détachées	1 100
Motos et divers	100
1 500 cyclomoteurs	70
Total	1 270

Exportations

1 500 cyclomoteurs valeur FOB 70 MF.

15-6. FABRICATION DE MOTEURS ET PIÈCES DE MOTEURS POUR AUTOMOBILES

A l'exclusion des moteurs à combustion interne (voir secteur 14-6) et des pièces de châssis et carrosserie (voir secteur 15-3).

Importations

En 1958 les importations étaient nécessitées par les réparations, elles étaient de :

	MF
Moteurs à explosion pour automobile	87
Pièces détachées pour moteurs auto	876
Joints	87
Appareils d'allumage	175
Appareils d'éclairage et avertisseurs sonores	127
Démarreurs, dynamos, auto	41
Dynamos vélos motos	28
Total	1 421

	MF
En 1965 pour la réparation, la valeur des pièces importées serait de	1 700
Pour la construction des camions (pompes d'injection)	300
Pour la construction de voitures (moteurs, boîtes et ponts)	2 000
Pour la construction de Land Rover et Jeep	850
Total	4 850

Il n'est pas envisagé de fabrication locale autres que moteurs Diesel (voir 14-6), dynamos, démarreurs (14-18) et pièces diverses (autres secteurs).

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 15

	Production Quantité Nombre	1965 *MF*	*Investissement* *MF*	*Emploi*	*Importation* *MF*	*Exportation* *MF*
1. Constr. de camions	2 000	4 800	400	400	4 000	500
2. Constr. de voitures de tourisme SOMACA	10 000	6 800	3 000	600	4 000	550
Constr. de Land-Rover et Jeep	1 400	2 000				
3. Réparation de véhicules et carross. .						
Répar. industrie...		12 400	230	470	4 700	0
artisanat....		500				
Carrosserie industr.		600				
Fabric. de pièces..		200				
4. Réparat. aéronaut..		700	100	0	700	0
5. Cycles, motocycles :						
Montage et réparat. de cycles (artisanat)		800	300	340	1 270	70
Montage de cycles et motos (industr.)		800				
Montage de cyclomoteurs	15 000	735				
Fabr. de cadres de bicyclettes	25 000	65				
6. Fabr. de moteurs et pièces pour auto..	—	—	—	—	4 850	—
Totaux.....		30 400	4 030	1 810	19 520	1 120

Ventilation des investissements

	MF
Bâtiment et génie civil	920
Matériel de production	1 430
Matériel roulant	60
Stocks et trésorerie	1 620
Total	4 030

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	30
Employés	105
Maîtrise et techniciens	75
O. P.	240
O. S.	970
M.	390
Total	1 810

Récapitulatif des unités de production (extension, création) dans le secteur 15

	Nature	*Capacité*	*Observation*
Extension	Les deux chaînes de montage de camions.	2 000	En cours
Création	Chaîne de montage SOMACA	10 000	En cours
Création	Chaîne de montage Land Rover et Willys.	1 400	Agréées
Extension	Carrosserie industrielle		
Création	Chaîne de montage Vélo-Solex, motobécane, motor-mécanica.	15 000	Agréées

SECTEUR 16

INDUSTRIE DES MÉTAUX

BIENS DE CONSOMMATION

16-1. APPAREILS FRIGORIFIQUES

Marché

En 1958, 1959 et en grande partie en 1960, le marché marocain a été approvisionné par les importations.

A la fin de 1960 une entreprise marocaine commençait à produire.

	Valeur CIF MF
1958 importations : 10 228 appareils	657
1960 importations : 7 437 appareils	496
1960 production : environ 800 appareils.	

Les équipements, meubles et pièces détachées importés ont été de :

	MF
1958	121
1959	55
1960	159

Les principaux acheteurs sont les Européens et les commerçants. Le départ des Européens met sur le marché de nombreux réfrigérateurs d'occasion de sorte qu'il n'est pas possible de prévoir une extension des ventes d'appareils neufs d'ici 1965. Le marché en 1965 est donc estimé à 10 000 appareils ménagers, soit le niveau de 1958.

Objectifs de production

En construisant les types d'appareils les plus fréquemment demandés, la production locale peut atteindre 80 % du marché en 1965 soit 8 000 appareils (appareils à compression), pour une valeur sortie usine d'environ 400 MF.

Les groupes motocompresseurs hermétiques pourront être montés au Maroc, le meuble sera fabriqué sur place, les accessoires (quincaillerie, plastiques, joints caoutchouc) peuvent être sous-traités au Maroc.

	1958	1965	
		Nombre	*Valeur MF*
Appareils frigorifiques ménagers.	0	8 000	400

Investissements

Les investissements ont été réalisés en partie en 1960, des extensions ont eu lieu en 1961, portant la capacité de production à 4 000 appareils environ par an (travail à un poste).

Pour porter la capacité à 10 000 appareils par an, nous prévoirons des investissements supplémentaires de 100 MF, dont :

	MF
Bâtiments	40
Matériel de production	40
Stocks	20

Emplois

Pour produire 8 000 appareils par an, l'emploi serait d'environ 60 personnes dont :

Direction et cadres	3
Employés	6
Maîtrise et techniciens	5
O. P.	4
O. S.	25
Manœuvres	17

Importations

Environ 2 000 appareils, pour une valeur CIF de 130 MF.

En outre, les pièces pour le montage de 8 000 groupes motocompresseurs pour une valeur CIF d'environ 160 MF.

Autres équipements, meubles et pièces détachées pour une valeur de 100 MF.

Au total, importations : valeur CIF 390 MF.

Exportations

Quelques exportations sont possibles, notamment vers l'Afrique, les pays méditerranéens et les pays de l'Est.

Nous retiendrons 10 % de la production exportée soit une valeur FOB : 40 MF.

16-2. MACHINES A COUDRE, MACHINES A TRICOTER

Marché

Il s'agit ici des machines destinées aux ménages et non à l'industrie. Elles peuvent cependant être utilisées par l'artisanat. Le marché est entièrement approvisionné par l'importation qui a été :

	1958		1959		1960	
	Nombre	*MF*	*Nombre*	*MF*	*Nombre*	*MF*
Machines à coudre : - 15 kg	6 757	122	7 856	172	8 358	199
Machines à tricoter à main	1 725	55	1 191	38	1 081	37
Bâtis, transmissions meubles et aiguilles pour machines à coudre		74		62		45

Le marché des machines à coudre, seul intéressant, est en expansion.

L'augmentation des importations a été de 14 % par an ces dernières années, mais il faut tenir compte probablement d'un stockage en 1960.

Nous retiendrons pour les ménages marocains, une base de 2 500 machines vendues en 1959 (d'après enquête de consommation) avec un coefficient d'élasticité de 1,5, ce qui laisse prévoir 3 500 machines en 1965. Ce chiffre est un minimum, car le changement des habitudes de vie peut amener une consommation supérieure.

Dans l'artisanat traditionnel dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 5 500 MF on admettra qu'il y a 20 000 machines dont il faut renouveler annuellement un huitième soit 2 400, et qu'il faut augmenter le parc de 3 % par an (augmentation de production 2,7 % par an).

Les besoins de l'artisanat seraient donc d'environ 3 000 machines par an.

Les ménages non marocains auraient alors acheté 2 100 machines en 1959.

Ces achats, en régression, pourront atteindre 1 500 machines en 1965.

Au total, le marché serait de 8 000 machines en 1965.

Objectifs de production

En produisant un seul type de machine, non électrique, une industrie locale peut fournir 60 % du marché et exporter 10 % de sa production

Nous retiendrons comme objectifs de production :

	1958	1965	
		Nombre	*MF*
Machines à coudre pour ménages.	0	5 000	125

Investissements nécessaires

Cette production de 5 000 machines à coudre pourrait difficilement se concevoir seule, car elle demanderait des investissements importants en machines-outils.

Envisagée dans le cadre d'une usine d'armement, elle devient possible, car les machines-outils de précision nécessaires seraient en grande partie communes. Nous ne prendrons en compte ici qu'une quote-part des investissements, correspondant à l'utilisation pour la fabrication des machines à coudre, soit environ 150 MF dont :

	MF
Bâtiments	25
Matériel de production	100
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	15

Emplois. - Environ 50, dont :

Direction et cadres	3
Employés	7
Maîtrise et techniciens	5
O. P.	15
O. S.	10
Manœuvres	10

Importations. - Prévisions 1965.

	MF
Machines à coudre 3 000 (valeur CIF)	75
Pièces détachées, aiguilles	130
Machines à tricoter à main 1 000 (valeur CIF)	35
Total	240

Exportations. - Prévisions 1965.

10 % de la production soit 15 MF.

16-3. ARTICLES DE MÉNAGE ET DIVERS

Marché. - L'équilibre en 1958 était fait des éléments suivants :

	MF	
Importations	807	
Commercialisation sur importation	335	
Production locale	2 026	
Commercialisation locale	716	
Total disponible		3 884
Consommation locale	3 690	
Exportations	194	
Total utilisations	3 884	

Les *importations* en valeur CIF ont été :

	1958	1960
	MF	MF
Articles de ménage en tôle brute	46	15
Art. de ménage en tôle galvanisée étamée	67	11
Articles de ménage en tôle émaillée	89	33
Articles de ménage en tôle divers	14	44
Paille, éponge de fer.	18	20
Boîtes en fer	3	1
Articles de ménage en cuivre	12	42
Articles de ménage en nickel	8	6
Articles de ménage en aluminium fondu	17	25
Réchauds en aluminium	2	2
Articles divers en aluminium	86	188
Articles divers en étain	3	—
Ustensiles mécaniques de cuisine	37	36
Couteaux	48	65
Rasoirs et lames	130	157
Ciseaux et coutellerie diverse	38	43
Couverts	44	50
Fermetures à glissières	31	44
	693	782

La production a été en 1958 :

	MF
Abrasifs métalliques	25
Fermetures à glissières	23
Ferblanterie, tôlerie	40
Articles de ménage en fil	10
Articles de ménage en tôle émaillée	319
Lames de rasoir	17
Articles de ménage en alu., cuivre, laiton	541
Articles de ménage en étain, (théières)	213
Articles de ménage en tôle galvanisée	338
Art. de ménage produits par l'artisanat (estimat.)	500
Total	2 026

La consommation locale en 1958 se répartirait ainsi, par utilisateurs :

	MF
Ménages	3 050
Touristes	250
Administrations étrangères	100
Administration	90
Hôtels, restaurants	100
Industrie et artisanat (accessoires et ½ produits)	100
Total	3 690

Les coefficients d'élasticité pour la demande des ménages sont de 1,3 en milieu urbain et 1,5 en milieu rural.

Nous retiendrons le coefficient d'élasticité de 1,4 ; compte tenu d'une augmentation annuelle de revenu de 2 % et d'une croissance démographique de 2,7 %, les ventes en 1965 seraient de 4 350 MF (prix 1958).

On a admis que les achats totaux des touristes en 1965 seraient égaux à ce qu'étaient en 1958 les achats des touristes et des administrations étrangères. Toutefois, les plateaux de cuivre sont très demandés par les touristes, aussi on prévoira une vente de 500 MF (prix 1958).

Pour les autres achats (administration, hôtels et restaurants, industrie) on prévoira le taux moyen d'accroissement de 1,4 soit : ventes en 1965 = 400 MF.

Au total le marché intérieur 1965 serait d'environ 5 250 MF au prix 1958 soit 5 600 MF au prix 1960.

En outre on prévoit de porter les exportations à 400 MF (prix 1960).

Il est possible de limiter les importations sur les produits déjà fabriqués au Maroc, notamment les articles en aluminium, les fermetures à glissières, etc., et sur ceux dont la production

peut être entreprise (coutellerie). Nous limiterons les importations à une valeur de 1 000 MF, prix CIF, l'équilibre en 1965 serait alors :

	MF
Importations (valeur CIF)	1 000
Commercialisation sur importations	400
Production locale	3 500
Commercialisation locale	1 100
Total	6 000

dont :

Consommation locale	5 600
Exportations	400

Objectifs de production

Les objectifs de production concernent le développement des fabrications actuelles et le lancement de nouvelles productions : coutellerie.

Coutellerie. - Les importations de couteaux et ciseaux ont été d'environ 100 MF en 1960. Les besoins en 1965 seraient de 130 MF prix CIF.

La protection douanière (droit de douane 25 %) est d'environ 34 %. On peut espérer que si une production est entreprise, la protection serait relevée, comme ce fut le cas pour les lames de rasoir.

Aussi il apparaît possible d'entreprendre une production de coutellerie couvrant 60 % du marché, pour une valeur de 100 MF (prix sortie usine).

En résumé les objectifs de production en 1965 seraient :

	1958	1965
	MF	*MF*
Abrasifs métalliques	25	40
Fermetures à glissières	23	70
Ferblanterie, tôlerie	40	60
Articles de ménage en fil	10	15
Articles de ménage en tôle émaillée	319	500
Lames de rasoir	17	45
Articles de ménage en alu., cuivre, laiton	541	1 000
Articles de ménage en étain	213	350
Articles de ménage en tôle galvanisée	338	550
Coutellerie	0	100
Produits de l'artisanat	500	700
	2 026	3 430

Investissements

Fermetures à glissières : porter la capacité de production de 40 MF (actuellement) à 100 MF.

Articles en tôle galvanisée : porter la capacité de 550 MF (actuellement) à 700 MF.

Articles en étain : porter la capacité de production de 380 MF (actuellement) à 450 MF.

Articles en aluminium : porter la capacité de 900 MF (actuellement) à 1 200 MF.

Articles en tôle émaillée : porter la capacité de 540 MF (actuellement) à 1 200 MF.

Coutellerie : création d'une unité de production.

	MF
Investissements pour extensions	500
Investissements pour usine de coutellerie	120
Total	620

dont :

Bâtiments	150
Matériel de production	260
Matériel roulant	30
Stocks et trésorerie	180

Emplois créés pour :

Abrasifs métalliques	10
Fermetures à glissières	20
Articles tôle émaillée	50
Lames de rasoir	5
Articles en aluminium	175
Articles en étain	70
Articles en tôle galvanisée	70
Total pour extensions	400

dont :

Employés	10
Maîtrise et techniciens	20
O. P.	20
O. S.	200
Manœuvres	150

Pour l'usine de coutellerie : 60.

dont :

Direction et cadres	2
Employés	5
Maîtrise et techniciens	4
O. P.	4
O. S.	35
Manœuvres	10

Emploi total créé : 460.

dont :

Direction et cadres	2
Employés	15
Maîtrise et techniciens	24
O. P.	24
O. S.	235
Manœuvres	160

Importations

Prévues pour 1965 : 1 000 MF valeur CIF constituées par un assez grand nombre de postes divers (voir importations 1958 et 1960).

Exportations

Prévues pour 1965 : 400 MF (valeur FOB) dont principalement : articles galvanisés, plateaux de cuivre.

16-4. MOBILIER MÉTALLIQUE

Marché

En 1958 l'équilibre ressources-emplois peut être décrit comme suit :

	MF	
Importations (valeur CIF)	235	
Commercialisation sur importations	110	
Production locale	680	
Commercialisation locale	200	
Total des ressources		1 225
Consommation locale	1 180	
Exportations	45	
Total des emplois		1 225

Les importations, en valeur CIF, ont été :

	1958	1960
	MF	*MF*
Rayonnages, échelles, corbeilles	9	7
Coffres-forts, armoires fortes	15	11
Classeurs, fichiers	28	20
Objets de bureau métalliques	11	13
Objets d'ornement	22	5
Sièges métalliques	31	61
Mobilier médico-chirurgical	4	27
Lits métalliques	31	21
Buffets, meubles de cuisine	58	77
Sommiers métalliques	1	—
Divers Tanger	25	
	235	242

La production en 1958 a été :

	MF
Sommiers métalliques	205
Mobilier métallique	475
Total	680

La consommation locale se ventilerait ainsi.

	MF
Ménages	430
Administration	470
Services et industries	280
Total	1 180

Les achats futurs des ménages sont liés au taux démographique (2,7 % par an), au taux de croissance du revenu individuel (2 % par an) et au coefficient d'élasticité (2,1 en ville, 2,8 en rural, moyenne 2,3). Les achats en 1965 seraient donc de 700 MF (prix 1958).

Les achats de l'administration, pour l'équipement des collectivités, écoles, hôpitaux..., pourront être au coefficient 1,7 d'ici 1965, soit 800 MF. Quant aux achats des services et industries ils pourront être multipliés par 1,6 comme le taux général des investissements, soit 450 MF.

Au total le marché intérieur en 1965 serait d'environ 1 950 MF (prix 1958) soit 2 150 MF (prix 1960).

On maintiendra, comme souhaitable, 50 MF d'exportation.

Les importations peuvent être limitées au mobilier médico-chirurgical, coffres-forts et matériel spécial de bureau.

L'équilibre final se présenterait donc comme suit :

	MF
Importations (valeur CIF)	300
Commercialisation sur importations	140
Production locale	1 400
Commercialisation locale	360
Total	2 200

Objectifs de production

	1958	1965
	MF	*MF*
Sommiers métalliques	205	400
Mobiliers métalliques	475	1 000
	680	1 400

Tous les types de mobiliers métalliques sont déjà représentés dans les fabrications marocaines. Il s'agit donc essentiellement d'une extension des productions en quantité et un progrès dans la qualité. Un contingentement des importations pourrait aider la production locale.

Investissements

Les capacités de production existantes permettent de produire environ 350 MF en sommiers métalliques et 850 MF en mobiliers métalliques.

Comme la plupart des fabricants sont localisés à Casablanca il serait souhaitable de créer de nouvelles unités de production décentralisées (Fès, Marrakech, Oujda...).

Soit cinq unités de production de capacité unitaire 100 MF.

Les investissements seraient de 400 MF (cinq unités) dont :

	MF
Bâtiments	125
Matériel de production	185
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	70

Emploi

Dans une meilleure utilisation des usines existantes (80 % de la capacité au lieu de 62 %) l'emploi supplémentaire serait de 35 environ, dont :

Ouvriers spécialisés	25
Manœuvres	10

Dans les nouvelles unités de production il faut prévoir 200 emplois, dont :

Direction et cadres	10
Employés	20
Maîtrise et techniciens	15
O. P.	5
O. S.	100
Manœuvres	50

Importations

Nous avons limité à 300 MF les prévisions d'importations, celles-ci devant comprendre plus de 50 % de matériel médico-chirurgical.

Exportations prévues. 50 MF seulement, cette industrie étant facile à implanter dans la plupart des pays sous-développés.

16-5. APPAREILS DE CHAUFFAGE, TOLERIE FINE APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Marché

Le marché est actuellement approvisionné en totalité par les importations.

En 1958 l'équilibre était :

	MF
Importations (valeur CIF)	730
Commercialisation sur importations	295
Commercialisation locale	305
Total	1 330

La consommation est, pour la quasi-totalité, le fait des ménages.

Le détail des importations en 1958 et 1960 est :

	1958	1960
	MF	*MF*
Appareils de chauffage à combust. solides	31	23
Appareils de chauffage à combust. liquides	51	22
Appareils de chauffage à combust. gazeux	290	323
Pièces détachées	21	17
Radiateurs et appareils de chauffage central	42	40
Lanternes-tempête	64	90
Autres appareils d'éclairage non électriques	33	20
Lustrerie électrique ou non	123	151
Becs de lampe	10	9
Chauffe-eau, chauffe-bains	68	46
	733	741

Le développement du marché est fonction de la croissance démographique (2,7 % par an), de la croissance de revenu individuel (2 % par an) et du coefficient d'élasticité (1,8 en ville, 1,6 en rural) soit, en partant du chiffre de 1960, un marché intérieur de 1 800 MF en 1965, valeur commercialisée.

Les articles dont le développement est le plus fort, et dont la fabrication peut être envisagée au Maroc sont :

— Les appareils à combustibles gazeux (réchauds à gaz butane) ;

— Les lampes-tempête, lanternes ;

— La lustrerie ;

— Les chauffe-eau et chauffe-bains instantanés à gaz.

Réchauds à gaz butane. - Les fabrications de bouteilles pour gaz butane ont été de : 12 000 en 1958 et 21 000 en 1960.

Sur la base de une à deux bouteilles par abonné, cela représente, en 1960, 15 000 nouveaux abonnés.

Les consommations de gaz butane au Maroc ont été : en 1958 17 300 t et en 1960 20 100 t. Les prévisions 1962 (SAMIR + SCP) sont de 23 000 t.

L'augmentation prévue de 1 500 t par an représente donc également 15 000 nouveaux consommateurs chaque année, consommant chacun huit bouteilles de 12 kg.

Le coefficient d'élasticité du gaz butane en milieu urbain a été trouvé égal à 3,3 : c'est un des plus forts.

Sans compter le renouvellement des appareils anciens, il y aurait donc un marché actuel de 15 000 appareils et en 1965 de 24 000 appareils. Il est possible de fabriquer au Maroc 75 % de

ces appareils soit 18 000. La protection douanière actuelle (25 %) et le coût des transports permettrait à la production marocaine d'être vendue moins chère que la production importée.

En fabriquant des appareils d'un prix moyen de 7 500 F (sortie d'usine) le chiffre d'affaires serait 135 MF. Peuvent être sous-traités au Maroc les brûleurs, la robinetterie, éventuellement l'émaillage.

Lanternes-tempête. - Le marché est actuellement de 200 t principalement en milieu rural. Nous prendrons le coefficient d'élasticité 1,6, ce qui conduit à un marché en 1965 de 260 t, pour une valeur CIF de 115 MF.

Une production locale peut assurer 70 % du marché, soit 80 MF (prix sortie usine).

Lustrerie électrique. - Elle comprend la lustrerie d'ameublement très diverse et le luminaire d'éclairage public dont les modèles peuvent être normalisés.

Le marché est actuellement de 200 t environ pour une valeur CIF de 160 MF. C'est principalement un marché urbain, d'où le coefficient d'élasticité 1,8 retenu. Le marché en 1965 serait alors d'environ 280 t, valeur CIF 225 MF. Une production locale pourrait s'assurer 50 à 60 % du marché soit 120 MF (prix sortie usine).

Chauffe-eau, chauffe-bains instantanés à gaz. - Le développement du marché est lié à celui de la construction de bon standing et à l'amélioration de l'habitat urbain.

Une régression semble s'être manifestée de 1958 à 1960. En repartant des chiffres de 1960, avec un coefficient modéré de 1,4 (habitation à bon standing) le marché serait en 1965 de 65 MF dont 60 % peut être fabriqué localement, soit environ 40 MF (2 000 appareils par an).

Cette production est insuffisante pour être entreprise seule mais elle peut venir en complément dans l'usine de fabrication de réchauds.

Objectifs de production

	1958	1960	
	Nombre	*Nombre*	*MF*
Réchauds à gaz butane	0	18 000	135
Chauffe-eau	0	2 000	40
Lanternes-tempête			80
Lustrerie électrique			120
			375

Investissements. - Pour la fabrication de :

	MF
Réchauds et chauffe-eau (environ)	100
Lanternes-tempête (environ)	60
Lustrerie électrique (environ)	90
Total.....	250

dont :

Bâtiments	70
Matériel de production	125
Matériel roulant	15
Stocks et trésorerie	40
Total.....	250

Emplois créés. - Fabrication de :

Réchauds et chauffe-bains	50
Lampes-tempête	40
Lustrerie électrique	50
Total.....	140

dont :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise et techniciens	10
O. P.	5
O. S.	70
Manœuvres	40
Total.....	140

Importations

Avec une production de 375 MF, l'équilibre serait le suivant :

	MF
Importations (CIF)	700
Commercialisation sur importations	300
Production	375
Commercialisation locale	425
Total.....	1 800

d'où : importations (CIF) = 700 MF.

Exportations. - Pas d'exportations notables prévues.

16-6. RADIO

Marché

En 1958 il a été importé 59 297 appareils récepteurs radio et fabriqué au Maroc environ 2 500 à 3 000.

En outre il existe au Maroc une fabrication d'appareils radio professionnels (émetteurs et récepteurs pour l'armée, la police, etc.).

Enfin on a évalué pour 1958 la réparation radio et électro-ménager effectuée surtout par des artisans à 900 MF.

L'équilibre en 1958 se présente donc comme suit :

	MF
Importations (valeur CIF)	1 481
Commercialisation sur importations	578
Production locale	1 250
Commercialisation locale	536
Total	3 845

La ventilation des utilisations serait la suivante :

Ménages	2 665
Administration	830
Pêche	40
Industrie radio (pièces détachées)	310
Total	3 845

Les importations ont été les suivantes (valeur CIF)

	1958	1960
	MF	*MF*
Micros, haut-parleurs, amplificateurs	47	91
Appar. émetteurs et récepteurs de radiotélégraphie et de radioguidage	135	175
Appar. récepteurs de radiodiffusion.	706 (Nb. 59 297)	603 (Nb. 42 758)
Appar. récepteurs de télévision	13 (Nb. 247)	2 (Nb. 75)
Antennes, meubles, pièces détachées	92	90
Tubes pour émetteurs radio	67	72
Tubes pour récepteurs radio.....	83	67
Tubes divers	19	15

	1958	1960
	MF	*MF*
Condensateurs variables	10	8
Magnétophones	56	59
Tourne-disques	41	17
Electrophones	56	56
Appareils mixtes	31	34
Supports de son non enregistrés (bandes)	17	26
Disques	91	129
Films sonores enregistrés	3	2
Pièces détachées d'appar. d'enregistrement de son	14	8
	1 481	1 454

Les appareils susceptibles d'être fabriqués au Maroc sont principalement :

— Les récepteurs de radiodiffusion ;

— Les récepteurs de télévision ;

— Les appareils émetteurs de petite puissance et récepteurs spéciaux (armée, police, etc.).

En outre la gravure de disque de musique marocaine pourra être développée.

Récepteurs radio. - Les importations ont été :

En 1958 : 59 297 appareils (dont Tanger 11 602) ;

En 1959 : 51 535 appareils (dont Tanger 8 432) ;

En 1960 : 42 758 appareils.

Les importations de Tanger sont importantes et ne sont sans doute pas toutes déclarées ; de nombreux postes importés à Tanger étaient revendus aux touristes de passage.

Les fabrications au Maroc ont été :

En 1958 : environ 2 500 à 3 000 postes ;

En 1960 : environ 4 000 à 4 500 postes.

D'après l'enquête de consommation 53 % des ménages urbains possèdent un poste radio et 13 % des ménages ruraux.

Le nombre de postes au Maroc serait donc d'environ :

Ménages urbains musulmans	300 000
Ménages ruraux musulmans	190 000
Ménages non musulmans	80 000
Total.....	570 000

D'après l'enquête de consommation les achats en 1959 auraient été, en valeur :

	Neuf	*Occasion*
	MF	*MF*
Urbain	115	50
Rural	310	50
Total.....	425	100

On peut admettre que ces valeurs représentent : 22 000 postes neufs à 20 000 F et 14 000 postes occasion à 7 000 F.

Ainsi, les ventes de postes neufs en 1959 seraient :

Musulmans urbains	6 000
Musulmans ruraux	16 000
Non musulmans et touristes	33 000
Total.....	55 000

Compte tenu de la croissance des populations urbaines et rurales, de la croissance des niveaux de vie, et d'un coefficient d'élasticité de 2,5, la demande en 1965 serait :

Musulmans urbains	9 000
Musulmans ruraux	22 500
Non musulmans	22 000
Total.....	53 500

dont environ 25 000 postes à transistors, les ménages ruraux ayant surtout acheté des postes à piles en 1959.

Sur ce marché, on peut envisager que la production locale fournisse 65 % du marché soit 35 000 postes pour une valeur sortie usine de 420 MF.

Récepteurs de télévision. - La remise en marche et l'extension du réseau de télévision marocaine doit s'accompagner de la fabrication au Maroc de postes récepteurs. Les émissions devant avoir un rôle éducatif, on doit prévoir d'équiper les maisons communales, voire les écoles. Compte tenu du délai de réalisation du réseau d'émissions on ne prévoira la fabrication de récepteurs de télévision au Maroc qu'à la fin du premier plan quinquennal.

Emetteurs et récepteurs spéciaux. - Le marché (valeur non commercialisée) a été environ de 350 MF en 1958.

Nous admettrons que ce marché sera de 400 MF en 1965 ; il dépend des budgets des administrations. La production locale peut le fournir entièrement sans qu'il soit besoin de recourir aux importations comme ce fut le cas en 1960.

Objectifs de production

	1958		1965	
	Nombre	*MF*	*Nombre*	*MF*
Récepteurs radio	2 500-3 000	350	35 000	420
Emetteurs, récepteurs spéciaux				400
Réparations		900		1 100
Totaux.....		1 250		1 920

Investissements

La capacité de production actuelle est de l'ordre de 5 000 postes radio par an.

Pour porter la capacité à 40 000 postes radio par an il faut envisager l'extension de l'usine actuelle de Casablanca et la création d'une ou deux nouvelles usines (Fès, Marrakech, Tanger, Oujda).

Les investissements seraient d'environ 250 MF, dont :

Bâtiments	80
Matériel de production	100
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	60
Total.....	250

En outre, pour l'extension de la réparation, environ 60 MF de matériel.

Emplois créés

On n'envisage que le montage, la fabrication des coffres et étuis et éventuellement la fabrication des circuits imprimés et ultérieurement celle des condensateurs.

L'emploi serait d'environ 150, dont :

Direction et cadres	3
Employés	10
Maîtrise et techniciens	12
O. P.	10
O. S.	85
Manœuvres	30

En outre, pour l'extension des réparations, environ 100 artisans qui sont à considérer comme des ouvriers professionnels (O. P.).

Importations. - Prévisions 1965 :

	Valeurs CIF *MF*
Appareils de radiotélégraphie, radioguidage	30
Appareils récepteurs radio (28 000 postes)	380
Appareils récepteurs de télévision (1 000 postes) ..	80
Pièces détachées pour réparation	200
Pièces détachées pour construction	360
Magnétophones, tourne-disques, électrophones, appareils mixtes et pièces détachées	200
Disques et films	150
Total.....	1 400

Exportations

On peut prévoir 5 % de la production locale exportée en récepteurs radio et matériel spécial soit environ : 50 MF.

16-7. APPAREILS ELECTRO-MÉNAGERS

Marché

Le marché est actuellement approvisionné par les importations. En 1958, l'équilibre est le suivant :

	MF
Importations (valeur CIF)	506
Commercialisation sur importation	240
Commercialisation locale	180
Total.....	926

Les importations ont été, en valeur CIF :

	1958	1960
	MF	*MF*
Machines à laver la vaisselle	3	2
Machines à laver le linge	145 (Nb. 2 721)	110 (Nb. 1 496)
App. électro-mécaniques domestiques	117	93
Rasoirs électriques	57	32
Chauffe-eau, chauffe-bains électr. ..	17	11
App. électr. de chauffage des locaux	47	111
App. électro-thermiques de coiffure.	9	14
Fers à repasser électriques	33	41
Cuisinières électriques	32	36
Appareils chauffants divers	18	13
Résistances chauffantes	6	6
Lampes électriques portatives	22	39
	506	508

Ces appareils sont achetés à 90-95 % par la population non musulmane d'après l'enquête de consommation, ce qui explique la baisse relative des importations de 1958 à 1960, consécutive au départ d'étrangers.

Les appareils le plus souvent achetés par la population musulmane sont : fers à repasser électriques, réchauds électriques, appareils de chauffage électriques.

Ce seraient les seuls appareils dont la fabrication peut être entreprise au Maroc. Le marché actuel semble être d'environ 100 MF en 1958, 165 MF en 1960 soit, compte tenu des hausses des prix, une augmentation de 5 % par an, correspondant au coefficient d'élasticité 1,5.

Le marché en 1965 serait alors d'environ 200 MF, dont 50 % pourraient être fabriqués au Maroc (valeur sortie usine 100 MF)

Objectifs de production

	1958	1965
		MF
Fers à repasser, réchauds électriques et appareils de chauffage	0	100

Investissements

Une petite unité de montage existe. Sa production devrait être développée.

Les investissements complémentaires seraient d'environ 25 MF, dont :

	MF
Bâtiments	7
Matériel de production	10
Matériel roulant	3
Stocks et trésorerie	5
Total	25

Emplois créés. - Environ 20, dont :

Direction et cadres	1
Employés	3
Maîtrise	2
O. P.	1
O. S.	10
Manœuvres	3
Total	20

Importations

Elles seront sans doute stabilisées au niveau de 1960, la clientèle nouvelle marocaine remplaçant au mieux la clientèle étrangère partante, soit 450 MF (valeur CIF).

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

16-8. PILES ET ACCUMULATEURS

Marché

En 1958 l'équilibre était réalisé de la manière suivante :

	MF
Importations (valeur CIF)	814
Commercialisation sur importations	381
Production locale	330
Commercialisation locale	305
Total	1 830

Les importations ont été les suivantes :

	1958	1960
	MF	*MF*
Piles à liquides	36	18
Piles sèches pour lampes portatives	66	121
Piles sèches — 10 volts	14	24
Piles sèches + 10 volts	502	372
Piles diverses	1	1
Accumulateurs au plomb	154	180
Accumulateurs sauf au plomb	23	30
Pièces pour accumulateurs (sauf bacs)	18	18
	814	764

Les productions en 1958 étaient :

	MF
Piles à liquide	5
Piles sèches pour lampes portatives et de — 10 V.	25
Piles de + 10 V.	100
Accumulateurs au plomb	200
Total	330

Piles à liquides. Elles sont utilisées principalement pour les installations téléphoniques. Le marché, de 41 MF (valeur sortie usine) en 1958 pourra être de 60 MF en 1965 compte tenu de l'augmentation des abonnés au téléphone.

Piles de moins de 10 volts. - Elles sont utilisées principalement dans les lampes électriques de poche et dans les postes transistors. Le marché est en rapide croissance (coefficient 1,4 en deux ans) de même que le marché des lampes de poche.

Le marché en 1965 serait de 350 MF (5 millions de piles) dont : 2 millions pour 200 000 postes transistors en service et 3 millions pour lampes de poche.

Piles de plus de 10 volts. - Elles sont utilisées dans les postes radio à piles (piles 90 V), qui seront remplacés progressivement par les postes transistors. Le marché était de 600 MF en 1958, nous pensons qu'il sera tombé à 300 MF en 1965.

Accumulateurs au plomb. - Le marché était de 350 MF en 1958, pour les accus de rechange seuls.

En admettant une croissance de parc de véhicules de 7 % au total et une augmentation de prix de 1,12 en moyenne (1,20 sur accus importés, 1,04 sur accus fabriqués au Maroc), le marché pour les accus de remplacement serait en 1965 de 425 MF.

Pour l'équipement de :

	Accus
2 000 camions neufs il faudra	4 000
11 000 voitures neuves il faudra	11 000
Soit un marché de 105 MF	15 000

Au total un marché pour accumulateurs de 530 MF (prix sortie usine), soit environ 75 000 batteries.

Objectifs de production

Les piles et les accus au plomb peuvent être entièrement fabriqués au Maroc.

Nous retiendrons donc :

	1958	1965
	MF	*MF*
Piles	130	710
Accus	200	530
Totaux.....	330	1 240

Investissements

Les capacités de fabrication des piles atteignent 900 MF, elles sont donc suffisantes.

Les capacités de production d'accumulateurs atteignent 400 MF, il conviendra de les porter à 600 MF, d'où un investissement de 90 MF, dont :

Bâtiments	10
Matériel de production	30
Matériel roulant	—
Stocks et trésorerie	50
Total.....	90

Emplois créés

Dans l'industrie des piles	150
Dans l'industrie des accus	100
Total.....	250

dont :

Direction et cadres	2
Employés	6
Maîtrise et techniciens	12
O. P.	10
O. S.	140
Manœuvres	80

Importations prévues en 1965 :

	MF
Accumulateurs autres qu'au plomb	40
Pièces pour accus	60
Total	100

Exportations

On peut prévoir d'exporter 5 à 10 % de la production soit 100 MF environ.

16-9. HORLOGERIE

Marché

En 1958 l'approvisionnement du marché se faisait de la manière suivante :

	MF
Importations (valeur CIF)	334
Commercialisation sur importations	160
Production locale	368
Commercialisation locale	118
Total ressources	980

	MF
Consommation locale	954
Exportation	26
Total des utilisations	980

Les importations ont été les suivantes :

	1958	1960
	MF	*MF*
Montres	160	261
Pendulettes, pendules	55	72
Appar. de contrôle du temps	17	5
Mouvements	18	23
Boîtiers	25	8
Fournitures diverses	59	69
	334	438

A noter que 35 MF de montres sont importées à Tanger en 1958 et sont en majorité vendues aux touristes.

Les productions en 1958 ont été :

	MF
Fabrication de réveils et de montres	118
Réparation (artisanat) : estimation	250
Total	368

Réveils et pendulettes. - En 1958 :

Importation (nombre, Tanger compris)	30 000
Production (nombre)	60 000
Total	90 000

Exportations	46 000
Consommation locale	44 000
Total	90 000

A noter que dans les 44 000 de consommation locale entrent des ventes aux touristes en particulier à Tanger qui à lui seul en importe plus de 10 000.

A partir de 1959 les exportations vers l'Algérie ont cessé, et sont à 11 000 en 1960 (vers l'Afrique). On les estimera à 13 000 en 1965.

La consommation locale, avec un coefficient d'élasticité de 1,7 en ville et 1,3 à la campagne pourra être de l'ordre de :

	1958	1965
Population musulmane	22 000	32 000
Population non musulmane et touristes.	22 000	15 000
Totaux	44 000	47 000

Au total le marché serait de 60 000 unités.

Les importations pourraient être limitées à 20 000, la production serait de 40 000.

Montres. - En 1958 :

Importations (nombre, dont Tanger 15 000)	56 000
Production (nombre, environ)	54 000
Total.....	110 000

Ces 110 000 montres ont été achetées au Maroc, mais on peut estimer que 10 000 ont été achetées à Tanger par les touristes.

Les prévisions de consommation pour 1965 seraient, compte tenu des mêmes coefficients d'élasticité que pour les réveils :

	1958	1965
Population musulmane	50 000	75 000
Population non musulmane	50 000	33 000
Touristes	10 000	2 000
Totaux.....	110 000	110 000

Les importations peuvent être réduites à 30 000 et la fabrication locale portée à 80 000.

Objectifs de production

	1958		1965	
	Nombre	*MF*	*Nombre*	*MF*
Réveils et pendulettes.	60 000	118	40 000	30
Montres	54 000		80 000	140
Réparation (estimation)		250		330
Totaux.....		368		500

Investissements

La capacité de fabrication de réveils est de 120 000. Elle reste donc très excédentaire.

La capacité de fabrication de montres est de 100 000 environ, elle est suffisante.

Il n'y a donc pas d'investissements à prévoir.

En réparation, environ 30 MF pour l'équipement des artisans, dont :

	MF
Bâtiments	20
Matériel	10

Emplois créés

En fabrication de réveils : réduction d'activité	— 5
En fabrication de montres : accroissement d'activité	+15
Total	+10

soit : 10 O. S.:

En réparation : 50 (catégorie O.P.).

Importations. - Prévision 1965 :

	MF
30 000 montres (valeur CIF)	60
20 000 réveils, pendulettes	15
Appareils de contrôle du temps	5
Mouvements	25
Boîtiers, fournitures diverses	115
Total	220

Exportations. - Prévision 1965 :

	MF
13 000 réveils	9
2 000 montres	3
Total	12

16-10. OPTIQUE

Marché. - L'équilibre était le suivant :

	1958	1960
Importations (valeur CIF)	340	330
Commercialisation sur importations	165	160
Production	40	30
Commercialisation locale	135	130
Totaux	680	650

Comme il y a eu hausse de prix de 1958 à 1960 (20 % sur les produits importés) on peut considérer qu'il y a eu une baisse de 20 % environ sur la consommation, consécutive au départ des Européens.

Les importations ont été :

	1958	1960
Lunetterie	54	72
Eléments d'optique pour photo	8	4
Jumelles	6	9
Appareils photo	81	81
Divers et pièces pour appareils photo	18	17
Appareils de projection	61	48
Pièces détachées appar. cinéma et access.	13	5
Appareils de projection fixe	19	26
Bobines et accessoires, appareils laboratoire	24	28
Appareils photocopie	15	14
Totaux	299	304

La production locale concerne uniquement les verres de lunettes, elle a été en 1958 : 40 MF et en 1960 : 30 MF.

L'enquête de consommation indique que les appareils photo et caméras sont très peu achetés par les ménages musulmans, il ne faut donc pas prévoir une croissance du marché dans ce domaine.

En verres de lunettes, la clientèle marocaine offre un marché en expansion.

Objectifs de production

Augmentation des productions de verres de lunettes, fabrication de montures pour lunettes, et de lunettes solaires :

	1958	1965
	MF	*MF*
Verres optiques pour lunettes	40	50
Montures et lunettes solaires	—	20
Totaux	40	70

Investissements. - Environ 15 MF, dont :

Bâtiments	5
Matériel de production	5
Matériel roulant	2
Stocks et trésorerie	3
Total	15

Emplois créés. - Environ 15, dont :

Direction et cadres	1
Employés	2
Maîtrise et techniciens	2
O. P.	3
O. S.	5
Manœuvres	2

Importations

Environ 265 MF (valeur CIF - réduction du marché aux 4/5 par suite du départ des Européens).

Exportations. - Pas d'exportations notables prévues.

16-11. BIJOUTERIE — ORFÈVRERIE

L'équilibre en 1958 était évalué comme suit :

	MF
Importations (valeur CIF)	338
Commercialisation sur importations	212
Production (estimation pour l'artisanat)	3 250
Commercialisation locale	945
Total	4 745

Les importations ont été :

	1958	1960
	MF	*MF*
Bijouterie, joaillerie (or, argent, métaux précieux)	223	127
Orfèvrerie	10	12
Ouvrages en perles fines	3	1
Bijouterie fantaisie	83	27
Couverts dorés	19	7
Totaux	338	174

La production de l'artisanat a été évaluée à 3 250 MF en 1958. Depuis, une industrie de la bijouterie fantaisie s'est créée, dont le chiffre d'affaires en 1960 peut être de l'ordre de 100 MF.

Nous possédons peu d'éléments pour étudier le marché de la bijouterie.

La bijouterie de métaux précieux importés achetés par la clientèle européenne est en régression.

La bijouterie artisanale traditionnelle subit une certaine désaffection au profit de la bijouterie moderne fantaisie ; cependant la croissance du niveau de vie, les exportations et les ventes aux touristes peuvent la maintenir ; nous retiendrons comme croissance le taux démographique.

Objectifs de production

	1958	1965
	MF	*MF*
Artisanat	3 250	4 500
Bijouterie fantaisie	0	300
Totaux	3 250	4 800

Investissements

Pour la bijouterie fantaisie : 150 MF, dont :

Bâtiments	40
Matériel de production	70
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	35

Pour l'artisanat, 120 MF, dont :

Bâtiments	30
Matériel de production	30
Stocks et trésorerie	60

Emplois créés

En bijouterie fantaisie : 120.

Direction et cadres	2
Employés	6
Maîtrise et techniciens	12
O. P.	10
O. S.	60
Manœuvres	30
Total	120

En artisanat environ : 400.

O. P.	200
O. S.	200
Total	400

Importations. - Prévision 1965 : 300 MF (limitation).

Exportations

Prévision 1965 : 300 MF si un effort est fait dans ce domaine.

16-12. AMPOULES ÉLECTRIQUES

Marché

Il est entièrement approvisionné par les importations qui ont été :

	1958	1960
Lampes et tubes à incandescence	(Nombre 6 044 000) *Valeur MF* 215	(Nombre 7 400 000) *Valeur MF* 212
Lampes et tubes à décharge	35	40
Lamp. et tubes spéciaux, pièces	11	11
Totaux	261	263

Il semble qu'il y a eu stockage en 1960.

Le développement de la consommation d'électricité pour l'éclairage domestique a été d'environ 7,4 % en moyenne de 1953 à 1958, mais a stagné de 1958 à 1960. Si ce rythme élevé se poursuit, en 1965, on peut prévoir une consommation de lampes à incandescence de 10 millions d'ampoules, en se basant sur une croissance de 5 % par an.

Objectifs de production

La plupart des ampoules pour éclairage peuvent être construites au Maroc (douilles à baillonnette, puissance moyenne). On fixera comme objectif 70 % du marché soit 7 millions d'ampoules.

	1958		1965	
	MF	*Nombre*	*Nombre*	*MF*
Ampoules à incandescence	0	0	7 000 000	245

Investissements

Pour une unité de production : environ 160 MF, dont :

Bâtiments	40
Matériel de production	75
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	40
Total.....	160

Emplois créés. - Environ 70, dont :

Direction et cadres	2
Employés	5
Maîtrise et techniciens	5
O. P.	8
O. S.	25
Manœuvres	25

Importations. - Prévision 1965 :

	MF
Ampoules à incandescence diverses (3 millions d'unités)	105
Lampes et tubes à décharge	60
Lampes et tubes spéciaux	15
Total.....	180

Exportations

Exportations possibles vers l'Afrique : environ 25 MF (soit 10 % de la production).

Récapitulation du secteur 16

	Production 1965		Investissement	Emploi	Importation	Exportation
	Nombre	MF	MF		MF	MF
1. *Appar. frigorifiques.*	8 000	400	100	60	390	40
2. *Mach. à coudre, à tricoter*	5 000	125	150	50	240	15
3. *Art. ménage divers :*						
Abrasifs métalliques		40				
Fermet. à glissières.		70				
Ferblanterie, tôlerie.		60				
Art. ménage en fil..		15				
Art. mén. tôle émaill.		500				
Art. ménage alum..		1 000	500	400	1 000	400
Art. ménage étain ..		350				
Art. mén. tôle galv..		550				
Lames de rasoir		45				
Coutellerie		100	120	60		
Artisanat		700				
4. *Mobilier métallique :*						
Sommiers métall. ..		400	400	235	300	50
Mobilier métallique.		1 000				
5. *App. chauffage, éclairage :*						
Réch. à gaz butane.	18 000	135	100	50		
Chauffe-eau à gaz..	2 000	40				
Lanterne-tempête ..		80	60	40	700	—
Lustrerie électrique.		120	90	50		
6. *Radio :*						
Récepteurs radio ...	35 000	420	250	150	1 400	50
Emett-récept. spéc. .		400				
Réparation		1 100	60	100		
7. *Appar. électro-mén. :*						
Fers à repasser et réchauds électriques		100	25	20	450	—

	Production 1965		Investissement	Emploi	Importation	Exportation
	Nombre	MF	MF		MF	MF
8. *Piles et accumulat. :*						
Piles — 10 V	5 000 000	350				
Piles + 10 V		300		150	100	100
Piles à liquide		60				
Accus au plomb	75 000	530	90	100		
9. *Horlogerie :*						
Réveils et pendulett.	40 000	30	0			
Montres	80 000	140	0	10	220	12
Réparation		330	30	50		
10. *Optique :*						
Verres opt. lunettes.		50				
Montures et lun. sol.		20	15	15	265	—
11. *Bijouterie, orfèvrerie*						
Artisanat		4 500	120	400		
Bijouterie fantaisie		300	150	120	300	300
12. *Ampoules électriques*	7 000 000	245	160	70	180	25
Totaux		14 705	2 420	2 130	5 545	992

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS

Bâtiments	640
Matériel de production	1 100
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	580
Total	2 420

VENTILATION DE L'EMPLOI CRÉÉ

Direction et cadres	35
Employés	90
Maîtrise et techniciens	105
O. P.	445
O. S.	1 000
Manœuvres	455
Total	2 130

RÉCAPITULATIF DES UNITÉS A CRÉER OU A ÉTENDRE

	Produits	*Capacité*	*Observations*
Extension	Appareils frigorifiques	8 000/an	Associée à l'usine d'armement
Création	Machines à coudre	7 000/an	
Extension	Fermetures à glissières		
	Articles de ménage en étain (théières)		
	Art. de ménage en alum.	.....	Possibilité de créer une nouvelle unité
	Art. de mén. en tôle émaillée		
Création	Coutellerie (cout. ciseaux)		
Création	Cinq petites unités pour fabrication de sommiers et mobilier métalliques		
Création	Fabricat. de réchauds à gaz butane	20 000/an	
	Fabr. de chauffe-eau à gaz	2 500/an	
Création	Fabr. de lanternes-tempête		
Création	Fabr. de lustrerie électrique		
Extension	Usines de radio existantes		
Création	Une ou deux nouvelles usines de radio et de télév.	50 000 radio 5 000 télé.	
Création	Fabr. de réchauds et de fers à repasser électriques		
Extension	Fabrication d'accus	90 000/an	
Création	Montures de lunettes et lunettes solaires		
Création	Fabr. d'ampoules électr.	8 000 000 d'ampoules	

SECTEUR 17

FILATURES — TISSAGES

17-1. FILATURES ET TISSAGES DE LAINE PEIGNÉE ET GARDÉE
(y compris teinture et apprêts)

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
La production locale, pour	3 100
Les importations, pour	1 898
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, importateurs)	730
Avec commercialisation intérieure	1 815
Total	7 543
Les exportations se sont élevées à	7
Soit, disponible pour le marché	7 536

qui se décomposent ainsi :

4 440 MF en tissus consommés par :

	%
Les ménages	53
La confection (industrielle et artisanale)	39

le reste par l'Administration, l'ameublement, les touristes.

3 096 MF en filés consommés par :

	%
L'artisanat	80
Les tapis (estampillés)	16
La bonneterie	4

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur une augmentation :

	%
— Des achats des ménages de 44,5 % calculés sur :	
un taux annuel de croissance démographique de	2,7
un taux annuel de croissance de revenu de	2
un coefficient d'élasticité de	1,27
— De la confection industrielle de	97
— De la confection artisanale de	26
— De la bonneterie de	100
— Artisanat textiles de	26
— Tapis	130

Ces besoins se chiffrent (en prix (1958) par :

En tissus : 6 722 MF avec commercialisation. 4 900 sans commercialisation.

En filés : 4 421 MF avec commercialisation, 3 600 sans commercialisation.

Objectifs de production

Les besoins du marché devraient être satisfaits par :

En tissus :

	MF
une production locale (en draperies, laine et tous mélanges)	3 600
des importations limitées à (CIF)	990
auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, importateurs)	410
avec des exportations	100
Soit total hors commerce (en prix 1958)	4 900

En filés

	MF
une production locale de	2 900
des importations limitées à (CIF)	570
douanes, taxes, importateurs	130
Soit au total hors commerce (prix 1958)	3 600

La production locale augmenterait de :
245 % en tissus,
40 % en filés commercialisés,
100 % en filés totaux.

La production locale couvrirait dans ces conditions 77 % des besoins et permettrait 100 millions environ d'exportations.

L'équilibre du secteur en 1965 serait ainsi réalisé : (en millions de francs) et en prix 1960.

	Production locale	*Importation*	*Douanes taxes sur Importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Consommation intérieure*	*Exportation*
Tissus ..	3 850	1 190	490	2 010	7 540	7 433	107
Filés ...	3 100	685	156	900	4 841	4 841	

En tonnage : la production locale de 1958 a été d'environ 1 460 t, dont 376 t en tissus et 1 084 t en filés.

Les prévisions faites pour 1965 correspondraient dans les mêmes conditions de prix et de qualités, à 1 310 t en tissus et 1 520 t en filés commercialisés, en plus des 1 310 t environ entrant dans la fabrication des tissus industriels.

Investissements à réaliser

Ces objectifs de production pour 1965 peuvent être couverts :

Avec les moyens existants en 1958 :

	%
Pour les tissus, pour	50
Pour les filés, pour	80

Avec des moyens de production supplémentaires à mettre en œuvre qui seraient d'environ :

200 métiers, 3 000 broches de filature, avec ateliers de teinture et apprêts correspondant à des investissements de 1 800 à 2 000 millions.

Bâtiments	250
Matériel	1 200
Stocks	400
Trésorerie	100

Ces moyens de production supplémentaires peuvent se concevoir soit par une extension des entreprises existantes, soit par la création de deux ou trois tissages qui seraient alors tributaires des filatures existantes pour leurs approvisionnements en filés.

Emplois créés. - Environ 1 400 emplois, dont :

100 cadres supérieurs et maîtrise, 1 100 ouvriers spécialisés, en majorité tisseurs et fileurs mais également quelques ouvriers mécaniciens professionnels (50), 200 manœuvres.

Importations

Il faut prévoir, en filés, des importations de ruban de laine ou de mélange laine et fibres synthétiques, en demi-produits pour les filatures de laine peignée et éventuellement quelques filés de composition spéciale pour les tissages, et, en tissus, des articles spéciaux de faible consommation dont la fabrication, pour cette raison, ne pourrait être économiquement envisagée, enfin des feutres.

Mais il est certain que la protection douanière devra être suffisante pendant cette période d'extension du secteur.

Exportations

Il est probable qu'elles resteront assez limitées pendant cette période étant donné qu'elles étaient sensiblement nulles jusqu'alors.

17-2. FILATURES ET TISSAGE DE COTON, FIBRANNE ET FILS ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES

(y compris teinture, impression, apprêts)

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	En tissus MF	*En filés MF*
Une production locale pour	4 323	2 555
Des importations pour	12 889	982
avec des taxes, douanes et importateurs	4 836	394
Les exportations se sont élevées à ..	280	50
La commercialisation intérieure a été chiffrée à	6 160	920
D'où un disponible pour consommation locale de	27 928	4 801

La répartition en a été la suivante :

Pour les tissus :

	%
Pour les ménages et l'administration	85
Pour la confection industrielle	7
Pour la confection artisanale	3
Pour divers	5

Pour les filés :

	%
Par les tissages industriels	42
Par l'artisanat textile	42
Par la bonneterie et la confection	14
Pour divers	2

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur une augmentation des achats :

	%
Des ménages de	44
De la confection de (en confection industrielle) ..	100
De l'artisanat de	26
Des tissages	310

Ces besoins se chiffrent (en valeur 1958) par :

40 800 millions en tissus avec commercialisation, 31 876 sans commercialisation.

12 950 millions en filés avec commercialisation, 11 237 sans commercialisation.

Objectifs de production

Les besoins du marché de 1965 devraient être satisfaits par :

En tissus :

	MF
Une production locale de	18 000
Des importations de	10 556
Et (taxes, douanes, import.)	3 920
Les exportations s'élevant à	600

En filés :

	MF
Une production locale de	7 000
Des importations de	3 100
Et (taxes, douanes, import.)	1 237
Les exportations s'élevant à	100

La production locale du sous-secteur serait en augmentation de : 315 % en tissage et 174 % en filature.

La production locale couvrirait dans ces conditions 56 % du besoin en tissus et permettrait 600 millions d'exportation, et 62 % des besoins en filés, tout en permettant 100 millions d'exportation.

L'équilibre du secteur serait ainsi réalisé en millions de francs et en prix 1960.

	Production locale	*Importation CIF*	*Commerce/ importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Consommation intérieure*	*Exportation*
Tissus ..	19 250	12 650	4 700	9 845	46 445	45 845	600
Filés ...	7 500	3 630	1 475	1 870	14 475	14 375	100
	26 750	16 280	6 175	11 715	60 920	60 220	700

En tonnage : la production locale en 1958 a été de : 4 351 t en filés, fils mercerisés, ouate... ; 3 650 t en tissus coton, fibranne, fils artificiels et synthétiques.

Dans les mêmes conditions de prix et de qualités qu'en 1958 elle serait de : 12 500 t environ en filés coton et fibranne ; 15 000 t environ en tissus.

Mais il y a lieu de noter que les tissages recevront par ailleurs des fils importés soit au titre de ce sous-secteur (filés de coton et fibranne) soit *surtout* les filés de fils continus artificiels et synthétiques prévus pour un total de 4 000 t.

Investissements à réaliser

Ces objectifs de production pour 1965 peuvent être couverts avec les moyens existants en 1958 pour :

	Tonnes
les tissus jusqu'à concurrence de	4 800
les filés à concurrence de.....	4 800

avec des moyens de production supplémentaires représentant environ 2 800 à 3 000 métiers coton, fibranne et soierie et 70 000 à 80 000 broches de filature (dont COFITEX).

Le montant des investissements à réaliser s'élévera (y compris les teintures, impressions et apprêts) à 13 à 13,5 milliards de francs se décomposant ainsi :

	Millions
Bâtiment	2 500
Matériel	8 000
Pour stocks	2 000
Pour trésorerie	500

Ces moyens de production peuvent se concevoir :

— Soit par des unités d'environ : 500 métiers et 16 000 broches de filature. Eventuellement, un atelier de finition (teinture, y compris impressions, apprêts) ceci pour les fabrications de tissus en coton et fibranne.

— Soit par des unités de 100 métiers environ pour les fabrications de rayonne et fils synthétiques.

On peut donc admettre qu'il doit se créer, d'ici 1965 : quatre à cinq unités du premier type, chacune d'elles représentant un investissement (en bâtiment et matériel) de 1 500 à 2 000 MF en fonction de l'atelier de finition qui éventuellement pourrait y être incorporé.

Chacune de ces unités représenterait un effectif de 600 personnes environ dont :

Cadres et techniciens	18
Ouvriers professionnels	25
Ouvriers spécialisés (fileurs et tisseurs)	460
Manœuvres	100

— Cinq à six unités de 100 métiers environ pour les fabrications en rayonne et fils synthétiques, chacune d'elles représentant un investissement (en bâtiment et matériel) de l'ordre de 250 MF et créant 80 emplois, dont :

Cadres et techniciens	4
Ouvriers professionnels	10
Ouvriers spécialisés et manœuvres	66

Emplois créés. - 3 800 à 4 000 emplois, dont :

Cadres et techniciens	100 à 120
Ouvriers professionnels	200 à 250
Ouvriers spécialisés	3 000 à 3 100
Manœuvres et apprentis	500 à 550

Importations

Des importations sont encore à prévoir pour 1965 d'une part du fait que l'effort de production locale qui devra être réalisé pour cette fin de période est déjà important, d'autre part du fait que pour certains articles spéciaux et certaines fibres nouvelles les mises au point techniques n'auront pu être réalisées durant cette période.

Exportations

Celles-ci doivent se développer en particulier sur les marchés africains. Il a été prévu qu'en tissus elles seraient le double de celles faites en 1958. Elles ne représenteraient qu'environ 3 % de la production locale.

17-3. FIBRES DURES SACS ET BACHES — FICELLERIE CORDERIE

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	Jute		*Ficellerie, corderie*	
	Tonnage	*Valeur*	*Tonnage*	*Valeur*
Production locale	3 130	890	3 184	471
Des import., sacs neufs, tissus	880	193	1 959	389
sacs usagés	5 700	570		
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes)		186		140
Avec des exportations.		0	1 175	119
Une commercialisation locale		630		300
Soit consommation locale	9 710	2 469	3 968	1 181

Ce marché se décomposerait ainsi :

	%
Pour les raffineries de sucre	25
Pour l'agriculture	24
Pour le commerce	50
Divers	1

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur une augmentation des achats :

	%
Des raffineries de sucre de	30
De l'agriculture de	15
Du commerce de	32

Ces besoins se chiffrent pour 1965 (en valeur 1958) à : 3 350 MF pour le secteur jute ; 1 450 MF pour le secteur ficellerie, corderie.

Soit en augmentation sur 1958 de : 34 % pour le secteur jute : 4,3 % par an ; 22 % pour la ficellerie, corderie : 2,9 % par an.

Objectifs de production

Les besoins du marché en 1965 ont été établis en prenant une augmentation pour les importations de sacs usagés importés pleins de 20 % environ (importation de sucre brut) soit donc environ 1 000 t ou 100 MF.

Les besoins du marché devraient être satisfaits par :

	Jute		*Ficellerie, Corderie*	
	Tonnage	*Valeur 1958*	*Tonnage*	*Valeur 1958*
Une production locale.	5 650	1 550	4 720	698
Des importations :				
Neufs	650	140	2 000	400
Usagés	6 700	670		
Avec douanes, taxes. import.		180		144
Avec des exportations.			1 480	150
Une commercialisation intérieure		820		360
	13 000	3 360	5 240	1 452

La production locale augmenterait :

— en jute de 80 % et couvrirait 90 % des besoins du marché en sacs neufs,

— en ficellerie, corderie, de 50 % et couvrirait 70 % des besoins du marché.

En prix 1960 l'équilibre du secteur en 1965 serait ainsi réalisé en millions de francs :

	Production locale	*Importation*	*Douanes taxes sur importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Consommation intérieure*	*Exportation*
Jute ...	1 700	940	210	900	3 750	3 750	
Ficellerie Corderie.	775	490	175	410	1 850	1 680	170

Investissements à réaliser

En jute. - L'équipement existant en 1960 permet d'assurer 75 % de la production locale prévue pour 1965 soit 4 200 t environ.

Les investissements à réaliser et déjà en cours de réalisation devraient donc correspondre à un équipement supplémentaire d'environ : 1 200 broches de filature ; 60 métiers ; soit : 550 MF environ se répartissant ainsi :

	MF
Bâtiment	160
Matériel	300
Stocks	80
Trésorerie	10

Ces moyens de production peuvent se concevoir :

— soit par la création d'une unité nouvelle ;

— soit même par une extension des deux ou de l'une des entreprises existantes.

En ficellerie, corderie. - L'équipement existant permet d'assurer 85 % de la production locale prévue pour 1965 soit environ 4 000 t. Les investissements à prévoir sont donc assez faibles et de l'ordre de 70 MF, soit :

	MF
Bâtiment	10
Matériel	25
Stocks	25
Trésorerie	10

Emplois créés

En jute. - Environ 200 répartis en :

Cadres et maîtrise	7
Employés	8
Ouvriers professionnels	5
Ouvriers spécialisés	160
Apprentis et manœuvres	20

En ficellerie, corderie. - Environ 60 répartis en :

Cadres et maîtrise	6
Ouvriers spécialisés	34
Manœuvres et apprentis	20

Importations

En jute. - Les importations de sacs usagés augmenteront du fait des sacs importés pleins (en particulier sucre brut).

En articles neufs, elles sont limitées à une très faible valeur : 230 MF environ et comprendront plus particulièrement des tissus de jute et des bâches dont la faible demande ne permettrait pas d'envisager la production localement.

En ficellerie, corderie. - Les importations correspondent principalement à des demi-produits de fibres d'origines étrangères dont la fabrication est achevée localement.

17-4. LAVAGE — EFFILOCHAGE : LAINE

Marché

En 1958 les besoins du marché ont été assurés par une production locale de 2 946 t pour 1 640 MF :

	MF
Des importations de 123 t pour	64
Avec douanes, taxes...	11
Avec des exportations de 1 626 t pour	838
Une commercialisation intérieure de	315
Soit une consommation locale de 1 443 t pour...	1 192

dont 40 % pour l'artisanat et 60 % pour la filature industrielle.

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur une augmentation des achats de l'artisanat de 20 % soit de 2,7 % par an ; de la filature industrielle de 100 % soit de 10,5 par an si on admet constant le pourcentage de fibranne viscose et de fibres synthétiques dans les mélanges.

L'évolution des fabrications textiles tend vers des mélanges où ces pourcentages seront plus élevés ; nous retiendrons pour 1965 une augmentation des achats de la filature industrielle de 60 % soit 7 % par an.

Les besoins du marché se chiffreront, en valeur 1958, par :

1 750 MF avec commercialisation intérieure ; 1 290 MF sans commercialisation, correspondant à 2 100 t environ.

Objectifs de production

Les tonnages exportés en laine en suint et laine lavée à dos en 1959 et 1960, correspondent sensiblement à 2 000 t en lavée à fond auxquelles s'ajoutent environ 650 t de laine lavée à fond. Les besoins du marché local se montant à 2 100 t environ, nous retenons pour la production locale le chiffre de 4 800 t correspondant à une utilisation voisine de 115 % de la capacité de production des installations en place, et à une augmentation de 62 % sur la production de 1958.

Les importations seront maintenues à 150 t environ.

Les exportations seraient de 2 700 t.

L'équilibre du secteur, en 1965, serait ainsi réalisé, en prix 1960 :

	Production locale	*Importation*	*Douanes taxes sur importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Consommation intérieure*	*Exportation*
En MF..	2 900	190	35	455	3 580	1 750	1 830

Investissements à réaliser. - Environ 200 MF répartis pour :

	MF
Bâtiment	25
Matériel	35
Stocks	100
Trésorerie	40

Ces investissements pourraient donner lieu à la création d'une unité industrielle ou à l'extension de l'une des huit unités existantes.

Emplois créés. - 120 emplois se décomposant en :

Cadres	3
Maîtrise	6
Ouvriers spécialisés	95
Manœuvres et apprentis	16

Importations

Les importations prévues se rapportent à des qualités de laine ou de mélanges de fibres que ne pourra fournir l'industrie locale.

Exportations

Les besoins des marchés à l'exportation devront être assurés par des laines lavées à fond, les sorties de laine en suint et lavée à dos étant autant que possible proscrites.

17-6. TAPIS NOUÉS MAIN ESTAMPILLÉS

Marché

En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
Une production locale (114 200 m²)	740
Des importations de	383
Avec taxes, douanes, import.	222
Avec des exportations de	232
Une commercialisation intérieure de	557

Soit une consommation intérieure de 1 670 MF avec commercialisation et 1 123 MF sans commercialisation, dont 15 % par les touristes et 85 % par les ménages.

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur une augmentation de la consommation : des touristes de 250 % (500 000 touristes prévus en 1965) ; des ménages de 14 %.

En prix 1958, ces besoins se chiffrent par : 2 500 MF avec commercialisation intérieure ; 1 670 MF sans commercialisation intérieure.

Objectifs de production

Les besoins du marché de 1965 devront être satisfaits par :

	MF
Une production locale de (260 000 m² environ) ..	1 700
Des importations de	300
Avec taxes, douanes, import.	175
Des exportations de	500
Une commercialisation intérieure	825
Total pour consommation intérieure	2 500

L'augmentation de la production locale serait de 130 % et l'équilibre du secteur serait en 1965 et en prix 1960 :

Production locale	*Importation*	*Douanes taxes sur importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Consommation intérieure*	*Exportation*
2 040	360	210	990	3 600	3 000	600

Investissements à prévoir. - Environ 600 MF, dont :

	MF
Bâtiment	220
Matériel	220
Stocks	120
Trésorerie	40

Emplois créés. - Environ 1 800, dont :

Cadres et maîtrise (dans le cas où se monteraient des unités industrielles)	40
Ouvriers spécialisés	1 100
Manœuvres et apprentis	660

Les importations sont maintenues pour des velours et tapis dont les fabrications ne peuvent être envisagées au Maroc.

Les exportations ont été fortement majorées pour tenir compte de leur développement actuel.

17-7. FILETS DE PÊCHE

Marché

En 1958 l'ensemble du marché a été assuré par des importations. Celles-ci ont varié dans des proportions importantes de 1956 à 1960.

	Tonnes	*Valeur en MF*	*Francs/kg*
1956	204	193	930
1957	131	156	1 300
1958	146	254	1 740
1959	83	180	2 160
1960	66	161	2 450

Ces variations des prix au kilogramme, et des tonnages annuels importés sont dues en bonne partie à l'utilisation des fibres synthétiques.

Pour tenir compte des tonnages et valeurs importants de l'année 1958 nous prenons comme base de référence pour l'année 1960 : 70 t - 170 MF, soit sensiblement 2 450 F par kilogramme.

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur une augmentation de 6 % par an soit 34 % pour 1965 par rapport à 1960 :

	MF
Importations (94 t environ)	228
Douane, taxes	92
Commercialisation intérieure	64
Consommation locale	384

4-8. FILATURES DE FIBRES ARTIFICIELLES ET SYNTHETIQUES

Ce sous-secteur comprend la production des fibres textiles soit en fils continus (rayonne, acétate..., pour les fils artificiels ; nylon, tergal..., pour les synthétiques) soit en masse (« fibranne » pour les artificiels ; fibre en masse de nylon, de tergal... pour les synthétiques).

Marché. - Il n'y a pas de production locale dans ce secteur.

Les importations (en tonnage) marquent une progression très rapide de 1957 à 1960 et il est important de la mettre en parallèle avec l'évolution des importations de coton.

Années	*Coton* (1) *Tonnes*	*Fibres en masse* (2) *Tonnes*	*Fils continus synth. et artif.* (3) *Tonnes*	$\frac{(2)+(3)}{(1)}$ *%*
1957	2 985	1 780	196	63
1958	3 044	2 630	193	92,5
1959	2 415	2 047	474	105
1960	3 425	3 250	755	116,5

De 1957 à 1960 les importations ont augmenté de : 15,5 % en coton ; 82 % en fibres artificielles et synthétiques en masse ; 610 % en fils continus artificiels et synthétiques.

Les prévisions de consommation des filatures, des tissages, de la bonneterie et de l'artisanat pour 1965 ont été faites, compte tenu, de cette évolution et il est retenu : 7 500 t en fibres en masse pour les filatures ; 4 000 t en fils continus pour les tissages, la bonneterie et l'artisanat ; à titre indicatif 6 500 t pour le coton en masse.

En prix 1960 ces tonnages correspondent à : 2 000 MF en fibres et 4 300 MF en filés.

La totalité de ces besoins serait importée. Si les tonnages qu'ils représentent sont importants, ils se rapportent à des fabrications très différentes et qui demandent chacune des unités de production dépassant de beaucoup les besoins locaux. Leur production au Maroc ne pourrait être envisagée que sur une période ultérieure.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 17

TEXTILES - PRODUCTION DE FILES ET TISSUS

Sous-secteur	*Production 1965*		*Investissement nécessaire MF*	*Emploi créé*	*Importation*	*Exportation*
	Tonnages	*MF*				
1. Filature et tissage de laine peignée et cardée	1 300 tissus 1 500 filés (1)	6.950	2 000	1 400	1 875	110
2. Filature et tissage de coton, fibranne et fils synthétiques et artificiels	15 000 tissus 12 000 filés (2)	26 750	13 000	3 900	16 280	700
3. Tissus et sacs jute ..	5 700	1 700	550	200	940	
Ficellerie, corderie ..	4 700	780	70	60	490	170
4. Lavage, cardage, effilochage laine	4 800	2 900	200	120	190	1 830
6. Tapis noués mains, velours	950	2 040	600	1 800	360	600
7. Filets de pêche					228	
8. Filature de fibres artificielles et synthétiques					6 300	
Totaux.....		41 120	16 420	7 480	26 663	3 410

(1) Ce tonnage de filés n'inclut pas celui nécessaire à la production des 1 300 T de tissus.

(2) Totalité des filés produits, par les filatures.

Investissements. - Se répartissent en :

	MF
Bâtiments	3 165
Matériel	9 780
Stocks	2 725
Trésorerie	700
Soit.....	16 370

Emplois créés. - Seraient de 7 490, dont :

Cadres et maîtrise	272
Ouvriers spécialisés	5 778
Manœuvres et apprentis	1 440
Total.....	7 490

RÉCAPITULATIF DES UNITÉS A CRÉER OU A ÉTENDRE DANS LE SECTEUR 17

Création ou extension	*Produits*
Extension des entreprises existantes ou création de deux ou trois tissages.	Filature et tissage de laine peignée et cardée.
Création et extension.	Fibres dures, sacs et bâches.
Création et extension.	Filature et tissage de coton, fibranne et fils artificiels et synthétiques.
Création ou extension.	Lavage, effilochage laine.

SECTEUR 18

CONFECTION - BONNETERIE

BRODERIE ET DIVERS

18-1. CONFECTIONS DE VETEMENTS

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés :

	MF
Par la production locale, pour	4 565
Par les importations, pour	1 007
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.) ..	557
Avec des exportations de	—317
Soit	5 812
Avec une commercialisation intérieure de	1 943
Soit consommation locale	7 755

dont : 82 % consommés par les ménages ; 17 % consommés par l'administration ; 1 % consommé par les entreprises.

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur :

— une augmentation de la demande des ménages de 42 % sur 1958 ; taux de croissance démographique 2,7 % ; taux de croissance du revenu 2 % ; coefficient d'élasticité 1,23 % (enquête de consommation) ; d'où coefficient d'augmentation annuelle de la demande 5,16 % ;

— une augmentation de la demande de l'administration de 38 % ;

— une augmentation de la demande des entreprises de 60 %.

En prix 1958, les besoins du marché local seront donc :

	MF
Pour les ménages	9 000
Pour l'administration	1.820
Pour les entreprises	128
Au total	10 948

soit environ 8 250 MF sans les marges de commercialisation intérieure.

Par ailleurs l'hypothèse de la suppression des importations de friperie ayant été retenue la demande des ménages serait majorée en valeur de : 1 520 MF soit environ 1 050 MF sans la commercialisation intérieure.

Au total les besoins du marché seraient de 9 300 MF (en prix 1958 et sans marges de commercialisation) soit une augmentation de 60 % sur ceux de 1958.

Perspectives de production

Les besoins du marché de 1965 devraient être satisfaits par :

	MF
Une production locale de (sans commercialisation)	9 000
Des importations limitées à	510
Avec (douanes, taxes, importateurs)	190
Et avec des exportations de	— 400
Total.....	9 300

La production locale représenterait 97 % de la consommation locale. Elle serait en augmentation de 97 % sur celle de 1958, soit en moyenne de 10 % par an.

L'équilibre du secteur, en 1965, serait réalisé ainsi :

	Production locale	*Importation*	*Taxe et commerce sur Importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Demande locale*	*Exportation*
En prix 1958	9 000	510	190	3 168	12 868	12 468	400
En prix 1960	9 560	620	230	3 488	13 898	13 473	425

Pour des qualités de matières identiques à celles utilisées en 1958, la production de 1965 représenterait 5 300 t.

Investissements à réaliser

Ces objectifs de production pour 1965 peuvent être réalisés : pour 65 % avec l'équipement existant en 1958 ; pour 35 % avec des moyens de production supplémentaires, ce qui représente des investissements de l'ordre de 870 MF.

	MF
Bâtiment	200
Matériel	470
Stocks	150
Trésorerie	50
Total.....	870

On peut concevoir la création de 50 à 60 entreprises sans impératifs techniques pour leur localisation.

Emplois créés. - 2 700 environ se répartissant ainsi :

Employeurs, cadres (chiffre variable suivant la dimension des entreprises)	150
Maîtrise	100
Ouvriers de production (ouvriers spécialisés)	2 200
Apprentis	150
Manœuvres	100

Importations

Les importations devront être limitées ; mais il ne paraît pas logique d'en prévoir la suppression complète ; certaines fabrications comme certains modèles devront être souvent vus et admis par la clientèle avant que leur fabrication industrielle soit adoptée.

Il est retenu comme hypothèse, que les importations de friperie seraient arrêtées.

Exportations

La branche est déjà bien orientée vers les marchés extérieurs. Il est normal de penser que ces marchés se développeront dans les années à venir.

18-2. CONFECTION : LINGERIE - CHEMISERIE

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
La production locale pour	1 098
Les importations, pour	1 080
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)	570
Avec des exportations de	—113
Soit	2 635
Et une commercialisation intérieure de	870
Soit une consommation locale de	3 505

91,5 % étant consommés par les ménages et 8,5 % par l'administration.

En 1965 les besoins du marché ont été calculés sur :

— une augmentation de la demande des ménages de 46 % sur 1958 (le coefficient d'élasticité étant de 1,41, le coefficient d'augmentation de la demande ressort à 5,53 % par an) ;

— une augmentation de la demande de l'administration de 38 %.

En prix 1958 les besoins du marché seront donc de :

	MF
Ménages	4 660
Administration	415
Au total	5 075

soit environ 3 800 MF sans les marges de commercialisation intérieure.

L'hypothèse de la suppression des importations de friperie majore, en valeur, la demande des ménages de : 1 080 MF soit environ 750 MF sans les marges de commercialisation intérieure.

Au total les besoins du marché local seraient de : 4 550 MF (en prix 1958 et sans marges de commercialisation) soit en augmentation de 73 % sur ceux de 1958.

Perspectives de production

Les besoins du marché en 1965 devraient être satisfaits par :

	MF
Une production locale de	3 600
Des importations limitées à	800
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)	450
Avec des exportations de	—300
Soit au total (en prix 1958)	4 550

La production représenterait 79 % de la consommation locale. Elle serait en augmentation de 228 % sur celle de 1958, soit en moyenne 18,5 % par an.

L'équilibre du secteur en 1965 serait ainsi réalisé :

En prix	*Production locale*	*Importation*	*Commercialisation importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Demande locale*	*Exportation*
1958...	3 600	800	450	1 605	6 455	6 155	300
1960...	3 900	990	555	1 755	7 200	6 875	325

La production prévue pour 1965 sera inférieure à 1 800 t du fait des tissus plus légers utilisés en particulier dans la confection des chemises.

Investissements à réaliser

Ces objectifs de production pour 1965 peuvent être réalisés : pour 45 % avec l'équipement existant en 1958 ; pour 55 % avec des moyens de production à créer représentant environ 900 MF, se ventilant en :

	MF
Bâtiment	240
Matériel	430
Stocks	150
Trésorerie	80

Emplois créés. - Environ 1 700 se répartissant ainsi :

Direction et cadres supérieurs	100
Maîtrise	70
Ouvriers spécialisés	1 450
Apprentis	50
Manœuvres	30

Les effectifs des emplois direction, cadres et maîtrise seront assez variables en fonction de la dimension des unités créées.

Les unités industrielles peuvent être assez petites. Elles peuvent se concevoir avec des effectifs totaux de 10 à 250 emplois et même davantage.

Il n'y a pas techniquement d'impératif de localisation.

Importations

Celles-ci devront être limitées. Il ne paraît pas logique d'envisager leur suppression complète du fait de la demande d'articles de faible série soit en qualité des tissus soit en modèles.

Exportations

Comme pour la confection des vêtements, l'orientation de la branche vers les marchés extérieurs doit permettre d'envisager dans les proches années à venir un développement des exportations. Nous les avons prévues en augmentation et sensiblement dans le même rapport que celui de la production locale.

18-3. BONNETERIE

— Bas, chaussettes, vêtements et sous-vêtements de bonneterie.

Marché - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
Une production locale de	1 390
Des importations de	1 662
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)..	855
Avec des exportations de	—150
Soit.....	3 757
Et une commercialisation intérieure de	1 240
Soit une consommation locale de	4 997

absorbée en totalité par les ménages.

En 1965 les besoins du marché sont calculés sur une augmentation de la demande des ménages de 46 % par rapport à 1958 (le coefficient d'élasticité étant de 1,41, le coefficient d'augmentation annuelle de la demande ressort à 5,53 %).

En prix 1958, la consommation locale sera donc de : 5 470 MF sans commercialisation intérieure et 7 300 MF avec commercialisation intérieure.

Dans cette branche également, l'hypothèse de la suppression des importations de friperie majore, en valeur, la demande des ménages de : 400 MF soit 280 MF sans commercialisation intérieure.

Au total les besoins du marché local seraient de 5 750 MF en prix 1958 et sans marge de commercialisation, soit en augmentation de 53 % sur ceux de 1958.

Perspectives de production

Les besoins du marché devraient être satisfaits par :

	MF
Une production locale	5 200
Des importations limitées à	670
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)..	330
Avec des exportations de	—450
Soit (en prix 1958).....	5 750

La production locale représenterait 90 % environ de la consommation. Elle serait en augmentation de 274 % sur celle de 1958 soit en moyenne de 20,5 % par an.

L'équilibre du secteur en 1965 serait ainsi réalisé :

En prix	*Production locale*	*Importation*	*Commercialisation importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Demande locale*	*Exportation*
1958...	5 200	670	330	1 950	8 150	7 700	450
1960...	5 700	810	395	2 150	9 055	8 555	500

La production prévue pour 1965 sera d'environ 3 600 t.

Investissements à réaliser

Ces objectifs de production peuvent être couverts pour : 50 % avec l'équipement existant en 1958 ; 50 % avec les moyens de production à créer représentant un investissement d'environ 900 MF se ventilant en :

	MF
Bâtiment	180
Matériel de production	400
Stocks	280
Trésorerie	40

Ces investissements nouveaux peuvent se concevoir en partie par une extension des entreprises existantes, en partie par la création d'entreprises dont la dimension moyenne représenterait environ 150 MF d'investissements et 250 emplois. Ils doivent porter principalement sur des moyens de production permettant une gamme de fabrication plus étendue que celle donnée par le matériel existant.

Emplois créés. - 2 300 environ se répartissant ainsi :

Direction et cadres supérieurs	140
Maîtrise	100
Ouvriers spécialisés	2 000
Apprentis	60
Total.....	2 300

Importations - Exportations

Les importations devront être limitées sans que logiquement on puisse envisager, pour les mêmes raisons que dans les sous-secteurs précédents, de les supprimer complètement.

Il est prévu également des exportations qui par rapport à celles de 1958 seront dans le rapport de développement des productions locales.

18-4. BRODERIE MECANIQUE ET MAIN

sur tissus à usage vestimentaire, linge de maison et parure

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
Une production locale de	296
Des importations de	495
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)..	256
Soit.....	1 047
Et une commercialisation intérieure	347
Soit une consommation locale de	1 394

absorbée en totalité par les ménages.

En 1965 les besoins du marché sont calculés sur une augmentation de la demande des ménages de 40 % par rapport à 1958 soit 4,98 % par an en moyenne (le coefficient d'élasticité retenu est de 1,14).

En prix 1958 la consommation locale sera de : 1 465 MF sans commercialisation intérieure et 1 950 MF avec commercialisation.

Perspectives de production

Les besoins du marché de 1965 devraient être satisfaits par :

	MF
Une production locale de	800
Des importations de	500
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)..	260
Avec des exportations de	—100
Soit au total (en prix 1958).....	1 460

La production locale représenterait 55 % de la consommation locale. Elle serait en augmentation de 170 % sur celle de 1958 soit en moyenne de 15 % par an.

L'équilibre du secteur en 1965 serait ainsi réalisé :

En prix	*Production locale*	*Importation*	*Commercialisation importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Demande locale*	*Exportation*
1958...	800	500	260	490	2 050	1 950	100
1960...	865	600	312	560	2 337	2 230	107

La production prévue pour 1965 représenterait environ 550 t.

Investissements à réaliser

Ces investissements porteraient principalement en broderie mécanique. En 1958 la capacité de production des métiers existants permettait une production supplémentaire de 100 t environ soit sensiblement le double de celle réalisée.

En maintenant pour 1965 le même rapport entre broderie mécanique et broderie main qu'en 1958 les investissements à prévoir seraient de l'ordre de 200 MF se répartissant ainsi :

Bâtiment	50
Matériel de production	110
Stocks	30
Trésorerie	10

Emplois créés. - 350 environ, dont :

Direction, cadres et maîtrise	40
Ouvriers spécialisés	300
Manœuvres et apprentis	10

Ces investissements sont à prévoir dans une extension des entreprises existantes. Par contre des ateliers pour broderie main peuvent être conçus sous forme d'ateliers artisanaux.

Importations

Les importations dans cette branche ont représenté, en 1958, deux fois et demi, en valeur, la production locale. Elles se sont maintenues en 1960, et ont porté principalement sur la broderie mécanique.

La diversité des produits nécessaires pour satisfaire la demande ne permet pas d'envisager une suppression trop brutale des importations et il a été estimé qu'elles seraient maintenues en valeur absolue.

18-4 bis et 18-5. PASSEMENTERIE, CHAPELLERIE, DIVERS POUR HABILLEMENT

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
Une production locale de	262
Des importations de	392
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)	182
Avec des exportations de	—34
Soit.....	802

Et une commercialisation intérieure de 173

Soit une consommation locale de 975

dont : 52 % ont été consommés par les ménages ; 7 % ont été consommés par l'Administration ; 32 % ont été consommés par la confection et la bonneterie ; 9 % ont été consommés pour industries diverses (tuyaux, courroies).

En 1965 les besoins du marché sont calculés sur une augmentation de 40 % de la consommation des ménages ; 38 % de la demande de l'administration ; 160 % de la demande confection, bonneterie ; 60 % de la demande des industries diverses.

En prix 1958 la consommation locale sera donc de : 1 440 MF sans commercialisation intérieure et 1 760 MF avec commercialisation intérieure, soit en augmentation de 80 % sur celle de 1958.

Perspectives de production

Les besoins du marché devraient être satisfaits par :

	MF
Une production locale de	700
Des importations limitées à	540
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.) ..	250
Avec des exportations de	— 50
Soit (en prix 1958)	1 440

La production locale représenterait 50 % environ de la consommation. Elle serait en augmentation de 166 % sur celle de 1958 (300 % pour la passementerie seule) soit environ 15 % par an (22 % pour la passementerie).

L'équilibre du secteur en 1965 serait ainsi réalisé :

En prix	*Production locale*	*Importation*	*Taxes et commerce sur importation*	*Commercialisation locale*	*Total ressources*	*Demande locale*	*Exportation*
1958...	700	540	250	320	1 810	1 760	50
1960...	760	650	300	370	2 080	2 025	55

La production locale passementerie représenterait 300 t environ soit 350 MF en prix 1958.

Investissements à réaliser

Ces objectifs de production peuvent être réalisés en passementerie à 50 % avec le matériel existant ; en chapellerie, ganterie et articles divers habillement, en totalité avec l'équipement existant.

Les investissements à réaliser seraient donc de l'ordre de 250 MF, dont environ :

	MF
Bâtiment	50
Matériel	140
Stocks	40
Trésorerie	20

Emplois créés

Le programme de production locale envisagé créérait 330 emplois nouveaux, dont :

Direction, cadres, maîtrise	35
Ouvriers spécialisés	280
Apprentis et manœuvres	15

Importations

Les importations devront être limitées en particulier dans certains articles de consommation courante en confection et bonneterie ; mais au total, étant donnée la diversité des articles, les importations représenteraient encore dans les perspectives 1965, sensiblement 85 % de la production locale.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 18

Sous-secteurs	*Production 1958*		*Production 1965*		*Importation*	*Exportation*	*Investissements nécessaires*	*Emplois créés*
	tonnes	*MF*	*tonnes*	*MF*	*MF*	*MF*	*MF*	
1. Confection de vêtements ...	2 700	4 560	5 300	9 560	620	420	870	2 700
2. Chemiserie, lingerie	550	1 100	1 800	3 900	1 000	320	900	1 700
3. Bonneterie ..	950	1 400	3 600	5 700	810	500	900	2 300
4. Broderie	200	300	550	860	600	100	200	350
4 bis et 5. Passementerie, chapellerie et divers		260		760	650	50	250	330
Totaux secteur 18		7 620		20 780	3 680	1 390	3 120	7 380

Par rapport à celle de 1958, la production de 1960 peut être estimée en prenant un coefficient annuel d'augmentation au moins égal à celui prévu en moyenne pour la période 1958-1965 ; peu d'investissements auraient été faits avant 1960.

Il y a lieu de signaler l'augmentation importante des importations dans les vêtements femme qui sont passés de 460 MF en 1958 à 840 MF en 1960 avec une prévision pour 1961 encore supérieure, la production locale étant insuffisamment équipée pour satisfaire à la demande.

La qualité de la main-d'œuvre étant très satisfaisante, le développement important que doit connaître l'ensemble du secteur doit permettre d'obtenir avec des unités industrielles valables sur le plan des techniques et méthodes de travail, des prix compétitifs avec ceux des marchés extérieurs.

VENTILATION DE L'EMPLOI CRÉÉ

Direction et cadres	465
Maîtrise	270
Ouvriers spécialisés	6 230
Manœuvres	515
Total	7 480

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS

	MF
Bâtiment	720
Matériel de production	1 550
Stocks	650
Trésorerie	200
Total	3 120

RÉCAPITULATIF DES UNITÉS A CRÊER OU A ÉTENDRE DANS LE SECTEUR 18

	Produits
Création de 50 à 60 entreprises.	Confection de vêtements
Extension ou création.	Confection : lingerie, chemiserie.
Extension ou création.	Bonneterie : bas et chaussettes.
Extension et création.	Broderie mécanique et main d'ateliers artisanaux.
Extension.	Passementeries, chapellerie, divers pour habillement.

SECTEUR 19

ARTISANAT - TEXTILE

19-1. TISSERANDS, PASSEMENTIERS, FEUTRIERS, TRICOTEURS, BRODEURS, FILEUSES, TISSEUSES TAPIS (autres qu'estampillés)

Marché. - En 1958 :

	MF
Production locale	9 600
Commercialisation intérieure	2 900
Consommation locale	12 500

allant en totalité aux particuliers.

En 1965 la production a été calculée sur un taux de croissance annuelle moyen de 3,4 % par an.

En prix 1960, nous avons donc :

	MF
Production	13 100
Commercialisation	3 950
Total.....	17 050

Nous n'avons aucun élément permettant de chiffrer les investissements nécessaires. Ceux-ci seront fonction de l'orientation que prendra l'artisanat (coopératives, unités de production...).

Emplois créés

Sur la base des estimations faites en 1958, et en admettant une structure identique, il y aurait environ 1 400 emplois créés (emplois à temps partiel).

19-2. TAILLEURS — COUTURIERS
(Pour vêtements européens et traditionnels)

Marché

En 1958 la consommation locale a été estimée à 5 500 MF.

En 1965 le développement prévu en confection industrielle et artisanale et le départ d'un tiers des étrangers limitera certainement celui de cette branche.

Nous retiendrons comme coefficient de croissance le taux démographique de 2,7 % par an.

En valeur 1958 la consommation locale sera de 6 600 MF, soit 7 100 MF en valeur 1960.

Les emplois en 1958 avaient été estimés à 2 600. En admettant la même structure en 1965 les emplois créés seraient de 500 environ.

19-4 ARTISANAT TEXTILE VEGETAL

Vanniers, Nattiers, Cordiers

En 1958 :

	MF
La production locale a été estimée à	818
La commercialisation intérieure à	162
Soit au total.....	980

En 1965, à défaut d'indications plus précises nous prendrons un taux annuel de croissance de 4 %, pour tenir compte du taux de 12 % dans le logement ; ce qui donnera une augmentation de la production de 32 %.

Production locale	1 100
Commercialisation intérieure	214
Soit au total.....	1 314

Sur la base des emplois estimés en 1958, les emplois créés seraient de l'ordre de 4 000 à temps partiel.

Récapitulation du secteur 19

Sous-secteurs	*Production* 1965
1	13 100
2	7 100
4	1 100
Total.....	21 300

SECTEUR 20

TANNERIE - MEGISSERIE - MAROQUINERIE

20-1. et 20-2. TANNERIE INDUSTRIELLE ET TANNERIE ARTISANALE

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

	MF
Une production locale de (production industrielle)	3 820
Environ (production artisanale)	2 600
Soit.....	6 420
Des importations de	325
(Douanes, taxes, import.)	112
Avec des exportations de	—970
Soit un disponible pour le marché (sans commercialisation)	5 887
Ou (avec commercialisation)	7 344

En poids, la production a été d'environ :

	Tonnes
Bovins	4 100
Caprins	490
Ovins	930
Autres peaux	300

Les importations ont été de : 740 t, dont 700 t en bovins ; 500 t de succédanés cuirs.

Les exportations ont été de 1 130 t, dont :

	Tonnes
Bovins	550
Caprins	200
Ovins	380

soit disponible pour le marché : 5 430 t environ et 500 t de succédanés.

En valeur, le secteur chaussure a absorbé 69 % du disponible. Le secteur maroquinerie a absorbé 29 % du disponible.

Pour 1965, les besoins du marché sont calculés sur des augmentations de la demande de : 48 % dans le secteur chaussure ; 55 % dans le secteur maroquinerie, ce qui demande un disponible pour le marché d'environ : 8 800 MF en prix 1958 et sans commercialisation, soit 10 200 MF en prix 1960, avec commercialisation.

Les besoins du marché 1965 sont donc en augmentation d'environ 50 % sur ceux de 1958.

Objectifs de production

Les besoins du marché intérieur porteront principalement sur les box et vachettes (cuirs de dessus) pour les fabrications des chaussures et sur les peaux de caprins et d'ovins pour la maroquinerie.

Il semble important pour la tannerie de prévoir le maintien d'un certain tonnage à l'exportation pour des fabrications de qualité en cuirs de dessus (box et vachette) et également en peaux de caprins.

Des importations sont à prévoir également d'une part pour satisfaire le marché dans certaines qualités particulières, d'autre part pour assurer les besoins globaux du secteur chaussure dans le cas d'un déficit en peaux brutes de provenance locale ou d'importation.

Le marché 1965 serait assuré par :

	Valeurs 1958 *MF*	*Tonnage* (*tonnes*)	*Valeurs* 1960 *MF*
Une production locale de	9 800	9 000	11 350
Des importations de	350	1 600	420
Taxes, douanes, import.	130		160
Des exportations de	1 480	850	1 700
D'où disponible pour marché ..	8 800	9 750	10 230

La production locale serait en augmentation de 53 % sur 1958. Pour les importations sont comprises 900 t de succédanés de cuir.

Investissements

La capacité de production de la tannerie industrielle lui permet d'assurer une production supérieure de 45 % à celle de 1958.

Par ailleurs une évolution de la tannerie artisanale, en ateliers semi-industriels doit faciliter une augmentation de la production ainsi qu'une amélioration de la qualité.

La production de 1965 peut donc être prévue avec la même répartition qu'en 1958 entre l'artisanat et l'industrie.

Les investissements dans le secteur industriel seraient nécessaires pour assurer une production supérieure de 8 à 10 % à celle correspondant à sa capacité de 1958, soit 300 MF environ, dont :

	MF
Bâtiments	70
Matériel	120
Stocks	90
Trésorerie	20

Ces investissements peuvent se concevoir soit par une extension des entreprises existantes, soit par la création d'une usine nouvelle d'une capacité de production de 400 MF en chiffre d'affaires.

Des investissements sont également à prévoir pour le secteur artisanal, que nous ne pouvons chiffrer (environ 300 MF pour 15 unités de production).

Emplois créés

La production industrielle prévue pour 1965 demandera la création de 600 emplois environ, dont :

Cadres et techniciens supérieurs	10
Maîtrise et agents techniques	15
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	140
Manœuvres	425

Approvisionnement en peaux brutes

On peut estimer que les tanneries industrielles et artisanales ont été alimentées en 1958 par :

— une production locale de :

	Environ
Peaux de bovins	900 000
Peaux d'ovins	4 000 000
Peaux de caprins	2 200 000
Peaux de camélidés	25 000

— dont il faut déduire les exportations qui se sont élevées à :

	Tonnes
Peaux d'ovins dont une partie chaulée et piklée	1 260
Peaux de caprins brutes, séchées	122
Peaux de bovins brutes salées (18 000 peaux)	213

— et à laquelle il faut ajouter en importation :

	Tonnes
Peaux de bovins (environ 100 000 peaux)	1 240
Peaux d'ovins	15

Le cheptel local bovin ne donnerait que 1 000 000 de peaux en 1965, et les besoins de la tannerie s'éléveraient à 1 300 000 peaux environ. Il sera donc nécessaire d'importer 300 000 peaux de bovins, soit environ 3 600 t, les exportations de peaux brutes étant supprimées.

La qualité des peaux brutes venant du cheptel local ne permet pas de livrer toujours au secteur chaussure les qualités de cuir que celui-ci désire recevoir, et cela particulièrement pour deux types de défauts dont les origines sont indépendantes : le varron d'une part, et les méthodes de dépouille et de conservation des cuirs d'autre part.

Il est important pour l'industrie de la chaussure en particulier, qu'une action soit rapidement entreprise pour remédier à ces causes de défauts.

La tannerie artisanale qui traite principalement des peaux d'ovins, caprins, et camélidés devra être protégée par le contingentement des exportations de peaux brutes de caprins d'abord dont le disponible est prévu constant à 2 200 000 par an, puis d'ovins.

Des importations de peaux brutes de caprins sont même à prévoir pour satisfaire une demande qui doit atteindre plus de 3 000 000 de peaux, s'il n'est pas apporté une amélioration dans les méthodes de dépouille et de conservation des peaux.

20-3. et 20-4. — MAROQUINERIE, BOURELLERIE, SELLERIE INDUSTRIELLES ET ARTISANALES

Marché. - En 1958 les besoins du marché ont été assurés par :

— Une production locale de :

	MF
Fabrication valises	200
Maroquinerie	130
Bourrellerie, sellerie	350
Soit, en secteur industriel	680
Et en secteur artisanal environ	3 000
Soit au total.....	3 680
— Des importations de	440
Auxquelles s'ajoutent (douanes, taxes, import.)..	200
— Les exportations ont été de	770

D'où un disponible pour le marché intérieur de : 3 550 MF sans commercialisation intérieure ; 4 800 MF avec commercia-

lisation intérieure. 86 % sont allés aux particuliers et touristes ; 6 % sont allés à l'agriculture ; 4 % sont allés à l'administration ; 4 % sont allés au commerce.

Pour 1965, les chiffres de production ont été basés sur une augmentation par rapport à 1958, de : 38 % dans les produits du secteur industriel, soit 4,7 % par an ; 60 % dans les produits du secteur artisanal, soit 7 % par an.

Perspectives de production

L'ensemble du secteur en 1965 (et en prix 1958) serait caractérisé par :

— Une production locale de :

	MF
En secteur industriel	940
En secteur artisanal	4 800
Soit.....	5 740
(ou 6 700 MF en prix 1960)	
— Des importations de	200
Avec (douanes, taxes, import.)	100
Soit.....	300
(ou 360 MF en prix 1960)	
Des exportations de	1 200
(ou 1 400 MF en prix 1960)	

Soit une consommation locale de : 4 840 MF en prix 1958, 5 600 MF en prix 1960 sans commercialisation inétrieure ; 6 700 MF en prix 1958, 7 700 MF en prix 1960 avec commercialisation intérieure.

Importations

Limitées à quelques articles particuliers dans les différents produits fabriqués par le secteur : gants, sacs, articles de voyage. Elles seraient réduites de 50 % par rapport à 1958.

Exportations

Seraient en augmentation de 60 % environ sur 1958. Elles portent presque exclusivement sur les fabrications artisanales. A prix constant, dans les articles sacs, trousses, portefeuilles en cuir et peau, qui représentent plus de 60 % des exportations du secteur, les importations ont augmenté de 15 % entre 1958 et 1960.

Investissements à réaliser

La capacité de production des installations industrielles existantes en 1958 permet d'assurer la production prévue pour 1965.

Nous n'avons pas de données permettant de chiffrer les besoins en équipement du secteur artisanal. Ils doivent être assez faibles dans ce secteur.

Emplois créés

Dans le secteur industriel 100 emplois supplémentaires environ, dont :

Cadres et techniciens	10
Maîtrise	6
Employés	10
Ouvriers qualifiés	6
Ouvriers spécialisés	57
Manœuvres	11
Total	100

Dans le secteur artisanal, il serait créé de l'ordre de 4 500 emplois.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 20

TANNERIE, MEGISSERIE, MAROQUINERIE

(Secteurs industriels et artisanaux)

Sous-secteurs	*Production 1958*	*Production 1965* prix 1958	*Production 1965* prix 1960	*Importation prix 1960*	*Exportation prix 1960*	*Investissements industriels*	*Emplois créés industriels*
Tannerie et Mégisserie ..	3 820 (ind.) 2 600 (art.)	5 800 4 000	6 700 4 650	420	1 700	300	600
Maroquinerie, Bourrellerie et Sellerie	680 (ind.) 3 000 (art.)	940 (ind.) 4 800 (art.)	1 090 5 610	240	1 400	0	100
Totaux.....	10 100	15 540	18 050	660	3 100	300	700

Aux investissements industriels il y aurait lieu d'ajouter ceux qui devront être effectués dans l'artisanat.

En plus des 700 emplois créés dans l'industrie on peut prévoir pour l'artisanat environ 3 000 en tannerie mégisserie.

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	20
Employés	10
Maîtrise	21
Ouvriers qualifiés	16
Ouvriers spécialisés	197
Manœuvres	436
Total	700

Ventilation des investissements

Bâtiment	70
Matériel de production	120
Stocks	90
Trésorerie	20
Total	300

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 20

	Produits	*Capacités*
Extension des unités existantes ou création d'une nouvelle usine.	Tannerie industrielle et tannerie artisanale.	400 MF

SECTEUR 21

CHAUSSURES

21-1. CHAUSSURES EN CUIR

Généralités

Nous traitons dans ce sous-secteur à la fois l'activité industrielle et l'activité artisanale de la fabrication des articles chaussures à dessus cuir pour hommes, femmes et enfants à l'exception des babouches (nomenclature 64-02 sauf 64-02-41).

Marché

Le tableau qui suit indique en milliers de paires (aux stocks près) la consommation locale de chaussures pour 1958 et 1960.

Années	*Production locale*	*Importation*	*Total*	*Consommation locale*	*Exportation*
1957 ...	?	1 410		?	800
1958 ...	Ind. 1 600 Art. 2 800	870	5 270	4 300	970
1959 ...	?	350		?	910
1960 ...	Ind. 2 100 Art. 2 950	280	5 330	4 350	980

Le chiffre de production artisanale en 1958 est celui retenu par M. Taïeb dans son étude « L'industrie de la chaussure au Maroc ». Pour 1960 nous avons majoré ce chiffre de 5 % environ pour tenir compte de la démographie.

Si l'on admet que les étrangers achètent en moyenne une paire de chaussures par an et par personne la consommation locale en 1960 s'est ventilée vraisemblablement en :

	Paires
Achats des étrangers	400 000
Achats des Marocains	3 950 000

Pour 1965 si un tiers des étrangers a quitté le Maroc les achats des étrangers seront de 260 000 paires environ.

Le coefficient d'élasticité constaté pour les Marocains est de 1,9 tant à la ville qu'à la campagne ; combiné avec le taux démographique (2,7 %) et la croissance des dépenses (2 %) la hausse prévisible des achats marocains est de 6,5 % par an (2,7 % + 1,9 × 2 % = 6,5 %). Ainsi la demande sera de 5 400 000 paires.

Au total la consommation locale atteindra 5 660 000 paires.

Les exportations restent stables de 1958 à 1960 et sont le fait d'industriels dynamiques. On peut retenir pour 1965 le chiffre de 1 300 000 paires exportées.

La demande totale sera ainsi de 6 960 000 paires.

Objectifs de production

Les importations doivent normalement se réduire à 60 % de leur valeur 1960 (départ d'étrangers et hausse de droits de douane) soit environ 160 000 paires importées en 1965.

La production locale serait alors de 6 800 000 paires

Nous pensons que cette production pourrait se répartir en : 3 300 000 paires pour l'industrie ; 3 500 000 paires pour l'artisanat, compte tenu des habitudes de consommation et de capacité de l'artisanat (il travaillait à 30 % environ en 1958, cf. M. Taïeb).

Le chiffre d'affaires sera alors de :

	MF
Industrie	4 600
Artisanat	3 800
Total...	8 400

Investissements

Au début de 1960 la capacité industrielle installée était de 3 500 000 paires (cf. M. Taïeb). En 1965 l'industrie de la chaussure en cuir utiliserait pratiquement sa capacité.

Nous prévoyons pour une reconversion partielle de l'artisanat, dont la Direction de l'Artisanat se préoccupe d'ailleurs et pour l'accroissement de certaines capacités industrielles, la somme globale de 450 MF dont :

	MF
Bâtiment	100
Matériel	300
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	40
Total.....	450

Emplois créés

Dans l'industrie l'embauchage sera assez faible, soit 200 personnes environ, dont :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	40
Ouvriers spécialisés	70
Manœuvres	60
Total	200

Il est *important* que l'industrie puisse recruter des techniciens (ouvriers qualifiés et maîtrise) indispensables à l'évolution de ses techniques et à l'amélioration de la qualité de ses fabrications

Pour l'artisanat nous ne retenons pas de création d'emplois, les 7 000 artisans (cf. M. Taïeb) n'étant occupés qu'à 30 % de leur temps en 1958.

Importations

Elles doivent se limiter normalement à 160 000 paires pour 350 MF environ.

Par ce sous-secteur nous faisons importer semelles, empeignes et autres parties diverses de chaussures, soit 30 MF environ : au total 380 MF.

Exportations

Nous prévoyons 1 300 000 paires pour 1 200 MF environ.

21-2. BABOUCHES, NAILS, CORDONNIERS, SAVETIERS

Marché

En 1958 la production locale de ce secteur artisanal était évaluée à 4 360 MF.

Les exportations de babouches étaient de 130 MF.

La consommation locale serait ainsi de 4 230 MF se répartissant vraisemblablement en : 3 000 MF pour babouches et naïls ; 1 230 MF pour cordonniers et savetiers (cf enquête de consommation).

Le coefficient d'élasticité pour babouches et naïls est voisin de 1,0, ce qui conduit à une hausse de 4,7 % par an (2,7 % +

1,0 × 2 % = 4,7 %). Le marché local en 1965 serait ainsi de : 4 250 MF pour babouches et naïls et vraisemblablement de 1 600 MF pour les cordonniers (en prix 1960).

Objectifs de production

Compte tenu des exportations de babouches, 150 MF en 1965 (contre 130 MF en 1958) la production locale sera de :

	MF
Pour les babouches et naïls	4 400
Pour les cordonniers	1 600
Total.....	6 000

Investissements et emplois

La production étant purement artisanale nous ne pouvons donner aucun chiffre concernant l'investissement et l'emploi.

Importations. - Négligeables.

Exportations. - Environ 150 MF de babouches.

21-3. CHAUSSURES EN CAOUTCHOUC, CHAUSSURES EN TOILE ET FIBRE CHAUSSURES EN PLASTIQUE

Marché

En 1960 le marché était ainsi constitué en milliers de paires (aux stocks près).

Produits	*Production locale*	*Importation*	*Consommation locale*	*Exportation*
Chaussures en caoutchouc	2 570	120	2 550	140
Chaussures en plastique	1 200		1 200	
Chaussures en toile et fibre	1 100	120	1 320	

Nous admettrons que la consommation locale est pratiquement absorbée par les Marocains pour tous les articles cités.

Le coefficient d'élasticité pour les chaussures en caoutchouc est de 0,5 ce qui conduit à une hausse de la demande de 3,7 % par an ; celui sur chaussures toile et fibre est de 0,4 soit 3,5 % par an de hausse; pour les chaussures plastiques nous n'avons pas de coefficient d'élasticité, ce produit n'étant pratiquement pas

vendu au Maroc en 1959 ; compte tenu des récentes décisions gouvernementales nous adoptons un taux de croissance modéré de 4 % par an.

Au total les besoins locaux en 1965 seront :

	Paires
Chaussures caoutchouc	3 050 000
Chaussures en plastique	1 450 000
Chaussures en toile et fibre	1 550 000

Les exportations de chaussures en caoutchouc peuvent se monter à 150 000 paires en 1965.

Le marché total sera ainsi de :

	Paires
Chaussures caoutchouc	3 200 000
Chaussures en plastique	1 450 000
Chaussures en toile et fibre	1 550 000

Objectifs de production

Pratiquement en 1965 les importations des articles de ce sous-secteur devraient s'annuler car la production locale peut et doit les remplacer.

Aussi nous prévoyons la fabrication locale de :

Paires de chaussures	*MF*
3 200 000 en caoutchouc pour	1 150
1 450 000 en plastique pour	450
1 550 000 en toile et fibre pour	850
Au total un chiffre d'affaires de.....	2 450

Investissements

Nous n'en prévoyons aucun, la capacité de production de chaussures en caoutchouc dépassant 3 500 000 paires et celle des chaussures en toile et fibre étant également suffisante.

Emplois créés. - Environ 100, dont :

Direction et cadres	2
Employés	3
Maîtrise	5
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	40
Manœuvres	30
Total.....	100

Importations. - Pratiquement nulles.

Exportations. - Environ 150 000 paires pour 120 MF.

REMARQUE GENERALE

En 1960, à l'exclusion des babouches et naïls, il a été consommé au Maroc :

	Paires
Chaussures en cuir	4 350 000
Chaussures en caoutchouc	2 550 000
Chaussures en plastique	1 200 000
Chaussures en toile et fibre	1 100 000
Au total.....	9 200 000

soit moins d'une paire de chaussures par habitant (0,80 paire par habitant).

En 1965 nous prévoyons la consommation (à l'exclusion toujours des babouches et naïls) de :

	Paires
Chaussures en cuir	5 660 000
Chaussures en caoutchouc	3 050 000
Chaussures en plastique	1 450 000
Chaussures en toile et fibre	1 550 000
Au total.....	11 710 000

soit pour 13 millions d'habitants en 1965 (environ 0,9 paire par an et par habitant).

Si l'on tient compte des babouches et naïls on doit dépasser légèrement la quantité de 1 paire d'article chaussant par an et par habitant.

N.B. - Si une décision gouvernementale permettait sans limitation la production de chaussures plastiques, à prix relativement bas, il est vraisemblable que les achats de babouches et naïls seraient en partie remplacés par des achats de chaussures plastiques. Au total la somme dépensée dans l'ensemble du Maroc pour l'achat d'articles chaussants ne varierait sans doute guère mais les besoins en matière première seraient nettement différents.

Récapitulation du secteur 21

Sous-secteurs	*Production 1960 en milliers de paires*	*Production 1965*		*Investissement*	*Emplois créés*	*Importation*	*Exportation*
		milliers de paires	*MF*				
1. Chaussures en cuir :							
Industrie	1 720	3 300	4 600	450	200	380	900
Artisanat	2 950	3 500	3 800				
2. Babouches et naïls	—		4 400	—	—	—	150
Cordonniers, savetiers	—		1 600				
3. Chaussures en caoutchouc ...	2 570	3 200	1 150	0	100	0	120
Chaussures en plastique	1 200	1 450	450	0			
Chaussures en toile et fibre ..	1 100	1 550	850	0			
Totaux.....	9 540	13 000	16 850	450	300	380	1 170

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	7
Employés	13
Maîtrise	20
Ouvriers qualifiés	60
Ouvriers spécialisés	110
Manœuvres	90
Total.....	300

Ventilation des investissements

	MF
Bâtiment	100
Matériel de production	300
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	40
Total	450

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 21

Produits	*Capacités*
Reconversion partielle de l'artisanat.	Chaussures en cuir

SECTEUR 22

INDUSTRIE CHIMIQUE

22-1. GRANDE INDUSTRIE CHIMIQUE MINERALE ET PRODUITS MINERAUX DIVERS

A. CHLORE, SOUDE ET DERIVES

En 1958, la production marocaine était de :

	Tonnes
Chlore	1 338
Soude	2 060
Hypochlorite de sodium (1 300 t électrolytique et 1 200 t par mélange)	2 500
Acide chlorhydrique	565
Phosphate bicalcique	1 218
Divers	210

Valeur totale environ 320 MF.

Les importations étaient :

	Tonnes	*Valeur CIF* MF
Chlore	287	17
Soude caustique solide	4 490	181
Acide chlorhydrique	72	2
Sulfure neutre de sodium	2 898	121
Sulfure acide de sodium	972	65
Carbonate de sodium	5 915	127
Silicate de sodium	3 204	58
Autres sels de sodium	1 161	72
Chlorures divers	472	13
Oxychlorure de cuivre	95	21
Hypochlorite de calcium	233	7
Chlorates (Ca, Na)	197	18
Total		702

La soude (2 060 t) et la majeure partie du chlore (1 075 t) fabriqués au Maroc sont utilisés pour la fabrication de pâte d'eucalyptus. L'excédent de chlore (262 t) donné dans l'électrolyse du sel ainsi que le chlore importé (287 t) est utilisé, en addition avec de la soude importée (620 t) à la fabrication d'hypochlorite de sodium (eau de Javel).

Le reste de la soude est utilisé principalement dans les savonneries (2 200 t), le raffinage des huiles (470 t), les détergents, le blanchiment des tissus et des papiers, le raffinage du pétrole (environ 100 t), etc.

L'hypochlorite de calcium importé (233 t) est utilisé dans le blanchiment.

L'acide chlorhydrique produit (565 t) est utilisé principalement dans la fabrication de la pâte de cellulose et dans le raffinage du pétrole.

Le phosphate bicalcique produit (1 218 t) est un additif dans les nourritures pour animaux.

Le carbonate de sodium est utilisé en verrerie (2 000 t), dans la fabrication de pâte de cellulose (1 400 t), dans le blanchiment, comme réactif de flottation dans les laveries de mines et dans la fabrication des lessives.

Le silicate de soude est utilisé comme adhésif (fabrication de contreplaqué et usage divers) et comme détergent, et dans la fabrication du savon.

Le marché du chlore, de la soude et des sels de soude en 1965 sera conditionné par l'extension des fabrications de pâtes (eucalyptus 34 000 t, alfa 30 000 t), des verreries (coeff. 2,6), des savonneries (coeff. 1,35), du raffinage des huiles (coeff. 1,4), de l'industrie du papier (coeff. 1,55), du blanchiment des textiles (coeff. 4), du raffinage du pétrole (coeff. 5,5), des nourritures pour animaux (coeff. 4,4), du contreplaqué (coeff. 1,5) et de l'usage ménager des détergents (coeff. 1,35).

En outre, deux nouvelles industries sont à considérer :

1° La fabrication de 10 000 t de tripolyphosphate de soude, dont 2 000 t pour la consommation intérieure et 8 000 t pour l'exportation. Elle consommerait environ 8 000 t de carbonate de soude ;

2° La fabrication de 2 000 t de HCH (voir 22-5) pour le marché intérieur ; elle consommerait 3 000 t de chlore et laisserait comme sous-produit 1 500 t d'acide chlorhydrique.

3° La fabrication de 6 000 t de PVC qui demandera 8 000 t de carbure. La fabrication de l'acide chlorhydrique nécessaire (3 800 t) serait intégrée dans l'usine de PVC ; on obtiendrait 5 300 t de Na OH en sous-produit.

Le marché en 1965 se présenterait donc approximativement comme suit :

Produits	*Utilisation*	*Tonnages*
Hypochlorite de sodium.	Eau de Javel	4 000
Hypochlorite de calcium.	Blanchiment	1 000
Chlore	Pâte de cellulose (30 000 t)	3 250
	Pâte d'alfa (30 000 t) ...	3 100
	Hypochlorite de Na	2 400
	Hypochlorite de Ca	500
	HCH	3 000
Acide chlorhydrique ...	.....	2 000
Sulfure de sodium	.....	5 000
Silicate de sodium	.....	5 000
Soude caustique	Pâte de cellulose	6 200
	Pâte d'alfa	5 000
	Savonneries	3 000
	Raffineries d'huiles	650
	Raffineries de pétrole ..	650
	Détergents et blanchiments	2 500
Carbonate de sodium ..	Verrerie	5 200
	Pâte d'eucalyptus	4 200
	Tripolyphosphate	8 000
	Silicate de sodium (5 000 t)	700
	Lessives et divers	3 500
	Sulfure de sodium (5 000 t)	6 800
Phosphate bicalcique ...	Nourriture des animaux.	5 000
Sels divers de sodium ..	.....	1 700
Chlorures divers	.....	600
Oxychlorure de cuivre .	.....	150
Chlorate	Usages divers, explosifs.	300

Objectifs de production

Par électrolyse du sel (25 000 t) on obtiendra :

	Tonnes
Chlore	12 250
Soude (à 100 %)	12 000

La fabrication du PVC laisserait 5 300 t de soude comme sous-produit.

Pour obtenir les 2 700 t de soude restantes ainsi que les 28 400 t de carbonate de soude, on doit envisager l'implantation d'une soudière Solvay, rentable pour 50 000 t de production, dont :

	Tonnes
Utilisation directe	28 400
Pour fabrication de 2 700 t de soude caustique	3 500
A placer à l'exportation	18 100
Total	50 000

Les 2 000 t d'acide chlorhydrique peuvent être obtenues :

	Tonnes
Production directe	500
Sous-produit de HCH (voir 22-5)	1 500

On envisagera également de fabriquer au Maroc :

	Tonnes
Hypochlorite de sodium	4 000
Hypochlorite de calcium	1 000
Oxychlorure de cuivre	150
Sulfure de sodium	5 000
Silicate de sodium	5 000
Phosphate bicalcique	5 000
Tripolyphosphate	10 000

Les produits finis mis à disposition des autres secteurs seront finalement :

	Tonnes
Acide chlorhydrique	2 000
Hypochlorite de sodium	4 000
Hypochlorite de calcium	1 000
Sulfure de sodium	5 000
Silicate de sodium	5 000
Phosphate bicalcique	5 000
Chlore	9 350
Soude caustique	20 000
Carbonate de soude	31 000
Tripolyphosphate	10 000
Oxychlorure de cuivre	150

La valeur de ces produits, s'il fallait les importer serait de 3 600 MF environ. Nous admettons qu'ils peuvent être produits au Maroc à un prix sortie usine de 3 200 MF.

Cette valeur de 3 200 MF correspond à la fabrication dans un complexe groupant ces différentes unités, de cette façon les reventes d'un atelier à un autre se trouvent éliminées.

Investissements

— Doubler la capacité de production de chlore de l'usine de Sidi-Yahia ;

— Installer une usine d'électrolyse de capacité 6 500 t de chlore correspondant à la fabrique de pâte d'alfa et à la fabrication de HCH ;

— Implanter une usine de 50 000 t de carbonate de sodium (procédé Solvay) avec transformation de 10 500 t de carbonate en 8 000 t de soude ;

— Installer une unité de fabrication de 1 000 t d'hypochlorite de calcium ;

— Installer une unité de fabrication de 5 000 t de silicate de sodium ;

— Installer une unité de fabrication de 5 000 t de sulfure de sodium ;

— Porter la capacité de production du phosphate bicalcique à 5 000 t ;

— Installer une usine de tripolyphosphate, capacité 10 000 t.

L'ensemble de ces investissements représente environ 6 000 MF, dont :

	MF
Bâtiments	1 700
Matériel de production	3 600
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	600

Emploi créé. - Environ 600, dont :

Direction et cadres	20
Employés	60
Maîtrise et techniciens	40
O. P.	40
O. S.	340
M.	100

Importations

	Tonnes	Valeur CIF MF
Sels divers de sodium	1 700	177
Chlorures divers	600	15
Chlorates	300	33
Total.....		225

Exportations

	Tonnes	Valeur FOB MF
Phosphate bicalcique	2 000	85
Carbonate de sodium	18 500	310
Tripolyphosphate	8 000	550
Total.....		945

B. PIGMENTS MINERAUX

Marché

Une seule entreprise, à Marrakech, fabrique de l'ocre (jaune) par broyage du minerai d'ocre de la mine de Kettara.

Production 1958, environ 170 t, valeur environ 5 MF.

Les importations en 1958 ont été :

	Tonnes	Valeur CIF MF
Blanc - Oxyde de zinc	355	33
Rouge - Oxyde de fer	73	6
Blanc - Oxyde de titane	121	25
Rouge - Minium	98	11
Blanc - Pigments à base de sulfure de zinc	915	54
Bleu - Pigments à base de ferricyanure	10	3
Bleu - Outremer	46	6
Totaux.....	1 618	138

L'utilisation de pigments a donc été de 1 790 t environ en 1958. Compte tenu de l'accroissement prévu pour la production des peintures et badigeons (coeff. 1,5) les besoins en 1965 seraient de 2 400 t, dont :

	Tonnes
Pigments jaunes (ocre)	230
Pigments blancs	1 900
Minium (pour la charpente métallique)	250
Bichromate de zinc (pour le chantier naval)	100
Divers	170
Total.....	2 650

Objectifs de production

Les 230 t d'ocre peuvent être produits sans difficulté dans l'usine actuelle. Il est en outre possible d'envisager la fabrication de pigments blancs : oxyde de zinc et lithopone (pigments à base de sulfure de zinc).

Le four Waelz de Zellidja fournit en effet de l'oxyde de zinc qui pourrait être raffiné (Wetherill process).

Production possible : 800 t, dont 300 t à exporter.

Le lithopone pourrait être préparé à partir de produits locaux (minerai de zinc, acide sulfurique et barytine).

Production possible : 2 000 t, dont 600 t à exporter.

Nous retiendrons comme objectif de production :

	1958	1960	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Ocre broyé	170	230	7
Oxyde de zinc	0	800	88
Lithopone	0	2 000	140
Totaux.....	170	3 030	235

Investissements

Pour la fabrication de l'oxyde de zinc et de lithopone, de l'ordre de 200 MF, dont :

	MF
Bâtiments	40
Matériel de production	100
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	50

Emploi créé. - Environ 40, dont :

Direction et cadres	3
Employés	5
Maîtrise	5
O. P.	2
O. S.	15
M.	10

Importations

Minium, bichromate de zinc et divers : 520 t, pour une valeur CIF de 70 MF environ.

Exportations

	Tonnes
Oxyde de zinc	300
Lithopone	600
Total	900

Valeur FOB : 70 MF.

C. AUTRES SELS ET COMPOSES MINERAUX

La production locale a été environ en 1960 de :

	Tonnes
Acide sulfurique (non transformé en superphosphate)	4 900
Sulfate de cuivre	700
Sulfate de zinc	400
Anhydride sulfureux	100

pour une valeur d'environ 260 MF.

Les importations ont été :

	Tonnes	*MF*
Soufre sublimé	2 571	114
Soufre colloïdal	206	10
Anhydride sulfureux	133	15
Acide sulfurique	35	2,5
Acide nitrique	11	1,5
Acide phosphorique	107	15
Sulfure de carbone	207	20
Ammoniaque liquéfié	111	13
Ammoniaque en solution	21	2
Potasse caustique liquide	26	4
Sulfate d'aluminium	1 618	34
Sulfate de chrome	294	30
Sulfate de cuivre	30	3,5
Aluns de potasse	343	11
Nitrate de sodium sauf engrais	225	8
Phosphate de sodium trisodique	263	11,5
Phosphate de sodium sauf trisodique	761	67
Bicarbonate de sodium	212	7,5
Péroxyde d'hydrogène	115	19,5
Divers		188
Total		577

Le sulfate de cuivre est utilisé principalement pour le traitement des vignes et comme réactif de flottation (environ 500 t), 215 t ont été exportées.

Il est produit par l'attaque des vieux métaux cuivreux de récupération. Nous ne prévoyons pas d'accroissement dans la production de ce produit.

Le sulfate de zinc est utilisé comme réactif de flottation. Etant obtenu par l'attaque de métaux de récupération, sa production est limitée : nous prévoyons 500 t en 1965.

Les utilisations de l'anhydride sulfureux sont multiples (blanchiment, antichlore, vinification...). En outre la sucrerie en consommera 35 t. En 1965, les utilisations totales seraient donc :

	Tonnes
Utilisations actuelles au coeff. 1,4	325
Utilisations en sucrerie	35
Total.....	360

L'acide sulfurique non utilisé pour la préparation de superphosphates est utilisé pour la fabrication des sulfates, de l'acide chlorhydrique et dans de nombreuses applications.

Les utilisations actuelles étant portées au coefficient 1,3 donneraient 6 400 t en 1965. En outre la SAMIR pourra en consommer 1 900 t en 1965. La fabrication du sulfure de sodium en consommera 6 300 t en 1965. Les besoins totaux seraient ainsi de 14 600 t. Cette production pourra être assurée en partie par l'usine de Safi.

Le soufre sublimé est actuellement utilisé au Maroc principalement pour la fabrication d'acide sulfurique, et dans l'industrie du caoutchouc. Si en 1965 tout l'acide sulfurique est fabriqué à Safi à partir des pyrrhotines de Kettara, les importations de soufre sublimé correspondront à l'industrie du caoutchouc (70 t) et à la fabrication de pneus (70 t).

Le soufre colloïdal est utilisé pour la fabrication des insecticides et fongicides. Le développement des cultures irriguées et de l'arboriculture pourra doubler cette utilisation d'ici 1965 d'où un besoin de 400 t environ à importer, valeur 20 MF.

Les autres sels et produits minéraux importés, représentant une valeur CIF de 453 MF en 1960 seraient au coefficient moyen 1,3 en 1965, d'où importations : valeur 580 MF.

Objectifs de production

	1960	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Sulfate de cuivre	700	700	85
Sulfate de zinc	400	500	55
Anhydride sulfureux ..	100	360	35
Acide sulfurique	4 900	14 600	235
Total.....			410

Investissements nécessaires

Pour l'acide sulfurique les investissements sont déjà comptés dans le complexe de Safi.

Emploi créé. - Environ 10, dont :

O. S. 5

M. 5

Importations

	Tonnes	*MF*
Soufre sublimé	140	6
Soufre colloïdal	400	19
Autres produits		575
Total.....		600

Exportations

		Valeur FOB
	Tonnes	*MF*
Sulfate de cuivre (environ)	230	25
Autres sels (environ)	370	15
Totaux.....	600	40

D. CARBURE DE CALCIUM

Marché

Les importations de carbure représentent, aux variations de stocks près, la consommation de carbure au Maroc puisque la production locale est nulle actuellement.

	Tonnes
1956 (zone sud)	10 560
1958 (zones nord et sud)	8 600
1960 (zones nord, sud et Tanger), valeur CIF 480 MF	9 570

Les utilisations sont environ les suivantes en 1960 :

	Tonnes
Eclairage domestique et mines	8 670
Fabrication industrielle d'acétylène	850
Postes de soudure mobiles	50
Total	9 570

En retenant comme taux d'accroissement 7 % par an pour les usages industriels et 2,7 % (taux démographique) pour l'éclairage domestique, la consommation prévisible en 1965 s'établit à 11 000 t.

En outre 7 500 t seront nécessaires à la fabrication de 6 000 t de PVC.

Objectifs de production

La fabrication au Maroc est possible si le prix de l'énergie électrique est pour cette usine de 4 F/kWh au plus.

Nous retiendrons comme objectif de production 18 500 t, valeur : 1 000 MF.

Investissements. - Environ 650 MF, dont :

	MF
Bâtiments	120
Matériel de production	360
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	150
Total	650

Emploi créé. - Environ 80, dont :

Direction et cadres	2
Employés	4
Maîtrise et techniciens	7
O. P.	3
O. S.	30
M.	34

Importations. - Pas d'importations.

Exportations

Pas d'exportations à cause du prix intérieur relativement élevé.

E. FABRICATION DE GAZ COMPRIMES ET DISSOUS

(à l'exclusion du butane et du propane considérés comme produits pétroliers)

Marché. - La production marocaine a été :

	1958	1960	*MF*
Oxygène	1 500 000 m³	1 150 000 m³	160
Acétylène dissous ...	232 700 m³	230 000 m³	137
Gaz carbonique		425 t	41
Valeur totale.....			340

Les importations ont été : argon 3,7 t - 15 t - 5 MF.

L'oxygène, l'acétylène et l'argon sont utilisés dans la soudure des métaux. La soudure oxy-acétylénique étant souvent remplacée par la soudure électrique (construction navale) et la soudure sous flux (tubes soudés), nous ne retiendrons que le coefficient de croissance 1,4 entre 1960 et 1965, soit :

	m³
Oxygène	1 600 000
Acétylène	320 000

L'argon est utilisé pour la soudure des aciers inoxydables, son utilisation croîtra rapidement (elle a déjà quadruplé en deux ans), nous retiendrons pour 1965 le coeff. 4, soit : argon 60 t.

Le gaz carbonique sert à la fabrication des boissons gazeuses principalement. Coefficient de croissance : environ 4 % par an d'où besoins en 1965 : gaz carbonique 510 t

Objectifs de production

	1960	1965
Oxygène	1 150 000 m³	1 600 000 m³
Acétylène	230 000 m³	320 000 m³
Gaz carbonique	425 t	510 t
Valeur totale.....		465 MF

Investissements

Les capacités de production étant suffisantes, il n'y a pas d'investissements à effectuer.

Emplois créés. - Environ 20, dont :

O. P.	2
O. S.	8
M.	10

Importations. - 60 t d'argon - valeur CIF 20 MF.

Exportations. - Pas d'exportations.

22-2. EXPLOSIFS ET MUNITIONS

En 1958, la production marocaine d'explosifs industriels a été de 2 500 t environ dont 300 t ont été exportées et 2 200 t utilisées au Maroc.

En 1960, la production était de 3 260 t (dont 315 t exportées) et de 370 000 rouleaux de mèche, pour une valeur totale de 1 000 MF environ. Les importations ont été :

	1958		1960	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Poudre à tirer noire	47	11,6	140	38
Autres poudres à tirer	0,8	1,1	3,5	5,5
Explosifs à base de composés inorganiques	227	38	—	—
Explosifs à base de nitroglycérine	16	3,3	—	—
Explosifs à base de composés organiques	1,4	3	—	0,4
Mèche de mineur	43,3	13,5	5,1	1,7
Cordeau détonant	7,5	6,6	15	13
Amorces pour armes	4,2	10	6,5	17,2
Amorces électriques pour détonateurs	21,3	32,6	5,1	8,2
Détonateurs avec amorces électriques	48,6	77,7	43,7	89
Détonateurs sans amorces électriques	7,2	13,0	12,1	22,4
Artifices et articles pyrotechniques	31,4	18,9	46,1	27,8
Trinitrotoluène	195	31,4	260	42,5
Diéthylène glycol	230	39	18,7	3,5

L'utilisation des explosifs industriels est liée à l'activité des mines autres que les phosphates, des carrières, des recherches minières et de la prospection sismique.

Nous retiendrons le coefficient 1,25 par rapport à 1960, soit :

	Tonnes
Utilisation locale	3 700
Exportation	300
Total d'explosifs.....	4 000

et 460 000 rouleaux de mèche.

Pour les autres produits, amorces, cordeau détonant, détonateurs non fabriqués au Maroc et pour lesquels on n'envisage pas de production avant 1965, les besoins seraient d'environ 200 MF.

La poudre à tirer et les amorces pour armes, les artifices et articles pyrotechniques importés, devraient se stabiliser au niveau de 1960, soit 60.

La poudre noire à tirer (utilisée dans les mines de charbon et les carrières) serait au coeff. 1,5, soit 210 t, valeur 55 MF.

Les besoins en munitions de l'armée marocaine en 1965 ne peuvent évidemment pas être connus. On les évaluera à 1 500 MF.

Objectifs de production

	1958	1965	
	Tonnes		*MF*
Explosifs industriels ...	2 500	4 000 t	1 250
Mèche	—	460 000 rouleaux	

Investissements

Pour les explosifs industriels, les capacités existantes sont suffisantes (10 000 t).

Emploi créé

Explosifs industriels : pas d'emplois supplémentaires, la durée du travail étant réduite à 36 h par semaine en 1958 et l'effectif excédentaire.

Importations

	MF
Amorces, détonateurs industriels	200
Poudre et amorces pour armes de chasse, pyrotechnie	60
Poudre noire à tirer	55
Explosifs à usage militaire (estimation)	1 500
Total	1 815

Exportations

Explosifs industriels : 300 t - valeur FOB : 90 MF.

22-3. ENGRAIS

A. FABRICATION DE SUPERPHOSPHATE TRIPLE

Les études relatives au complexe de Safi ont montré l'intérêt de fabriquer à partir des produits marocains le super-triple, engrais qui contient à la tonne davantage d'unités fertilisantes assimilables que le phosphate naturel.

L'ensemble du complexe prévoit :

— deux unités de fabrication d'acide sulfurique obtenu à partir du soufre contenu dans les pyrrhotines de Kettara, de chacune 200 000 t de $SO^4 H^2$;

— deux unités de fabrication d'acide phosphorique, par traitement du phosphate de Louis-Gentil par l'acide sulfurique, de chacune 75 000 t de $P^2 O^5$;

— une unité de fabrication de 200 000 t super-triple, par traitement du phosphate naturel par l'acide phosphorique, correspondant à l'utilisation de l'une des unités de fabrication d'acide sulfurique et de l'une des unités de fabrication d'acide phosphorique ;

— une unité de fabrication d'ammoniaque par synthèse à partir du gaz naturel d'Essaouira préalablement cracké et alimenté en énergie par l'énergie récupérée du grillage des pyrrhotines ;

— une unité de fabrication d'engrais ammoniacaux (phosphate d'ammonium et sulfate d'ammonium) pour des tonnages non encore fixés, par exemple 110 000 t de phosphate et 50 000 t de sulfate, correspondant à l'utilisation de la seconde unité d'acide sulfurique, de la seconde unité d'acide phosphorique et de l'unité d'ammoniac.

Comme aucune décision n'est encore prise relativement à la fabrication du phosphate d'ammonium, nous retiendrons seulement pour le premier plan quinquennal, la fabrication de 200 000 t de super-triple, soit :

— une unité de 200 000 t d'acide sulfurique ;
— une unité de 75 000 t d'acide phosphorique (P^2O^5) ;
— une unité de 200 000 t de super-triple.

Les consommations principales seraient :

— 325 000 t de phosphates de Louis-Gentil à 70 % ;
— 230 000 t de pyrrhotines de Kettara.

Marché

La consommation des engrais dans le monde étant en croissance rapide et les besoins du Maroc étant eux-mêmes considérables, il est possible d'envisager le placement en 1965 de 100 000 t sur le marché marocain et 100 000 t à l'exportation.

Il restera en sous-produit 160 000 t de cendres de pyrrhotine exportables comme minerai de fer et de cuivre, et 27 GWh d'énergie électrique reversée au réseau.

Objectifs de production

200 000 t de super-triple, dont :

	MF
100 000 t exportées (valeur FOB)	2 600
100 000 t vendues au Maroc (valeur T.T. comprise)	2 730
Ensachage	100
Sous-produits :	
Cendres de pyrites : 160 000 t (valeurs FOB)	365
Energie électrique : 27 GWh	135
Total chiffre d'affaires.....	5 930

Investissements

10 850 MF pour l'installation de cette première tranche et 700 MF pour les travaux préparatoires à la deuxième tranche, dont :

Génie civil		1 600
Bâtiments industriels	1 500	
Habitations	500	2 000
Matériel de production		5 750
Matériel roulant		50
Frais de formation de personnel	750	
Trésorerie et stocks	1 400	2 150
Total.....		11 550

Emploi créé. - 425, dont :

Direction et cadres	10
Employés	25
Maîtrise et techniciens	40
O. P.	40
O. S.	160
M.	150

Importations. - Pas d'importations.

Exportations

	MF
100 000 t de S.T. ensaché	2 650
160 000 t de cendres de pyrite	365
Total.....	3 015

B. AUTRES ENGRAIS

Marché

On a estimé les besoins du Maroc en 1965, à : 75 000 t de P^2O^5 ; 16 000 t de K^2O ; 14 000 t de N ; 8 000 t d'engrais organiques (coefficient 2,25 par rapport à 1958).

Les engrais phosphatés seraient fournis par le complexe de Safi (100 000 t de super-triple équivalent à 50 000 t de P^2O^5) et par l'usine de superphosphate (85 000 t de superphosphate équivalent à 25 000 t de P^2O^5).

Les engrais potassiques seront importés encore en 1965, les gisements de potasse marocains n'étant encore qu'au stade de la reconnaissance.

De même les engrais nitrés ne seront vraisemblablement produits au Maroc qu'après 1965, c'est-à-dire après la construction de la deuxième partie du complexe de Safi.

La préparation des engrais composés par mélanges, atteindra environ 130 000 t.

Objectifs de production

	1958	1965	*Valeur*
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Production de superphosphate ..	104 000	85 000	850
Préparation d'engrais composés .	58 600	130 000	2 600
Totaux.....	162 600	215 000	3 450

Investissements

Les capacités de production actuelles étant suffisantes, il n'y a pas d'investissements à considérer

Emploi créé

Pour l'ensachage principalement, environ 20 manœuvres.

Importations

Engrais pour la préparation des engrais composés : 125 000 t, valeur CIF 1 550 MF.

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

22-4. GOUDRONS ET BENZOLS

Les produits importés sont principalement des solvants (toluol, naphta...) et le brai de goudron de houille.

Les importations ont été en 1958 de 80 MF et en 1960 de 80 MF.

Aucune production n'est prévue au Maroc avant 1965.

Pour l'utilisation de ces produits en 1965 nous prévoirons un coefficient moyen de 1,4 par rapport à 1958 et 1,20 de prix, soit :

Importations à prévoir : 135 MF.

22-5. SYNTHESE ORGANIQUE

Marché

Il n'y a pas de production au Maroc, les importations donnent le marché, aux variations de stock près :

	1958		1960	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Trichloréthylène	261	20	407	35
H.C.H.	1 503	100	1 593	124
D.D.T.	45	14	29	9
Autres matières organiques		444		746
Matières colorantes organiques		205		316
Matières plastiques non transformées	1 600	451	3 200	1 076
Cellulose et dérivés ...		160		200
Résines naturelles		31		22
Polymères divers		57		34
Caoutchouc synthétique		31		188
Totaux.....		1 713		2 750

Le trichloréthylène est utilisé comme solvant et dégraissant dans les industries des métaux. Son utilisation progresse rapidement. Prévision 1965 (coeff. 2) 800 t, valeur : 70 MF.

Le H.C.H. est utilisé dans la préparation des insecticides (lutte anti-acridienne principalement). L'extension prévue de cette lutte permet d'escompter un marché de 2 000 t (valeur CIF : 155 MF) en 1965.

Le D.D.T. devrait connaître une utilisation beaucoup plus large pour lutter contre les vermines. On prévoira 60 t, valeur : 20 MF.

Sous la rubrique « autres matières organiques » on trouve un très grand nombre de matières diverses dont on ne peut envisager la fabrication au Maroc et qui devraient croître assez rapidement (colorants, industries pharmaceutiques). Nous adopterons le coefficient 1,5 et nous prévoirons une demande de 1 100 MF en 1965.

Les matières colorantes organiques sont utilisées dans la teinture des textiles (coeff. 4) et des cuirs (coeff. 1,3) ; nous retiendrons le coefficient 3, et prévoirons une demande de 600 MF en 1965.

L'industrie de la matière plastique (transformation) a subi un essor considérable de 1958 à 1960, surtout avec la fabrication des chaussures en plastique. Cette dernière fabrication doit être stabilisée pour limiter la concurrence faite à la chaussure cuir, mais de nouvelles fabrications peuvent être entreprises pour remplacer les importations.

Les matières premières plastiques importées en 1960 ont environ les utilisations suivantes :

	Tonnes
Pour le sous-secteur « transformation des matières plastiques	1 500
Pour les articles chaussants	600
Pour les industries annexes du bâtiment	780
Pour les peintures	340

Compte tenu de la croissance retenue pour ces divers utilisateurs on prévoira une demande locale de 5 000 t, dont : 2 000 t de P.V.C. environ.

Il est envisagé de faire une unité de production de 6 000 t de P.V.C., dont 4 000 t seraient exportées.

La cellulose est utilisée pour l'hygiène, ses dérivés sont utilisés en explosifs. Le coefficient de développement serait de 3 % par an, soit 115 en 5 ans.

Prévision de la demande : 230 MF en 1965.

Les résines naturelles sont utilisées comme agglomérants et pour la fabrication des colles. Nous estimons le coeff. de développement à 1,3 soit : demande en 1965 : 40 MF.

Les polymères divers seront vraisemblablement au même coefficient que les matières plastiques, soit : demande 1965 : 65 MF.

Il est difficile d'évaluer la proportion de caoutchouc synthétique utilisé dans l'industrie du caoutchouc. Cette proportion peut varier suivant les prix relatifs des caoutchoucs naturels et synthétiques.

De 1958 à 1960, il y a eu une croissance notable des industries du caoutchouc et le démarrage de l'usine de pneus.

On prévoira pour 1965 une demande de l'ordre de 600 MF.

Objectifs de production

Parmi tous ces produits, seuls le H.C.H. et le P.V.C. paraissent susceptibles d'être fabriqués au Maroc, le H.C.H. à partir de benzène importé (hydrogénation et chloruration par de l'hydrogène et du chlore produits localement, et le P.V.C. à partir de carbure fabriqué au Maroc et d'acide chlorhydrique obtenu par électrolyse du sel.

La fabrication de 2 000 t de H.C.H. exigerait 540 t de benzène importé, 40 t d'hydrogène et 3 000 t de chlore ; on obtiendrait 1 500 t d'acide chlorhydrique comme sous-produit.

La fabrication de 6 000 t de P.V.C. exige 7 500 t de carbure donnant 2 600 t d'acétylène et 3 800 t de Hcl obtenus par électrolyse de 7 300 t de sel ; on obtiendra comme sous-produit 5 300 t de soude.

	1958	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Fabrication de H.C.H. ..	0	2 000	200
Fabrication de P.V.C. ..	0	6 000	1 900

Investissements

Environ 200 MF pour le H.C.H. et 2 000 MF pour le P.V.C. (non compris la fabrication du carbure), dont :

Bâtiment	400
Matériel de production	1 400
Matériel roulant	50
Stocks	250
Total.....	2 200

Emploi. - Environ 40 pour le H.C.H. et 80 pour le P.V.C., dont :

Direction et cadres	5
Employés	15
Maîtrise et techniciens	15
O. P.	5
O. S.	50
M.	30

Importations

	MF
Trichloréthylène	70
D.D.T.	20
Autres matières organiques	1 100
Matières colorantes organiques	600
Matières plastiques (3 000 t autres que P.V.C.)	1 050
Cellulose et dérivés	230
Résines naturelles	40
Polymères divers	65
Caoutchouc synthétique	600
Benzène pour fabrication de H.C.H.	70
Total.....	3 845

Exportations. - 4 000 t de P.V.C., valeur FOB : 1 100 MF.

22-6. TERRES ACTIVEES, CHARBONS ARTIFICIELS

Marché

Une seule usine au Maroc, près de la frontière algérienne traite les argiles par le carbonate de soude et obtient des bentonites pour boues de forage.

Sa production, principalement destinée à l'exportation a été : en 1958 d'environ 8 000 t (dont 4 000 t exportées) ; en 1960 d'environ 5 000 t (utilisées au Maroc).

L'activité de cette branche est fonction des forages pétroliers réalisés au Maroc et en Algérie. On peut espérer que d'ici 1965, le niveau de 1958 sera de nouveau atteint grâce aux campagnes de recherches au Maroc.

Les importations concernent principalement :

	1958		1960	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Noir animal	225	20	215	19
Charbon activé	60	8	98	13
Matières minérales activées	778	25	1 250	43
Electrodes en carbone.		34		55
Totaux.....		87		130

Les noirs et charbons activés servent à la décoloration et à la filtration (sucres, huiles, etc...).

Les électrodes de carbone servent à l'entretien des appareils électriques.

Les matières minérales activées importées pourraient être remplacées en majeure partie par de la production locale.

Les besoins prévisibles en 1965 seraient :

	MF
Noir et charbon activé (croissance 4 % par an) ..	40
Electrode en carbone (coeff. 1,4 pour la réparation)	60
Electrode en carbone, construction dynamos et moteurs	10
Diatomites pour sucrerie, etc	10

Objectifs de production

Bentonites (argiles activées) : en 1958, 8 000 t ; en 1965, 8 000 t. valeur 80 MF.

Investissements. - Pas de nouveaux investissements.

Emploi. - Pas de nouveaux emplois créés.

Importations. - 120 MF environ.

Exportations. - Pas d'exportations.

22-7. ABRASIFS

Il n'y a pas de production locale et elle ne peut pas être envisagée à cause d'une part de l'étroitesse du marché, d'autre part à cause du prix élevé de l'électricité.

Les importations ont été de 70 MF en 1958 et de 89 MF en 1960.

Utilisés dans les industries des métaux et dans l'entretien principalement, nous prévoyons la demande en 1965 au coeff. 1,4 par rapport à 1958 ; coeff. de prix : 1,2.

D'où : *importations* à prévoir : 115 MF.

Récapitulation du secteur 22

	Production 1965			Investissement MF	Emploi	Importation MF	Exportation MF
	Brut	Net	MF				
1. Industrie chimique minérale : chlore, soude, dérivés :							
- Chlore	12 250	9 350					
- Soude	20 000	20 000					
Carbonate de sodium	50 000	31 000					
Hypochlorite de Na	4 000	4 000					
Hypochlorite de Ca	1 000	1 000	3 200	6 000	600	225	945
Oxychlorure de Cu	150	150					
Sulfure de Na.	5 000	5 000					
Silicate de Na.	5 000	5 000					
Phosphate bicalcique	5 000	5 000					
Tripolyphosphate	10 000	10 000					
Acide chlorhydrique	2 000	2 000					
Pigments minéraux :							
- Ocre broyé ..		230					
- Oxyde de zinc		800	235	200	40	70	70
- Lithopone ...		2 000					
Autres sels et composés minéraux :							
- Sulfate de cuivre		700					
- Sulfate de zinc		500					
- Anhydride sulfureux ...		360	410		10	600	40
- Acide sulfurique		14 600					

	Production 1965			Investissement MF	Emploi	Importation MF	Exportation MF
	Brut	Net	MF				
Carbure de calcium		18 500	1 000	650	80	0	0
Gaz comprimés et dissous :							
- Oxygène m³ .		1 600 000	465	0	20	20	0
- Acétylène m³		320 000					
Gaz carbonique		510					
2. Explosifs et munitions :							
Explosifs industriels		4 000	1 250			315	90
Mèche							
Explosifs militaires						1 500	
3. Engrais :							
Supertriple ...		200 000	5 930	11 550	425	0	3 015
Sous-produits .							
Superphosphate		85 000	850	0	0		
Engrais composés		130 000	2 600	0	20	1 550	0
4. Goudrons et benzols		0	0	0	0	135	0
5. Synthèse organique :							
H.C.H.		2 000	200	200	40		
P.V.C.		6 000	1 900	2 000	80	3 845	1 100
Autres produits		0	0	0	0	4 795	0
6. Bentonites :		8 000	80	0	0	0	0
Charbons artificiels divers		0	0	0	0	120	0
7. Abrasifs		0	0	0	0	115	0
Totaux.....			18 120	20 600	1 315	8 695	5 260

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS

	MF
Bâtiments et génie civil	5 860
Matériel de production	11 210
Matériel roulant	230
Stocks et trésorerie	3 300
Total	20 600

VENTILATION DE L'EMPLOI CRÉÉ

Direction et cadres	40
Employés	110
Maîtrise et techniciens	105
O. P.	90
O. S.	610
M.	360
Total	1 315

RÉCAPITULATIF DES UNITÉS A CRÉER

	Produits	*Capacités à créer (tonnes)*	*Observations*
Extension	Chlore et soude électrolytique (usine de Sidi-Yahia).	6 500 de chlore 6 300 de soude	Doublement de la capacité
Création	Chlore et soude électrolytique	6 500 de chlore 6 300 de soude	Pour alimenter la fabrication de pâte d'alfa et de H.C.H.
Création	Soude Solvay : Carbonate de Na.. Soude caustique ..	 50 000 8 000	Par transformation de $Co^3 Na^2$
Création	Hypochlorite de calcium	1 000	
Création	Silicate de sodium.	5 000	
Création	Sulfure de sodium.	5 000	
Création	Tripolyphosphate .	10 000	
Extension	Phosphate bicalcique	5 000	
Création	Oxyde de zinc	800	
	Lithopone	2 000	
Extension	Carbure de calcium	20 000	Complexe de Safi
Création	Super-triple	200 000	
Création	H.C.H. (Hexachlorocyclohexane) ...	2 000	
Création	P.V.C. (chlorure de poly...)	6 000	

SECTEUR 23

INDUSTRIES PARACHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES

23-1. LESSIVES ET PRODUITS D'ENTRETIEN

Marché. - Les importations ont été :

	1958		1960	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Produits tensio-actifs et préparations non conditionnées pour lessives	1 030	119	1 123	183
Préparations conditionnées pour lessives	2 066	516	1 088	232
Préparations lubrifiantes ...	50	10	49	12
Cires artificielles	10	5	19	11
Cirages encaustiques	94	38	47	25
Pâtes à polir, à récurer	578	85	569	93
Totaux.....		773		556

La production au Maroc a été en 1960 (environ) :

	MF
Eau de Javel (hypochlorite de sodium) 70 millions de ° K	200
Détergents, lessives et cristaux 3 500 t	1 000
Cirages 50 t	60

Elle consiste principalement à effectuer les mélanges de produits importés et à conditionner pour la vente au détail.

On peut évaluer la vente à la consommation des ménages en 1960 à :

Eau de Javel ..... 70 millions de ° K

	Tonnes
Détergents, lessives et cristaux	4 600
Cirages et encaustiques	50
Pâtes à polir et à récurer	570

Compte tenu d'une croissance de 2 % par an du niveau de vie, d'un coefficient d'élasticité moyen de 1,8 (1,1 en ville, 2,2 en rural) et d'une croissance démographique de 2,7 % par an, les besoins estimés pour 1965 seraient :

Eau de javel ..... 90 millions de ° K

	Tonnes
Détergents, lessives et cristaux	6 500
Cirages et encaustiques	65
Pâtes à polir et à récurer	750

Pour les détergents, ces prévisions sont un minimum car il est possible que le savon soit en partie remplacé par des détergents.

Objectifs de production

	1960	1965	
	Tonnes	*Tonnes*	*MF*
Eau de Javel			265
Détergents, lessives et cristaux	2 760	6 500	2 200
Cirages et encaustiques	50	65	85
Pâtes à polir et à récurer	0	400	70
Total			2 620

Investissements

Des usines nouvelles se sont montées en 1959 et 1960 pour la fabrication des détergents. Leurs investissements sont en cours.

La fabrication consiste à mélanger des produits dont certains pourront être fabriqués au Maroc (tripolyphosphates, sulfate de soude...) et les autres importés (produits tensio-actifs, agents de blanchiment optique, parfums, etc.) et à les emballer.

Les investissements à réaliser sont donc relativement légers.

Les investissements seraient au total d'environ 1 000 MF, dont :

Bâtiments	200
Matériel de production	500
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	250

Emplois créés. - Environ 400, dont :

Direction et cadres	5
Employés	15
Maîtrise et techniciens	20
O. P.	10
O. S.	150
Manœuvres	200

Importations. - Evaluation pour 1965 :

	MF
Produits tensio-actifs pour détergents (1 200 t) ..	200
Préparations lubrifiantes	20
Cires artificielles	10
Encaustiques, pâtes à polir, à récurer	60
Total.....	290

Exportations

Possibilités d'exporter des détergents vers les pays africains. Retenons 10 % de la production, soit 200 MF.

23-2. PEINTURES ET VERNIS

Marché. - Les importations ont été :

	1958		1960	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Pigments broyés	110	28	103	21
Vernis	160	65	154	78
Peintures à l'eau et pigments à l'eau	121	44	159	68
Peintures diverses en récipients 5 l	126	48	143	56
Peinture à l'huile	102	22	38	9
Peinture oléoglycérophtalique	41	16	29	18
Peintures cellulosiques	70	31	24	10
Peintures diverses (principalement sans colorant)	189	40	154	38
Teintures		8		10
Couleurs pour peintures artistiques		13		17
Siccatifs préparés	12	2	7	2
Mastic	65	12	51	17
Encres à écrire en flacon ...	56	16	47	17
Encres d'imprimerie	153	77	218	129
Encres diverses	27	17	25	20
Totaux.....		**439**		**510**

La production locale a été en 1958 d'environ :

		MF
Badigeon et peinture à l'eau	3 000 t, valeur	66
Peinture et vernis	4 000 t, valeur	880
	Total.....	946

Et en 1960 d'environ :

		MF
Badigeon et peinture à l'eau	3 700 t, valeur	80
Peinture et vernis	5 000 t, valeur	1 100
	Total.....	1 180

Le tableau ci-dessous donne les utilisations en 1958, les coefficients de croissance de ces secteurs et les utilisations prévues pour 1965.

	1958	*Coeff.*	1965
	MF		*MF*
Entretien des bateaux de pêche (peinture)	60	1,35	80
Charpente métallique (peinture)	20	2	40
Bâtiment (peinture et badigeon)	800	1,80	1.440
Réparation navale (peinture)	30	4	120
Fabr. de matériel agr. et divers (peinture)	20	4,5	90
Chaudronnerie, tôlerie (peinture)	30	2,5	75
Impression sur métaux (encre, vernis) ..	75	1,4	105
Fabr. mobilier métallique (peinture) ...	20	1,85	37
Transformation du papier (encres)	10	1,3	13
Imprimerie (encres)	105	1,7	180
Entretien des wagons (peinture)	50	1,2	60
Entretiens divers (peinture)	300	1,2	360
Ménages (peinture)	320	1,4	450
Bobinage électrique (vernis)	10	2	20
Totaux.....	1 850		3 070

Soit environ 3 250 MF au prix 1960.

En outre pour les nouvelles industries, il faudra compter :

	MF
Chantier naval (peinture)	40
Construction camions et voitures (peinture)	60
Réfrigérateurs, machines à coudre, appareils ménagers, etc. (peinture)	50
Total.....	150

Et pour l'exportation 150

Le marché total serait donc d'environ 3 550 MF en 1965 (soit 2 850 MF au prix production), dont :

	MF
Badigeons et peintures à l'eau	200
Peintures pour bâtiment	1 800
Peintures pour constructions diverses	900
Peintures pour carrosseries	100
Vernis	200
Encres d'imprimerie	200
Divers	150

La plupart de ces produits peuvent être préparés au Maroc à partir de produits locaux (certains pigments, huile de lin...) et de produits importés (autres pigments ou colorants, solvants, siccatifs, plastifiants, résines, etc.).

En particulier les encres d'imprimerie non encore produites au Maroc devraient faire l'objet d'une production.

Objectifs de production

	1958	1965	
	MF	*MF*	*Tonnes*
Badigeons et peintures à l'eau ..	66	160	7 500
Peintures et vernis	880	2 000	9 000
Encres d'imprimerie	0	100	200
Totaux.....	946	2 260	

Investissements

Porter les capacités de production : de 6 000 à 9 000 t en badigeons ; de 5 500 à 11 000 t en peinture ; créer un atelier de fabrication de 250 t d'encres d'imprimerie.

Outre l'extension des entreprises actuelles centrées à Casablanca, il est possible de prévoir trois nouvelles unités de production décentralisées.

Les investissements nécessaires seraient de 650 MF, dont :

Bâtiments	150
Matériel de production	260
Matériel roulant	40
Stocks et trésorerie	200

Emplois créés. - Environ 300, dont :

Direction et cadres	9
Employés	24
Maîtrise et techniciens	27
O. P.	15
O. S.	75
Manœuvres	150

Importations

Environ 300 MF (peintures, vernis, couleurs, encres, divers).

Exportations

Les exportations actuelles dépassent 100 MF, on retiendra pour 1965 le chiffre de 150 MF.

23-3. INSECTICIDES, ANTICRYPTOGAMIQUES, DESINFECTANTS DIVERS

Dans ce chapitre il s'agit de produits ou mélanges conditionnés pour l'emploi.

Le soufre et le sulfate de cuivre ont été examinés au 22-1, le H.C.H. au 22-5.

Marché. - Les importations ont été :

	1958		1960	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Désinfectants divers conditionnés pour la vente au détail	230	114	124	64
Préparations cupriques et arsenicales	208	34	507	84
Préparations à base de soufre	858	62	1 072	65
Désinfectants divers (non conditionnés)	1 950	448	2 363	799
Totaux	3 246	658	4 066	1 012

La production marocaine, d'installation récente, est en expansion.

En 1958 elle atteignait un chiffre d'affaires de 200 MF environ (environ 600 t).

En escomptant une croissance de 10 % par an dans l'utilisation de ces produits, le marché 1965 serait d'environ 7 500 t, pour environ 2 000 MF (prix CIF ou production).

Etant donné la diversité des produits dont la composition n'est généralement pas connue, on admettra que 50 % seulement pourrait être préparés au Maroc ou fabriqués (arséniate de plomb, insecticides végétaux tels que pyrèthre, nicotine, etc.).

Objectifs de production

	MF
1958	200
1965	1 000

Investissements

Des investissements sont en cours pour suivre la demande. Pour la période quinquennale on les évaluera à 350 MF, dont :

Bâtiments	140
Matériel de production	100
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	100

Emplois créés. - Environ 125, dont :

Employés	10
Maîtrise	10
O. P.	5
O. S.	40
Manœuvres	60

Importations. - Environ 1 000 MF (prix CIF).

Exportations. - Pas d'exportations notables prévues.

23-4. HUILES ESSENTIELLES

Marché

Pour le Maroc le marché est principalement à l'exportation. Le marché mondial des huiles essentielles est assez étroit et on enregistre d'une année à l'autre des variations importantes des cours et des livraisons marocaines. Cependant les exportations sont en croissance très nette de 1958 à 1960.

La fabrication marocaine est conditionnée par les surfaces plantées, qui sont en croissance, et par les conditions climatiques annuelles.

D'après les statistiques douanières les exportations ont été :

	MF
1956	372
1957	296
1958	213
1959	556
1960	910

On peut espérer en 1965 une exportation de 1 500 MF environ si la production de plantes à parfums est encouragée par une organisation commerciale qui permette l'écoulement régulier ou le warrantage de la production, et si un effort d'exportation sur les marchés autres que la France est fait, cette recherche des marchés devant se faire avec l'aide de l'O.C.E.

Le marché marocain pour la confection des parfums, estimé à 100 MF en 1958 pourrait atteindre 200 MF en 1965.

Objectifs de production. - On retiendra :

	MF
1958	350
1965	1 700

Investissements

Les installations de distillation ne sont pas saturées, cependant, pour étendre la production à de nouvelles régions il convient de prévoir des investissements, que nous estimerons pour la période quinquennale à 800 MF, dont :

	MF
Bâtiments	100
Matériel de production	500
Stocks et trésorerie	200

Emplois créés. - Environ 150, dont :

Techniciens	25
O. P.	25
O. S.	50
Manœuvres	50

Importations. - Négligeables.

Exportations. - 1 500 MF (valeur CIF).

23-5. PARFUMERIE CONFECTIONNÉE

Marché. - Les importations ont été :

	1958	1960
	MF	*MF*
Substances odoriférantes	76	159
Parfums liquides	195	243
Crèmes à raser	29	21
Dentifrice	103	71
Produits capillaires	135	137
Produits pour la peau	168	172
Produits de parfumerie confectionnée divers	15	15
Totaux	721	818

La production industrielle a été estimée à 375 MF en 1958 de sorte que l'équilibre pouvait être le suivant :

	MF
Importation	721
Commercialisation sur importation	416
Production	375
Commercialisation locale	1 010
Total	2 522

Exportation	48
Consommation	2 474

Avec un coefficient d'élasticité de 0,75, la consommation en 1965 serait d'environ 3 200 MF (prix 1958), soit 3 500 MF (prix 1960). Les importations pourraient atteindre 100 MF.

Objectifs de production

La production de parfums, dentifrice, shampooings, cosmétiques peut atteindre 50 % des besoins. L'équilibre serait en 1965 :

	MF
Exportation	100
Consommation locale	3 400
Total	3 500

Commercialisation locale	1 400
Production	1 000
Importations	700
Commerce sur importation	400

Produits de parfumerie confectionnée :

	MF
1958	375
1965	1 000

Investissements. - De l'ordre de 450 MF, dont :

Bâtiments	80
Matériel de production	160
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	200

Des investissements sont en cours pour répondre à l'évolution de la demande.

Emplois créés. - Environ 200, dont :

Direction et cadres	5
Employés	20
Maîtrise et techniciens	20
O. P.	15
O. S.	40
Manœuvres	100

Importations

700 MF, dont : 200 MF de substances odoriférantes et 500 MF de produits confectionnés.

Exportations. - 100 MF.

23-6. SAVONNERIES

Marché

Il est approvisionné principalement par la production locale qui a été en 1958 d'environ 20 000 t pour 2 200 MF.

Les importations ont été :

	Tonnes	*MF*
1958	1 956	279
1960	560	107

Le marché, de 22 000 t en 1958 passerait à 33 000 t en 1965, compte tenu d'un coefficient d'élasticité de 1,8. Cependant, compte tenu de la concurrence des détergents, on ne retiendra que 30 000 t.

Objectifs de production

Les industries locales peuvent alimenter le marché à 100 %, leur capacité est de 35 000 t et les investissements nécessaires à la production des savons de toilette ont été faits récemment.

	Tonnes	*MF*
1958	20 000	2 200
1965	30 000	3 400

Investissements

Les capacités de production sont suffisantes, certaines usines fermées actuellement pourront être réouvertes, notamment à Fès.

Emplois créés. - Environ 180, dont :

Direction et cadres	2
Employés	8
Maîtrise et techniciens	10
O. P.	10
O. S.	50
Manœuvres	100

Importations. - Elles devraient être négligeables en 1965.

Exportations. - Pas d'exportations prévues.

23-7. STEARINERIES

Ce secteur est représenté au Maroc par les fabriques de bougies.

Marché. - En 1958, le marché était approvisionné par :

	Tonnes		*MF*
Production locale	3 900	valeur	680
Importations	220	valeur	32
Total	4 120		

			MF
Consommation locale	3 790	valeur commercialisée	1 020
Exportation	330	valeur FOB	42

Le coefficient d'élasticité en milieu rural où se font la majorité des ventes est de 1,3 ; cependant pour tenir compte des progrès de l'électrification, nous ne retiendrons comme développement du marché intérieur que le taux démographique des régions rurales, soit environ 2 %.

Le marché serait alors en 1965 :

	Tonnes
Marché intérieur	4 350
Possibilités d'exportation	350
Total	4 700

Objectifs de production

Le marché peut être entièrement approvisionné par l'industrie locale.

	Tonnes	*MF*
1958	3 900	680
1965	4 700	900

Investissements. - Pas d'investissements nécessaires.

Emplois créés. - Environ 15, dont :

O. S.	5
Manœuvres	10

Importations. - Oléostéarine, lanoline, environ 10 MF.

Exportations. - Prévision 350 t, valeur 50 MF.

23-8. PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Marché. - En 1958 l'équilibre était le suivant :

	MF
Importations (valeur CIF)	3 225
Commercialisation sur importations	1 180
Production locale	950
Commercialisation locale	1 845
Total	7 200

Consommation locale	6 700
Exportation	500
Total	7 200

La répartition des ventes a été estimée ainsi en 1958 :

	MF
Ménages (achats directs, dont Marocains musulmans 3 600)	4 600
Administration, hôpitaux	1 800
Agriculture	300
Total	6 700

Le coefficient d'élasticité pour les dépenses médicales est de 2, la consommation de médicaments croîtrait donc de 6,7 % par an si toutefois, le nombre de médecins croît au même rythme.

La consommation en 1965, au prix 1958, serait :

	MF
Marocains musulmans (ménages et hôpitaux) ...	8 500
Autres	700
Agriculture	400
Total.....	9 600

soit au prix 1960, environ 11 000 MF.

Objectifs de production

La fabrication locale peut assurer 40 % du marché en se portant sur les produits les plus utilisés.

L'équilibre serait alors en 1965 :

	MF	
Consommation locale	11 000	
Exportation	600	
Total.....	11 600	
Commercialisation locale		3 000
Production locale		3 800
Importations		3 500
Commercialisation sur importations		1 300
Total.....		11 600

d'où objectif de production :

	MF
1958	950
1965	3 800

Investissements

Depuis 1958 des investissements sont en cours, notamment pour la fabrication des antibiotiques.

Les investissements à prendre en compte dans la période quinquennale seraient d'environ 1 400 MF, dont :

Bâtiments	350
Matériel de production	700
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	300

Emplois créés. - Environ 500, dont :

Direction et cadres	10
Employés	30
Maîtrise et techniciens	50
O. P.	10
O. S.	150
Manœuvres	250

Importations. - Prévision 1965 : 3 500 MF.

Exportations. - Prévision 1965 : 600 MF.

23-9. BOYAUDERIES

(Boyaux séchés et salés, cordes en boyaux, catgut)

Marché. - Le marché est principalement à l'exportation.

En 1958 l'équilibre était le suivant :

	MF
Importations	11
Commercialisation sur importations	3
Production locale	616
Commercialisation locale	35
Total	665
Consommation locale	25
Exportation	640
Total	665

Les exportations sont tombées à 514 MF en 1959 et 540 MF en 1960.

Les débouchés sont limités par les prix de revient ; les boyaux collectés sur le marché marocain font l'objet d'une surenchère préjudiciable à cette industrie. Une réorganisation du système d'approvisionnement devrait permettre de remonter les exportations à 700 MF.

Le marché intérieur serait limité à :

	MF
Boyaux pour charcuterie	5
Catgut pour hôpitaux	15
Total	20

Objectifs de production

	MF
1958	616
1965	720

Investissements

Porter la capacité de production de 700 à 850 MF. Une nouvelle boyauderie peut être installée à Fès ou à Marrakech.

Investissement : 150 MF, dont :

Bâtiments	80
Matériel de production	40
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	20

Emplois créés. - Environ 100, dont :

Direction et cadres	2
Employés	3
Maîtrise	5
O. P.	5
O. S.	35
Manœuvres	50

Importations. - Négligeables.

Exportations. - Prévision : 700 MF.

23-10. ALLUMETTES

Marché

Le marché est presque entièrement alimenté par la production locale.

	MF
Production 1958	1 050
Production 1960	1 180
Importation 1958	78
Importation 1960	3
Exportation 1958	8

Exportation 1960 : négligeable.

Le marché en 1958 était donc de 1 120 MF et en 1960 de 1 180 MF, soit une augmentation de 2,7 % par an, correspondant au taux démographique. Sur cette même base, le marché en 1965 serait de 1 340 MF.

Objectifs de production. - La totalité de la consommation :

	MF
1958	1 050
1965	1 340

Investissements. - Pas d'investissements à prévoir.

Emploi. - Pas d'augmentation d'emploi.

Importations. - Négligeables.

Exportations. - Négligeables.

23-11. EXTRACTION ET TRANSFORMATION DE MATIERES VEGETALES ET ANIMALES

Marché. - L'équilibre en 1958 était le suivant :

Importation (valeur CIF)	608
Commercialisation sur importation	242
Production locale	400
Commercialisation locale	135
Total	1 385

Consommation locale	1 130
Exportation	255
Total	1 385

Les importations ont été :

	1958	1965
	MF	*MF*
Gommes et résines	62	72
Sucs et extraits végétaux	18	15
Extraits tannants et colorants	126	106
Caséine et dérivés	37	61
Albumines	5	—
Gélatine et dérivés	14	24
Colles d'os, de peau	17	13
Matières protéiques	1	1
Dextrines, amidons, fécules	33	28
Colles d'amidon, de fécule	4	6
Colles diverses	60	83
Tall oil, lignosulfites	10	13
Essence de térébenthine	9	11
Huile de pin	16	10
Produits de distillerie du bois de pin	1	4
Colophane et acide résinique et dérivés	72	78
Autres produits de distillerie de bois	6	11
Parements et apprêts préparés	33	51
Composition pour décapage des métaux	7	9
Glucose	77	109
Totaux	608	726

La production marocaine en 1958 consistait en :

Agar-agar	200 t	Valeur 400 MF
Khelline	400 kg	
Vitamine P, extraits de foie	1 000 kg	

Les exportations d'agar-agar ont été :

	MF
En 1958 161 t pour	188
En 1960 449 t pour	497

Les principaux utilisateurs des produits importés sont les menuiseries, ébénisteries, les industries de cuirs et de papier (colles), les tanneries (produits tannants), etc.

Pour cet ensemble d'utilisateurs nous retiendrons le coefficient de croissance de 7 % par an, soit 1,6 de 1958 à 1965.

La production d'agar-agar doit être limitée pour ne pas surexploiter les algues marines et causer leur disparition.

Parmi les produits pouvant être fabriqués au Maroc nous retiendrons :

Les colles et gélatines à partir des os ;

Les acides nucléiques extraits des déchets de poisson (laitances de thon) ;

L'acide tartrique extrait des lies de vin ;

Les alginates à partir d'algues marines ;

Le furfurol à partir des grignons d'olive ;

Les dextrines, amidons et glucose à partir des céréales.

Les colles, dextrines, amidons et glucose seraient principalement utilisés au Maroc, tandis que les autres produits devraient être principalement exportés.

Objectifs de production

	1958		1965	
	Tonnes	*MF*	*Tonnes*	*MF*
Agar-agar	200	230	500	550
Khelline, vitamine P, extraits de foie		170		250
Colles et gélatines d'os et de peau				300
Acides nucléiques	—	—	1 000	50
Acide tartrique	—	—		50
Alginates	—	—		100
Furfurol	—	—	1 200	150
Dextrines, amidons, glucose	—	—	3 000	150
Totaux.....		400		1 600

Investissements

Pour la fabrication d'agar-agar et d'alginates les investissements sont déjà réalisés.

Pour les colles et gélatines d'os et l'acide tartrique, il existait à Casablanca des usines aujourd'hui fermées qu'il conviendrait de réouvrir en les modernisant.

Pour l'acide nucléique il existait une usine à Casablanca : c'est à Safi qu'il faudrait aujourd'hui une usine.

Pour le furfurol, on peut prévoir une unité de distillation à Fès.

Pour les dextrines, amidon, glucose, une unité est à prévoir dans un centre céréalier.

Les investissements totaux seraient d'environ 550 MF, dont :

Bâtiments	80
Matériel de production	300
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	150

Emplois créés

Environ 300 (non compris le ramassage des algues et des os), dont :

Direction et cadres	10
Employés	30
Maîtrise et techniciens	30
O. P.	30
O. S.	200

Importations. - Environ 1 000 MF.

Exportations à réaliser : 1 300 MF. L'équilibre serait ainsi :

Importation (CIF)	1 000
Commercialisation sur importation	400
Production locale	1 550
Commercialisation locale	200
Total	3 150

Consommation locale	1 850
Exportation	1 300
Total	3 150

Récapitulation du secteur 23

	Production 1965		Investissement MF	Emplois créés	Importation MF	Exportation MF
	Quantités	MF				
1. Lessives et prod. d'entretien :	*mil.* °K					
Eau de Javel ... :	90	265				
Détergents, lessives, cristaux ...	*Tonnes* 6 500	2 200				
Cirages encaustiques			1 000	400	290	200
		85				
Pâtes à polir, à récurer		70				
2. Peintures et vernis :						
Badigeons et peintures à l'eau	7 500	160				
Peinture à l'huile, vernis	9 000	2 000	650	300	300	150
Encres d'imprimerie	200	100				
3. Insecticide, désinfectants ...	3 500	1 000	350	125	1 000	—
4. Huiles essentielles		1 700	800	150	—	1 500
5. Parfumerie confectionnée ...		1 000	450	200	700	100
6. Savonnerie	30 000	3 400	—	180	—	—
7. Stéarineries	4 700	900		15	10	50
8. Produits pharmaceutiques		3 800	1 400	500	3 500	600
9. Boyauderies		720	150	100	—	700
10. Allumettes		1 340	—	—	—	—

	Production 1965		Investissement	Emplois	Importation	Exportation
	Quantités	MF	MF	créés	MF	MF
11. Extraction de matières végétales et animales :						
Agar-agar	500	550				
Khelline, vitamines, extraits de foie		250				
Colles et gélatines d'os	1 000	300				
Acides nucléiques		50				
Acide tartrique .		50	550	300	1 000	1 300
Alginates		100				
Furfurol	1 200	150				
Dextrine, amidon, glucose	3 000	150				
Totaux.....		20 340	5 350	2 270	6 800	4 600

Ventilation des investissements

Bâtiments	1 180
Matériel de production	2 560
Matériel roulant	190
Stocks et trésorerie	1 420
Total.....	5 350

Ventilation de l'emploi créé

Direction et cadres	40
Employés	140
Maîtrise et techniciens	200
O. P.	125
O. S.	795
Manœuvres	970
Total.....	2 270

RÉCAPITULATION DES CRÉATIONS OU EXTENSIONS A PRÉVOIR

		Capacités	Observations
		Tonnes	
Extension	Fabr. de détergents	7 000	En cours
Création	Fabr. de pâtes à polir et à récurer	400	
Création	Peinture : trois unités de production, chacune	1 800	
Création	Fabr. d'encre d'imprimerie.	250	
Extension	Préparation des insecticides, désinfectants	4 000	
Création	Fabr. d'arséniate de plomb.		
Création	Insecticides végétaux : pyrèthre, nicotine.		
Création	Huiles essentielles : 40 unités de distillation de chacune 1 kg huile/heure.		En liaison avec le développement des cultures de plantes à parfum et le ramassage des plantes spontanées
Extension	Fabrication de savonnettes, shampoing.		
Création	Fabr. de dentifrice.		
Création	Laboratoires pharmaceutipour fabr. des produits les plus utilisés au Maroc : 5 à 10 produits de base.		
Création	Boyauderie à Fès ou Marrakech.		
Création	Colle et gélatine d'os et de peau	1 200	Casablanca
Création	Extraction d'acide nucléique.		Safi
Création	Extraction d'acide tartrique.		Centre vinicole
Création	Extraction de furfurol.	1 500	Fès
Création	Fabr. de dextrine, amidon, glucose	3 500	Centre céréalier

SECTEUR 24

PNEUMATIQUES

ARTICLES DIVERS EN CAOUTCHOUC

24-1. PNEUMATIQUES

Marché

En 1958 et 1959 tous ces produits étaient importés sans aucune contrainte ; courant 1960 une limitation des importations était appliquée car Général Tire commençait à produire. Aussi nous utiliserons les importations de 1959 incluant zone sud, zone nord et Tanger pour situer le marché.

Année 1959	*Nombre*	*Tonnages*	*Remarques*
Chambres à air pour voitures	138 400	260	Sous le nom de voitures nous incluons camions, véhicules de transport et de tourisme, tracteurs routiers et agricoles, engins à pneus.
Chambres à air pour les « 2 roues » ...	443 800	95	
Enveloppes pour voitures.	251 400	4 550	Les « 2 roues » comprennent les cycles avec ou sans moteur, les scooters et motocyclettes.
Enveloppes pour les « 2 roues »	582 400	410	

Le parc camions ne croîtra pratiquement pas durant le premier quinquennat (cf. sous-secteur 15).

Le parc automobiles passera de 120 000 en 1960 à 130 000 en 1965 (cf. sous-secteur 15).

Le marché des véhicules à « 2 roues » croîtra de 5 % environ par an durant le premier quinquennat (cf. sous-secteur 15), le parc croîtra donc au moins de 4 % (1 % de mise à la ferraille).

Ainsi pour chambres à air et enveloppes pour voitures le coefficient de croissance de 1960 à 1965 serait de 1,10 environ ; toutefois l'augmentation du niveau de vie doit permettre à une catégorie de propriétaires de voitures de remplacer plus souvent leurs pneus et il est vraisemblable qu'une réglementation interdira, d'ici 1965, le maintien en service de pneus lisses, cause fréquente d'accidents ; pour ces deux raisons nous adopterons le coefficient 1,15 à partir de la base 1959.

A cela il faut ajouter les achats faits par SOMACA, Berliet, Volvo et le constructeur de tracteurs agricoles car les pneus des véhicules neufs n'étaient pas comptabilisés par les Douanes à la rubrique « pneumatiques », soit :

	Pneus et chambres
SOMACA	50 000
Berliet, Volvo	14 000
Tracteurs agricoles	1 800

Pour les « 2 roues » une croissance nette de 4 % par an de 1959 à 1960 conduit au coefficient multiplicateur global 1,27 que l'on prendra égal à 1,30 pour tenir compte de la diminution de l'importation de « 2 roues » entièrement montés et de l'accroissement de l'activité montage déjà assez développée en 1959.

Le tableau qui suit permet de dégager le marché de 1965.

Pneumatiques	*Renouvellement*		*Véhicules neufs (nombre)*	*Total (nombre)*	*Tonnage total (estimé)*
	Nombre	*Remarques*			
Chambre à air pour voitures .	160 000	Environ 1 chambre à air par an et par voiture	66 000	226 000	430
Chambre à air pour «2 roues»	580 000	—	—	580 000	125
Enveloppe pour voitures	290 000	Moins de 2 pneus par an et par véhicule	66 000	356 000	6 500
Enveloppe pour « 2 roues » ...	760 000			760 000	540

Objectifs de production

Mis à part les pneus de plus de 70 kg destinés aux engins spéciaux, engins de T.P. et tracteurs agricoles (6 000 pneus environ) on doit prévoir l'approvisionnement du marché marocain par une production locale. La production 1965 serait ainsi constituée :

	Nombre	*Chiffre d'affaires*
		MF
Chambre à air pour voitures	220 000	250
Chambre à air pour « 2 roues »	580 000	100
Enveloppes pour voitures	350 000	5 400
Enveloppes pour « 2 roues »	760 000	300
Total.....		6 050

Investissements

Si l'on veut travailler à 80 % des capacités il faut investir pour produire :

Enveloppes pour voitures	440 000
Chambres pour voitures	270 000
Enveloppes pour « 2 roues »	950 000
Chambres pour « 2 roues »	730 000

En Europe chaque fabricant de pneus met à la disposition de sa clientèle une gamme complète de produits. On peut penser qu'il en sera de même au Maroc (Général Tire applique déjà ce principe).

L'ensemble des investissements à prévoir représente 4 500 MF environ, dont :

Bâtiment	900
Matériel de production	2 500
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	1 000
Total.....	4 500

Il existe actuellement l'usine Général Tire où des investissements de 1 900 MF environ permettent de produire 125 000 pneus et 75 000 chambres. Sa production peut atteindre plus de 250 000 pneus avec un complément de matériel estimé à 200 MF.

Il reste ainsi à investir environ 2 400 MF, dont :

	MF
Bâtiment	400
Matériel de production	1 300
Matériel roulant	80
Stocks et trésorerie	620
Total	2 400

On peut donc prévoir une unité nouvelle de fabrication de chambres à air et d'enveloppes pour voitures au Maroc avant 1965. Une usine de chambres et enveloppes pour « 2 roues » s'installe à Casablanca pour produire 300 000 enveloppes.

Emplois créés. - On peut prévoir 550 emplois créés, dont :

Direction et cadres	30
Employés	60
Maîtrise	50
Ouvriers qualifiés	70
Ouvriers spécialisés	140
Manœuvres	200
Total	550

Importations

On importera 6 000 enveloppes et chambres environ de plus de 70 kg représentant 300 MF environ.

Exportations. - Aucune exportation à prévoir.

RECHAPAGE DES PNEUS

Marché

En 1960 il a été rechapé environ 27 000 pneus au Maroc (valeur estimée).

En 1965 cette activité sera vraisemblablement à l'indice 110 par rapport à 1960 compte tenu de la croissance du parc auto-automobiles.

Le rechapage portera ainsi sur 30 000 pneus environ.

Objectifs de production

On prévoit le rechapage de 30 000 pneus représentant un chiffre d'affaires de 150 MF.

Investissements et emplois

Rien à prévoir compte tenu de la faible hausse d'activité prévue dans ce sous-secteur.

Importations et exportations. - Rien à prévoir.

24-2. ARTICLES DIVERS EN CAOUTCHOUC

Fabrication de poudrette et caoutchouc régénéré

Marché

En 1960 l'utilisation locale de ces produits était de 4 040 t, dont 2 670 t de fabrication locale et 1 370 t importées.

La consommation locale peut se décomposer ainsi :

	Tonnes
Tubes, tuyaux	340
Courroies (transport et transmission)	930
Articles divers	1 020
Semelage	410
Colles caoutchouc et gomme	440
Caoutchouc régénéré	900

En 1965 le marché peut se situer ainsi :

Produits	*Tonnage*	*Cause du développement*
Tubes et tuyaux	450	Ménages et industries diverses
Courroies	1 300	O.C.P., mines, carrières
Articles divers	1 250	Ménages principalement montage de voitures
Semelage	550	Articles chaussants
Colles caoutchouc et gommes	550	Industrie caoutchoutière
Caoutchouc régénéré.	1 200	Industrie caoutchoutière

Objectifs de production

En 1965 on pourrait produire la moitié des tubes et tuyaux au Maroc, soit 225 t.

Les courroies de transmission seraient importées et les courroies de transport pourraient se faire pour 75 % au Maroc, soit 900 t environ.

Les colles caoutchouc et gommes ainsi que le caoutchouc régénéré seront bien entendu fabriqués au Maroc.

On peut limiter l'importation d'articles divers à 150 t (niveau 1960) et fabriquer 1 100 t au Maroc.

Le chiffre d'affaires local serait ainsi de :

	Tonnes	*MF*
Tubes et tuyaux	225	130
Courroies de transport	900	600
Articles divers	1 100	500
Semelage	550	150
Colles et gommes	550	110
Caoutchouc régénéré	1 200	150
Au total		1 640

Investissements

Les capacités de production sont suffisantes pour tubes et tuyaux, pour articles divers, pour colles et gommes et pour le caoutchouc régénéré.

On doit investir pour la fabrication de courroies de transport et pour le semelage, soit au total 650 MF, dont :

	MF
Bâtiment	120
Matériel de production	400
Matériel roulant	30
Stocks et trésorerie	100
Total	650

Emplois créés

On peut prévoir la création de 200 emplois environ, dont :

Direction et cadres	10
Employés	15
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	30
Ouvriers spécialisés	100
Manœuvres	30
Total	200

Importations. - Nous prévoyons l'importation de :

	Tonnes	*MF*
Tubes et tuyaux	225	150
Courroies	300	170
Articles divers	150	200
Au total.....		520

Exportations. - Elles seront négligeables.

24 - 4. ARTICLES EN AMIANTE

Marché

Ce sous-secteur comprend les garnitures à friction pour freins et embrayages et les ouvrages divers en amiante (tissus d'amiante, mélange calorifuge, etc.).

En 1958 et 1959 on a importé 63 t de garnitures destinées à l'entretien des véhicules.

En 1960 l'importation est de 80 t, dont 15 t environ ont dû être achetées par Berliet et Volvo. Sur la base 1959 de 63 t, les besoins en 1965 pour l'entretien seront environ de 75 t (coefficient 1,15 comme pour les pneus). Les garnitures destinées aux usines de montage de camions et voitures représenteront environ 15 t. Ainsi le marché garniture atteindra 90 t environ.

Les ouvrages divers en amiante importés ont une valeur de 30 MF en 1960. Ce sont des fournitures destinées à l'industrie, nous leur appliquerons le coefficient moyen de hausse 1,40, soit un marché de 50 MF en 1965 environ.

Objectifs de production

Le marché semble trop faible pour que l'on puisse fabriquer les garnitures de frein et les ouvrages divers en amiante au Maroc durant le premier quinquennat.

Investissements et emplois créés. - Rien à prévoir.

Importations. - Nous prévoyons :

	MF
90 t de garnitures friction pour	150
Ouvrages divers en amiante pour	50
Total.....	200

Exportations. - Rien à prévoir.

Récapitulation du secteur 24

	Production 1965		Investissement	Emploi	Importation	Exportation
	Quantités	*MF*				
1. Pneumatiques :	*Unités*					
Chambres à air pour voitures ..	220 000	250				
Chambres à air pour « 2 roues ».	580 000	100				
Enveloppes pour voitures	350 000	5 400	2 400	550	300	0
Enveloppes pour « 2 roues »	760 000	300				
Rechapage	30 000	150	0	0	0	0
2. Articles divers :						
Poudrettes, caoutchouc régénéré	*Tonnes*					
Tubes, tuyaux ..	225	130				
Courroies de transport	900	600				
Articles divers ..	1 100	500				
Semelage	550	150	650	200	520	0
Colles et gommes	550	110				
Caoutchouc régénéré	1 200	150				
3. Articles en amiante	0	0	0	0	200	
Totaux.....		7 840	3 050	750	1 020	0

Ventilation des investissements

Bâtiment	520
Matériel de production	1 700
Matériel roulant	110
Stocks et trésorerie	720
Total.....	3 050

Ventilation des emplois créés

Direction et cadres	40
Employés	75
Maîtrise	65
Ouvriers qualifiés	100
Ouvriers spécialisés	240
Manœuvres	230
Total	750

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 24

	Produits	*Capacités*	*Observations*
Création d'une unité nouvelle	Chambres à air et enveloppes pour voitures	*Pneus* 200 000	
Extension	Pneus et chambres	100 000	Complément de matériel 200 MF. (Général Tire)
Extension	Courroies de transport et semelage	900 t	

SECTEUR 25

PAPIERS — CARTONS

25 — 1. PATE A PAPIER — PATE TEXTILE

Marché

En 1958 la fabrication locale de papier et carton étant de 36 500 t, le tableau de ressources et emplois pour les pâtes à papier et les vieux papiers était le suivant :

Produits	*Ressources*		*Total*	*Emplois*	
	P.L.	*Importation*		*C.L.*	*Exportation*
Pâte d'eucalyptus ...	11 300		11 300	1 600	9 700
Vieux papiers	8 700	13 800	22 500	22 500	—
Pâtes chimiques		7 800	7 800	7 800	
Pâtes mécaniques ...		4 600	4 600	4 600	
Totaux.....	20 000	26 200	46 200	36 500	9 700

En 1965 les besoins locaux en pâte et vieux papiers seront de 55 600 t (cf. sous-secteur 2).

Objectifs de production

En 1965 à partir de l'eucalyptus on produira 13 200 t de pâte à papier et 13 200 t de pâte textile.

Egalement en 1965 à partir de l'alfa on produira 27 000 t de pâte d'alfa. La majeure partie de cette production sera d'ailleurs exportée car elle n'a pas de débouchés locaux.

Le tableau de ressources et emplois pour 1965 pourrait être le suivant :

	Ressources		*Total*	*Emplois*	
	P.L.	*Importation*		*C.L.*	*Exportation*
Pâte d'eucalyptus :					
pour papier	13 200		13 200	3 000	10 200
pour textile	13 200		13 200		13 200
Pâte d'alfa	27 000		27 000	500	26 500
Vieux papiers	12 100	18 000	30 100	30 100	—
Pâtes à papier	—	22 000	22 000	22 000	—
Totaux.....	65 500	40 000	105 500	55 600	49 900

Le chiffre d'affaires local sera le suivant :

	MF
Pâte d'eucalyptus pour papier et textile	2 100
Pâte d'alfa	2 400
Total.....	4 500

Le manque de matières premières locales obligera à importer les pâtes chimiques et les pâtes mécaniques (l'achat des vieux journaux locaux représentera 250 MF environ).

Investissements

Pour l'usine de pâte d'eucalyptus on prévoit un investissement de 1 100 MF afin de porter sa production (17 000 t environ) à 26 400 t de pâte à papier et de pâte textile.

Pour l'usine de traitement de l'alfa d'une capacité de 30 000 t on prévoit 5 900 MF.

La répartition des investissements est la suivante :

Bâtiment	1 300
Matériel de production	5 000
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	600
Total.....	7 000

Emplois créés

Dans l'usine de pâte d'eucalyptus : 50 emplois environ ; dans l'usine de pâte d'alfa : 250 emplois environ ; au total : 300 emplois créés.

La répartition de l'emploi est la suivante :

Direction et cadres	10
Employés	15
Maîtrise	30
Ouvriers qualifiés	60
Ouvriers spécialisés	120
Manœuvres	65
Total.....	300

Importations

Elles porteront sur 22 000 t de pâtes mécaniques et de pâtes chimiques pour environ 1 400 MF.

Et sur 18 000 t de vieux papiers pour environ 400 MF.

Au total 1 800 MF.

Exportations. - Elles seront de :

	MF
23 400 t de pâte d'eucalyptus pour papier et textile soit	1 950
26 500 t de pâte d'alfa pour	2 350
Au total.....	4 300

25-2. FABRICATION DE PAPIER ET CARTON

Marché

Nous reproduisons dans le tableau qui suit l'équilibre ressources-emplois pour l'année 1958 en indiquant les principaux utilisateurs (en tonnes).

Produits	*P.L.*	*Importation*	*Total*	*Exportation*	*C.L.*	*Utilisateurs locaux*
Carton couché	21 700		21 700	18 200	3 500	Transfor. du papier, chaussure, bonneterie, produits pharmaceutiques.
Carton et papier à caisse .	4 800	1 900	6 700	0	6 700	Caisseries.
Papier d'emballage	7 500		7 500		7 500	Papier bleu pour sucre et primeurs (2 400 t), sacherie diverse, emballages commerciaux.
Papier kraft .		5 000	5 000		5 000	Sacherie grande contenance, (3 950 t), emballages commerciaux.
Papiers et cartons divers	1 400	1 200	2 600		2 600	Transfor. du papier, carton à dossier, boîtes à sucre.
Papiers divers	1 100	11 200	12 300		12 300	Transfor. du papier, imprimerie, usages divers.
Papiers journaux et édition		3 000	3 000		3 000	Imprimerie.
Carton à babouches	500		500		500	Babouchiers.
Totaux...	37 000	22 300	59 300	18 200	41 100	

En 1965, compte tenu de la croissance des utilisateurs on peut chiffrer la consommation locale ainsi :

	Tonnes
Carton couché (O.N.A.T. inclus)	5 500
Carton et papier pour caisses	9 200
Papier emballage (dont 3 000 t pour sucre et primeurs)	10 000
Papier kraft (dont 6 400 t pour sacherie grande contenance)	7 800
Papiers et cartons divers	3 400
Papiers divers	16 000
Papiers journaux et édition (journaux, édition scolaire)	4 500
Carton à babouche	600
Total	57 000

Les exportations de carton couché diminuent, on peut espérer les maintenir à 17 500 t environ. Le marché total serait ainsi de 74 500 t en 1965.

Objectifs de production

— On peut produire 23 000 t de carton couché (utilisation maximum de la seule machine existante).

— La production en papiers et cartons divers doit atteindre 26 000 t environ.

— La production de kraft non satiné, un jet peut être de 6 400 t.

— La production de carton à babouches peut atteindre 600 t.

Le tableau qui suit donne la ventilation des ressources-emplois probables en 1965 :

Produits	*P.L.*	*Importation*	*Total*	*Exportation*	*C.L.*
Carton couché	23 000		23 000	17 500	5 500
Carton et papier à caisse.	5 200	4 000	9 200		9 200
Papier emballage	10 000		10 000		10 000
Papier kraft .	6 400	1 400	7 800		7 800
Papiers et cartons divers..	2 400	1 000	3 400		3 400
Papiers divers	8 000	8 000	16 000		16 000
Papiers journaux		4 500	4 500		4 500
Carton babouches	600		600		600
Totaux...	55 600	18 900	74 500	17 500	57 000

Le chiffre d'affaires serait environ de 5 600 MF.

Investissements

Les capacités actuelles sont suffisantes pour produire :

— le carton couché ;

— le carton et papier à caisse ;

— le papier d'emballage ;

— les papiers et cartons divers.

Il faut investir pour produire du papier kraft.

On peut prévoir une unité de papier kraft non satiné un jet de 8 000 t de capacité. Une étude préalable est nécessaire pour déterminer le prix de revient du kraft ainsi produit car actuellement les Suédois le vendent très bon marché.

Le coût d'une telle unité serait voisin de 1 400 MF.

Nous retiendrons en fonction des investissements réalisés en 1960 et 1961 destinés à améliorer la qualité principalement : 300 MF environ.

Il faut investir pour produire des papiers divers, on pourrait prévoir une unité de 8 000 t travaillant à 6 000 t en 1965. Son coût serait de 1 300 MF environ.

Au total les investissements seraient de 3 000 MF, dont :

	MF
Bâtiment	800
Matériel de production	1 800
Matériel roulant	100
Stocks et trésorerie	300

Emplois créés

L'accroissement de production des usines actuelles n'entraînera qu'une très faible embauche.

La création des usines de kraft et de papiers divers doit permettre d'embaucher 250 personnes environ, dont :

Direction et cadres	10
Employés	20
Maîtrise	20
Ouvriers qualifiés	50
Ouvriers spécialisés	100
Manœuvres	50
Total	250

Importations

— Le maintien de 8 000 t d'importations de papiers divers est dû à la diversité des papiers utilisés.

— Une usine de caisses est obligée d'importer son carton (largeur des machines).

— La fabrication de papiers pour journaux (4 500 t) ne peut être envisagée au Maroc..

Les 18 900 t importées représenteront 2 400 MF.

Exportations

Elles sont limitées au carton couché qui se vend principalement en Europe. Les débouchés diminuent actuellement, nous retenons 17 500 t pour 1 650 MF.

25 — 3. TRANSFORMATION DU PAPIER

Marché

En 1958 l'équilibre de ressources et emplois était le suivant :

	MF
Production locale (15 500 t environ)	2 200
Importations	920
Droits de douane et marges	480
Exportations (sacs)	70
Consommation locale au prix du marché	3 530

La consommation locale tient compte de la zone nord et de Tanger.

En 1960 la production locale est mal connue, les importations atteignent 1 175 MF et les exportations 45 MF (sacs).

Les produits fabriqués localement sont :

Les fournitures scolaires ;
Les fournitures de bureau ;
Les sacs (épiciers et grande contenance) ;
Les caisses en carton compact, en carton ondulé ;
Les boîtes en carton ;
Les cartonnages divers.

Les produits importés sont :

Papiers carbones, stencils ;
Fournitures de bureau ;
Sachets papier ;
Boîtes pliantes ;
Cartes statistiques imprimées ;
Filtres en papier conditionné.

Pour 1958 nous situons dans le tableau ci-après les utilisateurs :

Produits	*Quantités*	*MF*	*Utilisateurs*
Emballages commerciaux :			Emballages :
Product. locale.	2 850 t	500	- des produits alimentaires,
Importation ...	400 t	210	- de la bonneterie et des chaussures,
			- des détergents, etc.
Sacs à grande contenance :			Exportation : 2 10^6 U
Product. locale.	15,5 10^6P (3 950 t)	500	Ciment 10 10^6 U
			Divers 3,5 10^6 U
Caisses :			
Product. locale.	6 700 t (7 10^6U)	800	Industries alimentaires 25%
			Export. de conserves 25%
			Lièges 5%
			Vêtements, chaussures 5%
			Détergents, bougies 15%
			Divers 25%
Produits divers :			Bâtiment
Importation ...	2 000 t	530	Régie des tabacs
			Transformateurs de papier (environ 500 t)
			Divers
Fournitures scolaires et bureau :			Ecoliers
Product. locale.	1 500 t	400	Etudiants
			Ménages, administration
Importation ...	800 t	660	Industriels et commerçants
Totaux.....	18 200 t	3 600	Exportation 70 MF
			Utilisation locale 3 530 MF

En fonction de la croissance des utilisateurs, nous avons retenu les besoins suivants en 1965.

Produits	*Quantités*	*Remarques*	
Emballages commerciaux	4 300 t		
Sacs à grande contenance	> 25 10^6U	Ciment	17 10^6 U
	(6 400 t)	Exportation	1 10^6 U
		Autres	5 10^6 U
		Engrais Safi	2 10^6 U
Caisses	9 200 t		
Produits divers	2 600 t	dont 700 t pour les transformateurs de papier.	
Fournitures scolaires et bureau	3 500 t	(Scolarisation multipliée par 2 en 5 ans)	
Total.....	26 000 t		

Objectifs de production

Il est principalement possible de :

— réduire à 200 t les importations d'emballages commerciaux ;

— maintenir à 2 000 t les importations d'ouvrages divers en papier ;

— maintenir à 800 t les importations de fournitures scolaires et de bureau.

Le maintien de ces importations se justifie par la diversité des produits qu'elles contiennent.

La production locale sera alors de :

	Tonnes	*MF*
Emballages commerciaux	4 100	700
Sacs à grande contenance (25 10^6 U) ..	6 400	900
Caisses (9,7 10^6 U)	9 200	1 100
Produits divers	600	200
Fournitures scolaires et de bureau ..	2 700	1 300
Au total la production locale sera de...	23 000	4 200

Investissements

— Capacité en caisses : 10 000 t ;

— Capacité en sacs 30 10^6 sacs environ.

Aucun investissement à prévoir pour satisfaire à la demande 1965 en caisses et sacs.

En moyenne les producteurs d'emballages commerciaux ont travaillé en 1960 à 75 % de leur capacité. On prévoira donc 150 MF d'investissement, dont :

	MF
Bâtiment	30
Matériel de production	120

— Fournitures scolaires et de bureau : des aménagements d'atelier et l'achat de quelques machines sont à prévoir.

Au total 150 MF, dont :

	MF
Bâtiment	30
Matériel	120

— Pour les produits divers : on prévoira l'achat de quelques machines :

Matériel : 60 MF.

Au total : 360 MF d'investissement.

Emplois créés. - Environ 250 emplois, dont :

Direction et cadres	5
Employés	10
Maîtrise	10
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	110
Manœuvres	95
Total.....	250

Importations. - Elles porteraient sur :

	Tonnes	*MF*
Emballages commerciaux	200	150
Produits divers	2 000	650
Fournitures scolaires et de bureau	800	800
Total.....		1 600

Exportations

Elles atteindraient 1 million de sacs de grande contenance pour 40 MF environ.

25 — 4. INDUSTRIES POLYGRAPHIQUES

Marché

Le marché était ainsi constitué en 1958 :

Importation (au prix CIF) :	MF	MF
Livres	406	
Journaux	132	
Ouvrages divers	242	
Total	780	780
Commerce sur importation	90	90
Production locale :		
Imprimerie	1 400	
Imprimerie officielle	100	
Imprimerie artisanale	200	
Journaux (commerce inclus)	1 500	
Total	3 200	3 200
Commerce local	240	240
Exportations	40	— 40
Consommation locale		4 270

Pour 1960, les importations se situent ainsi (en prix CIF)

	MF
Livres	850
Journaux	260
Ouvrages divers	350
Total	1 460

Les exportations en 1960 atteignent 130 MF.

La production locale serait composée de (valeurs estimées) :

	MF
Imprimerie	1 950
Imprimerie officielle	100
Imprimerie artisanale	200
Journaux	1 500

Compte tenu du commerce sur importations et du commerce local, la consommation locale serait en 1960 de 5 570 MF.

Les importations de neuf mois de 1961 extrapolées à l'année conduisent aux chiffres suivants (prix CIF) :

	MF
Livres	960
Journaux	270
Ouvrages divers	290

Il semble que les importations de journaux n'ont pas été suivies régulièrement par les Douanes car les importations passent de 1 t en 1956 à 36 t en 1957 puis 520 t en 1958 et 1 075 t en 1960 (1 075 t pour 1961 extrapolé).

En 1965 malgré le départ de certains étrangers on peut penser que les importations de journaux se maintiendront aux environs de 1 000 t pour 250 MF car la diffusion des hebdomadaires illustrés étrangers doit s'accroître dans le milieu marocain.

— Les achats de livres sont liés à la scolarisation et à l'alphabétisation des Marocains, les ressources provenant uniquement de l'importation ; le marché local est le suivant depuis 1956 :

	Tonnes
1956	370
1957	570
1958	470
1959	620
1960	820
1961 (extrapolation)	930

On peut penser qu'il passera à 1 200 t en 1965 compte tenu du départ de lecteurs étrangers et de la scolarisation.

— Les ouvrages divers importés sont en régression en quantité car la production locale les remplace peu à peu. En 1960 ces ouvrages divers et l'imprimerie représentent en prix gros, un marché de 2 400 MF environ qui doit suivre vraisemblablement l'essor du commerce au Maroc.

— La valeur de cette demande serait ainsi de 3 100 MF en 1965.

— La vente des journaux locaux doit croître, le coefficient d'élasticité est de 2,0 dans les villes soit avec nos hypothèses habituelles 6,7 % de croissance annuelle, nous retiendrons 6 % car si l'alphabétisation joue en faveur de cette croissance, le départ des étrangers fera baisser un peu les ventes.

Au total la vente des journaux locaux devrait se situer aux environs de 2 000 MF en 1965.

Objectifs de production

— Les journaux (prix avec commerce inclus) doivent se situer à 2 000 MF en 1965.

— L'imprimerie classique devrait produire 2 800 MF, les importations en valeur CIF représenteraient 250 MF.

— L'imprimerie officielle doit suivre la croissance des administrations et atteindre 150 MF.

— L'imprimerie artisanale représentera environ 200 MF.

— L'impression de livres scolaires primaires doit pouvoir se faire au Maroc.

Les effectifs seront voisins de 1 500 000 élèves en 1964-65 soit avec un besoin moyen de 500 F de livres par an et par élève et utilisation de ces livres sur 3 ans un besoin de 250 MF qui s'accompagnerait d'un équipement des 180 000 nouveaux élèves de l'année 1965, pour une valeur de 90 MF.

Au total 340 MF qui peuvent être produits au Maroc (340 MF représente le prix grossiste car les fournitures se font par adjudication) ; le chiffre d'affaires serait de 300 MF environ.

— L'ensemble du sous-secteur aurait ainsi un chiffre d'affaires de :

	MF
Imprimerie	2 800
Imprimerie officielle	150
Imprimerie artisanale	200
Journaux	2 000
Imprimerie de livres	300
Total.....	5 450

Investissements

— L'imprimerie doit investir pour passer de la capacité 1960 (2 000 MF environ) à celle souhaitée en 1965 (3 500 MF environ pour un travail à 80 % de la capacité).

L'investissement nécessaire est de l'ordre de 1 000 MF, dont :

Bâtiment	200
Matériel de production	650
Matériel roulant	50
Stocks et trésorerie	100

— Les journaux ont des capacités suffisantes jusqu'en 1965.

— L'impression des livres scolaires nécessitera 200 MF d'investissement environ, dont :

Bâtiment	40
Matériel de production	130
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	20

Emplois créés

— Pour l'imprimerie classique 400 emplois environ ;

— Pour l'impression des livres 200 emplois environ.

Au total 600 emplois, dont :

Direction et cadres	15
Employés	40
Maîtrise	50
Ouvriers qualifiés	200
Ouvriers spécialisés	250
Manœuvres	45
Total.....	600

Importations

	MF
Livres, environ	950
Journaux	250
Ouvrages divers	150
Total.....	1 350

Exportations

Environ 100 MF.

Le *marché local* en MF serait ainsi constitué :

	MF
Importations	1 350
Commerce sur importations	160
Production locale	5 450
Commerce local	400
Exportations	100
Consommation locale	7 260

La consommation locale est ainsi à l'indice 130 par rapport à celle de 1960.

RÉCAPITULATION DU SECTEUR 25

	Production 1958 *Quantité tonnes*	*Production 1965* *Quantité tonnes*	*Production 1965* *MF*	*Investissement*	*Emploi*	*Importation*	*Exportation*
1. Pâte à papier et pâte textile ...	11 300	53 400	4 500	7 000	300	1 800	4 300
2. Fabrication de papier et carton	37 000	55 600	5 600	3 000	250	2 400	1 650
3. Transformation du papier	15 500	23 000	4 200	360	250	1 600	40
4. Industries polygraphiques ...	MF 3 200		5 450	1 200	600	1 350	100
Totaux			19 750	11 560	1 400	7 150	6 090

Ventilation des investissements

Bâtiment	2 400
Matériel de production	7 880
Matériel roulant	260
Stocks et trésorerie	1 020
Total	11 560

Ventilation des emplois créés

Direction et cadres	40
Employés	85
Maîtrise	110
Ouvriers qualifiés	330
Ouvriers spécialisés	580
Manœuvres	255
Total	1 400

Récapitulatif des unités a créer ou a étendre dans le secteur 25

	Produits	*Capacités tonnes*	*Observations*
Extension	Pâte d'eucalyptus, pâte à papier et pâte textile	12 000	Exprimé en équivalent pâtes à papier.
Création	Usine de traitement de l'alfa	30 000	
Création	Une unité de papier kraft non satiné, 1 jet	8 000	Etude préalable de prix de revient nécessaire car papier kraft suédois est très bon marché.
Création	Une unité de papiers divers	8 000	
Extension	Emballages commerciaux, fournitures scolaires et de bureau.		Aménagement des usines et achat de matériel
Extension	Produits divers.	*MF*	
Extension	Imprimerie	1 500	
Extension	Impression des livres scolaires	300	

SECTEUR 26

BOIS — AMEUBLEMENT DIVERS

26 — 1. SCIERIES, TRAITEMENT DES BOIS

A. SCIERIES

Marché

Production locale et importations répondent actuellement à des besoins différents.

La principale ressource locale actuelle est le cèdre utilisable en menuiserie pour les bâtiments de bas standing et pour la menuiserie scolaire. Les possibilités de la forêt marocaine limitent la production des scieries locales.

Les bois importés sont destinés : aux mines, à la menuiserie et l'ébénisterie, à la caisserie et aux usages ménagers.

Le tableau qui suit reproduit les importations depuis 1958 en tonnages.

	1958	1959	1960	1er semestre 1961
Bois sciés ...	70 530	59 510	91 930	45 580
Bois rabotés .	6 890	2 250	40	—
Bois de mines.	76 020	61 940	42 300	31 810

Pour les années 1958 et 1960 on peut admettre les ventilations suivantes pour l'utilisation du *bois scié* (70 530 t importées, et 12 000 t de production locale industrielle en 1958 contre 91 930 t importées et 12 400 t sciées localement en 1960).

	1958	1960
	Tonnes	*Tonnes*
Menuiserie	15 000	16 000
Coffrages (Bt et T.P.)	8 000	8 500
Caisserie	12 000	46 000
Ameublement	3 000	3 000
Ménages, artisanat et stocks	44 530	30 930
Totaux.....	82 530	104 430

Des stocks ont dû se constituer en 1958 et être résorbés en 1959.

Les prévisions d'utilisation pour 1965 compte tenu des hausses d'activité des secteurs utilisateurs sont les suivantes :

	Tonnes
Menuiserie	29 000
Coffrages (Bt et T.P.)	15 000
Caisserie agrumes	61 500
Caisserie diverse	5 000
Ameublement	3 500
Autres utilisations	50 000
Total	164 000

Les sciages industriels locaux peuvent atteindre 34 000 m³ soit 20 000 t (prévisions Eaux et Forêts) en 1965.

Il restera 144 000 t à importer.

Les importations de bois de mines devraient dépasser le niveau de 1958 au moins, compte tenu des travaux de recherche nous retiendrons donc 90 000 t.

Objectifs de production

Il est difficile de prévoir l'importation de bois en grumes destinées à être sciées au Maroc car le coût du transport est plus élevé à la tonne et les pays exportateurs de bois voulant faire travailler leur industrie du sciage frappent de taxes les exportations de grumes.

Aussi les scieurs industriels de cèdres pourront-ils mettre en vente 29 000 m³ de bois en 1965 (chiffre des Eaux et Forêts vendeur du bois sur pied) et les scieries côtières 5 000 m³ environ (sciages spéciaux de bois exotiques principalement : quilles de navires, fonds de wagons...).

Au total la production locale sera de 34 000 m³ pour 750 MF environ.

Il n'y a pas lieu de prévoir d'investissement nouveau dans cette branche largement suréquipée.

Emplois nouveaux. - 60 emplois environ, dont :

Maîtrise	4
Employés	4
Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	30
Manœuvres	17
Total	60

Importations

	Tonnes	*MF*
Bois sciés	144 000	4 800
Bois de mines	80 000	1 180
Traverses	2 000	70
Bois divers	1 000	100
Au total.....		6 150

Exportations. - On peut les négliger pratiquement.

B. TRAITEMENT DES BOIS

Marché

Les débouchés sont fonction des investissements réalisés par les distributeurs d'Energie Electrique, les P.T.T. et l'O.C.P.

On peut estimer que les besoins 1958 seront multipliés par 1,5 en 1965.

Objectifs de production

Le chiffre d'affaires pourra atteindre 150 MF environ.

Aucun investissement ni emploi nouveau à créer.

Importations

Interdire l'importation des poteaux et des traverses imprégnées.

26 — 2. CAISSERIE, EMBALLAGES EN BOIS

Marché

I. *Généralités.* - Les caisses sciées ou armées servent principalement à l'exportation des agrumes.

Les billots (ou cageots) servent à l'exportation des légumes, des mandarines et clémentines et plus principalement des tomates.

Pour 1958 et 1960 le tableau suivant donne le nombre de caisses et de cageots utilisés au Maroc (aux stocks près).

		1958	1960
Caisses	Production locale .	3 000 000	11 700 000
	Importation	7 600 000	700 000
Billots	Production locale .	0	Négligeable
	Importation	11 730 000	16 240 000

Pour l'année 1965 l'O.C.E. prévoit l'exportation de 500 000 t d'agrumes (dont 35 000 t environ de mandarines et clémentines).

Les exportations de tomates en 1965 ne peuvent être prévues aisément car elles dépendent non seulement des conditions climatiques marocaines mais aussi des conditions climatiques européennes à l'époque de la consommation.

En fait il semble peu probable (concurrence de l'Algérie en particulier) que l'on puisse dépasser de beaucoup le niveau atteint pour la campagne 1959-1960 ; aussi nous retiendrons le chiffre de 150 000 t que les services de l'Agriculture considèrent comme valable.

Pour les agrumes l'exportation en vrac ou en containers pourrait atteindre 60 000 t en 1965 (contre 30 000 t environ en 1960) car les supermarchés importent en containers et vendent en filets.

2. *Marché des caisses à agrumes.* - L'emballage se fera le plus vraisemblablement moitié en caisses africaines (22 kg de contenu) et moitié en caisses floridiennes (31 kg de contenu) ; soit en moyenne 26 kg environ de contenu par caisse.

On doit emballer en caisses :

	Tonnes
Total agrumes	500 000
Moins : mandarines et clémentines	— 35 000
Moins : en vrac ou en containers	— 60 000
Total...	405 000

Cela exigera 15,6 10^6 caisses africaines et floridiennes.

3. *Marché des billots.* - Un billot contient 10 kg de tomates ou 10 kg d'agrumes.

	Billots
Pour les tomates (150 000 t) il faudra.....	15. 10^6
Pour les agrumes (35 000 t) il faudra	3,5.10^6
Pour les légumes (total arrondi) il faudra	0,5.10^6
Au total.....	19,0.10^6

Objectifs de production

On peut produire localement la totalité des caisses et des billots nécessaires en 1965.

— Production de caisses africaines et floridiennes sciées ou armées : 15,6 millions de caisses pour 3 500 MF.

— Production de 19 millions de billots pour 2 400 MF.

A ces deux productions on doit ajouter environ 500 MF de caisserie diverse (emballages pour transport de produits alimentaires, savons, poissons congelés, etc.).

Au total le chiffre d'affaires du sous-secteur atteindra 6 400 MF.

Remarque. - Un effort doit être fait pour convaincre les exportateurs d'utiliser la caisse armée plutôt que la caisse sciée car moins lourde elle limite les frais de transport et surtout utilise à contenance égale 40 % de bois importé en moins ; en outre pour la caisse armée on peut importer les grumes et les dérouler au Maroc, tandis que la caisse sciée exige l'achat de bois scié à l'étranger. L'activité locale de tréfilage et de galvanisation prévue au Plan s'accroîtrait si le Maroc s'orientait vers la caisse armée comme l'ont fait d'ailleurs les exportateurs d'Algérie.

Investissements

La capacité actuelle des caisseries (caisse armée et caisse sciée) dépasse 12.10^6 caisses avec travail à un seul poste. On pourrait donc théoriquement produire $15{,}6.10^6$ caisses sans investir, cependant nous prévoirons de porter la capacité (à un poste) à 16 millions de caisses car les industriels semblent peu enclins à travailler à deux postes ; l'investissement atteindra ainsi 620 MF, dont :

	MF
Bâtiment	130
Matériel de production	180
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	300
Total	620

Des fabricants de billots se sont installés en 1960 au Maroc, les usines continuent à s'équiper.

Dans le cadre 1960-1965 pour atteindre une capacité de 19 millions de billots il faut investir 1 770 MF environ (on investit pour 19.10^6 unités seulement car des changements dans le mode d'emballage, plateau au lieu de billot, peuvent se produire).

L'investissement se décompose en :

	MF
Bâtiment	300
Matériel de production	750
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	700
Total	1 770

Cet investissement prévoit le déroulage des grumes au Maroc.

N.B. - On remarquera dans les deux cas l'importance du poste stocks et trésorerie due à un écoulement sur six mois seulement de la production.

Emplois créés

On peut prévoir un accroissement d'emploi de 400 personnes pour les caisses.

L'emploi créé pour la fabrication des billots sera de : 400 personnes environ.

Au total 800 emplois créés se ventilant ainsi :

Direction et cadres	30
Employés	50
Maîtrise	90
Ouvriers qualifiés	50
Ouvriers spécialisés	380
Manœuvres	200
Total	800

Importations et exportations

Rien à prévoir dans ce sous-secteur.

26 — 3. MEUBLES

Marché

En 1958 la consommation locale de meubles industriels atteignait 805 MF ; pour les matelas métalliques ce chiffre était de 176 MF.

La clientèle marocaine moyenne achète peu de meubles.

Les entreprises européennes essaient par le crédit de toucher cette clientèle. Actuellement ces entreprises voient leurs chiffres d'affaires stagner.

Objectifs de production

Les objectifs seront très modérés :

	MF
Meubles fabriqués industriellement	900
Matelas métalliques	200

Investissements et emplois

Aucun investissement ni emploi nouveaux à prévoir.

Importations et exportations

Limitation à 150 MF d'importation.
Exportations vers l'Afrique Noire et l'Algérie de 200 MF.

26-3. FABRICATION D'OBJETS DIVERS EN BOIS

L'artisanat est le producteur de ces « objets divers en bois ».

Nous avons groupé sous cette rubrique les activités artisanales suivantes :

— Menuiserie et ébénisterie,

— Charpente et charronnage,

— Tonnellerie.

Pour 1958 le chiffre d'affaires a été estimé à 5 300 MF.

Cet artisanat a fourni la majeure partie des 2 000 MF de meubles achetés par les Marocains en 1958 (enquête de consommation). Le groupe artisanal étudié ici aura tendance à accroître son chiffre d'affaires surtout dans le domaine de la menuiserie et de l'ébénisterie (mobilier scolaire, agencement de bureaux, meubles, rayonnages) parallèlement au développement général prévu.

Nous adopterons un coefficient de croissance de 1,20 en cinq ans pour cet artisanat ce qui fera un chiffre d'affaires de 6 700 MF compte tenu des hausses de prix de 1958 à 1960 (le mobilier scolaire représente près de 500 MF dans ce sous-secteur).

Importations

Elles atteignaient 215 MF en 1960.

Nous adoptons 200 MF en 1965.

Exportations

De 225 MF en 1960 elles peuvent passer à 300 MF en 1965.

26-4. CONTREPLAQUES — PLACAGES

Marché

Nous donnons ci-dessous le tableau des ressources-emplois pour l'année 1958 pour les deux produits :

Produits	*Production locale*	*Importations*	*Consommation locale*	*Exportations*
Contreplaqués	4 830 m^3	50 m^3	4 340 m^3	540 m^3
Placages ..	830 000 m^2	275 000 m^2	422 000 m^2	683 000 m^2

— La demande locale de placages croîtra peu, elle est fonction du développement de l'industrie du meuble (cf. sous-secteur 26-3) ; on admettra 480 000 m². Les exportations sont en hausse régulière (1 160 000 m² en 1960), on ne peut espérer exporter que 1 300 000 m² en 1965 compte tenu des faibles réserves en noyers (1 000 000 m² de placages noyers et 300 000 m² autres).

— La demande de contreplaqués atteint 5 380 m³ en 1960 que l'on peut ventiler ainsi (compte tenu de notre étude sur 1958).

	m^3
Menuiserie	700
Meubles industriels	300
Artisanat du bois	1 980
Entretien des usines et commerce	1 600
Ménages	800

L'accroissement de demande (28 %) correspond plus à une substitution du contreplaqué local aux bois dits « artificiels ou reconstitués » dont les importations sont pratiquement annulées.

Pour 1965 on peut prévoir :

	m^3
Menuiserie (lié au bâtiment)	1 250
Meubles industriels	350
Artisanat du bois	2 200
Entretien (usine et commerce - croissance de 7 % par an)	2 200
Ménages (4 % par an)	1 100
Au total	7 100

Nous retiendrons pour l'exportation 200 m³ environ vers l'Afrique Noire.

Objectifs de production

Placages. - La production de placages (principalement de noyers) atteindrait 1 480 000 m² car les importations de placages clairs se maintiendront à 300 000 m².

Le travail à 80 % environ des usines actuelles permettra d'atteindre cette production sans investissements nouveaux.

Contreplaqués. - L'usine de contreplaqués peut produire 7 300 m³ en travaillant à 2 postes sans aucun investissement nouveau.

Chiffres d'affaires

	MF
Placages	270
Contreplaqués	700
Total	970

Emplois créés. - Au total 150 emplois, dont :

Cadres	3
Employés	5
Maîtrise	5
Ouvriers qualifiés	7
Ouvriers spécialisés	65
Manœuvres	65
Total	150

Exportations

1 300 000 m² de placages pour 240 MF ; 200 m³ de contreplaqués pour 20 MF.

Importations

Nous prévoyons l'importation de 300 000 m² de placages clairs principalement pour 50 MF.

26 — 5. CRIN VÉGÉTAL

Marché

Le principal débouché est l'exportation. Elle atteignait 97 500 t pour 2 540 MF en 1958 et se situe à 99 700 t en 1960 pour 3 160 MF.

La production était en 1958 de 104 300 t soit une consommation locale de 6 800 t pour cette année qui semble d'ailleurs être un stock.

Les débouchés étant limités et la branche suréquipée, la concurrence a entraîné un certain avilissement des prix sans augmenter le volume des ventes par ailleurs.

La création de la coopérative UNIMACRIN devrait arrêter cette concurrence par la définition de quotas, et entraîner une prospection systématique des marchés de l'Est et de ce fait accroître les débouchés.

De plus Unimacrin devrait réduire la production des crins de basse qualité au profit des qualités fines.

Au Maroc l'exploitation des tomates doit absorber sous forme de coussins protecteurs une partie grandissante de la production.

Pour ces deux raisons nous retiendrons comme objectifs :

	Tonnes
Exportations	110 000
Marché local	6 000

Objectifs de production

La production 1965 devrait atteindre 116 000 t pour 4 500 MF (20 000 t de crin blanchi pour 900 MF et 96 000 t pour 3 600 MF).

Une réglementation sur la taille des palmiers est à prévoir si l'on veut s'orienter vers la production de qualités fines.

Investissements

Pour blanchir les 20 000 t de crin végétal prévues en 1965 et améliorer certaines unités on prévoit 150 MF d'investissements, dont :

	MF
Bâtiment	30
Matériel de production	100
Stocks et trésorerie	20
Total	150

Emplois créés

2 000 emplois environ (sans compter les ramasseurs : 2 500 vraisemblablement), dont :

Cadres	10
Maîtrise	20
Ouvriers qualifiés	40
Ouvriers spécialisés	500
Manœuvres	1 430
Total	2 000

Exportations

110 000 t (dont 20 000 t pour 900 MF) pour 4 300 MF si l'effort commercial nécessaire est réalisé.

26 — 6. TRAVAIL DU LIÈGE

Marché

Les tableaux de ressources-emplois en tonnages montrent depuis 1958 l'évolution du marché local et des exportations.

La colonne « consommation locale » contient en fait les variations de stocks.

Les productions 1959 et 1960 sont calculées à partir des indices publiés par le Service central des statistiques.

	Production locale	*Importations*	*Totaux*	*Consommation locale*	*Exportations*
1958					
Agglomérés :					
- noirs	5 600	20	5 620	750	4 870
- blancs ...	1 440	—	1 440	165	1 275
Bouchons et rondelles ...	390	10	400	80	320
1959					
Agglomérés :					
- noirs	6 330	—	6 330	1 730	4 600
- blancs ...	890	—	890	290	600
Bouchons et rondelles ...	350	—	350	125	225
1960					
Agglomérés :					
- noirs	7 100	—	7 100	430	6 670
- blancs ...	1 060	—	1 060	300	760
Bouchons et rondelles ...	445	—	445	15	430

La consommation locale contenant les variations de stocks, il est difficile de l'estimer à sa juste valeur.

Cependant nous admettrons les quantités moyennes suivantes pour 1960 :

	Tonnes
Agglomérés noirs	900
Agglomérés blancs	300
Bouchons et rondelles	100

Le développement des agglomérés noirs sur le marché local est lié à la construction de bâtiments avec isolation thermique (caves de brasseries et frigorifiques en particulier) ; compte tenu du développement du bâtiment industriel nous admettrons un marché local 1965 supérieur de 40 % à celui de 1960.

Les agglomérés blancs, sous forme de bouchons sont utilisés par les raffineries d'huile ; sous forme de capsules, ils sont utilisés dans les bouchons couronne (bières, boissons gazeuses, eaux minérales et naturelles). La hausse moyenne d'activité prévue est de 33 % dans ces secteurs.

Le développement des bouchons et rondelles en liège naturel est lié au commerce des vins et des liquides vendus en bouteilles en général ; les bouchons en plastique se développant nous maintiendrons le niveau 1960 en 1965.

Au total en 1965 le marché local devrait être de :

	Tonnes
Agglomérés noirs	1 250
Agglomérés blancs	400
Bouchons et rondelles	100

Exportations

Les exportations sont liées à la demande sur le marché mondial et au contingent français. Les prix de revient étant dans l'ensemble supérieurs à ceux de l'industrie ibérique, le développement est lié aux accords commerciaux.

Les lièges d'Algérie seront vraisemblablement exploités en 1965 et l'Espagne fera alors partie du Marché Commun.

Les matériaux en plastique expansé concurrencent les agglomérés noirs.

Les bouchons plastiques remplacent peu à peu les bouchons en liège (eaux minérales, vin et parfois même champagne).

Par contre les rondelles en liège aggloméré ont des débouchés plus sûrs et résultant parfois d'accords commerciaux.

Aussi nous retiendrons le taux modéré de 2 % de croissance annuelle pour les agglomérés noirs.

Les exportations 1965 de bouchons et rondelles en liège naturel seront un peu inférieures à celles de 1960.

Nous faisons croître de 4 % par an les exportations de rondelles en agglomérés blancs dont la matière première locale ne manque d'ailleurs pas (base 1958).

Au total les exportations seraient composées de :

	Tonnes
Agglomérés noirs	7 200
Agglomérés blancs	1 600
Bouchons	400

Objectifs de production

Nous n'envisageons aucune importation ; le marché local et les exportations étant fixés la production locale serait de :

	Tonnes	*MF*
Agglomérés noirs	8 450	1 150
Agglomérés blancs	2 000	480
Bouchons et rondelles	500	230

La valeur de la production atteint 1 770 MF. Le chiffre d'affaires incluant la vente de déchets se situe à 1 970 MF.

N.B. - Pour les agglomérés noirs le problème de l'approvisionnement prioritaire en matières premières est périodiquement étudié. Il semble que l'achat des lièges mâles de basse qualité lors des adjudications gouvernementales est fort heureusement complété par l'achat aux forestiers du liège mâle entourant les troncs des arbres destinés à l'abattage, seul ce mode d'approvisionnement peut expliquer la hausse d'activité en production d'agglomérés noirs.

Investissements

La capacité des usines en fonctionnement en 1958 atteignait 7 500 t pour les agglomérés noirs. En 1960 des usines ont rouvert leurs portes. La capacité de production serait suffisante en 1965 mais il faudra changer le procédé de fabrication et adopter le « Steambaked » si l'on veut exporter des produits répondant aux normes internationales. Nous ne considérons pas cette modernisation comme de l'investissement mais du renouvellement pour obsolescence.

Les capacités en agglomérés blancs et bouchons permettront d'atteindre la production prévue en 1965 sans investir.

Emplois créés. - 200 emplois environ, dont :

Cadres	3
Employés	5
Maîtrise	10
Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	80
Manœuvres	97
Total.....	200

Exportations

	Tonnes	*MF*
Agglomérés noirs	7 200	1 000
Agglomérés blancs	1 600	380
Bouchons et rondelles	400	190
Au total.....		1 570

26 — 8. INDUSTRIES DIVERSES

Marché

Le marché était de 2 705 MF en 1958, principalement alimenté par l'importation.

Importations	*Commerce sur Importation*	*Production locale*	*Commerce local*	*Consommation locale*	*Exportations*
1 195	575	185	900	2 705	150

Les produits importés étaient surtout destinés à une clientèle européenne ; en 1960 les importations n'atteignaient plus que 870 MF malgré la hausse des prix due à la dévaluation.

Pour l'année 1965 il est prudent de ne pas majorer le chiffre de la consommation locale 1958 et de conserver 2 700 MF (en francs 1960).

Objectifs de production

Les importations de 1960 comprenaient 350 MF de jouets, 80 MF de brosserie, et 15 MF de voitures d'enfants.

Il est possible d'installer au Maroc une fabrique de jouets. Le coefficient d'élasticité est de 1,4 en milieu urbain.

Au prix grossiste 350 MF de jouets importés représentent 550 MF (droits de douane 40 %).

Une unité de production ayant un chiffre d'affaires de 500 MF aurait donc un débouché assuré.

— La brosserie importée (80 MF soit 110 MF au prix grossiste) peut en majeure partie être fabriquée au Maroc.

En 1958 son chiffre d'affaires était de 135 MF et de 200 MF environ en 1960, une croissance de 7 % par an paraît possible compte tenu du développement du bâtiment ; en réduisant les importations à 20 MF on pourrait avoir une production locale de 400 MF, dont 100 MF exportée.

— La fabrication de voitures d'enfants et de véhicules à roues pour jouets d'enfants atteignait 40 MF en 1958 ; avec limitation des importations, le C.A. pourrait atteindre 80 MF en 1965.

— La fabrication d'articles de bureau (crayons) est stagnante depuis 1958 (10 MF environ) nous retiendrons cependant 15 MF en 1965 grâce au relèvement des droits de douane.

Au total le chiffre d'affaires du sous-secteur 26-8 serait ainsi composé :

	MF
Jouets	500
Brosserie	400
Voitures enfants	80
Articles de bureau	15
Total	995

Chiffre arrondi à 1 000 MF.

Investissements

— *Une usine de jouets* à fabrication assez variée (poupées, jouets en bois, jeux de société, jouets en métal...) coûterait vraisemblablement pour une capacité de 700 MF près de 400 MF, dont :

	MF
Bâtiment	150
Matériel de production	150
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	80
Total	400

Il est possible de créer soit une usine avec des ateliers divers créés suivant le type de jouets à produire (bois, celluloïd, plastique, métal) ou plusieurs petites usines ne fabriquant qu'un type de jouets.

— *Les usines de brosserie* devraient accroître leurs capacités (500 MF au lieu de 350 MF), coût :

Bâtiment	10
Matériel fixe	30
Stocks et trésorerie	20
Total	60

— *Les usines de voitures d'enfants et véhicules à roues* pour jouets d'enfants doivent investir 40 MF pour porter leur capacité à 100 MF, dont :

Bâtiment	20
Matériel de production	10
Matériel roulant	3
Stocks et trésorerie	7
Total	40

Emplois créés

— *Usine de jouets.* - 400 emplois environ, dont :

Direction et cadres	5
Maîtrise	20
Employés	15
Ouvriers qualifiés	15
Ouvriers spécialisés	200
Manœuvres	145
Total	400

— *Brosserie.* - 200 emplois environ, dont ;

Direction et cadres	5
Maîtrise	10
Employés	10
Ouvriers qualifiés	30
Ouvriers spécialisés	55
Manœuvres	90
Total	200

Importations. - Nous les résumons ainsi :

	MF
Jouets	30
Brosserie	20
Articles de bureau	150
Divers	300
Total	500

Exportations

Exportations de brosserie 100 MF environ vers l'Afrique Noire.

26-9. TRANSFORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES

(autres qu'articles chaussants)

Marché

En 1960 les importations sont de 425 MF et la production locale de 1 350 MF (sources diverses dont S.C.S.).

Les importations prises en compte ici sont celles de la rubrique douanière 39-07, cependant nous n'ignorons pas qu'un certain nombre d'objets en matière plastique sont pris en compte sans que l'on puisse les déceler dans d'autres rubriques (exemple jouets divers, articles de sport, parties de carrosserie automobile, peignes, parapluies, etc.).

Les exportations atteignent 150 MF.

La valeur des achats locaux hors commerce est constituée par :

	MF
Importations CIF	425
Douanes (30 %), taxes et marges grossistes	190
Production locale	1 350
Exportations	150
Consommation locale hors commerce local	1 815

L'enquête de consommation révèle un coefficient d'élasticité de 1,7 ; avec nos hypothèses habituelles le taux de croissance annuelle de la demande en milieu marocain est donc de :

$2{,}7\ \% + 1{,}7 \times 2\ \% = 6{,}1\ \%$.

Les Européens sont des acheteurs non négligeables, de produits en matière plastique, leur départ (un tiers d'ici 1965) fera baisser la consommation locale.

Dans la plupart des pays on a pu constater une croissance annuelle de 7 % de la demande. Au Maroc, compte tenu, du départ des Européens et d'un attrait certain des Marocains pour les objets en matière plastique nous admettrons que le taux annuel peut atteindre 6 %. Cela suppose une certaine désaffection pour les objets ménagers métalliques qui seront alors remplacés par les objets en matière plastique.

Avec cette hypothèse la demande locale sera de 2 400 MF.

Les exportations peuvent atteindre 200 MF vers l'Afrique Noire.

La demande totale sera alors de 2 600 MF.

Objectifs de production

Les importations peuvent certainement se limiter à 300 MF (niveau 1958).

La production locale sera alors de 2 150 MF et le marché local sera ainsi constitué :

	MF
Importations	300
Douanes et marges	150
Production locale	2 150
Exportations	200
Consommation locale	2 400

La production locale serait alors d'environ 2 400 t pour 2 150 MF.

Investissements

En 1960 les capacités semblent utilisées à 65 % seulement (enquête du S.C.S.). La capacité est donc de 2 300 t (2 300 t × 65 % = 1 500 t = production locale 1960 estimée).

Pour produire 2 400 t en travaillant à 80 % de la capacité il faut 3 000 t de capacité ; soit investir d'ici 1965 pour créer 700 t de capacité supplémentaire.

Cela représente 300 MF environ, dont :

Bâtiment	70
Matériel de production	160
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	60
Total	300

Emplois créés. - Environ 200 emplois créés, dont :

Direction et cadres	5
Employés	5
Maîtrise	10
Ouvriers qualifiés	10
Ouvriers spécialisés	80
Manœuvres	90
Total	200

Importations

Limitation à 300 MF de produits de technique difficile à implanter au Maroc avant 1965.

Exportations. - 200 MF vers l'Afrique Noire.

Complément sur le secteur 26

Au Maroc les déchets de bois ne sont pas utilisés. Ces déchets proviennent à la fois : des scieries, des usines à cageots où le déroulage des grumes est effectué, de l'usine de cellulose du Rharb.

A partir de ces déchets on pourrait fabriquer soit des panneaux en bois reconstitués soit de l'Isorel.

Le même matériel ne peut servir aux deux fabrications, donc un choix doit être fait en fonction du marché, or le marché local est très faible, donc cette production concurrencerait en fait le contreplaqué (cf. sous-secteur 26-4). Il paraît difficile de baser la création d'une usine sur l'exportation d'un produit aussi commun.

Rappelons que pour produire 1 000 m^3 de bois reconstitué par an il faut investir 30 millions au moins et que les petites unités sont de 7 000 m^3 par an environ.

Pour toutes ces raisons nous n'avons pas retenu de projet pour le premier quinquennat.

Récapitulation du secteur 26

Sous-Secteurs	Production 1965		Investissement	Emplois créés	Importation	Exportation	Production 1958
	Unités	MF					
1							
Scieries ...	34 000 m³	750	0	60	6 150	»	21 300 m³
Traitement des bois ..		150					100 MF
2							
Caisserie agrumes ..	15,6.10⁶U	3 500		400	0	0	3,10⁶U
Billots ...	19,0.10⁶U	2 400	2 390	400			0
Caisserie diverse		500					0
3							
Meubles ..		1 100			150	200	900 MF
Fabrication d'objets divers		6 700			200	300	5 300 MF
4							
Contreplaqués	7 300 m³	700		150		20	4 800 MF
Placages ..	1 480 000 m²	270			50	240	830 000 m²
5							
Crin végétal	116 000 t	4 500	150	2 000		3 900	104 300 t
6							
Travail du liège		1 970		200		1 570	1 240 MF
7							
Industries diverses ...		1 000	500	600	500	100	185 MF
8							
Transformations des matières plastiques .	2 400 t	2 150	300	200	300	200	800 t
Totaux ...		25 690	3 340	4 010	7 350	6 530	

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR 26

Bâtiment	710
Matériel de production	1 380
Matériel roulant	63
Stocks et trésorerie	1 187
Total	3 340

VENTILATION DE L'EMPLOI

Direction et cadres	65
Employés	94
Maîtrise	165
Ouvriers qualifiés	162
Ouvriers spécialisés	1 390
Manœuvres	2 134
Total	4 010

RÉCAPITULATIF DES UNITÉS A CRÉER OU A ÉTENDRE DANS LE SECTEUR 26

	Produits	*Capacités*	*Observations*
Extension	Caisses	4.10^6 caisses + 500 MF de caisseries diverses	
Création	Billots	$19{,}0.10^6$	Trois fabriques installées à ce jour
Extension	Crin végétal		Blanchissement de 20 000 t
	Industries diverses.		
Création	Une fabrique de jouets	700 MF	Usines avec des ateliers divers ou plusieurs petites usines ne fabriquant qu'un type de jouets
Extension	Brosserie	150 MF	
Extension	Fabrication de voitures d'enfants et véhicules à roues	40 MF	
Extension	Transformation des matières plastiques	700 t	

SECTEUR 27

CERAMIQUE ET VERRE

27-1. BRIQUES DE CONSTRUCTION, CARREAUX BRIQUES RÉFRACTAIRES

A. BRIQUES DE CONSTRUCTION

Marché

Le marché est lié à la construction. En 1958 le chiffre d'affaires du secteur bâtiment était de 28 800 MF, il doit passer à 52 000 MF en 1965. La croissance de la demande de briques doit donc normalement être de 80 %, les logements à construire étant surtout destinés comme en 1958 à l'habitat marocain.

En 1958 la production industrielle était de 109 000 t et la production artisanale estimée à 60 000 t.

En 1965 la demande totale serait de 300 000 t et elle pourrait être assurée pour 220 000 t par l'industrie et 80 000 t par l'artisanat (dont les prix sont inférieurs).

Objectifs de production

Nous retiendrons une production de 220 000 t de briques de construction par les briqueteries industrielles pour une valeur de 1 200 MF.

Parallèlement les briqueteries artisanales produiraient 80 000 t de briques (principalement briques pleines) pour une valeur de 320 MF.

Investissements

La capacité des briqueteries industrielles est de 280 000 t, elles travailleront donc en moyenne à 80 % de leur capacité en 1965.

Les briqueteries artisanales ont une capacité estimée à 100 000 t. Au total aucun investissement n'est à prévoir dans cette branche. Il faudra simplement remettre en route des briqueteries fermées depuis 1957 et à cette occasion procéder à un certain renouvellement de matériel.

Emplois créés. - 800 environ dans le secteur industriel, dont :

Cadres	10
Employés	20
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	150
Manœuvres	585
Total	800

B. CARREAUX

Marché

Il n'y a pas de production locale de carreaux en céramique. Les importations reflètent donc (aux stocks près) l'état du marché local.

Nous ne tiendrons pas compte des carreaux en terre commune (6 MF d'importation en 1960) dont le remplacement peut être assuré par les carreaux en granito locaux.

Le tableau qui suit, où les quantités sont exprimés en tonnes, indique les importations depuis 1956 des carreaux de grès et de faïence.

Désignations \ Année	1956	1957	1958	1959	1960	1er semestre 1961
Carreaux :						
- en grès	540	220	390	330	310	60
- en faïence ..	1 510	1 030	1 190	980	1 570	930

L'ensemble du bâtiment sera en 1965 à l'indice 180 par rapport à 1960. Le marché des carreaux dépend du volume de la construction, des choix faits par les architectes, et du type des bâtiments prévus.

L'habitat marocain n'utilise pratiquement pas les carreaux en grès et faïence.

En 1965 l'indice du bâtiment à moyen standing sera vraisemblablement à l'indice 140 seulement par rapport à 1960.

Ainsi la demande en carreaux pourra atteindre en 1965 :

	Tonnes
Carreaux de grès	430
Carreaux de faïence	2 200

Objectifs de production

Il est possible de fabriquer au Maroc des carreaux de faïence ; il serait plus délicat et moins rentable (faible marché) de fabriquer les carreaux de grès.

Il serait possible de limiter les importations de carreaux de grès et même de les annuler, la gamme des produits locaux (carreaux de ciment, carreaux de granito et carreaux de faïence) permettant leur remplacement.

L'objectif, compte tenu de cet arrêt des importations, serait de 2 300 t de carreaux de faïence. Le chiffre d'affaires atteindrait 180 MF.

Investissements et emplois

Nous traitons ce sujet dans l'étude générale sur l'installation d'une unité céramique.

Importations et exportations. - Elles seraient pratiquement nulles.

C. BRIQUES REFRACTAIRES

Marché

La production locale de briques réfractaires s'écoule à 50 % environ sur le marché et le reste à l'exportation.

Le marché local est alimenté également par l'importation de briques spéciales non produites au Maroc et destinées surtout aux fours de verrerie.

Le marché à l'exportation est lié à la production des cimenteries des rives de la Méditerranée ; il semble croître en moyenne de 7 % par an.

Le marché intérieur dépend de l'activité des cimenteries, des phosphates, des mines, de l'E.E.M. et d'un certain nombre d'industries utilisatrices de vapeur. Ce marché intérieur peut s'accroître de 30 % en cinq ans.

L'industrie du verre doit croître durant le plan mais la gamme des produits réfractaires locaux devant augmenter, les importations devraient se limiter à environ 500 t.

Ainsi le marché en 1965 pourrait se situer à : 3 600 t pour le marché intérieur (dont 3 100 t produites localement) et 3 800 t pour l'exportation.

Objectifs de production

La production 1965 se situerait alors à 6 900 t pour 280 MF environ. Cette production pourra être réalisée par la seule usine existante actuellement. Des investissements y sont en cours qui permettront de réaliser cette production.

Investissements. - On peut prévoir environ 140 MF, dont :

Bâtiment	30
Matériel de production (four inclus)	80
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	25

Emplois créés. - Une dizaine environ, dont :

Cadre	1
Employé	1
Maîtrise	1
Ouvriers qualifiés	2
Ouvriers spécialisés	5

Importations

500 t de briques spéciales principalement destinées à la verrerie représentant une valeur de 30 MF environ.

Exportations

3 800 t de briques réfractaires pour 160 MF environ.

27-2. SANITAIRE

Marché

Il n'existe pas de production locale de sanitaire en céramique (en fonte émaillée seulement).

Les importations reflètent (aux stocks près) les variations du marché.

Le tableau qui suit est en tonnes.

Désignations \ Années	1956	1957	1958	1959	1960
Sanitaire :					
En grès	910	680	480	720	550
En faïence	255	110	75	70	35
En porcelaine	85	135	135	205	320
En céramique diverse	5	—	5	15	80

L'indice de croissance à prendre en compte pour le bâtiment à standing moyen où l'on utilise ce type de sanitaire est de 140 vraisemblablement (voir même remarque pour 27-1 carreaux).

La demande (en prenant 1 960 pour base) en 1965 serait ainsi de :

	Tonnes
Sanitaire en grès	770
Sanitaire en faïence	50
Sanitaire en porcelaine	450
Sanitaire en céramique diverse	110

Objectifs de production

Il serait possible de fabriquer au Maroc dans l'unité céramique le sanitaire en faïence, en porcelaine et en céramique diverse soit 610 t environ.

Le sanitaire en grès pourrait être remplacé par du sanitaire en faïence fabriqué localement et dont le prix est très voisin.

Si les importations du sanitaire en grès sont interdites la production serait alors de 1 380 t au Maroc.

Le chiffre d'affaires serait de 170 MF environ.

Investissements et emplois

Ce sujet est traité dans l'étude sur l'implantation d'une unité céramique.

Importations et exportations. - Elles seraient négligeables.

27-3. VAISSELLE

Marché

Il n'existe pas de production industrielle locale de vaisselle aussi l'évolution des importations peut-elle, aux variations de stocks près, définir l'évolution du marché.

Dans le tableau qui suit les quantités sont exprimées en tonnes.

Désignations \ Années	1956	1957	1958	1959	1960	1er semestre 1961
Vaisselle :						
En porcelaine	110	95	250	340	285	75
En faïence ...	1 090	1 050	870	1 030	1 545	690

Les achats de vaisselle en porcelaine semblent décroître après avoir atteint de fortes valeurs de 1958 à 1960, cela était peut-être dû à l'équipement des ambassades et des résidences ministérielles. Pour 1965 on retiendra le chiffre prudent de 150 t de vaisselle en porcelaine.

La vaisselle en faïence semble avoir des débouchés de plus en plus nombreux. Cependant il semble qu'en 1960 un certain stockage se soit produit ce qui limiterait les importations en 1961.

Pour 1965 on retiendra le chiffre de 1 600 t de vaisselle en faïence.

Objectifs de production

Plus de 60 % de la vaisselle en porcelaine importée en 1960 vient de Chine et du Japon ; cette forme d'article ne peut être fabriquée au Maroc, aussi nous retiendrons seulement la posssibilité de fabriquer 100 t de porcelaine au Maroc.

La vaisselle de faïence peut être intégralement fabriquée au Maroc. Dans cette hypothèse la production locale serait de :

100 t de vaisselle en porcelaine pour 40 MF ; 1 600 t de vaisselle en faïence pour 250 MF.

Investissements - Emplois. - Nous traitons ce sujet dans notre étude sur l'installation d'une unité céramique.

Importations

Elles se limiteront à 50 t de vaisselle fine en porcelaine pour 30 MF environ et à 80 MF d'isolateurs en porcelaine.

Exportations

Elles pourraient être envisagées vers l'Afrique dès que la production locale dépassera les besoins du Maroc. Nous ne retenons pas d'exportations en 1965.

27-1. 27-2. et 27-3. CRÉATION D'UNE UNITÉ CÉRAMIQUE

Généralités. - Nous avons dégagé au cours de l'étude des sous-secteurs 27-1, 27-2 et 27-3 le marché suivant pour 1965 :

	Tonnes
Carreaux de faïence	2 300
Sanitaire en faïence	930
Sanitaire en porcelaine	450
Vaisselle en faïence	1 600
Vaisselle en porcelaine	100

La matière première commune à ces produits est le kaolin. Il n'existe actuellement aucune carrière de kaolin exploitée au Maroc. Cependant si une prospection systématique était entreprise il se pourrait que des gîtes soient découverts.

Tous ces produits peuvent être fabriqués dans une même usine et à partir de terres importées préparées (en attendant l'exploitation du kaolin local). Le four de l'usine serait utilisé à des températures différentes pour obtenir la gamme des fabrications.

Au début il est possible de se limiter à la production de carreaux et de vaisselle en faïence puis de varier la production et d'atteindre la gamme des produits céramiques utilisés au Maroc.

Investissements

Il faut prévoir près d'un milliard d'investissement pour une usine d'une capacité de 7 000 t de produits céramiques, dont :

Bâtiment	250
Matériel de production (y inclus four)	600
Matériel roulant	60
Stocks et trésorerie	130

Chiffre d'affaires

Pour 1965 le chiffre d'affaires serait composé de :

	MF
Carreaux en faïence	180
Sanitaire en faïence	100
Sanitaire en porcelaine	70
Vaisselle en faïence	250
Vaisselle en porcelaine	40
Total	640

Emplois créés. - 450 emplois environ, dont :

Direction et cadres	10
Employés	20
Maîtrise	20
Ouvriers qualifiés	50
Ouvriers spécialisés	250
Manœuvres	100
Total	450

Rentabilité

A partir de 1 000 t de vaisselle une unité bien conçue est rentable ; aussi l'unité à fabrication diversifiée mais comprenant deux fabrications principales (carreaux et vaisselle en faïence) est certainement rentable. Toutefois nous signalons que le prix du kWh ne devrait pas excéder 7 F si l'on décide d'utiliser un four électrique.

27-4. A. VERRE CREUX

Deux usines produisent du verre creux au Maroc ; jusqu'en 1961 l'une se limitait à la fabrication de gobelets et verres de lampe tandis que l'autre assurait la fabrication de bouteilles, flacons, gobelets et produits divers. Depuis quelques mois les deux usines ont des gammes identiques de production.

Marché

Les importations de verre creux sont importantes ; nous les décomposerons en deux groupes :

— l'un groupant les produits pouvant être fabriqués au Maroc (bouteilles, flacons, gobelets, verres de lampes, en verre ordinaire) ;

— l'autre les produits soit de faible série, soit de technicité difficilement adaptable (verre à faible dilatation, verrerie de table en cristal, verrerie de laboratoire, verre d'optique...).

Le tableau (en tonnages) donnant ressources et emplois est le suivant :

	Production locale	*Importations*	*Total*	*Consommation locale*	*Exportation*
1958					
Premier groupe ...	8 300	4 180	12 480	12 410	70
Deuxième groupe..		1 320	1 320	1 300	20
1959					
Premier groupe ...	8 800	3 230	12 030	11 930	100
Deuxième groupe..		1 000	1 000	985	15
1960					
Premier groupe ...	10 600	3 500	14 100	14 000	100
Deuxième groupe..		960	960	945	15

Pour les années 1958 et 1960 la production locale peut se décomposer ainsi (en tonnes) :

	1958	1960
Bouteilles, flacons	5 200	6 500
Gobelets	3 100	4 100
Totaux.....	8 300	10 600

Les importations du premier groupe se décomposent elles-mêmes en :

	1958	1960
Bouteilles, flacons	2 280	1 720
Gobelets	1 900	1 780
Totaux.....	4 180	3 500

Les utilisations pour 1958 et 1960 (aux stocks près) sont de :

	1958	1960
Bouteilles, flacons	7 400	8 220
Gobelets	5 000	5 880

Nous constatons une hausse de 10 % dans l'utilisation des bouteilles de 1958 à 1960. Des stocks n'ont aucune raison de se constituer pour ces produits.

La consommation ménagère de produits en verre serait en hausse de 18 % sur deux ans. Des stocks ont dû se constituer chez les revendeurs car ce taux est difficilement explicable.

Pour 1965 nous retiendrons le coefficient de croissance 1,30 pour l'ensemble des liquides mis en bouteilles (bière, boissons gazeuses, vin, huile, apéritif. Nous avons utilisé ce coefficient pour la croissance des bouchons couronnes).

Avec cette hypothèse les besoins en bouteilles et flacons pour 1965 seraient de 10 700 t.

Pour les utilisations ménagères un taux de croissance de 7 % par an nous semble déjà optimiste et pour l'appliquer nous utiliserons la base de 5 000 t en 1958.

La demande serait de 8 000 t en 1965.

Objectifs de production

La production marocaine peut alimenter le marché dégagé ci-avant, soit :

	Tonnes
Bouteilles, flacons et bonbonnes	10 700
Gobelets, verres de lampe, et objets divers	8 000

La production totale serait ainsi de 18 700 t pour 1 250 MF.

Investissements

La capacité de production en 1965 devrait être de 25 000 t.

Cette capacité utilisée à 75 % permettrait de fournir les 18 700 t prévues compte tenu des arrêts périodiques pour réfection des fours.

La capacité a été estimée à 18 000 t en 1960, l'accroissement à prévoir est donc de 7 000 t.

L'investissement serait de 400 MF environ, dont :

	MF
Bâtiment	80
Matériel de production (fours inclus)	220
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	90

Emplois créés. - 400 emplois environ, dont :

Cadres	5
Employés	10
Maîtrise	15
Ouvriers qualifiés	100
Ouvriers spécialisés	160
Manœuvres	110
Total	400

Importations

Les importations du premier groupe seront nulles. Nous adopterons le chiffre de 1 000 t pour le deuxième groupe qui comprend :

La verrerie de table en cristal ;

La verrerie d'appartement ;

La verrerie de laboratoire ;

La verroterie et divers.

L'évolution de ce deuxième groupe est très incertaine.

Ces 1 000 t auraient une valeur d'environ 260 MF.

Exportations

Elles ont peu de chance de s'accroître, nous adopterons le chiffre de 100 t pour 10 MF.

27 — 4. B. VERRE PLAT

Marché

Au Maroc il n'existe plus d'usine productrice de verre plat depuis 1956 ; l'industrie locale n'assure que la sécurisation du verre et la fabrication des miroirs.

L'utilisation des statistiques douanières est rendue difficile dans ce sous-secteur par les unités employées (tonnes pour les douanes et m² d'épaisseur dite « simple » pour les industriels).

Pour 1958 nous avons pu mettre en évidence le tableau de ressources-emplois suivant avec détail des utilisateurs.

Produits	Ressources		Total	Emplois		Exportation
	Production locale	Importation		Consommation locale		
				Quantités	Utilisateurs	
Verre à vitres m²		382 700	382 700	230 000	Construction	
				152 700	Entretien	
Verres coulés m²		70 000	70 000	40 000	Construction	
				29 000	Entretien	
				1 000	Sécurisation	
Glaces polies m²		11 700	11 700	6 700	Sécurisation	
				5 000	Miroiterie	
Moulage verre T		40	40	40	Construction	
Verre sécurit		2 300	9 700	8 300	Automobile	250
trempé m² .	7 400			1 150	Construction et ameublement	
Verre sécurit en feuilles collées m² ..		2 000	2 000	2 000	Automobile	
Miroirs m² ..	5 000	5 000	10 000	9 500	Aménagement Ameublement	500

PRÉVISION POUR 1965

Verre à vitres. - Le bâtiment est en 1960 à l'indice 106 par rapport à 1958 et il atteindra l'indice 180 en 1965.

L'entretien de la construction (logement, industrie et commerce) est en nette hausse de 1958 à 1960, l'utilisation de peinture et de ciment le prouve. Nous adopterons l'indice 150 (1965 par rapport à 1958). Ainsi la demande de verre à vitres sera environ de :

230 000	×	1,80	=	415 000
152 700	×	1,50	=	230 000
			Total.....	645 000 m²

Sécurisation. - L'entretien de l'automobile doit croître assez peu le parc actuel étant suffisant pour assurer les transports en 1965. Nous retiendrons 15 % de croissance.

Le montage de camions et véhicules de tourisme au Maroc doit entraîner l'achat de 27 000 m² de verre sécurit.

Pour construction et ameublement la demande aura le coefficient maximum de 1,50 par rapport à 1958.

Au total la demande en sécurit sera de :

	m^2
Entretien automobile : 8 300 × 1,15	9 550
Construction auto	27 000
Construction et ameublement : 1 150 × 1,50	1 750
Total.....	38 300

A cela il faut ajouter environ 3 000 m² de verre sécurit en feuilles (type TRIPLEX).

Miroiterie. - Son activité est liée à l'aménagement des logements et à la mode dans l'ameublement.

Nous retiendrons un chiffre prudent de 14 000 m² de miroirs pour 1965 compte tenu de 1 000 m² de miroirs exportés.

Verre coulé et glaces polies. - Leur écoulement dépend de la construction, de la sécurisation, de l'entretien et de la miroiterie dont nous avons défini le coefficient de croissance ci-avant, soit pour verre coulé :

	m^2
Construction : 40 000 × 1,80	72 000
Entretien : 29 000 × 1,50	43 500
Sécurisation (non liée à l'automobile)	1 500
Total.....	117 000

soit pour glaces polies :

	m^2
Miroiterie	14 000
Sécurisation (perte de 4 % prise en compte) ..	34 000
Total.....	48 000

Moulages en verre. - L'écoulement de ces produits est lié à la construction à standing déjà élevé.

Nous retiendrons 60 t en 1965.

Objectifs de production

Il est possible de produire le verre à vitres au Maroc.

Le verre coulé devra être importé ainsi que la glace polie et le verre sécurit en feuilles pour des raisons de technique et de taille du marché.

La sécurisation peut se faire au Maroc pour l'ensemble des besoins, sauf quelques pare-brise très courbés (camions spécialement : 4 000 m^2).

L'importation de miroirs doit être arrêtée, la production locale peut facilement approvisionner le marché.

Le tableau qui suit indique les ressources et emplois pour l'année 1965.

Produits	*Ressources*		*Total*	*Emplois*	
	Production locale	*Importation*		*Consommation locale*	*Exportation*
Verre à vitres m^2 ...	645 000		645 000	645 000	
Verre coulé m^2		117 000	117 000	117 000	
Glace polie m^2		48 000	48 000	48 000	
Moulage T		60	60	60	
Verre sécurit trempé m^2	34 300	4 000	38 300	38 300	
Verre sécurit en feuilles collées m^2		3 000	3 000	3 000	
Miroirs m^2	14 000		14 000	13 000	1 000

Le chiffre d'affaires du sous-secteur sera composé directement de :

	MF
Verre à vitres	300
Verre sécurit trempé	350
Miroirs	100

A ces productions on doit ajouter :

— L'activité décoration et taille du verre creux dont le chiffre d'affaires de 1960 a peu de chance de croître beaucoup, nous retiendrons 50 MF pour 1965. Le débouché principal est l'exportation en contingent vers la France.

— L'activité : préparation à dimension du verre à vitres et des glaces.

Son chiffre d'affaires lié à la consommation de verre à vitres et de verre coulé doit passer de 370 MF en 1958 à 600 MF en 1965.

Au total le chiffre d'affaires du sous-secteur sera de 1 400 MF.

Investissements et emplois créés

A. *Verre à vitres.* - Vers 1953 s'installait à Casablanca la « COMAVER » ; sa capacité était de 500 000 m². La production en 1954 atteignait 300 000 m² ; il est difficile d'obtenir des renseignements quantitatifs sur les productions de 1955 et 1956. En mai 1957 cette société annonçait la fermeture de son usine. Des difficultés techniques étaient apparues semble-t-il dès la mise en route de l'usine faute d'avoir fait appel à des techniciens chevronnés.

Cette usine pourrait être remise en route. Un certain nombre de transformations seraient sans doute nécessaires, il faudrait porter la capacité à 800 000 m² au moins et installer un atelier de martelage qui permettrait la valorisation du verre de troisième catégorie.

Le coût total des transformations nécessaires et de l'agrandissement est seul à prendre en compte dans cette étude, il se situerait ainsi.

	MF
Bâtiment	80
Matériel de production (fours inclus)	220
Matériel roulant	20
Stocks et trésorerie	30
Total	350

L'emploi créé serait de 150 environ, dont :

Direction et cadres	5
Employés	8
Maîtrise	10
Ouvriers qualifiés	20
Ouvriers spécialisés	55
Manœuvres	52
Total	150

L'usine de verre à vitres à condition de vendre ses produits 80 F le kg environ en moyenne (prix grossiste actuel) serait rentable à partir de 450 000 m² par an.

Les ristournes de 2 000 F par tonne de fuel et de 1 F par kWh accordées aux producteurs de verre creux devraient être accordées à cette industrie qui contribuera à l'écoulement du carbonate de sodium dont la production est prévue au Maroc.

B. *Verre sécurit trempé.* - La capacité actuelle (20 000 m²) doit être multipliée au moins par deux.

Pour cela les investissements atteindront environ 135 MF, dont :

	MF
Bâtiment	30
Matériel de production (fours inclus)	50
Matériel roulant	5
Stocks et trésorerie	50

Les emplois créés atteindront 35 environ, dont :

Direction et cadres	1
Employés	3
Maîtrise	3
Ouvriers qualifiés	8
Ouvriers spécialisés	15
Manœuvres	5

C. *Fabrication de miroirs.* - Aucun investissement à prévoir mais création de 30 emplois environ, dont :

Ouvriers qualifiés	5
Ouvriers spécialisés	20
Manœuvres	5

D. *Décoration et taille de verre creux.* - Aucun investissement ni emploi nouveau dans cette activité.

E. *Préparation à dimensions.* - L'investissement sera faible, compte tenu des possibilités actuelles de cette activité, de l'ordre de 50 MF, dont :

	MF
Bâtiment	10
Matériel fixe	10
Matériel roulant	10
Stocks et trésorerie	20

L'emploi créé sera de 75 environ, dont :

Direction et cadres	2
Employés	4
Maîtrise	4
Ouvriers spécialisés	20
Manœuvres	45

Importations à prévoir en 1965. - Elles se situent ainsi :

	MF
Verre coulé 117 000 m² pour	85
Glace polie 48 000 m² pour	185
Moulages (pour mémoire) 60 t	
Verre sécurit 3 000 m² (en feuilles) pour	30
Verre sécurit trempé 4 000 m²	40
Au total	340

Exportations. - 1 000 m² de miroirs pour 10 MF.

RESUME POUR LE VERRE PLAT

Chiffre d'affaires 1 400 MF, investissement 535 MF, dont :

	MF
Bâtiment	120
Matériel de production	280
Matériel roulant	35
Stocks et trésorerie	100
Total	535

Emplois créés. - 290 environ, dont :

Direction et cadres	8
Employés	15
Maîtrise	17
Ouvriers qualifiés	33
Ouvriers spécialisés	110
Manœuvres	107
Total	290

Importations. - 340 MF.

Exportations. - 10 MF.

Récapitulation du secteur 27

Sous-secteur	Production 1965		Investissement	Emplois créés	Importations	Exportations
	Unités	MF				
1. Briques de construction :	Tonnes					
Industrie	220 000	1 200		800		
Artisanat	80 000	320				
Carreaux faïence.	2 300	180				
Briques réfractaires	6 900	280	140	10	30	160
2. Sanitaire :						
Porcelaine	450	70				
Faïence	930	100				
3. Vaisselle :			1 000	450		
Porcelaine	100	40			110	
Faïence	1 600	250				
4. Verre :						
— Verre creux	18 700	1 250	400	400	260	10
— Verre plat	m^2					
Verre à vitres ..	645 000	300	350	150		
Sécurisation	34 300	350	135	35		
Miroiterie	14 000	100		30		10
Décoration et découpe		650	50	75		
Verre coulé, glace, moulages, verre sécurit					340	
Totaux.....		5 090	2 075	1 950	740	180

Ventilation des investissements et de l'emploi

Investissements

	MF
Bâtiment	480
Matériel de production	1 180
Matériel roulant	70
Stocks et trésorerie	345
Total.....	2 075

Emplois créés

Direction et cadres	34
Employés	66
Maîtrise	68
Ouvriers qualifiés	205
Ouvriers spécialisés	675
Manœuvres	902
Total	1 950

RÉCAPITULATIF DES UNITÉS A CRÉER OU A ÉTENDRE DANS LE SECTEUR 27

	Produits	*Capacités*	*Observations*
		Tonnes	
Création	Implantation d'une unité céramique	7 000	
Extension	Verres creux	7 000	
		m^2	
Remise en marche et extension	Verres à vitres	800 000	
Extension	Verre sécurit trempé	20 000	

COMPOSITION DES SECTEURS DU TABLEAU ECONOMIQUE

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
1	1. *Agriculture, élevage, pêche, forêts*	
	1.1 Agric. céréalière, fourragère, plantes alimentaires diverses	03
	1.2 Cultures industr., oléagineux, tabac, plantes médicinales et à parfums	
	1.3 Cultures maraîchères, plantes spontanées (champignons, figues de barbarie...) poivre, épices	
	1.4 Agrumes, vigne, olives, arboriculture, vinification, café vert, thé vert	42-3 et 42-4
	1.5 Elevage, viandes, lait, œufs, miel, laine, peaux et poils	04 et 69-413
	1.6 Forêts, steppe, bois de chauffage, charbon de bois	02
	1.7 Annexes de l'agriculture, lutte antiacridienne, C.T.A.	05
	1.8 Pêche : industrielle en mer, ramassage de goemons, artisanale en mer, artisanale en rivière	01
2	2. *Industries alimentaires, sucre, café*	
	2.1 Sucre	42-1
	2.3 Café (torréfaction)	45-4
	2.4 Chocolateries, confiseries	45-1 et 2
	2.5 Levureries	42-2
3	3. *Industries alimentaires, conserves, froid*	
	3.1 Conserves de poisson	44-4
	3.2 Jus de fruits	42-91
	3.3 Conserves de fruits et légumes, confitures	44-1 et 3
	3.4 Conserves de viande	44-2
	3.5 Farines et huiles de poissons	01-24
	3.6 Froid	46
	3.7 Condiments	45-3
	3.8 Aliments du bétail	45-6
	3.9 Bouillons et potages	45-5

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
4	4. *Corps gras, produits laitiers*	
	4.1 Trituration de graines oléagineuses	
	4.2 Raffinage	39-1
	4.3 Huileries d'olive	
	4.4 Margarineries, corps gras d'origine animale, végétaline	39-2
	4 5 Industrie du lait	43
5	5. *Travail des grains et farines*	
	5.1 Meuneries, semouleries, décorticage riz, produits amylacés	40-1, 2, 4, 5
	5.2 Pâtes alimentaires	40-3
	5.3 Boulangerie, biscuiterie, pâtisserie	41
6	6. *Boissons, tabac*	
	6.1 Brasseries	42-5
	6.2 Boissons gazeuses	42-9 sauf 42-91
	6.3 Tabac	38-1
	6.4 Distilleries, apéritifs, liqueurs	42-7, 42-8
7	7. *Energie*	
	7.1 Charbon	11
	7.2 Produits pétroliers	10
	7.3 Electricité	06
	7.4 Eau	08
8	8. *Phosphates*	15-3
9	9. *Mines*	
	9.1 Mines de fer ; ferraille	
	9.2 Mines de plomb, zinc	12
	9.3 Autres mines métalliques (Mn, Co, Cu...)	13
	9.4 Autres mines non métalliques (soufre)..	15 sauf 15-3
	9.5 Sel	
10	10. *Matériaux de construction*	
	10.1 Carrière (pierre, gypse, sable, argile)..	14
	10.2 Marbre (extraction et travail)	32-1, 2, 3 et 142-2
	10.3 Plâtre	32 4
	10.4 Ciment	32-5

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
	10.5 Chaux et plâtre artisanaux	
	10.6 Agglomérés de ciment	32-6, 7
11	11. *Bâtiment*	
	11.1 Gros œuvre, architectes, métreurs, géomètres	33-1, 8, 9
	11.2 Finitions	33-2, 3, 5, 6, 7
	11.3 Charpente métallique, maisons préfabriquées	33-4
	11.4 Artisanat	
12	12. *Travaux publics*	
	12.1 T.P. généraux, D.R.S. et reboisement, recherches, forages pour mines et pétrole	34-0, 2, 5
	12.2 Routes, ponts et chaussées	34-3,9
	12.3 Terrassements	34-1 (sauf 12)
		34-4
	12.4 Forages	34-12
	12.5 Lignes H.T. - Réseaux téléphoniques..	34-6
13	13. *Sidérurgie, métallurgie*	
	13.1 Sidérurgie : poutrelles, laminés, tôles, ronds béton	16
	13.2 Métallurgie du Pb	
	13.3 Métallurgie du Zn, Cu, Al, Ni...	17
	13.4 Affinage des vieux métaux	
	13.5 Or	
14	14. *Métaux, biens d'équipement*	
	14.1 Première transf. métaux ferreux (tréfileries, pointeries, tubes, grosse forge).	19-2, 3, 4
	14.2 Première transf. métaux non ferreux	19-1
	Affineurs d'or	176-1
	14.3 Fonderie, robinetterie	20-1,3
	14.4 Chaudronnerie, tôlerie, ventilation	20-2, 4, 5, 7, 9
	Chauffage industriel, incendie	sauf 20-52
	14.5 Forge, outillage à main	23-31, 23-6
	14.6 Moteurs fixes et marins compresseurs.	20-6

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
	14.7 Pompes éoliennes	20-8
	14.8 Fabr. matériel de T.P., levage, manutention et mat. pr. ind. lourdes	21-1
	14.9 Fabr. matériel ferroviaire	21-2
	14.10 Fabr. machines-outils, outillage mécanique, matériel de soudure	21-3
	14.11 Fabr. de machines agricoles	21-4
	14.12 Fabr. mat. pr. ind. diverses	21-5, 6, 7, 8 (sauf mach. familiale)
	14.13 Mécan. génér. ; armes, décolletage ...	22 et 23-2 (sauf 22-1)
	14.14 Réparation machines agricoles	22-1
	14.15 Fabr. ressorts, chaînes, articles métall. divers, emboutiss. estamp.	23-4, 5, 1, 23-32, 33, 24-6
	14.16 Quincaillerie, serrurerie, ferronnerie .	23-7
	14.17 Câbles et fils électriques	28-2
	14.18 Moteurs, transform. électro-mécanique, appareillage électr., enseignes lumineuses	28-1, 4, 5
	14.19 Précision, machines de bureau	29-1 2, 3, sauf 34, 29-6, 7, 8
	14.20 Construction navale	25
	14.21 Emballages métalliques	
	14.22 Installations téléphoniques (P.T.T.) ..	
	14.23 Auto-équipement des entreprises	
15	15. *Automobile, aviation, cycles*	
	15.1 Construction de camions	26-12
	15.2 Constr. automobiles de tourisme	26-11
	15.3 Répar. véhicules, carrosserie	26-2, 4
	15.4 Constr., répar. aéronautique	27
	15.5 Cycle et motocycle	26-5, 6, 7
	15.6 Moteurs (auto, avion) et pièces accessoires	26-14, 26-3
16	16. *Métaux, biens de consommation*	
	16.1 Appar. frigorifiques	20-52
	16.2 Machines à coudre, à tricoter	partie de 21-6 et 21-7

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
	16.3 Articles de ménage, coutellerie	24-1, 2, 3, 7
	Ferblanterie, paille de fer	
	16.4 Mobilier métallique	24-4
	16.5 Appar. chauffage, tôlerie fine, appar. d'éclairage	24-1
	16.6 Radio (constr., réparation)	28-9, 58-2
	16.7 Electro-ménager	28-6
	16.8 Piles et accus	28-7
	16.9 Horlogerie	29-5
	16.10 Optique (lunettes), photo cinéma	28-34, 29-4
	16.11 Bijouterie, orfèvrerie	56
	16.12 Ampoules électriques	28-8
17	17. *Textiles*	
	17.1 Filature, tissage et teinture de la laine.	47-5
	17.2 Filature lin, coton, fibres art, synth. ..	47-2, 4, 7
	Tissage lin, coton, fibres	
	Teinture, impression, apprêts	48-6
	17.3 Fibres dures, sacs et bâches, ficellerie, corderie	47-3, 49-5
	17.4 Délainage, lavage, cardage	47-51
	Effilochage laine	47-00
	Vieux chiffons	
	17.6 Tapis et velours	47-59
	17.7 Filets	48-5
	17.8 Filature de fibres artificielles et synthétiques	47-7
18	18. *Vêtements*	
	18.1 Confection vêtements lourds	49-1, 2
	18.2 Confection chemiserie	
	18.3 Bonneterie	48-1
	18.4 Broderie	48-3
	18.4 bis Passementerie	48-4
	18.5 Chapellerie ; divers pour habillement et accessoires ; gants	49-3, 4 51-3
19	19. *Artisanat textile*	
	19.1 Tisserands, tapis non estampillés	
	19.2 Confectionneurs	49-1
	19.4 Vannerie	

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
20	20. *Cuir*	
	20.1 Tannerie industrielle	51-1, 2
	20.2 Tannerie artisanale, pelleteries	50
	20.3 Maroquinerie industrielle	51-4, 5, 6, 7
	20.4 Maroquinerie artisanale	
21	21. *Chaussures*	
	21.1 Chaussures cuir	52-1
	21.2 Babouches, cordonniers	52-5, 6
	21.3 Chaussures : caoutchouc, toile, plastique	37-42
	21.4 Espadrilles, pantoufles	52-2
22	22. *Industrie chimique*	35-11, 12,
	22.1 Grande ind. chimique minérale, engrais, électrochimie	13, 14, 16, 17, 35-2, 3 35-15
	22.2 Explosifs, munitions	35-7, 8
	22.4 Goudrons et benzols	35-6
	22 5 Synthèse organique	35-4
	22.6 Terres activées, charbons artificiels ...	36-2
	22.7 Abrasifs	36-1
23	23. *Ind. parachimiques et pharmaceutiques*	
	23.1 Lessives et produits d'entretien	36-3, 5, 8
	23.2 Peinture et vernis	36-4
	23.3 Insecticides, anticryptogamiques	36-6
	23.4 Huiles essentielles	36-91
	23.5 Parfumerie confectionnée	36-92
	23.6 Savonneries	39-3
	23.7 Stéarineries	39-4
	23.8 Ind. pharmaceutiques	35-9
	23.9 Boyauderies	60-5
	23.10 Allumettes	38-2
	23.11 Extraction et transf. mat. animale et végétale	35-5
	23.12 Produits photographiques	36-7
24	24. *Caoutchouc, amiante*	
	24.1 Pneumatiques	37-2, 3
	24.2 Articles divers en caoutchouc	37-4
	Fabr. de poudrette et caoutch. régénéré	37-1

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
	24.4 Articles en amiante	37-5
25	25. *Papiers cartons*	
	25.1 Pâte à papier et fibres text. artific.	54-1, 2
	25.2 Fabr. papier et carton	54-3, 4
	25.3 Transformation papier	54-5
	25.4 Ind. polygraphiques, imprimerie, ateliers photo, journaux	55
26	26. *Bois, ameublement, divers*	53-1, 53-21,
	26.1 Scieries, imprégnation	23
	26.2 Caisseries, emballages bois, billots	53-24, 25
	26.3 Fabr. meubles et ouvrages divers bois ; Artisanat	53-31, 32 53-26, 27
	26.4 Contreplaqué, placages	53-22
	26.5 Crin végétal	
	26.6 Liège ouvré	60-6
	26.7 Matelassiers	53-33
	26.8 Divers : brosserie, vannerie, crayons, pipes, miroiterie, lustrerie, jouets, voitures d'enfants, musique	53-34, 35 57-1, 2, 3 58-1 59-1, 2, 3, 4 60-1, 2, 3
	26.9 Transf. matières plastiques	60-8
27	27. *Céramique et verre*	
	27.1 Céramique de bâtiment, produits rouges, réfractaires ; Artisanat	31-1, 2, 3
	27.2 Céramique sanitaire, carreaux	31-4, 5
	27.3 Faïence, porcelaine, électro-céramique.	31-6, 7, 8
	27.4 Verre (plat et creux)	30
28	28. *Transports*	
	28.1 Transp. routiers marchandises. (O.N.T., S.T.M.), téléférique, déménagements ...	62-3, 62-5
	28.2 Transports routiers voyageurs ..... Taxis, autobus	62-1
	28.3 Transports ferroviaires	63
	28.4 Ports et manutentions Services auxiliaires	67
	28.5 Compagnies de navigation	65-0, 1, 3, 5, 6, 9

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
	28.6 Transports aériens, entreprises transport aérodromes et services auxil.	66-1, 2, 9
	28.7 Pompes funèbres	62-6
29	29. *Services*	
	29.1 P.T.T.	68
	29.2 Hôtels, syndicats d'initiative, casinos, gardiens, guides	77-1, 3, 4
	29.3 Restaurants, cafés	77-2, 78
	29.4 Assurances	84
	29.5 Banque, bourse, loterie	83
	29.6 Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie. Courtiers, agents, représentants. Conseils, comptabilité, dactylo. Bureaux d'études, experts, publicistes	81
	Cession et gestion de biens, sociétés et agences immobilières et de location, gardiens, concierges	82
	29.7 Spectacles	
	Radiodiffusion	86
	Production cinématographique	87
	Cinémas, théâtres, musées, réunions sportives	88
	29.8 Hygiène	
	Salons de coiffure	89-1
	Bains	89-2, 3
	Blanchisseries, teintureries	89-4, 5
	Entreprises d'hygiène publique	89-6
	29.9 Services domestiques	90
	Cireurs, porteurs d'eau	
	29.10 Santé	
	Médecins, auxiliaires médicaux, vétérinaires	91-1, 2, 3
	Hôpitaux autonomes et cliniques	91-4, 5, 6
	Pharmaciens, herboristes, optique médicale, orthopédie, œuvres sociales	91-8
	29.11 Lettres, sciences, arts	97
	Ecrivains publics, Fqihs, chorfas	
	29.12 Education physique et sports	96
	29.13 Justice, avocats, conseils juridiques .	93-1, 2, 3, 4, 5
	29.14 Garages et stations-services	

Secteurs	Désignation	Ancienne nomenclature INSEE
30	30. *Logement* Habitations	
31	31. *Commerce* 31.1 Commerce sur importation 31.2 Commerce intérieur	
32	32. *Administration* 32.1 Administration, sécurité sociale, établissements publics à caractère administratif	92, 93, 98 et 99
	32.2 Enseignement privé	95
	32.4 Culte	94
	32.5 Adm. étrangères 32.6 Tourisme	
33	33. *Ménages*	
34	34. *Equipement* 34.1 Industries, artisanat, commerce 34.2 Agriculture 34.4 Ménages (logement) 34.5 Investissements d'Etat	

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

METHODE ET RESULTATS

CHAPITRE I. — LA METHODE APPLIQUEE

		Pages
I.	MODÈLES DE CROISSANCE	1
II.	PROJECTION QUINQUENNALE	7
Parag. 1.	*Le tableau économique 1958*	7
	a) Ressources	7
	b) Emplois	8
Parag. 2.	*Le tableau économique 1960*	10
Parag. 3.	*Détermination des objectifs de production par secteur pour 1965*	12
	a) Par la matrice inverse	13
	b) Par étude directe	14
Parag. 4.	*Construction du tableau économique 1965*	17
	a) La demande intermédiaire	17
	b) La demande finale	17
	c) L'équilibre du tableau	21
Parag. 5.	*La cohérence du modèle de croissance quinquennale*	23

CHAPITRE II. — LES RESULTATS

Parag. 1.	*La croissance à cinq ans*	27
	a) La transformation des structures de production	27
	b) Le démarrage du processus de croissance	30
	c) L'essor des investissements	32
	d) La hausse des niveaux de vie	35

Pages

e) Le développement du commerce extérieur 37
1) Les exportations 37
2) Les importations 38

Parag. 2. *Les perspectives décennales* 40
Tableaux et graphiques 44-56

Chapitre III. — LES PROBLEMES DE FINANCEMENT

I. Le financement des investissements de 1952 a 1960 58

A. *Les modifications dans l'utilisation de l'épargne* 58

B. *La stabilité et la faiblesse du taux d'épargne* 62

II. Le financement des investissements du plan quinquennal 64

A. *L'augmentation nécessaire du taux d'épargne* 64

B. *La diminution de la propension à consommer* 66
Conclusion 71
Note de méthode relative au tableau économique d'ensemble 72
Tableaux économiques d'ensemble 76-79

Deuxième partie

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL PAR SECTEUR

LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Secteur 2 : Sucre, café, confiserie, chocolat, levure 81
Secteur 3 : Conserves, froid, divers 93
Secteur 4 : Corps gras, produits laitiers 107
Secteur 5 : Travail des grains et farines 119
Secteur 6 : Boissons, tabac 129

L'ENERGIE

Secteur 7 : Energie 137

PAGES

LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Secteur 8 : Phosphates 151
Secteur 9 : Mines 155

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Secteur 10 : Matériaux de construction 173
Secteur 11 : Bâtiment 187
Secteur 12 : Travaux Publics 193

LES INDUSTRIES DES METAUX

Secteur 13 : Sidérurgie, métallurgie 199
Secteur 14 : Métaux, biens d'équipement et demi-produits 211
Secteur 15 : Automobile, aviation, cycles 259
Secteur 16 : Métaux, articles de consommation 273

LES INDUSTRIES D'HABILLEMENT

Secteur 17 : Filatures et tissages 311
Secteur 18 : Vêtements 329
Secteur 19 : Artisanat textile 343
Secteur 20 : Cuirs 347
Secteur 21 : Chaussures 357

LES INDUSTRIES CHIMIQUES

Secteur 22 : Industrie chimique de base 367
Secteur 23 : Para-chimie pharmacie 395
Secteur 24 : Caoutchouc, amiante 419

LES INDUSTRIES DIVERSES

Secteur 25 : Papiers et cartons 431
Secteur 26 : Bois, ameublement et divers 449
Secteur 27 : Céramique et verre 473

Composition des secteurs du tableau économique 493
Tableaux économiques 1958, 1960 et 1965 503

SCMAT

TA

RESSOURCES

DEMANDE INT

Secteurs / Produits		Pro. duction	Importation	Consommation intermédiaire non affectée	Consommation intermédiaire locale	Stocks diminution	Total Ressources	1	2	3	4	5	6	7	8
								agri. Pêche Forêts	Sucre Café	Conserves Froid	Corps gras Lait	Travail des grains et farines	Boissons Tabac	Energie	Phosphates
1	Agriculture, Pêche Forêts	324.405	18.220	6.523	44.495		364.343	15.160	3.111	4.167	5803	32.338	1.817		
2	Sucre, café	31.793	10.717	9.865	4.910	1.000	64.283		17.554	377	7	202	246		
3	Conserves Froid	18.770	1.641	510	1.900		22.841	525		112			290		
4	Corps gras, Lait	16.480	10.139	5.169	2.724	543	33.205		63	1965	7.109				
5	Travail des grains et farines	66.360	1.707	387	1.185		69.645			111		18.505			
6	Boissons, Tabac	15.765	2.633	2.982	3.924		25.304						11		
7	Energie	33.368	18.992	4.352	2a970	90	74.772	8.480	681	602	271	1.359	293	11.897	2.64
8	Phosphates,	32.856					32.856								
9	Mines	37.993	780	150	430		38.173		6	50	14	42			
10	Matériaux construction	8.992	130	82	912	65	10.121	105	52	13	7	30	8	71	21
11	Bâtiment	28.815					28.815	30	28	25	12	55	14	118	19
12	Travaux publics	29.366					29.366								
13	Sidérurgie, métallurgie	4.574	7.962	1.411	1.178	96	15.174		25	23	11	51	12	138	57
14	Métaux d'équipement demi-produits	24.469	20.377	6.583	4.302	480	56.091	3.225	184	3.509	155	309	326	1.086	1.21
15	Autos, Avions, Cycles	13.219	15.838	4.996	3.770		37.823	348	24	22	10	47	11	178	10
16	Métaux, Articles de consommation	7.986	6.865	2.987	3.806		21.624	92	12	11	5	22	6	48	32
17	Textile, filature, tissage	13.919	12.093	6.878	11.135		51.027	1.321	1.285	3					
18	Textile, Vêtement	7.611	6.345	3.477	5820		23.453	28	4	4	2	8	2	16	9
19	Textile, Artisanat	15.978			3.062		19.040								
20	Cuir	10.817	762	511	3.482		15.372	308	4	8	6	2	6	7	7
21	Chaussures	8.850	877	423	3.897		15.047		6	6	3	12	5	25	4
22	Industries chimiques	4.405	7.771	1.491	939		14.606	4.527	113	35	141	47	68	331	80
23	Industries parachimiques Pharmacie	8.168	7.189	2930	5.666		23.953	1.635	61	41	19	86	36	99	25
24	Caoutchouc	285	3.526	1.187	854		5.852	362	34	31	15	57	17	140	48
25	Papiers, cartons, industries polygraphiques	8.562	4.999	1.726	1.948		17.235	37	657	697	97	25	524	80	64
26	Bois et divers	12.638	8.620	2.380	4.058		27.641	290	49	259	128	61	78	454	1.14
27	Céramique, verre	2.052	1.511	549	1.481		5.573	258	4	8	94	2	122	6	9
28	Transports	21.650	3.469				45.119	277	538	459	168	555	200	1.191	4.3
29	Services	69.935	4.440				74.375	838	558	732	473	1.742	376	768	1.2
30	Logement	57.218					57.218								
	Total	1.017.903	181.381	66.867	146.649	3.374	1.310.714	32.816	24.653	16.251	14.294	55.547	4.404	16.623	10.4
	Valeur ajoutée							14.538	7.140	8.520	2.360	10.799	11.301	16.715	22.0
	dont: Subventions							2.914		353					
	Impôts							6.797	804	785	442	913	3.196	1.198	1 1
	Salaires et charges sociales								3.223	2.987	1.120	6.520	2.645	7.973	6.8
	Solde							4.827	3.113	2.301	798	3.286	4 534	7 578	13
	Production des secteurs aux prix d'la production							89.454	31.793	18.770	16.654	66.360	18.705	33.308	32.8

BLEAU ECONOMIQUE DU MAROC — ANNEE 1958

U T I L I S A T I O N S

FRMEDIAIRE DES ENTREPRISES_

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Mines	Métallurgie	Bâtiment	T.P	Bâtiments métalliques	Matériel agricole	Autos Autom. cycles	Matériel ferroviaire	Textile Filature Tissage	Textile Villosité	Textile Artific.	Cuirs	Chaussures	Ind. chimique	Ind. parachimique Pharm.	Caoutchouc	Papier Cartons Ind. graph.	Bois divers	Céram. Verre	Travaux	Services	Logement urbain	
	30		100		300			2.600		1.846	3.180		53	1.438		146	2.094	36	25	400		
														28								
											295			706						100		
								9												100		
1.994	1.884	753	1.893	470	457	251	180	592	66	81	145	61	298	560	24	515	392	260	5.364	1.548		
													520									
	115			2.645	188		43						558	24		23		92				
140	589	3.618	3.471	5	27	13	2	16	2	6	4	3	17	15		17	6	25	107	19		
142	49	41	340	5	32	23	4	30	3	12	8	6	17	11	1	21	11	4	371	410	907	
																			500			
235	109	1.550	923	8	9.667	161	1.701	27	5	11	7	6	15	9	1	18	10	4	32	35		
914	558	2.823	1.982	27	7.185	715	2.341	105	19	121	476	211	120	136	6	124	650	27	1.088	559	200	
122	42	55	290	5	28	4.560	3	25	4	11	7	5	14	9		17	224	4	2.299	337		
70	20	37	58	2	53	9	586	12	1	35	3	3	7	4		8	5	2	16	553		
					2			4.498	3.785	4.938	112	230	5	35	5		648		50			
20	7	6	20	1	15	3	4	4	311	2	1		3	2		3	2		2	334		
13	2	10	16		4	2	2	3	2	2	2.988	4.989	3	4		4	5		49	25		
31	11	9	31	1	7	5	1	6		2	2	1	3	2		5	3	1	3	8		
1.461	186	34	340	34	193	19	52	347	3	111	587	235	565	904		278	449	99	10	541		
130	40	877	131	4	193	19	26	56	7	113	150	77	18	407		227	155	3	95	556		
173	60	59	217	6	90	28	46	86	4	15	10	398	21	13	110	25	16	5	786	85		
60	383	103	73	4	266	7	47	68	122	10	161	88	31	550		3.340	74	26	118	648		
408	56	1.360	229	2	174	27	64	52	11	68	71	75	28	22	1	32	3.358	5	189	182	500	
16	7	1.607	146		8	2	22	3	2	2	3	3	3	59		4	5	336	19	45		
3.907	346	415	778	84	221	20	65	89	26	23	104	95	112	66	4	194	119	20	461	821		8.5
583	189	660	1.488	21	460	394	127	321	231	94	218	191	178	369	6	274	322	38	2.513	4.498		8.4
																			180	962		1.5
10.348	4.685	13.885	12.492	3.221	13.520	6.258	5.286	8.954	4.602	7.503	7.626	6.685	2.589	5.373	160	5.185	8.548	987	34.177	12.766	1.607	7.4
17.411	4.309	15.580	16.874	1.309	8.929	6.961	2.650	4.965	3.009	8.475	3.191	3.105	1.816	2.795	125	3.377	4.087	1.045	27.473	58.822	55.611	59.
																			- 437	- 700		
2.344	572	1.099	1.349	117	902	700	324	623	435	607	406	382	415	576	21	404	475	75	2.161	4.107	438	43
6.876	2.856	18.150	11.863	341	6.741	4.107	1.911	2.521	1.702	7.787	2.406	2.352	796	1.351	83	2.218	2.794	854	20.033	37.435		
8.094	1.171	2.281	3.662	851	1.286	2.454	415	1.821	872	81	379	431	605	868	21	755	818	116	5.796	16.380	55.153	43
27.515	8.998	29.815	29.366	4.830	24.449	18.319	7.996	18.919	7.611	15.978	10.817	9.850	4.405	8.168	285	8.562	12.653	2.032	41.650	69.915	57.218	45.

Millions de francs Marocains

DEMANDE FINALE -

31			32		33	34				35		TOTAL			
	Consom. Local	Total	Admin. Maroc Com. Soc	Admin Etrang Tourist.	Réalisa.	Ind. Artisanat	agric.	Loge.	Public	Epargne	Augmentation stock	Total Demande Finale	Utilisations		
		74.444	3.000	7.520	192.721		275			57.648	21.535	557.799	564.243	Agriculture, Pêche, Forêts	1
		18.214	120	340	44.105					1.504		44.089	64.283	Sucre, café	2
	435	1.362	160	440	7.145					12.964	790	21.479	22.841	Conserve, Froid	3
		10.298	450	1.250	20.954					313		22.967	33.265	Corps gras, Lait	4
		18.725	360	820	48.857					883		50.920	69.645	Travail des grains et farines	5
		87	200	812	23.904					239		25.217	25.304	Boissons, Tabac	6
6	2.800	46.524	2.700	238	23.407					1.903		28.248	74.772	Energie	7
		520								31.556	780	32.336	32.856	Phosphates	8
		3.770			698					23.159	1.353	23.809	27.579	Mines	9
4		8.413	10	10	935					753		1.708	10.121	Matériaux construction	10
6		2.761	1.632	971		3.430	150	13.962	5.769	140		26.054	28.815	Bâtiment	11
		500		2.900		4.539	5.504		15.923	0		28.866	29.366	T. P	12
5		10.854	17	18	150	200				3.955		4.320	15.174	Sidérurgie, métallurgie	13
26	410	30.309	1.218	315		13.012	7.683	850	1.561	1.135		25.782	56.091	Métaux équipement demi. produits	14
5	1.085	9.767	1.972	3.087	34.174	8.575		100	15	163		28.056	37.823	Autos, Avions, Cycles	15
2	160	1.853	838	654	17.504	320			185	890		19.791	21.624	Métaux, articles consommation	16
7	1.820	18.537	330	446	30.048					1.536	130	32.490	51.027	Textile, filature, tissage	17
	50	857	1.285	75	20.686					614		22.596	23.453	Textile, vêtements	18
		0			19.040					0		19.040	19.040	Textile, Artisanat	19
8	209	7.788	163	353	5.329					1.739		7.584	15.372	Cuirs	20
		191	434	205	13.349					873		14.856	15.047	Chaussures	21
5		11.805	2.015	17	360					411		2.803	14.606	Industries chimiques	22
19	32	5.339	1.261	227	15.047					2.079		18.614	23.953	Ind. parachimiques, pharmacie	23
8	570	3.935	181	125	1.596					15		1.917	5.852	Caoutchouc	24
38	1.447	9.609	1.146	662	3.707					2.111		7.626	17.235	Papiers, Cartons Industries polygraphiques	25
27	4.505	13.896	617	289	8.285				350	4.804		13.745	27.641	Bois et Divers	26
8	9	2.854	43	7	2.540					129		2.719	5.573	Céramique, Verre	27
132	2.391	22.696	1.548	4.892	10.543					4.440		21.423	43.119	Transports	28
206	4.786	28.558	8.050	4.201	36.716					8.579		45.546	74.458	Services	29
28	12.848	15.918			41.700							41.700	57.218	Logement	30
443	354.177	376.134	63.765	30.442	603.997	30.086	13.612	14.912	23.803	157.592	31.189	585.124	1.316.714	TOTAL	
326	406.364	732.311													
		4.604													
163	37.962	119.100													
		160.214													
933	30.804	447.615													
383	406.163	1.184.945													

DIVISION DE LA COORDINATION
ECONOMIQUE ET DU PLAN

20 Octobre 1961

TABL

RESSOURCES

DE

	Secteurs / Produits	Production	Importation	Commercialisation (marges + transport)	Consommation des ménages	Stocks Diminution	Total Ressources	1 Agriculture Pêche Forêts	2 Sucre Café	3 Conserves Froid	4 Corps gras Lait	5 Travail des grains et farines	6 Boissons Tabac	7 Energie	8 Phosphates
1	Aguculture, Pêche Forêts	301.180	23.222	3 936	51.190		389.818	15.945	3044	5.488	60.537	22.900	2.494		
2	Sucre, café	31 810	99.441	60 963	6.189		31.403		2853	451	9	211	258		
3	Conserves Froid	29.910	1.189	369	2.688		29.098	480		134			305		
4	Corps gras, lait	25 648	10.960	5404	2760		40.369		35	2.587	8360				
5	Travail des grains et farines	69.270	1929	892	1.286		32.678			144		19.315			
6	Boissons, Tabac	47.130	1884	2.134	2.916		26.060						96		
7	Energie	36.430	15953	4 204	21.929		77.010	3.369	396	928	288	1.990	311	12.682	3152
8	Phosphates,	93.865				933	94598								
9	Mines	31 286	928	136	662	330	46 911		9	58	14	42			
10	Matériaux construction	9365	184	31	1067		11.047	96	60	16	9	31	8	35	25
11	Bâtiment	30.350					30390	29	22	31	15	59	15	127	28
12	Travaux publics	31.540					31.540								
13	Sidérurgie, métallurgie	4.215	19 402	2499	1287		22.153		30	39	14	69	16	192	80
14	Métaux d'équipement demi-produits	31.485	23201	7499	5160		67.340	3.539	241	5091	196	388	410	1855	1720
15	Autos, Avions, Cycles	15.060	20 276	6200	4183		45.659	367	30	30	13	56	19	219	22
16	Métaux, articles de Consommation	10 450	6761	29.12	4826		29.649	92	15	19	6	25	7	55	29
17	Textile, filature, tissage	20 400	24.941	8979	16.159		70 514	4602	1.472	5					
18	Textile, Vêtements	10 400	7.056	4089	8188		29.673	30	5	6	2	9	2	20	5
19	Textile, Artisanat	17 405			3315		20.720								
20	Cuir	11.800	961	592	3710		16.863	353	9	15	9	3	9	10	12
21	Chaussures	12.400	585	293	6.947		19.899		7	8	4	15	4	31	6
22	Industries chimiques	3815	9.135	1350	919	596	16.155	3900	140	45	169	51	35	361	106
23	Industries parachimiques Pharmacie	11.350	9.011	3696	3943		28009	1.974	70	55	22	101	95	445	38
24	Caoutchouc	960	5078	1709	4915		9.160	404	40	44	19	83	21	494	622
25	Papiers. Cartons Industries polygraphiques	10 310	6700	2512	2311		21.033	40	840	936	46	30	398	61	91
26	Bois et divers	18 400	3.928	2.085	5.693	395	32.961	242	50	315	147	70	90	448	4282
27	Céramique, verre	2490	1.806	656	4.897		6849	255	5	11	440	8	142	6	63
28	Transports	45.550	3.516				49.066	253	662	549	496	579	274	2.389	5080
29	Services	76 995	4900				81.995	781	684	894	507	1854	403	815	390
30	Logement	59.300					59.300								
	Total	1.049.860	286.340	94.195	468.000	2.804	1.485.189	38.199	28.999	17.699	64.746	56.832	6096	19.949	18.340
	Valeur ajoutée							265.161	5251	3.251	2999	12938	12.039	19.471	31.481
	dont : Subventions														
	Impots														
	Salaires et charges sociales								2816	2166	2187	6890	2804	8491	9395
	Solde														
	Production des secteurs aux prix de la production							303.360	31.250	20.950	67.745	69.770	17.130	38.020	49.821

EAU ECONOMIQUE DU MAROC ANNEE

U T I L I S A T I O N S

MANDE INTERMEDIAIRE DES ENTREPRISES

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
ines	Matér. de construction	Bâtiment	T.P.	Sidérurgie Métallurgie de base	Métaux Equipement Semi-produits	Autos Avions Cycles	Métaux ouvrés	Textile Fibres Tissage	Textile Vêtem.	Textile Artisa.	Cuir	chaussures	Ind. chimiq	Ind. para-chimique Pharma	caoutchouc	Papier Carton Ind. Polyg.	Bois Divers	Céram Verre	Transp	Service	Logement urbain	C Ir
	34		111		389			4226		2.070	1577		65	2273		176	3295	45	28	604		
														32								
											283			754						116		
								42												105		
181	2.036	796	1986	347	515	247	471	798	84	82	111	94	341	758	42	588	498	310	5.550	1.642		
													418									
	135			2406	180		99						487	25		26		109				
155	648	4131	3831	5	30	12	2	21	2	6	3	3	14	10		19	8	29	112	20		
159	64	44	370	5	37	21	5	40	4	12	6	7	14	14	5	25	14	5	398	444	963	
																			540			
307	135	1.907	1103	8	771	174	2340	42	5	13	6	7	14	9	1	24	16	6	40	44		
1.195	316	2906	2470	30	9618	770	3168	256	29	145	443	274	115	142	24	168	982	38	1.358	704	247	
155	52	67	299	6	36	6086	3	37	6	13	6	6	13	9		22	324	6	2750	407		
70	33	43	66	2	41	8	727	17	1	39	2	3	7	4		10	7	2	19	639		
					2			6904	5356	6153	101	277	5	48	19		944		60			
26	9	7	25	1	20	3	6	6	459	3	1		2	2		4	4		3	48		
21	3	15	25		6	2	3	6	4	3	2511	5.861	3	7		7	9		75	38		
44	14	11	38	1	10	5	1	10		2	2	1	2	2		8	5	1	4	10		
624	202	38	371	34	303	17	62	578	4	143	464	278	475	1462		330	786	123	11	676		
159	48	1005	152	5	241	18	33	70	10	109	151	95	16	532		277	246	3	111	648		
225	76	74	268	6	119	256	62	55	6	18	10	583	20	18	498	33	24	7	997	106		
96	480	200	89	1	347	7	62	95	180	12	146	114	29	817	39	4.151	109	36	144	796		
423	66	1583	262	2	213	25	74	74	15	75	61	112	24	21	1	40	4650	7	217	210	567	
18	8	1969	149		9	3	25	4	2	2	2	4	2	56		5	6	396	21	49		
1299	370	226	808	98	247	66	73	115	33	23	81	111	90	65	10	118	150	24	479	862		3
626	206	708	1576	49	523	467	146	422	297	96	168	228	145	437	20	316	413	46	2.665	4.818		3
																			187	1010		L
11.608	5310	15425	13999	2956	20599	8126	7017	13762	6497	9018	8057	8058	2.181	7.497	659	6346	12490	1.193	15.748	14.259	1.777	8.
22.597	9.985	19965	17541	4309	40886	6891	3135	6638	3903	8387	3713	4042	1.634	2993	301	3964	5610	1.297	29.802	62.236	57.523	61
7289	2920	12879	12575	961	9145	4078	2026	2672	1809	3.387	2550	2500	844	1432	88	2.351	2962	905	21.235	39.681		6
34.285	9.765	30.250	3.500	9205	34.985	15000	10.150	20.400	10400	17.405	11.800	12.100	3.815	14.390	960	10.310	18.100	2.490	45.550	96.495	59.300	74

1960

Millions de francs Marocains

DEMANDE FINALE

3.1		Total	3.2		33	3.4				35		Total Demande Finale	TOTAL Utilisations		
Comm sur place	Comm Local	Consom intermédiaire	Admin Maroc Cais. Soc.	Admin Etrang Touris	Ménages	Ind. Artis + Fam	agric	Loge	Publi	Export	Augm Stock				
		86.424	2282	7400	223.060					69.421		201.823	389.247	Agriculture Pêche Forêts	1
		21.712	447	400	98 100					6078		49.690	71.402	Sucre, café	2
	949	6368	169	600	8.599					18.494		27.925	29.093	Conserve, Froid	3
		12.125	507	800	26.599					972		28.644	40.769	Corps gras, Lait	4
		19.576	369	600	50 925					1.207		53.101	72.677	Travail des grains et farines	5
		96	216	1200	24.064					484		25.964	26.060	Boissons, Tabac	6
7	2901	44.055	2832	300	23.875					1548		27.956	71.010	Energie	7
		418								44.180		44.180	44.598	Phosphates	8
		3.538			818					32.377		33.195	36.733	Mines	9
4		9.378	10		1120					446	115	1669	11.047	Matériaux construction	10
7		2972	1718	700					25000			27.418	30.390	Bâtiment	11
		540							31.000			31.000	31.540	T.P.	12
7		1433	18		180				850	2674	3700	7.822	22.153	Sidérurgie, métallurgie	13
69	507	39.144	1500						25.700	836	160	28.196	67.340	Métaux équipement demi-produits	14
7	1286	12.339	2320	2700	18.666				8810	324	500	33.320	45.659	Autos Avions, Cycles	15
2	182	2.157	941	800	19534				600	577		22.492	24.649	Métaux articles consomma	16
	2009	29.956	356	850	41 917					1.435	1000	45.558	70.514	Textile, filature, tissage	17
	61	1.130	1440		26.388					715		28.543	29.673	Textile, vetements	18
					2.720							2.720	20720	Textile, Artisanat	19
13	319	9.346	38	500	4214					2595		7517	16.863	Cuirs	20
		243	533	150	16013					960		17656	17.899	Chaussures	21
6		12.834	2152		379					790		3.321	16.155	Industries chimiques	22
35	37	6.405	2000	150	19.878					2.976	200	25.204	31.609	Ind. parachimiques, Pharmacie	23
11	698	5.577	209	80	2727					21	547	3583	9.160	Caoutchouc	24
50	1745	12.267	1266	600	9.771					2789		9426	21.693	Papiers, cartons Industries polygraphiques	25
74	6596	18.051	668	170	9.560				400	5112		15.910	33.961	Bois et Divers	26
9	90	3.136	47		3494					172		3.713	6.849	Céramique, Verre	27
359	5.539	25.947	1.584	4600	11 345					5590		23.119	49.066	Transports	28
278	7192	31.077	2379	6700	38 560					2879		50.218	81.295	Services	29
150	13.353	16300			43000							43.000	59.300	Logement	30
618	42892	44258	28.595	29000	687.870				91.360	201.339	6220	1.092.784	1.985.164	TOTAL	
1577	125.118	119.618													
130	64.067														
195	162000	122.000													

DIVISION DE LA COORDINATION ECONOMIQUE ET DU PLAN

TABL

	Secteurs / Produits	RESSOURCES						1	2	3	4	5	6	7	8
		Production	Importation	Consommation familiale	Consommation locale	Stocks Diminution	Total Ressources	Agri. Peche Forêts	Sucre Café	Conserves Froid	Corps gras Lait	Travail des grains & farines	Boissons Tabac	Energie	Phosphates
1	Agriculture, Pêche Forêts	363 000	57 087	41 969	69 639		491 695	18 914	8546	9180	13 887	38 356	8705		
2	Sucre, Café	44 900	21 973	5918	18 308		85 093		24749	583	40	849	367		
3	Conserves Froid	32 280	844	450	5074		36 748	494		197			368		
4	Corps gras, Lait	31 080	18330	3830	4051		51 391		90	3409	11 534				
5	Travail des grains & farines	88 000	330	808	4458		83 950			190		28865			
6	Boissons, Tabac	40 950	3458	2887	4078		50 403						413		
7	Energie	66 600	48 405	8439	18 660		140054	9166	4168	936	597	1705	390	88 665	6500
8	Phosphates	63500					63500								
9	Mines	40 900	4457	489	914		46 808		8	77	19	49			
10	Matériaux construction	46 750	48	16	4487		47 336	413	476	81	40	37	9	407	56
11	Bâtiment	53 400					53 400	34	38	141	48	70	48	198	33
12	Travaux publics	70300					70300								
13	Sidérurgie, métallurgie	46 680	40 658	4096	8461		95 409		50	45	19	77	19	869	444
14	Métaux d'équipement Semi-produits	58 440	88 675	28 795	43 841		181 951	4 476	389	6621	270	456	587	1900	200
15	Autos, Avions, Cycles	30 400	19 530	7446	6813		63 588	438	48	39	18	67	17	891	30
16	Métaux, articles de consommation	20 780	7889	3667	5805		30 086	148	47	43	9	39	8	103	40
17	Textile, filature, tissage	44 480	38 104	8987	31607		99 748	1890	1858	7					
18	Textile, Vêtements	20 780	3657	2064	8651		35 124	36	6	8	2	10	3	26	8
19	Textile, Artisanat	21 900			4180		26 080								
20	Cuirs	47 500	98	38	5074		32 704	416	4	49	18	3	10	14	16
21	chaussures	16 000	896	435	5744		22 175		8	41	5	18	5	44	9
22	Industries chimiques	18 880	7766	8893	1878		30 147	7008	476	99	834	60	89	895	449
23	Industries parachimiques Pharmacie	20 740	6854	2698	8983		38 969	8348	88	73	30	118	53	468	49
24	Caoutchouc	7840	3933	1201	8107		15 081	479	63	98	27	98	35	838	87
25	Papiers-Cartons Industries polygraphiques	18750	7550	3544	3662		33506	47	1035	1864	63	36	493	104	120
26	Bois et divers	26 490	8579	3754	6153		43176	344	59	415	203	83	106	405	184
27	Ceramique, Verre	5030	1443	619	2580		9732	301	5	15	153	8	169	8	87
28	Transports	65 800	1810				67 610	898	733	718	243	685	335	1668	711
29	Services	102 300	5141				107 441	988	885	1155	700	21904	499	1166	541
30	Logement	68 300					68 300								
	Total	1 480 000	300 931	92 398	228 406		2 041 134	47 518	37 001	35 073	17 268	67 864	6051	36 695	19 38
	Valeur ajoutée							24 518	7859	9347	3818	24 750	14 699	30 345	19 18
	dont: Subventions														
	Impôts														
	Salaires & charges Sociales														
	Sol de														
	Production des Secteurs aux prix de la production							265 000	44 300	38 380	34 080	88 000	20 950	66 600	6850

EAU ECONOMIQUE DU MAROC

U T I L I S A T I O N S

DEMANDE INTERMEDIAIRE DES ENTREPRISES

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Mines	Matér. Construction	Bâtiment	T.P.	Sidérurgie Métallurgie	Matériel Equip. Mécanique	Autres Aéron. Cycles	Matériel Electron.	Papier Edition Imprim.	Textile Vêtem.	Textile Artice.	Cuirs	Chaussures	Ind. Chimique	Ind. para chimique Pharmac.	Caoutchouc	Papiers Cartons Ind. Polygr.	Bois et Divers	Verre	Transp.	Service	Loyers Mén. urbains	Cons. Int.
	95		268		630			8514		2604	5304		488	3414		686	5187	81	40	674		
														65								
											346			1137						495		
								86												400		
3575	3458	1485	4734	8682	859	453	249	1619	190	103	168	136	4519	1344	388	1454	578	574	7915	3199		
													2300									
	818			6066	890		71						3095	58		58		315				
202	1090	6734	5180	38	49	17	8	44	4	8	5	5	51	34	10	48	37	63	157	86		
475	84	73	500	41	65	48	7	85	7	15	10	9	60	27	18	38	85	13	566	993	1134	
																			800			
367	818	2849	1140	658	12788	859	3410	90	9	16	11	9	139	84	13	33	47	11	57	69		
1436	1198	5050	5962	346	15710	3094	4617	534	62	183	656	333	668	389	891	836	1479	84	1947	948	885	
120	84	120	723	108	71	12658	5	79	11	16	8	8	89	84	1	32	357	11	5943	545		
76	38	77	160	49	78	167	1059	37	1	49	4	4	71	13		15	13	9	27	856		
					4			15940	10718	7742	150	327	31	95	967		1000		85			
29	14	15	61	1	33	9	9	15	920	8	1		4	6		5	9		3	549		
23	5	26	61		10	2	4	13	7	4	3725	7446	6	14		7	8		106	50		
46	23	19	91	1	16	11	1	21		8	2	1	4	6		10	5	1	5	15		
1944	387	68	896	288	510	50	90	1158	7	180	688	652	1469	2312	452	820	1143	899	15	906		
191	78	1809	367	19	416	100	48	143	84	138	224	113	56	1181		448	877	6	156	867		
268	128	134	647	27	192	884	90	117	11	23	14	810	78	38	3092	45	24	13	1487	142		
91	776	360	815	59	575	34	90	188	341	15	217	144	145	1526	20	7560	142	71	204	1066		
434	106	8645	338	9	345	498	115	158	32	95	90	458	94	59	2	53	7447	83	307	281	650	
19	18	2845	200	17	15	287	36	9	4	2	4	6	45	168		7	6	753	31	65		
5093	597	407	1950	587	407	60	106	235	70	89	119	187	394	159	36	151	451	44	684	1150		
751	335	1873	3804	158	880	705	215	846	581	121	248	871	678	895	84	422	673	103	3815	6338		
																			865	1350		
13898	8513	35734	27800	10985	33937	19378	10333	27856	10979	11347	11994	10659	10024	13518	5351	12122	12838	1474	22553	18970	2067	
87080	7207	87363	48450	5665	18173	11188	4563	13264	7801	10553	5506	5441	8186	6822	2489	7628	6858	2616	43247	33830	66838	
40920	16790	53100	70300	16650	52110	30400	14785	41180	20780	21900	17500	16000	18210	20300	7840	19750	25690	5090	65800	101200	68300	

NNEE 1965 prix 1960 (PROVISOIRE)

Millions de francs Marocains

		Total	DEMANDE FINALE 3.2 Admin Hors Com.	Admin Etrang Touris	33 Menages	3.4 Ind. Agric	Agric	Loge	Public	35 Export	Augm Stock	Total Demande Finale	TOTAL Utilisations		
		113455	4740	5700	266400					91400		368840	481695	Agriculture Pêche Forets	1
		25943	460	400	51250					1100	280	59150	85093	Sucre, Café	2
	583	4958	870	500	8980					25480		35190	36748	Conserve, Froid	3
		17861	700	900	30480					1950		34030	51891	Corps gras, Lait	4
		8380	510	460	59430					850		60770	83990	Travail des grains et farines	5
		413	300	1400	27530					700		29930	30103	Boissons, Tabac	6
	4048	27414	3960	950	27030					1100		32640	48054	Energie	7
		2360								61200		61200	63500	Phosphates	8
		9148			980					33680		34660	43808	Mines	9
	5	14795	800		1400					980		3580	17335	Matériaux construction	10
	5	4080	1900	160		47000						49060	53400	Bâtiment	11
		800				63500						69500	70300	T.P	12
	5	2789	30		880	300				11970	100	12680	35409	Sidérurgie, métallurgie	13
	717	68901	2670			116600				1600	200	120470	183371	Métaux equipement demi-produits	14
	1790	21811	3830	300	35920	13100				1180	100	41770	63538	Autos, Avions, Cycles	15
	869	3396	1300	1270	22830	2300				990		28690	32086	Metaux articles consommation	16
	3794	41538	490	1400	52570					3410	300	58170	99768	Textile, filature, tissage	17
	86	1864	2000		29170					1330	700	33260	35124	Textile, Vêtements	18
					26080							26080	26080	Textile, Artisanat	19
	449	12479	890	1400	5040					3100	400	10830	22704	Cuirs	20
		375	740		19890					1170	600	21800	22175	chaussures	21
		2827	1500		4440					5860		7800	30147	Industries chimiques	22
	50	9699	1960		22580					4600	200	29370	38869	Ind. parachimiques, Pharmacie	23
	978	10938	890		5810							6700	15081	Caoutchouc	24
	2567	19416	1750	200	5350					6030	500	13890	33506	Papiers, Cartons Industries polygraphiques	25
	7197	24028	920		10910	700				6530	100	19160	43176	Bois et Divers	26
	12	3672	70		4310					180	100	4660	9738	Céramique, Verre	27
	7687	36200	2170	5660	20480					9100		31410	67610	Transports	28
	40227	95194	3000	10760	46690					1800		62850	107441	Services	29
	18449	22679			46830							46830	68300	Logement	30
	57834	441394	34500	31000	343140	249500				276130	4000	1408270	2071184	TOTAL	
	11163	240458													